

TITRE II

LE RETOUR AU POUVOIR

"Le Congrès du Parti socialiste s'honore du fait que ses militants assurent la direction du gouvernement de la République à une époque particulièrement difficile. Avec eux, il a engagé sa responsabilité, identifié son destin à celui de la Nation toute entière." (1)

(1) Notion présentée par Léon Sauthien au Congrès socialiste de Lille, Bulletin intérieur S.F.I.O., n°85, juin 1956, p.8.

Le difficile dégagement des socialistes de la participation gouvernementale s'opère huit mois après les débuts de la seconde législature. Celle-ci, considérée dans une perspective cavalière, ne sera en fin de compte qu'une parenthèse pour les socialistes, un répit qu'ils mettront à profit pour refaire leurs forces.

Les années qui s'étendent de 1952 à 1955 seront à de multiples titres marquées par de profonds changements. La politique intérieure française n'échappera pas aux répercussions de la détente qui s'affirme sur le plan international et aux mutations économiques du capitalisme. (Chapitre III). Les élections législatives du 2 janvier 1956 marqueront une étape importante dans la série des rares occasions données à la gauche. Son succès l'amènera à exercer ainsi le pouvoir en une période "charnière", où les choix politiques qui lui sont offerts se présentent sous forme d'alternatives très claires (Chapitre V).

Une large part de l'exercice du pouvoir engagé par la S.F.I.O. dépend en fait de la capacité des socialistes à dominer les influences que nous avons envisagées ci-dessus. A partir de 1945, ce problème est singulièrement accru par la part prise par les socialistes dans la gestation de la IV^{ème} République. Fondateurs du nouveau régime, ils l'aideront à faire ses premiers pas sans se rendre compte que l'adversaire de classe les a relayés dans leur rôle de tuteur. La question posée en 1956 est de savoir si la S.F.I.O. trouvera en elle-même les forces suffisantes à la remise sur la voie de la transition au socialisme de cette République-*"régime intermédiaire"*. (Chapitre IV).

CHAPITRE I

LE CARREFOUR DES MUTATIONS

" Nous ne demeurerons pas cinq ans de plus dans cette position d'équilibre instable - entre la paix et la guerre au dehors - entre la coopération dans l'Union Française ou sa dislocation - entre le progrès social et la division entre les Français. " (1)

(1) Pierre Mendès-France dans " l'Express " du 7 décembre 1955.

Dix ans après l'arrêt des hostilités, l'ensemble du contexte intérieur et extérieur de la France reste marqué par les séquelles de la guerre. L'économie, reconstituée à grand-peine, reste dominée par la pénurie tandis que l'affrontement des deux blocs maintient le risque d'un troisième conflit mondial. Dans tous les domaines cependant on discerne de véritables lames de fond dont les effets vont se faire sentir à partir de 1954-1955: sur le plan économique, le capitalisme poursuit sa convalescence en engageant un vaste processus de concentration et en apprenant à se servir d'un régime qui ne lui est plus aussi hostile qu'à sa naissance (Section I). Sur le plan international, le dégel des relations Est-Ouest est accompagné par les efforts de création d'un troisième bloc, constitué des pays depuis peu indépendants et se déclarant "non alignés" (Section II). L'accélération du mouvement de décolonisation en résultera. Sur le plan politique intérieur, les formations traditionnelles ou nouvelles tentent de dépasser les clivages stérilisants de la guerre froide (Section III).

SECTION I : MUTATIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES

A partir de 1944, la reconstitution de l'appareil de production français s'opère dans des conditions inédites: le "dirigisme" inauguré par la gauche au pouvoir permet, après l'extension du secteur public, de donner à l'Etat un rôle déterminant. Après la disparition du tripartisme, les socialistes ne seront cependant plus en mesure de lutter efficacement contre la restructuration économique d'un capitalisme ayant retrouvé sa puissance. La priorité donnée par la gauche, de 1944 à 1947, à la production sur la consommation sera maintenue en faisant apparaître de moins en moins tolérables les insuffisances du niveau de vie des salariés et les disparités de revenus.

§ 1 : DE LA RECONSTRUCTION A LA RESTRUCTURATION DU CAPITAL

A- Le nécessaire recours à l'Etat

L'état de la France en 1944 est pitoyable. L'étendue des destructions subies est bien connue: à l'inverse de 1918, tous les départements métropolitains ou presque sont concernés. Nous ne prendrons que l'exemple de l'infrastructure des transports: 10 000 ponts sont détruits, le parc des véhicules automobiles utilitaires est réduit de 430 000 à 270 000 unités, 4 900 km de voies ferrées disparaissent avec 4 millions de m² de bâtiments S.N.C.F. Sur 17 500 locomotives, 475 000 wagons et

31 000 voitures de voyageurs, il ne reste respectivement que 3 000, 185 000 et 6 000 unités. 8 200 km de voies navigables sur 9 000 sont inutilisables; la flotte marchande est passée de 3,2 millions de tonnes à 800 000 tonnes, etc... (2)

La pénurie est générale. Sur le plan de l'alimentation, le fond ne sera d'ailleurs touché qu'en été 1947. Il faut à l'évidence un grand ordonnateur à la répartition de cette pénurie dramatique: c'est tout naturellement l'Etat qui remplira cette fonction, répartira les ressources intérieures ou extérieures en fonction des priorités qu'il décidera dans le développement de l'économie nationale. Rappelons encore que les agents économiques avaient dû se plier déjà depuis 1939 et surtout 1940 à des contraintes du même type dans la répartition des matières premières: Vichy, en l'espace, avait innové de façon durable avec les Comités d'Organisation. A la Libération, le sens donné à ces contraintes maintenues est bien sûr différent mais les moyens utilisés ne sont pas fondamentalement changés.

" Dès l'automne 1944, une répartition autoritaire des produits industriels fut imposée et joua en faveur des industries de guerre, des mines, des transports collectifs... Cette austérité permit de brillants résultats, puisqu'au printemps 1946 la France retrouva sa production houillère de 1938 et put rétablir une circulation ferroviaire normale, ce qu'aucun autre pays belligérant du continent n'avait encore pu obtenir."(3)

Dans le domaine des transports, dès 1947, toutes les voies ferrées sont rétablies, trois ponts sont construits quotidiennement, Air France totalise dès 1946 20 millions de kilomètres contre 14 millions avant-guerre et transporte 200 000 passagers contre 105 000, etc...

Nécessité fait loi, et favorise la mise en place de la structure nouvelle de la planification et l'élaboration en novembre 1946 du premier plan quadriennal (1947-1950) auquel M. Jean Monnet a attaché son nom.

(2) Voir Jules Hoch: "Une si longue vie", op.cit., p.196 sqq.

(3) Jacques Guyard: "Le miracle français", Ed. du Seuil, collection "Société", Paris, 1965, 128 p., p.19.

" La situation difficile de 1944-1945 et le risque d'anarchie imposaient un certain dirigisme. La faiblesse des forces conservatrices et le programme du C.N.R. autorisaient un certain socialisme." (4) Nationalisation et planification naissent de ce contexte: pour les uns, républicains populaires, radicaux et autres centristes ou modérés, il s'agissait là du degré maximum de collectivisation admissible; pour les communistes, il ne saurait s'agir que de remèdes limités ne pouvant conférer à l'Etat quelque indépendance que ce soit vis-à-vis des intérêts économiques dominants, dans un système où le capitalisme reste la règle; pour les socialistes enfin, et pour eux seuls, c'était au contraire le franchissement d'une étape essentielle vers la transformation de la société.

L'aide américaine elle-même n'est considérée par personne, au départ tout au moins, comme un lien contraignant: le plan Marshall commence à s'appliquer en avril 1948 et dispensera pendant quatre ans sur la France une manne de 2060 millions de dollars (dont 1869 millions sous forme de dons) faisant suite à 2036 millions de dollars de prêts et crédits divers obtenus de 1945 à 1947.

Le premier plan de modernisation et d'équipement avait fixé l'objectif global d'un dépassement de 25 % de la production de 1929, objectif devant être atteint en 1950. Les branches d'activité qui bénéficièrent prioritairement de l'aide extérieure et du financement public furent: les houillères, l'électricité, la sidérurgie, les cimenteries, les transports intérieurs et le machinisme agricole. 74 % des investissements réalisés dans le cadre de ce plan vont concerner les entreprises nationalisées. L'Etat, qui joue bien sûr le rôle essentiel dans l'orientation des crédits, en dirige donc près des trois quarts vers le secteur public.

Les Charbonnages de France recevront ainsi, dans le cadre du plan, 13 % des fonds de contre-valeur du plan Marshall, l'E.D.F. 22 %, la

(4) J. Gogard, *op.cit.*, p. 16.

S.N.C.F. 31 %, etc... Tous les fonds mobilisés par le plan ne vont pas au seul secteur public: " C'est le plan Marshall (qui irrigue pour une large part le plan Monnet) qui déclenchera le mouvement de concentration dans la sidérurgie française après la seconde guerre mondiale, puisque c'est en 1948 que furent créés Usinor et Sollac pour utiliser les laminoirs ultra-modernes montés grâce aux crédits américains." (5)

L'équivoque du plan ne fait que refléter celle de la situation économique de la société française: un secteur public étendu coexiste avec un secteur privé qui reste dominant mais ne récupère pas, dans l'immédiat tout au moins, les moyens politiques et sociaux de cette domination. La période reste inévitablement ambiguë et les effets du plan auront le même caractère.

Prolongé jusqu'en 1952 pour rejoindre l'échéance de l'aide américaine, le premier plan se termine sur un bilan spectaculaire. En ce qui concerne les activités économiques de base, la France a atteint, voire dépassé, le niveau de production de 1929, référence maximale.(6) La production industrielle dépasse de 13 % celle de 1929 (ce dépassement atteint 20 % si l'on exclut le secteur du bâtiment). La reconstitution de l'appareil de production est globalement achevée.

La reconstruction économique s'est malheureusement faite au détriment des conditions de vie des salariés, ce qui correspondait au parti pris par les planificateurs de 1946 qui avaient mis l'accent, pour 6 ans, sur le développement des industries de base et non sur celui des industries de transformation, propres à favoriser l'augmentation de la consommation. Cumulée avec les restrictions draconiennes qui subsistent sur le ravitaillement jusqu'en 1948-1949, la pression sur le niveau de vie des salariés ne pourra être supportée, dans une première étape, que

(5) Henri Claude et autres: "La IV^{ème} République", Editions Sociales, collection: "Notre temps, histoire", Paris, 1972, 160 p., p.16.

(6) Georgette Elgey, op.cit., p.432.

grâce à la collaboration des communistes, puis à partir de 1947, imposée par une répression justifiée officiellement par des motifs de survie du régime et les nécessités de la guerre froide et du réarmement.

Jusqu'en 1948, l'inflation garde des proportions catastrophiques:

Indice des prix de détail à Paris

1944	1945	1946	1947	1948
285	393	645	1030	1632
	soit + 38%	soit + 63%	soit + 60%	soit + 59%

La politique d'austérité de M. René Mayer (Ministre des Finances du Gouvernement Schuman, fin 1947) ramène le pourcentage de hausse de cet indice aux environs de 11 %, mais portera dans le même temps des fruits amers: dévaluation, politique des revenus défavorable aux salariés, réduction des subventions économiques de l'Etat, " vérité des prix " dans le secteur public, amnistie fiscale, retour à la liberté sur le marché de l'or...

B- " L'expansion dans la stabilité "

Cette nouvelle période, qui va englober le contexte économique des années 1955-1956, commence par les troubles économiques et monétaires majeurs provoqués par la guerre de Corée. Le conflit éclate le 24 juin 1950; en septembre, la hausse des cours mondiaux des principales matières premières atteint 40 à 50 %.

La répercussion sur les prix intérieurs français est inévitable:

Indice des prix de détail à Paris (213 articles) (7)

1949	1950	1951	1952
100	111,2	130,1	145,4
	soit + 11,2%	soit + 17 %	soit + 12 %

Il faut attendre le début de 1952 pour que les cours internationaux amorcent une baisse qui sera rapidement très sensible. M. Antoine Pinay, qui devient Président du Conseil le 8 mars 1952, en sera le premier bénéficiaire. Appuyé sur une coalition parlementaire très nettement orientée à droite, il utilisera les moyens économiques les plus traditionnels pour " assainir " la situation: 110 milliards d'économies budgétaires dont 90 affectant les investissements, amnistie fiscale, emprunt célèbre qui grèvera lourdement la dette publique des années à venir; en matière de commerce extérieur, aides de l'Etat à l'exportation; baisse des prix facilitée par le contexte international; réduction du déficit des entreprises du secteur public.

Le résultat est dans un premier temps spectaculaire mais reste éphémère: en septembre 1952, M. Pinay est obligé de revenir au " dirigisme " tant honni de ses prédécesseurs en décidant le blocage des prix pour éviter un ajustement du S.M.I.G. (7 bis)

Entretiens, en effet, il a dû, sous la pression des syndicats et d'une gauche enfin rassemblée dans l'opposition, faire voter, par la loi, du 18 juillet 1952, l'échelle mobile des salaires qui aboutit à la revalorisation automatique du S.M.I.G. dès que l'indice des prix (213 articles) accuse une hausse de 5 % minimum. Son point de départ (base 100 en 1949) est fixé à 142, de sorte que les 5 % de hausse seront at-

(7) J. Guyard, *op.cit.*, p. 35.

(7 bis) S.M.I.G. : *Salaires Minimum Inter-professionnel Garanti*

teints au chiffre de 149,1. Ce seuil de 149,1 sera désormais considéré comme un chiffre tabou par tous les Gouvernements qui suivront, au point de devenir une véritable obsession: leurs politiques économique et sociale seront largement hypothéquées par lui et ce phénomène sera particulièrement sensible lorsque l'inflation redeviendra menaçante en 1956-1957. La tentation d'agir sur l'indice naît ainsi à partir de 1952.

En ce qui concerne la politique des salaires, la liberté de négociation est restaurée depuis 1950. Seule, la fixation du S.M.I.G. reste du domaine de l'Etat. Le résultat le plus clair, étant donné le lien étroit du S.M.I.G. avec l'indice des prix, fut d'encourager sa stagnation au niveau atteint en 1952, alors que les salaires plus élevés étaient libres de monter. Pour pallier ce gel du S.M.I.G., le gouvernement dut admettre la création de rémunérations annexes sous forme de primes diverses.

1953 a pu paraître comme l'année-clé; celle du tournant économique, du choix entre la poursuite d'une politique classique illustrée par M.Pinay ou au contraire la recherche prioritaire de l'expansion considérée notamment comme remède à tous les déséquilibres sociaux. " 1953 fut l'année d'un nouveau départ, au-delà de l'ornière ancienne... En 1953, la France s'arrachait aux sombres délices de " la monnaie avant tout."(8) Jusqu'en janvier 1956, c'est M.Edgar Faure qui aura la responsabilité de la vie économique, soit comme Ministre des Finances, soit comme Président du Conseil.

Le second plan de modernisation et d'équipement, qui porte la marque et le nom de M.Hirsch, met cette fois-ci, pour la période 1954-57, l'accent sur les industries de transformation, et mise sur l'expansion de la consommation. Celle-ci se trouve facilitée par l'explosion démographique et un certain transfert des revenus. L'investissement des entreprises est relancé par l'Etat qui prend des mesures fiscales nouvelles (instau-

(8) J.Guyard, *op.cit.*, p.41.

ration de la T.V.A., baisse du taux d'escompte...) et augmente les moyens de financement transitant par le F.D.E.S.* et le secteur public bancaire. La tension sur les prix reste imperceptible: " En effet, tandis que les prix des produits importés continuaient à descendre des sommets atteints lors du " boom " coréen, les prix intérieurs, tant à la production qu'à la consommation, restaient ételes... On put croire la France enfin guérie de l'inflation." (9)

La balance commerciale devient excédentaire pour la première fois de l'après-guerre; les réserves de devises augmentent, passant de 204 milliard de francs en or et devises, en 1953, à 680 milliards en 1955; la libération des échanges extérieurs fait quelques progrès tandis que le coût de la guerre d'Indochine disparaît en 1954.

Quelques chiffres: la production nationale augmente de 5,5 % en 1954 et de 6 % en 1955; dans le même temps, l'investissement passe de + 8,5 % à + 13 %.

Balance des paiements

(en milliards de dollars et pour la seule métropole) (10)

	1953	1954	1955
Solde des paiements courants (export, import, et opérations diverses autres que les mouvements de capitaux)	-117	+262	+602
Soldes des opérations en capital	- 9	-223	-179
Solde général	-126	+ 39	+423

* Fonds de Développement Economique et Social.

(9) J. Guyard, *op.cit.*, p. 50

(10) *id.*, p. 61

Le slogan des équipes au pouvoir, " l'expansion dans la stabilité " est en passe de devenir une réalité. Ce nouvel équilibre ne saurait cependant masquer la profonde transformation de l'appareil de production français qui se développe dans des proportions jamais atteintes à partir de 1953.

De 1944 à 1956, le mouvement général est celui d'une concentration technique et surtout financière des moyens de production. Nous ne reviendrons pas sur la constitution des nouveaux ensembles industriels du secteur public, étendu de 1944 à 1946 par les nationalisations (E.D.F., par exemple, est le résultat de la fusion de 2378 entreprises de production ou de distribution d'électricité, G.D.F. le résultat de la concentration de 724 entreprises. (11))

Dans le secteur privé, ce mouvement de concentration n'apparaît guère dans les premières années de la IVème République. (Sauf exception due à l'utilisation de l'aide américaine, comme nous l'avons mentionné pour la sidérurgie, qui voit se créer en 1948 Usinor et Sollac). Il se développe par contre à partir de 1952-53: la reconstruction industrielle du pays est alors achevée, le niveau des profits d'avant-guerre est atteint: il faut trouver de nouvelles voies d'expansion; la récession " pré-coréenne " de 1949-1950, connue d'abord par les Etats-Unis, puis surtout, en France, l'austérité et le coup de frein provoqués par l'expérience Pinay, l'internationalisation des marchés et l'orientation vers la création d'un marché commun européen ont favorisé la restructuration du capital industriel et l'avènement d'entreprises dominantes, sinon de monopoles. Les premiers d'entre eux avaient surgi avant-guerre avec Rhône-Poulenc et l'Aluminium Français (Ugine et Pechiney).

La sidérurgie affrontée à la concurrence européenne dans le cadre de la C.E.C.A. est la première branche où la nécessité de la concen-

(11) cf. Cahiers de l'Institut Maurice Thorez, n°6 spécial, 1974, p.82.

tration est vivement ressentie: en décembre 1950 naît Sidélor regroupant la Société Lorraine des Aciéries de Rombas, les Aciéries de Micheville, les Forges et Aciéries de la Marine et d'Homécourt, la Compagnie de Pont-à-Mousson, puis, en 1954, les Etablissements métallurgiques de la Gironde; Sidélor fournit en 1956, 13 % de la production française d'acier; en décembre 1950, la Société De Wendel et Compagnie se restructure par absorption de la société " Les Petits-Fils de F. de Wendel ", et atteint en 1956 15 % de la production française d'acier; en 1952-53, Marine, Firminy, Jacob Holtzer et Saint-Etienne fusionnent pour former les Forges et Ateliers de la Loire, tandis que les Aciéries de Longwy et Senelle forment le groupe Lorraine-Escaut (12 % de l'acier français). (12)

Dans d'autres branches industrielles le mouvement de concentration est tout aussi spectaculaire: l'automobile voit se dérouler en juin 1953 la fusion Delahaye-Hotchkiss; Renault absorbe en 1955 Salnson et crée Savem; en 1954, Simca absorbe Ford, fusionne en 1955 avec Unic, et s'allie la même année avec Bugatti pour la construction de moteurs; Citroën absorbe Mathis en 1953 et fait son entrée en 1955 dans la société Panhard, prélude d'une absorption future.

Dans le secteur des constructions navales, les Chantiers de Penhoët et les Chantiers de la Loire fusionnent en 1955, et représentent 65 % de la capacité de construction française.

Dans la métallurgie, les Forges et Ateliers du Creusot absorbent en 1952 la Société Hydro-mécanique, en 1956 la Société Batignolles-Chatillon, et entrent dans le capital de la Société Métallurgique d'Imphy.

Dans l'aéronautique, l'Etat participe au mouvement en fusionnant deux de ses sociétés nationales, celle du Sud-Est et celle du Sud-Ouest, dans "Sud-Aviation".

(12) Ces chiffres et les suivants sont tirés de: Jean Chardonnet: "L'économie française", Dalloz, Collection: "Etudes politiques, économiques et sociales", Paris 1958-1959, 2 tomes, Tome I, 452 p., p.274 sqq.

La concentration, accélérée à partir du début des années cinquante, ne touche pas tous les secteurs au même degré: semblent notamment y échapper les vieilles industries traditionnelles du textile, du cuir, du bois, de la meunerie où la dispersion reste la règle commune. Mais pour les secteurs moteurs de l'économie, en 1955, la monopolisation est la perspective: 4 sociétés détiennent 82 % de la capacité totale de raffinage: C.F.R. (28 %), Schell-Beerre (22 %), Pétroles-B.P. (18 %), Esso-Standard (14 %); 4 sociétés assurent 94 % de la production automobile: Renault (30 %), Citroën (25 %), Simca (22 %), Peugeot (17 %); Pechiney et Ugine dominent les métaux non ferreux et produisent 85 % de l'aluminium français; Sidélor, Usinor, de Wendel et Sollac produisent les deux tiers de l'acier français.

Enfin, dans de nombreux secteurs, une dispersion considérable ne doit pas masquer la domination croissante d'une ou de quelques sociétés: Rhône-Poulenc, Kuhlmann, Pechiney, Saint-Gobain, Ugine dominent ainsi la chimie; Roussel-U.C.L.A.F. et Rhône-Poulenc règnent sur l'industrie pharmaceutique: " il y a peu d'exemples d'un duopole aussi important pour deux grandes sociétés et d'une pareille dispersion pour les autres maisons ". (13); Saint-Gobain domine l'industrie du verre, suivi de très loin par Souchon-Neuvesel et Boussois, et une centaine d'entreprises mineures; dans le caoutchouc, Michelin distance Dunlop, Kléber Colombes et les autres entreprises en assurant 50 % de la fabrication des pneumatiques; les exemples pourraient être multipliés (constructions mécaniques et électro-ménager, cimenteries, etc...).

Ayant surmonté les crises politiques de la Libération et les difficultés les plus dramatiques de la pénurie, le capitalisme français semble encore promis à un bel avenir. Il faut une attention particulière pour discerner, fin 1955, quelques signes annonciateurs de déséquilibres futurs: une structure inquiétante du commerce extérieur où les importations sont faites de biens d'équipement et de produits finis quand

(13) J. Chardonnet, *op. cit.*, p. 54.

Les exportations sont pour l'essentiel constituées de matières premières agricoles ou industrielles; des menaces sur le marché de l'emploi où la tension reste vive, la main-d'œuvre étant utilisée à ses capacités maximales; des finances extérieures qui ne doivent leur relative aisance qu'aux reliquats de l'aide américaine pour l'Indochine, encore versée en 1955.

Tous ces signes, encore secondaires, ne suscitent pas d'alarme immédiate: la situation reste globalement satisfaisante et l'expansion doit poursuivre sur sa lancée. Seul point noir dont les proportions s'accroissent rapidement: la " rébellion " algérienne qui pourrait entraîner la France dans un engrenage de dépenses militaires où son économie épuiserait sa vitalité. Ce n'est encore qu'un danger que les partis victorieux en 1956 espèrent bien éviter puisque la paix est leur première préoccupation. Pour l'heure, la prospérité économique relative donne lieu à des conflits sociaux portant sur la répartition de ses fruits plutôt qu'à une interrogation inquiète sur sa propre existence.

§ 2 : TENSIONS ET INJUSTICES SOCIALES

A- Démographie et problèmes de main-d'œuvre

La population française passe, de 1946 à 1954 de 40,5 millions d'habitants à 42,7 millions. La dénatalité qui marquait la fin de l'entre-deux-guerres est enrayée grâce à une politique familiale amplifiée à la libération. Malgré un tassement sensible du taux de natalité à partir de 1949-1950, l'excédent annuel des naissances sur les décès se maintient au chiffre d'environ 300 000. En matière d'allocations familiales, l'inflation a cependant, là comme ailleurs, un effet néfaste: de 1948 à 1955 leur mon-

tant baisse de 25,51 %. (14)

Les déficits du passé ne seront en tout cas comblés qu'à long terme, et les besoins en main d'oeuvre excèdent les possibilités offertes par la population active: en 1954 celle-ci atteint le chiffre de 19 520 000 personnes.

L'exode rural ne suffit pas à satisfaire les besoins des industries et des services. Car, jusqu'à la fin des années cinquante, ce sont les classes " creuses " de l'entre-deux-guerres qui arrivent à l'âge adulte. Les principaux secteurs d'activité atteignent numériquement en 1954 un point de quasi-équilibre entre eux: 27,4 % de la population demeure dans le secteur primaire, 36,2 % se trouve dans le secondaire tandis que le tertiaire en attire 36,4 % (15)

L'immigration remplace alors la masse des chômeurs comme volant de main d'oeuvre. " A partir de 1945, il a fallu intensifier l'effort de recrutement à l'étranger: le plan Monnet réclamait de 1947 à 1950, 970 000 travailleurs étrangers." En 1954, c'est 1 564 000 étrangers qui vivent en France (16) et, parmi eux, dominent 109 000 Italiens, 346 000 Espagnols, 333 000 Polonais tandis que le contingent de travailleurs nord-africains augmente rapidement (la population algérienne en France passe de 232 951 personnes en 1952 à 301 790 en 1955). (17) La courbe de l'immigration suit étroitement celle de l'intensité de l'activité économique du pays: de 1945 à 1950 c'est un contingent de 50 000 travailleurs

(14) cf. Jean-Marie Jeanneney: "Forces et faiblesses de l'économie française. 1945-1959", A. Colin, Paris, 1959, 364 p., p.16.

(15) cf. Jacqueline Beaujeu-Garnier: "La population française", A. Colin, collection "U2", Paris, 1970, 256 p., p.195.

(16) J. Chardonnet, *op. cit.*, p.80.

(17) André Delattre: "Politique économique de la France depuis 1945", Sirey, collection "Politiques économiques", Paris, 1966, 524 p., p.47.

qui arrive annuellement en France; la récession de 1949 fait tomber ce chiffre à 10 457 en 1950; le " boom " coréen le fait remonter à 20 883 et 32 669 en 1951 et 1952 avant que l'austérité déclenchée par M.Pinay ne le ramène à 15 139 et 12 135 en 1953 et 1954; un nouveau départ est pris en 1955 avec 18 932 travailleurs " importés ". (18)

Dans le même temps, l'ensemble de la population active s'accroît d'ailleurs fort peu:

1949	19 496 000
1950	19 493 000
1951	19 559 000
1952	19 630 000
1953	19 582 000
1954	19 613 000
1955	19 638 000

" La croissance, de l'ordre de 5 % par an en moyenne, enregistrée par l'économie française depuis la guerre a été obtenue à population active constante (19), c'est-à-dire qu'elle correspond en gros aux progrès de la productivité." Il est de fait, incontestablement, que la France, à partir de 1945, s'est mise au travail comme jamais elle ne l'avait fait: de 1949 à 1956 la durée hebdomadaire du travail augmente de 1,3 % tandis que la loi de 40 heures reste la règle officielle. En 1955, la durée moyenne hebdomadaire du travail est de 46 à 50 heures pour l'immense majorité des diverses branches industrielles; seuls, les secteurs sur la défensive comme le textile, la confection, le cuir connaissent des horaires moins lourds (sur 170 000 ouvriers faisant moins de 40 heures par semaine en 1955, 90 000 appartiennent aux branches du textile et de la confection.)

(18) A. Delattre, *op. cit.*, p. 48.

(19) souligné dans le texte, *id.*, p. 43 et 44.

Le résultat de cette activité générale accrue est une augmentation spectaculaire du produit national brut. En 1955, il est de 43 % supérieur à celui de 1938 et de 33 % supérieur à celui de 1949. Le revenu disponible des particuliers suit sensiblement la même évolution (+ 30,38 % en 1955 par rapport à 1949) de même que la consommation des particuliers (+ 32,14 % pour les mêmes dates.).

Années	Produit national brut en milliards de Francs Augmentation en %	Revenu disponible des particuliers Augmentation en %	Consommation des particuliers
1938	11 450	8 870	8 502
1949	12 332	9 211	8 324
1950	12 761 soit + 3,47 %	9 386 soit + 1,89 %	8 538 soit + 2,57 %
1951	13 443 soit + 5,26 %	9 838 soit + 4,81 %	9 101 soit + 6,59 %
1952	14 140 soit + 5,26 %	10 181 soit + 3,48 %	9 440 soit + 3,72 %
1953	14 530 soit + 2,75 %	10 402 soit + 2,17 %	9 750 soit + 3,28 %
1954	15 390 soit + 5,91 %	11 123 soit + 6,93 %	10 310 soit + 5,74 %
1955	16 370 soit + 6,36 %	12 010 soit + 7,97 %	11 000 soit + 6,69 %

(20)

* L'histoire de la croissance économique française depuis 1945 est

(20) Tableau tiré de J.M. Jeanneney, *op. cit.*, p.207.

dans une large mesure, celle d'un combat sans cesse poursuivi pour maintenir l'accroissement du volume de la consommation au-dessous de la croissance du produit national brut, dégageant ainsi une épargne nécessaire au financement non inflationniste des investissements." (21)

Cette tension volontairement entretenue et exacerbée dans les années 1951-52-53 affecte les différentes classes sociales dans des proportions variables.

B- Tensions et bouleversements sociaux

Les salariés en 1955 représentent 65 % de la population active. Ils ont été les premiers concernés par les soubresauts de la vie économique depuis 1945 et leur pouvoir d'achat révèle une évolution très mouvementée. La situation générale des salaires en 1955 n'est guère satisfaisante malgré certaines hausses substantielles survenues en 1953-54 sous la pression revendicative. " De janvier 1950 à juillet 1955, la hausse des salaires réels horaires a été de 41,2 %... Cette amélioration relativement rapide depuis 1950 ne signifie pas que le sort des salariés soit dès maintenant satisfaisant." (22) On a pu ainsi établir, compte tenu bien sûr de l'évolution du coût de la vie, que le pouvoir d'achat des salariés pour une heure de travail en juillet 1955 restait inférieur de 7 % à celui de l'heure payée en 1937. Encore ce pourcentage qui reflète une variation moyenne pour l'ensemble des salariés doit-il être modulé: il semble en effet que cette baisse de 7 % soit beaucoup plus prononcée pour les salariés masculins (- 38 % pour les salariés parisiens et - 16% pour les salariés de province) et que ce soient les efforts d'alignement des salaires des femmes sur ceux des hommes qui limitent la baisse globale à - 7 % (le salaire horaire net des femmes en province aurait ainsi augmenté de 32 % de 1937 à 1955).

(21) A. Dalattre, *op.cit.*, p.49.

(22) J.M. Jeanneney, *op.cit.*, p.182.

En ce qui concerne les salaires hebdomadaires réels nets, la même régression peut être constatée, aggravée par une durée hebdomadaire de travail sensiblement plus élevée en 1955 qu'en 1937 où la loi sur les 40 heures tendait à être strictement appliquée: si ce salaire hebdomadaire augmente de 8 % de 1937 à 1955 pour l'ensemble des salariés, ce sont essentiellement les femmes salariées qui en " profitèrent " (+53% pendant la même période (23)) alors que les hommes en province voient leurs salaires hebdomadaires baisser de 3 % et les hommes à Paris de 28 % !

Enfin, même si l'on ajoute les fameuses charges sociales et fiscales, derrière lesquelles le patronat s'abrite pour refuser les hausses de salaires ou l'ouverture des frontières, le salaire horaire réel net n'a augmenté que de 16 % pour l'ensemble des salariés (67% pour les femmes, 6 % pour les hommes en province alors qu'il a diminué encore de 22% pour les hommes à Paris).

Si l'on compare les salaires français aux salaires étrangers, les salariés américains, suédois, suisses, britanniques et belges se situent à un niveau supérieur, transferts sociaux compris. (24) Rien d'étonnant alors que la France des années cinquante connaisse des flambées revendicatives de grande ampleur.

Les grandes grèves de l'automne 1947 et de l'automne 1948 étaient largement justifiées par le retard pris par les salaires sur les hausses spectaculaires des prix (+ 60 % en 1947 et + 59 % en 1948). Au premier trimestre de l'année 1950, le nombre des journées de grèves dépassera

(23) Cela signifie tout simplement que les salaires féminins de même que les salaires des hommes en province, mais à un degré moindre, accusaient un retard considérable sur les salaires masculins parisiens. En 1955, les salaires féminins sur l'ensemble de la France accusent un retard de 17% en moyenne sur l'ensemble des salaires masculins de province qui, eux-mêmes sont inférieurs de 17% aux salaires masculins parisiens. (cf. J.M Jeanneney, p.186.

(24) cf. J.M. Jeanneney, p.189 à 194.

ce chiffre record pour la IV^{ème} République de 9 millions, dû pour une large part au constat d'une baisse de 28 % du salaire horaire réel par rapport aux prix officiels. " C'est la baisse du salaire réel, calculé par référence aux prix officiels qui, de 1947 au printemps 1950, explique le nombre relativement élevé des jours de grève. Dès que le salaire réel s'améliore, leur nombre diminue." (25) En effet, à partir de juin 1950, les salaires vont augmenter en moyenne de 6,3 % par an et le nombre de journées de grève diminuera sensiblement (1,440 million en 1954).

L'été 1953 sera à cet égard une exception: en pleine période de congés, un mouvement revendicatif de grande ampleur, déclenché dans les transports, gagne rapidement tout le secteur public, paralysant l'ensemble de l'économie nationale. Ce mouvement s'explique surtout par le retard accumulé depuis plusieurs années par les traitements sur les salaires privés et par les projets de recul de l'âge de la retraite dans la Fonction publique. (Les traitements les plus élevés ayant particulièrement souffert de ces retards.)

Quant aux autres classes sociales, les tensions s'y manifestent à des degrés et niveaux différents. Si la grande bourgeoisie d'affaires tire son épingle du jeu et met à profit les crises économiques (spécialement celle de 1952-53) pour renforcer son emprise sur l'appareil économique par une concentration accrue, la petite bourgeoisie et les classes moyennes traditionnelles sont fortement éprouvées par l'évolution générale des conditions de production et d'échange.

Après la période de " vaches grasses " de l'Occupation et du marché noir qui ne disparaît qu'en 1949, la paysannerie se retrouve avec un niveau de vie voisin de celui de l'avant-guerre. Ses structures de production sont mises à mal par la nécessité de rentabiliser au maximum les exploitations. L'exode rural prend des proportions considérables: de 1952 à 1955, 150 000 personnes quittent annuellement les campagnes; de 1954 à

(25) Jeanneney, *op.cit.*, p.192-193

à 1957 cet exode aura touché 140 000 ouvriers agricoles et 460 000 agriculteurs ou aides familiaux. Les gains de productivité évitent une régression de la production qui passe de l'indice 111 en 1950 à 123 en 1954 (grâce notamment à la priorité donnée au machinisme agricole par le premier plan).

Indice de la production agricole alimentaire

:1934	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	:
:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
: 100	82	77	96	99	111	105	110	118	123	:
:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:

Le vieillissement de l'âge moyen des exploitants, leur incapacité corrélative à s'adapter aux conditions modernes de production, ou l'endettement maximal qui en résulte lorsqu'elles sont acceptées, des conditions de vie qui restent inférieures à celles des villes (au niveau de la consommation et de l'équipement des ménages spécialement), tous ces éléments contribuent à accélérer le déclin des campagnes parfois surpeuplées.

La brutalité de l'expansion amorcée en 1945 et amplifiée en 1953-54 provoqua de violentes réactions de la part de ceux au détriment de qui elle transformait les conditions traditionnelles d'existence. " Un vif mécontentement saisit tous ceux qui ne peuvent suivre la course du progrès sans qu'ils aient, en rien, démerité... Qu'il s'agisse de progrès ou de reconversion, la France des années 1950 découvrit, de façon très concrète, l'accélération de l'histoire: il lui fallait, désormais, se transformer plus en une décennie qu'en un demi-siècle auparavant. C'est sans doute dans l'industrie, principale actrice du progrès, que les difficultés furent les moins graves." (26)

Si la paysannerie fut touchée de plein fouet, le petit commerce et l'artisanat connurent les mêmes problèmes d'adaptation. L'âge d'or, pour

(26) J. Guillard, *op. cit.*, p. 32.

eux aussi, était passé avec la fin du marché noir. Ce n'est pas tant la concurrence des grandes surfaces et des méthodes modernes de distribution, à leur tout début, qui provoquent leur mécontentement que l'emprise nouvelle que l'Etat prétend avoir sur eux grâce à la fiscalité. Cet Etat ne fut d'ailleurs pas exempt de contradictions puisqu'en 1947, il rétablit la liberté totale d'ouvrir boutique ou magasin; de 1947 à 1950 ce sont environ 40 000 magasins d'alimentation qui se créent à une époque où le rationnement n'a pas encore disparu et où tant d'autres emplois auraient été plus utilement trouvés pour des capitaux en mal d'investissement. En 1956, la France compte un petit commerce pour 54 habitants alors que la moyenne européenne est de 1 pour 71.

La récession de 1952-1953 aura là aussi un impact révélateur de la pléthore de l'appareil de distribution français. M.Pinay y contribua largement: après avoir accordé une généreuse amnistie fiscale, il aggrava pour l'avenir les pénalités et renforça les contrôles fiscaux rapidement jugés insupportables. La cible privilégiée de la réaction d'auto-défense des petits commerçants et artisans devint tout naturellement l'administration fiscale.

On connaît l'épopée risible et inquiétante de M.Pierre Poujade (27): " A Saint-Céré même, la population avait diminué de moitié au cours des cent dernières années, mais le nombre des petits commerçants et des artisans était resté le même." (28) Le sens du mouvement est foncièrement réactionnaire au sens propre du terme: il s'agit de mener campagne contre le progrès, l'expansion et les adaptations permanentes qu'il suppose: "Nous défendons la structure traditionnelle de l'économie française... Nous sommes contre la reconversion." (29) " Par son." éloge de la sclérose".

(27) Sur le poujadisme voir: Stanley Hoffmann: "Le mouvement Poujade", Colin, Cahiers F.S.S.P., n°81, Paris 1956, 419 p.

(28) Philip Williams: "La vie politique en France sous la IVème République", A.Colin, collection "Analyses Politiques", Paris 1971, 872 p., p.264.

(29) cité par P.Williams, p.265.

Pierre Poujade plaisait à tous ceux qui redoutaient des réformes, qu'il s'agisse d'une réorganisation des circuits de distribution, d'une modernisation de l'industrie, du remembrement foncier ou de la lutte contre l'alcoolisme... Les régions qui s'étaient le mieux adaptées à un régime autarcique local sous l'économie de guerre étaient très réceptives au poujadisme." (30)

La conjonction d'une série de mécontentements (paysans, artisans, petits commerçants, voire petits industriels) ne pouvait manquer d'être dangereuse pour le régime. Elle attendra le début de l'année 1957 pour se matérialiser sur le plan politique par une alliance formelle entre Poujade et les deux agitateurs paysans Antier et Dorgères; mais dès 1955, l'Union de Défense des Commerçants et des Artisans conquérait de solides positions dans le monde agricole déclinant. Les banderoles des manifestants poujadistes paysans arboraient le même thème unificateur de l'opposition à l'expansion économique, commun à toutes les victimes de la rationalisation de la production: c'est ainsi qu' à Chartres, en février 1955, elles proclamaient " Lait = misère, Productivité = ruine ". (31)

Pression fiscale sur les travailleurs indépendants, réduction de l'éventail des revenus dans la fonction publique, frein à la hausse des salaires privés, sont les buts poursuivis par un Etat et un patronat d'accord pour dégager une capacité maximale d'investissement dans le cadre du premier plan de modernisation et d'équipement. A partir de 1953-54, le mécontentement se généralise. La pression sociale en faveur de choix prioritaires nouveaux devient irrésistible pour les faibles Gouvernements R.Mayer, Lanier ou E.Faure qui se succèdent.

Lorsque l'année 1955 se termine, les salariés de Renault auront ouvert une nouvelle brèche grâce à l'innovation que constitue l'accord d'entreprise de septembre 1955 (il prévoit une hausse annuelle de salai-

(30) cité par P.Williams, *op.cit.*, p.274.

(31) *id.*, p.266.

res de 4 %).

A l'orée de 1956, il s'agit de savoir si les fruits de l'expansion, que la France connaît depuis des années, seront enfin répartis équitablement et les heurts du progrès amortis pour les secteurs les plus retardataires. La situation économique générale semble saine: " Quiconque, en ce mois de janvier 1956, considère les principaux indices de la conjoncture économique française ne peut manquer d'y trouver des raisons d'être satisfait." (32) Les prix ont retrouvé une stabilité certaine, " la croissance de la production agricole, de 14 % entre 1952 et 1954, et celle de la production industrielle, de 22 % de novembre 1953 à novembre 1955, mettent à la disposition du pays des quantités sans précédent de richesses à consommer ou à investir..." (32) Le déficit du commerce extérieur est passé de 1182 millions de dollars en 1952 à 30 millions en 1955. La balance des paiements a permis de constituer une réserve d'or et de devises de plus de 2 milliards de dollars.

" Jamais depuis 1925 et 1929 la France n'avait connu de pareille prospérité..." (33) Quelques ombres bien sûr à ce tableau: des contraintes douanières subsistant et mettant de larges secteurs à l'abri de la concurrence étrangère, un déficit persistant des finances publiques, une utilisation maximale de l'appareil de production laissant augurer la nécessité de nouveaux et coûteux investissements, la vétusté de certains secteurs économiques, la menace perpétuelle de reprise de la hausse des prix.

Mais, dans l'ensemble, globalement, l'économie française semble être engagée sur une voie plus saine. L'expansion doit être poursuivie, ses fruits doivent être mieux répartis, les mutations en cours doivent être amorties dans leurs effets sociaux dommageables, par des garanties offertes par la collectivité. L'observateur libéral lui-même, tel que

(32) *J.M. Jaarmaney, op.cit., p.271.*

(33) *Id.*

peut l'être M. Jeanneney, ne doute plus du rôle bénéfique que l'Etat peut être appelé à jouer dans ce contexte: depuis 1947, l'évolution politique du pays a montré que l'intervention de la puissance publique pouvait ne pas être simplement destructrice de l'initiative et de l'intérêt privés, compris au sens tout à fait traditionnel et capitaliste de ces termes. Les majorités de droite qui ont gouverné de 1951 à 1955 se sont fort bien accommodées de l'appareil étatique et du secteur public légués par les gouvernements de la Libération. La théorie de la privatisation des profits et de la socialisation des pertes commence à prendre forme: dans ce cadre, l'Etat doit d'abord prendre en charge les " laissés-pour-compte " de l'expansion et éviter que leur poids mort ou leur mécontentement ne casse celle-ci: " l'Etat... doit ménager les transitions... Un grand nombre d'entreprises agricoles, industrielles et commerciales ont une trop faible productivité... Les structures même de la nation sont en cause... La sélection risque d'être douloureuse si des emplois meilleurs ne sont pas offerts aux paysans, artisans, industriels, boutiquiers qui devront céder la place à des entreprises plus rentables. La conscience publique n'admettrait plus qu'ils soient condamnés sans recours au chômage ou à la ruine comme il arrivait en économie libérale. Depuis la fin du 19ème siècle, l'évolution des esprits a été telle que l'Etat a désormais la lourde responsabilité de prévoir les effets des forces économiques et de provoquer, au moindre frais, la réalisation d'un avenir meilleur." (34) Cet Etat providence, se doublant d'un Etat-béquille de l'économie, a les moyens d'une intervention efficace: impact du secteur public, politique du crédit, encouragements divers aux investissements, programmes de travaux publics, redistribution des revenus par les transferts sociaux, déficit budgétaire, etc... Mais, il doit se cantonner au rôle de chef d'un orchestre cacophonique: il doit éviter que certains ne cassent leurs instruments, réduire les dissonances trop criantes, donner le ton et à la rigueur battre la mesure: il ne peut en aucun cas imposer une partition unique: " L'Etat ne peut se dispenser de faire largement appel aux initiatives privées et de recourir à l'irremplaçable moteur qui est

(34) J.M. Jeanneney, *op.cit.*, p.272.

l'intérêt personnel... Deux missions incombent à la puissance publique:

- remédier aux accidents de la conjoncture, notamment éviter de brusques ralentissements d'activité, dont la classe ouvrière ferait principalement les frais et qui la jetteraient dans l'action révolutionnaire;
- organiser à moyen et à long terme, la croissance des productions, pour satisfaire des consommations souhaitables." (35)

L'idée domine désormais la classe politique qui détiend ces responsabilités ou peut y accéder que secteur public et secteur privé sont arrivés à un point d'équilibre dans l'influence réciproque, et dans la direction économique et sociale du pays: l'un et l'autre corrigent mutuellement leurs propres défauts. Le contexte économique paraissant d'autre part assaini, il suffit de poursuivre dans la voie tracée avec les instruments, perfectibles certes mais globalement satisfaisants, dont on dispose.

SECTION II : MUTATIONS INTERNATIONALES

La grande peur d'une troisième guerre mondiale (36) qui renforçait la méfiance réciproque des anciens alliés et alimentait les affrontements de la guerre froide semble enfin s'éloigner à partir de 1953. Dans le même temps, un nombre grandissant de pays nouveaux s'émancipent de la tutelle coloniale et tentent d'échapper à l'influence exclusive de l'une ou l'autre superpuissance.

(35) J.N Jeanneney, *op.cit.*, p.274.

(36) cf. Fontvieille-Alquier: "La grande peur de l'après-guerre. 1946-1953", R.Laffont, collection: "L'histoire que nous vivons", Paris, 1973, 418 p.

§ 1 : LE DEGEL DES RELATIONS INTERNATIONALES

A- La fin des conflits ouverts

Dès les premières semaines qui suivirent la mort de Staline (5 mars 1953) la diplomatie soviétique marque un net fléchissement. Fin mars, le Gouvernement soviétique donne son accord à la désignation de Dag Hammarskjöld comme nouveau secrétaire général de l'O.N.U., désignation pendante depuis plusieurs mois après la démission de Trygve Lie, le 10 novembre 1952. Quelques jours plus tard, l'U.R.S.S. renoue des relations diplomatiques avec Israël et met une bonne volonté certaine à régler rapidement des incidents survenus dans le couloir aérien de Berlin-ouest. Les revendications territoriales soviétiques sur la Turquie sont abandonnées et les liens diplomatiques rétablis avec la Yougoslavie.

Surtout, le 27 avril 1953, les pourparlers d'amistie en Corée, ouverts le 8 juillet 1951 à Kaesong, suspendus depuis plusieurs mois et donc restés sans résultats, sont repris à Pan-Mun-Jon. Les négociations dès lors font bon train (une seule nouvelle interruption le 20 juin 1953), et le 27 juillet 1953, l'armistice sera signé mettant fin à trois années d'hostilités. Plus important encore, le texte d'accord prévoit la réunion de négociateurs sur la solution du conflit indochinois qui dure depuis 7 ans et reste le seul point de guerre chaude entre camp capitaliste et camp socialiste. (Dans une interview du 6 novembre 1953 rendue publique le 27 novembre, Ho Chi-Minh affirmait sa volonté de négociation.)

La détermination des Occidentaux, et surtout des Américains, à obtenir la ratification du traité de la C.E.D. va entraîner des délais plus longs que prévus dans la solution de ce dernier conflit.

Du 4 au 8 décembre 1953, les trois grands Occidentaux se réunissent en conférence aux Bermudes. Georges Bidault, ministre français des

Affaires étrangères, qui cherchait depuis quelques semaines une porte de sortie honorable au conflit indochinois, accepte la convocation d'une conférence internationale à cinq (U.S.A., U.R.S.S., Grande-Bretagne, France et République populaire de Chine) qui doit se tenir à Genève.

Avant la réunion de cette conférence de la paix, les ministres des Affaires étrangères des quatre Grands vont se retrouver du 25 janvier au 18 février 1954 à Berlin: " L'itinéraire le plus direct qui pouvait aboutir à la paix était celui qui aurait conduit des Bermudes à Genève en brûlant l'étape de Berlin. Mais la méthode des approches successives était trop ancrée dans l'esprit des dirigeants français pour qu'ils se hâtent, et le projet d'armée européenne tenait trop au cœur des Anglo-Saxons pour qu'ils ne s'arrêtent pas d'abord à ce rendez-vous dont, la démonstration étant faite du mauvais vouloir soviétique, ils attendaient la promesse d'une prompte ratification du traité par la France." (37)

La conférence de Berlin entre Dulles, Eden, Bidault et Molotov aboutit à un échec sur le problème allemand mais permit par contre de poursuivre le processus de paix engagé depuis Pan Mun-jon au sujet de l'Indochine.

La conférence de Genève, entre les cinq Grands, s'ouvre le 26 avril 1954 au moment où le camp retranché français de Dien Bien Phu vit ses derniers jours: la place tombe le 7 mai et le gouvernement Lanfai le 12 juin. Le 18 juin, Pierre Mendès-France est investi, le 21 juillet les accords de Genève sont signés. Le monde retrouve la paix.

L'élimination des deux conflits, coréen et indochinois, permet à l'U.R.S.S. d'envisager le développement de sa nouvelle politique extérieure sur un terrain assaini; elle a pu d'autant plus facilement faire quelques concessions que, depuis le 8 août 1953, elle a annoncé qu'elle

(37) Jacques Fauvet: "La IV^{ème} République", Fayard, collection: "Le Livre de poche", Paris, 1971, 312 p., p.325-326.

détenait la bombe atomique à hydrogène. Malenkoy, dans le discours qu'il prononça ce jour-là au Soviet Suprême, proclama en même temps: " Il n'est pas, aujourd'hui, de question litigieuse ou en suspens, qui ne puisse être résolue par la voie pacifique sur la base d'une entente mutuelle entre les parties intéressées. Cela concerne également les questions litigieuses existant entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique. Nous étions et nous sommes pour la coexistence pacifique entre les deux systèmes."(38)

B- Progrès de la coexistence pacifique et permanence des risques de conflit

" Après la signature de l'armistice de Pan-Mun-jon la détente internationale va se poursuivre pas à pas avec des hauts et des bas mais la ligne générale était à une diminution de la tension internationale." (39) Il ne s'agit bien, effectivement, que d'une " ligne générale " que les Occidentaux ne semblent pas avoir favorisée à sa naissance tout au moins. Si la guerre d'Indochine prend fin le 21 juillet 1954, les Etats-Unis poussent toujours au réarmement de l'Europe en général et de l'Allemagne en particulier. " Contrairement aux prévisions de Staline, les grandes puissances capitalistes maintenaient leur union contre les pays socialistes et décidaient en contradiction avec tous les traités antérieurs et toutes leurs déclarations passées de réarmer la République fédérale allemande (Accords de Paris du 23 octobre 1954). L'Union soviétique dénonça le 7 mai 1955 les traités conclus pendant la Deuxième guerre mondiale avec la Grande-Bretagne et la France. Le 14 mai 1955, les Etats socialistes européens et l'Union soviétique décidèrent de créer une organisation militaire semblable à celle du Pacte Atlantique. La Pologne, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Roumanie, la Bulgarie, l'Albanie participèrent avec

(38) F. Fejtő, *op.cit.*, tome II, p.36.

(39) Jean Ellanstein: "Histoire de l'U.R.S.S.", Editions sociales, collection "Notre temps, Histoire", 4 tomes, Paris 1975, tome IV, 324 p., p.93.

"L'Union soviétique à la création du Pacte de Varsovie." (40)

Cependant dans le même temps, les négociations sur le traité de paix autrichien aboutissaient le 15 mai 1955 entre les quatre Grands. A l'intérieur du camp socialiste, les relations semblaient elles-mêmes se "normaliser" dans le sens du respect de la souveraineté du partenaire: le 12 juin 1955, Khrouchtchev se rendait à Belgrade comme l'on va à Canossa et signait une déclaration commune où triomphait la thèse des communistes yougoslaves: "Les questions d'organisation interne, de différences de systèmes sociaux et de différentes formes du développement socialiste regardent exclusivement les peuples des différents pays." (41)

Parmi les coups d'épingle infligés par les Américains à la détente naissante, figurent leurs efforts obstinément poursuivis de vouloir enserrer l'U.R.S.S. dans un réseau de Pactes militaires: l'un des exemples les plus caractéristiques en est fourni par le Pacte de Bagdad signé le 12 janvier 1955 entre la Turquie et l'Irak que rejoindront quelques mois plus tard le Pakistan et la Jordanie. La Grande-Bretagne, puissance encore dominante au Proche-Orient, n'hésite pas à mettre son influence auprès des pays arabes au service des Etats-Unis en ralliant au front anti-communiste des pays jusque là épargnés par la rivalité des deux blocs. Nasser qui prétend mener une politique indépendante est l'un des premiers visés par l'opération du Pacte de Bagdad, dans la mesure où il représente un danger considérable pour les "protectorats" officiels de la Grande-Bretagne que sont la Jordanie ou l'Irak. Le Moyen-Orient, où d'autre part les incidents de frontières entre Israël et ses voisins se poursuivent, reste une des rares zones où les effets de la détente ne se font guère sentir.

(40) J. Ellenstein, *op.cit.*, p.93-94. Le 9 mai 1955, l'Allemagne fédérale entre dans l'O.T.A.N.

(41) cité par J. Ellenstein, *op.cit.*, tome IV, p.95.

Les Pactes du Sud-est asiatique (ANZUS ou OTASE (42)) relèvent encore de la même stratégie de " l'endigement " .

Malgré ces sérieux accrocs, la détente va s'amplifiant et du 18 juillet au 23 juillet 1955 peut se tenir la Conférence de Genève entre MM. Bourganine, Krouchtchev, Eisenhower, Eden et Edgar Faure. Les litiges majeurs en suspens (Allemagne, désarmement) ne furent pas résolus mais renvoyés à des réunions postérieures des ministres des Affaires Etrangères. " Le seul résultat, mais décisif, fut la naissance de ce qu'on appelle " l'esprit de Genève ", c'est-à-dire celui de la coexistence pacifique. On n'en était pas encore à la coexistence active, il s'en fallait de beaucoup, mais on n'en était plus tout à fait à la " guerre froide " des années précédentes." (42 bis)

Un nouveau pas était fait, en septembre 1955, lorsqu'à l'issue d'un voyage d'Adenauer en U.R.S.S., un accord germano-soviétique rétablit les relations diplomatiques entre les deux pays. En octobre 1955, enfin, les ministres des Affaires étrangères des Quatre se réunissent pendant trois semaines à Genève, dans le droit fil de la conférence au sommet de juillet: aucun résultat tangible n'en sort. L'acquis est ailleurs: dans l'habitude retrouvée de discuter ensemble des problèmes en suspens et d'en chercher les moyens pacifiques de règlement. Malgré les risques de conflits subsistant, les chances de maintien de la paix grandissent.

§ 2 : LA FRANCE DANS UN MONDE EN MOUVEMENT

Depuis 1944-1945, les dirigeants français ont dû prendre conscien-

(42) ANZUS, Pacte signé le 1er septembre 1951 entre l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les Etats-Unis; OTASE, Pacte signé le 8 septembre 1954 entre l'Australie, la France, la Nouvelle-Zélande, le Pakistan, la Thaïlande, les Philippines, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis.

(42 bis) J. Ellenstein, op.cit., tome IV, p.94-95.

ce des conséquences de la défaite de 1940 et en tirer les conclusions quant au rôle que leur pays pouvait désormais jouer sur la scène internationale. Ni l'illusion juridique du statut de grande puissance accordé au sein de l'O.N.U. ou des conférences internationales, ni les redondances d'une droite nationaliste en mal de reconquête, ne peuvent masquer le fait que la France n'a plus les moyens de concurrencer les deux super-grands qui sont devenus les Etats-Unis et l'U.R.S.S. Il n'empêche bien sûr que ces mêmes dirigeants français ont tout tenté pour redonner à leur pays une influence aussi grande que possible. Leur appartenance politique et le développement de la guerre froide, ajoutés aux besoins de reconstruction n'ont pu cependant leur permettre de pratiquer un jeu de balance entre U.R.S.S. et U.S.A., balance qui eût peut-être pu seule redonner à la France son indépendance. Deux autres moyens l'un traditionnel mais resté largement inexploité, l'autre nouveau aux risques plus grands et moins connus, pouvaient paraître compenser le "déclin" de l'influence française et donner des fondements solides à son relèvement: ce sont d'une part les colonies, d'autre part la construction européenne. La politique extérieure de la IV^{ème} République va pour l'essentiel osciller autour de ces deux axes en se heurtant à des obstacles considérables.

A- La décolonisation

La guerre d'Indochine a montré de façon éclatante et dramatique l'incapacité de la majorité des dirigeants politiques français à concevoir suffisamment rapidement les cadres d'une évolution libérale de l'ancien empire colonial. Même dans des territoires aussi peu importants géographiquement que les comptoirs indiens, l'acheminement vers l'autonomie interne puis l'indépendance et le rattachement à l'Inde ont eu lieu sous la pression violente des villes concernées. (43)

(43) cf. ci-dessous, p. 494.

A chaque fois qu'une crise a éclaté ici ou là, la première réaction fut répressive (cf. l'Algérie et les émeutes de Sétif le 8 mai 1945, la révolte de Madagascar le 29 mars 1947). Quand des réformes profondes ou des négociations sont envisagées ou même décidées, les pouvoirs publics se laissent circonvenir par les colons ou les véritables proconsuls que sont les résidents ou gouverneurs généraux (voir plus loin le sort du statut de l'Algérie de 1947 , l'action de l'amiral Thierry d'Argenlieu en Indochine au tournant des années 1946-1947, ou encore le coup de force de la déposition du Sultan, au Maroc en 1953).

Notre administration coloniale semble se scléroser sur des positions bientôt séculaires: l'image du couvercle vissé sur une marmite bouillonnante reflète assez bien cette gestion des territoires d'Outre-Mer: les soupapes de sûreté elles-mêmes sont verrouillées de peur qu'elles ne servent de brèches par où le nationalisme pourrait s'infiltrer.

Dans le même temps, ceux qu'on nomme encore les indigènes commencent à s'agiter singulièrement et à secouer la tutelle coloniale.

Entre 1946 et 1954, dans des circonstances diverses, accèdent à l'indépendance les Philippines, l'Inde, le Soudan, la Libye, le Cambodge, le Laos, les deux Viet-Nam.

En 1955, plusieurs territoires britanniques évoluent vers l'autonomie: la Malaisie, le Nigéria, la Côte de l'Or (futur Ghana), Singapour, tandis que Chypre tente de se débarrasser par les armes de la présence anglaise.

La France tente de s'opposer aux nationalismes tunisien et marocain depuis 1953; sans succès. Et surtout, depuis le 1er novembre 1954, à peine retirée d'Indochine, elle doit affronter une révolte nationaliste violente en Algérie.

Le mouvement d'émancipation prend une ampleur et une vitesse accélérées par la Conférence de Bandoeng, tenue du 18 au 24 avril 1955. Elle consacre la naissance de l'afro-asiatisme et M. Senghor a pu dire qu'elle était " la fin du complexe d'infériorité " des peuples colonisés. En avril-mai 1954, les chefs des Gouvernements indien, pakistanais, indonésien, birman et ceylanaïsi s'étaient rencontrés en une conférence à Colombo, puis retrouvés à Bogor (Indonésie), les 28 et 29 décembre 1954. Nehru, rassuré sur les intentions de la Chine concernant sa frontière avec l'Inde, obsédé par la menace d'une guerre sino-américaine rompant la récente paix en Indochine, pesa de tout son prestige pour la constitution de ce nouveau bloc de pays neutralistes et " non-alignés ".

La conférence de Bandoeng qui a marqué, comme on l'a souvent souligné, l'irruption organisée des pays sous-développés dans les relations internationales, réunit 29 chefs d'Etat ou de Gouvernement (45) Ce ne fut pas, comme l'image en fut parfois complaisamment diffusée en Occident, l'occasion d'un procès débridé contre les puissances impérialistes. Chou-En-Laï et Nasser y montrèrent au contraire une modération certaine, encouragée par Nehru. Le communiqué final adopté à l'unanimité met l'accent sur les revendications économiques, sociales et culturelles, la volonté de paix, de désarmement des participants. Il insiste enfin sur le nécessaire respect de la souveraineté et de l'intégrité nationales, l'égalité de toutes les races et nations après élimination du colonialisme.

L'écho de cette conférence fut évidemment considérable: elle apporta un soutien à tous les peuples en lutte pour leur indépendance. La France après la Grande-Bretagne ne pouvait que prendre une conscience

(45) *Étaient représentés: Afghanistan, Arabie-Séoudite, Birmanie, Cambodge, Ceylan, Chine populaire, Côte de l'Or, Egypte, Ethiopie, Inde, Indonésie, Irak, Iran, Japon, Jordanie, Laos, Liban, Libéria, Libye, Népal, Nord Viet-Nam, Pakistan, Philippines, Soudan, Sud Viet-Nam, Syrie, Thaïlande, Turquie, Yémen. Les trois autres pays du Maghreb, Chypre et le Grand Mufti de Jérusalem étaient présents à titre d'observateurs.*

plus aigüe des évolutions nécessaires de son empire. Les problèmes brûlants auxquels la IVème République était affrontée (Tunisie, Maroc, Algérie) n'étaient à coup sûr, après l'Indochine, que les premiers d'une longue série. En 1955, rien peut-être n'est trop tard: la rébellion algérienne n'a pas encore une ampleur, un enracinement, des appuis extérieurs indestructibles: la voie choisie pour rétablir la paix dans le Maghreb influera sur le sort de tous les autres territoires d'Outre-mer.

B- La construction de l'Europe

En la matière, les gouvernements français n'avaient pas manqué d'audace même si leurs initiatives, telles que le plan Schuman-Monnet, ou le projet Pieven de Communauté politique européenne, avaient pour but premier de garantir la sécurité du pays contre la résurgence du militarisme allemand ou l'expansionnisme soviétique.

La mystique de l'Europe unie animait tous les partis, des socialistes aux modérés; elle n'était donc pas sans ambiguïtés. Il est cependant certain qu'elle avait pour fond commun, dans l'esprit de tous ses prosélytes, la valeur d'un moyen peut-être unique de restauration de l'influence mondiale de la France. Qu'importaient pour eux les abandons de souveraineté au profit d'une Europe intégrée si celle-ci restait dominée par une France qui puiserait en partie ses forces dans ses territoires d'Outre-Mer. Car, jusqu'en 1958 tout au moins, il n'est pas question de lâcher les colonies pour l'Europe, ni l'Europe pour les colonies: pont entre les deux ensembles, la France puisera dans l'un les moyens de renforcer l'autre et réciproquement: dans les deux cas, elle sera la principale bénéficiaire de l'opération. Cette vision ressort clairement de nombreux ouvrages publiés au début des années cinquante quand le thème de " l'Eurafrrique " fournissait à bon compte un sujet d'unanimité aux discours de la troisième force. (un des meilleurs exemples en est donné par les livres de François Mitterrand: " Aux frontières de l'Union Française " ou " Présence française et abandon "). " Paris est l'authentique et nécessaire

capitale de l'Union française. Le monde africain n'aura pas de centre de gravité, s'il se borne à ses frontières géographiques. Lié à la France dans un ensemble politique, économique et spirituel, il franchira d'un coup quatre siècles et remplira pleinement son rôle moderne, à la fois original et complémentaire. Du Congo au Rhin, le troisième continent s'équilibrera autour de notre métropole.

L'Europe ne peut rien sans la France... L'itinéraire français, une fois de plus, commandera celui de l'Europe." (46)

De fait, l'insistance des négociateurs français face à leurs homologues européens fut constante quant à l'intégration des territoires d'Outre-mer dans les différentes étapes de la construction de l'Europe.

En 1955, l'espoir renaît dans le camp des partisans de celle-ci. Il revient de très loin puisqu'à peine un an plus tôt, le 30 août 1954, l'Assemblée nationale française repoussait le traité de la C.E.D. après que celui-ci ait provoqué des débats dramatiques qui n'épargnèrent l'unité d'aucun des partis politiques (exceptés communistes et gaullistes.)

Lorsque le Gouvernement Edgar Faure succéda au Gouvernement Mendès-France, l'occasion paraît favorable d'une " relance " européenne. Celle-ci est décidée par la conférence des six ministres de la C.E.C.A. réunie à Messine le 1er juin 1955. Dans les semaines qui suivent, un comité d'experts se réunit à Bruxelles sous la présidence de Paul H. Spaak ministre des Affaires étrangères. Il consacre ses travaux à l'étude des deux projets "d'Euratom " et de Communauté Economique.

La construction européenne fin 1955 est donc de nouveau reprise, cette fois-ci à pas plus prudents qu'elle ne l'avait été en 1950-51; " chat échaudé... "!

(46) François Mitterrand: "Aux frontières de l'Union Française", Julliard, Paris, 1953, 222 p., p.35.

C'est bien à plus d'un titre que le gouvernement qui surgira de la consultation du 2 janvier 1956 pourra influencer sur le climat international. Sur chaque question un choix est possible: aucune porte n'est irrémédiablement fermée ou ouverte: les relations entre l'Est et l'Ouest sont dans l'attente d'une confirmation de la détente amorcée depuis 1953 alors que la tension qui subsiste régionalement, comme au Proche-Orient, peut tout faire avorter; Bandoeng a permis aux pays sous-développés d'affirmer leur soif de progrès dans l'indépendance: il est possible de répondre au moins partiellement à leur attente. Les territoires français d'Outre-mer font entendre de sinistres craquements: il est temps de choisir une politique et de s'y tenir; la solution du problème algérien sera en ce domaine déterminante; l'Europe est de nouveau à l'ordre du jour: il faut confirmer ou infirmer le cours pris par les négociations. En tout domaine, le mouvement est lancé: il peut parfois être freiné, voire stoppé ou au contraire accéléré. La marge d'initiative de la France dans ce contexte où tout bouge est d'autant plus grande qu'une certaine conscience de la divergence d'intérêts existant entre elle et les Etats-Unis (les Français ont été " choqués " de voir avec quelle avidité les Américains les ont remplacés au Sud Viet-Nam), ainsi qu'une plus grande indépendance financière extérieure (l'aide Marshall a pris fin en 1952 et l'aide servie au titre de la guerre d'Indochine en 1955) peuvent lui permettre de s'émanciper quelque peu de la tutelle américaine.

SECTION III : MUTATIONS ET INSTABILITE DES FORCES POLITIQUES

La seconde législature de la IVème République est marquée par un changement profond du contexte politique intérieur français. En effet, les élections de 1951, si elles n'ont pas entraîné une défaite spectaculaire de la gauche, idéologiquement dominante depuis 1945, ont vu tout de même les forces conservatrices, voire réactionnaires, progresser sensi-

blement. La fin de la législature offrira un paysage différent: la droite s'avèrera incapable de traduire sur le plan social sa relative réussite économique tandis que la gauche retrouvant son unité dans l'opposition pourra offrir une politique nouvelle, de changement.

§ 1 : LE RETOUR DE LA DROITE

On sait qu'à la Libération et pendant les premières années de la première législature, les forces conservatrices traditionnelles, compromises avec Vichy ou l'occupant, durent "traverser leur désert" en se contentant d'une représentation politique embryonnaire (sous la forme essentielle du Parti Républicain de la Liberté disparu en 1951), ou en dispersant leur clientèle électorale dont le M.R.P. rallia une grande partie. Pourtant, assez rapidement, un rassemblement plus vaste fut entrepris de tous les éléments dits " modérés "; aux élections législatives de 1951, ceux-ci se présentaient sous l'étiquette quasi-générale du C.N.I.P. (Centre National des Indépendants et Paysans) qui devait remporter un net succès. Dans le même temps, naissait un phénomène perturbateur d'une grande ampleur: le Rassemblement du Peuple Français qui venait contrarier les desseins des partisans d'un grand parti conservateur à la française. Le même phénomène se reproduira entre la seconde et la troisième législature avec l'apparition tout aussi brutale du poujadisme et de l'U.F.F. (Union Fraternité Française). R.P.F. et U.F.F. contestaient radicalement, à l'origine tout au moins, le cadre et le fonctionnement du régime, tandis que les modérés, tout en souhaitant le réorienter, en admettaient les grandes lignes.

A- La droite " constitutionnelle "

Les élections du 10 novembre 1946 donnent 15,4 % de suffrages exprimés et 75 sièges de députés à la droite traditionnelle, toutes nuances

confondues. (39 P.R.L., 29 républicains indépendants, 7 républicains d'Action paysanne et sociale.) Leur cohésion est très faible et leurs groupes parlementaires, seules réalités permanentes de leurs formations respectives, seront l'objet d'incessants départs et retours de députés tentés soit par les " délices et les poisons du système ", soit par l'opposition systématique du gaullisme naissant (parmi les premiers: MM.Paul Reynaud, René Coty, Pinay, Laniel, Jacquinot...; parmi les seconds: MM. Triboulet, Aumeran, Barrachin, Legendre, Frédéric-Dupont).

Une première tentative de regroupement et de structuration fut entreprise sous la houlette de M.Roger Duchet, sénateur de la Côte d'Or, qui devient en juillet 1948 président du nouveau Centre National des Indépendants. Au début de 1951, le ralliement au sein du C.N.I. de toutes les branches éparpillées de la famille modérée s'achève par l'adhésion des Paysans et la transformation du C.N.I. en C.N.I.P. La structure de celui-ci reste extraordinairement lâche: l'activité unique est électorale, la discipline de vote des élus est inexistante. (47)

Lors des élections du 17 juin 1951, les apparentements et la réunification, même toute formelle, des modérés permettent au C.N.I.P. de remporter un relatif succès puisqu'il obtient 97 sièges à l'Assemblée Nationale. Les débuts de la seconde Législature seront riches en rebondissements pour cette droite traditionnelle; dès novembre 1951, une partie des " Paysans " suivent M.Antier et forment un parti autonome, consolidé en décembre 1953. Cette scission garde une importance très relative dans

(47) "Le Centre National des Indépendants et Paysans ne constitue pas un parti classique avec une organisation pyramidale et une doctrine politique rigide. Il est le seul groupement qui laisse une liberté totale de vote à ses membres qui votent selon leurs convictions et leur conscience." (extrait d'une circulaire de propagande du C.N.I.P. en 1951, cité par Marcel Merle dans: "Partis politiques et classes sociales en France") A.Colin, Cahiers de la F.N.S.P., Paris 1955, 332 p., p.245.

Le refus de structuration et le manque d'homogénéité expliquent en partie les rivalités internes qui éclatèrent spectaculairement au sein du C.N.I.P. par exemple entre M.Roger Duchet et Paul Reynaud, ou Antoine Pinay et Joseph Laniel.

la mesure où elle ne touche que l'unité organique déjà peu poussée du C.N.I.P., et où les scissionnistes reconnaissent de facto l'autorité de celui-ci, en le suivant la plupart du temps dans leurs votes.

Enfin le Gouvernement Pinay en juin 1952 réussit à désagréger le groupe R.P.F. issu du scrutin du 17 juin 1951 en lui offrant de participer au pouvoir. Dans un premier temps, 26 députés gaullistes rompent avec le général de Gaulle pour fonder un nouveau groupe parlementaire dit d' "Action républicaine et sociale ". En juillet 1954, l'A.R.S. rallie le C.N.I.P. qui " contrôle " ainsi 132 députés et 77 conseillers de la République. En l'espace de quatre années, les modérés ont accédé au rang de groupe parlementaire le plus nombreux après avoir remporté un net succès aux élections municipales d'avril 1953, et vu le premier des leurs, M.Pinay, devenir Président du Conseil.

De beaux jours leur semblent encore assurés avec la perspective d'une désagrégation accentuée du R.P.F. L'exploitation du " mythe Pinay " n'a pas peu contribué à leur succès. " Une brochure de propagande, dont il faudrait pouvoir citer de larges extraits, ("Antoine Pinay, cet honnête homme ", Editions Touristiques et Littéraires, Bourg, 1953) célèbre les vertus modestes du " petit industriel de province, maire d'une petite cité ", qui déclare à ceux qui le sollicitent de se présenter à la députation: " La politique n'est pas mon fait; laissez-moi donc à l'administration de ma ville ", qui " se résoud à être secrétaire d'Etat" et qui, porté comme par hasard à la Présidence du Conseil (" Ma force principale c'est que je n'ai jamais cherché à être Président du Conseil") " essaie d'imposer aux Assemblées comme à l'Etat les habitudes de sagesse et d'organisation qui lui ont si bien réussi dans sa carrière de petit patron et de grand administrateur" ". (48)

Culte du " petit ", du chauvinisme, de l'image du Français moyen, protection de catégories et de classes sociales menacées par les modifi-

(48) Marcel Merle: "Partis politiques et classes sociales en France", op. cit., p.272-273.

cations structurelles du capitalisme moderne et de l'interventionnisme étatique, sont autant d'éléments qui ne font pas longtemps hésiter à classer les modérés parmi les forces de droite les plus traditionnelles. Le Congrès du C.N.I.P. donna en 1954 à cette formation une couverture philosophique encore plus marquée; c'est ainsi que la motion finale adoptée incluait le passage suivant: " Le Congrès des Indépendants affirme la valeur éminente de la civilisation chrétienne, parce qu'elle est fondée sur les idées de liberté, de responsabilité et de dignité de la personne humaine. Cette affirmation implique le respect par les citoyens de l'ordre et de l'autorité, le respect par l'Etat des libertés individuelles et de l'autonomie de la famille. Elle implique aussi qu'à l'idéologie bolchévique doit s'opposer l'unité spirituelle de l'Europe. Les indépendants n'accepteront de s'associer qu'à ceux dont les efforts sont animés par les mêmes principes." (49)

La composition sociale, tant de l'électorat que des groupes parlementaires modérés, reflète une écrasante domination des agriculteurs, des professions libérales, des industriels et commerçants. (50) La structure politique adoptée, outre son extrême souplesse, laisse apparaître les caractères les plus typés des partis de cadres non démocratiques: l'A.R.S. dans ce domaine est l'organisation qui annonce le plus clairement les buts poursuivis: " Les parlementaires, fondateurs du mouvement A.R.S. se refusent par avance à instituer une organisation démagogique tendant à tromper les masses en leur laissant croire notamment qu'on sollicite leur avis sur des sujets dont la compétence peut pour partie leur échapper alors qu'on n'a d'autre propos que de s'appuyer sur leurs suffrages pour obtenir les postes que l'on convoite ou encore, s'y maintenir. Aussi, le mouvement d'A.R.S. fera-t-il avant tout appel aux notables de toutes conditions dont il constatera que les

(49) N. Marie: "Partis politiques...", *op. cit.*, p. 265.

(50) *cf. le même*, p. 249 à 256.

propres convictions sont les siennes." (51) Cooptation, recrutement direct des responsables par la direction nationale sont bien sûr la règle.

La mise en avant de revendications souvent conservatrices, parfois réactionnaires, telles que le thème permanent du retour de l'Etat à son rôle de gendarme, le développement de l'idéologie libérale la plus rétrograde, ne doivent pas masquer la diversité des intérêts représentés par des modérés " attrape-tout ". Si l'essentiel de leur électorat est composé de catégories sociales en difficulté et notamment des classes moyennes traditionnelles comme petite et moyenne paysannerie, commerçants, artisans, P.M.E. ou professions libérales, le capitalisme moderne et la grande bourgeoisie n'en sont pas pour autant absents. La présence d'un Boutemy, éphémère ministre du cabinet René Mayer en 1953 et grand dispensateur des fonds électoraux, du C.N.P.F., en est un témoignage éloquent. Les prises de position de MM. Pinay ou Reynaud ont pu montrer par ailleurs que le grand capitalisme agricole ou industriel, une fois de plus, savait fort bien se cacher derrière le paravent de la défense des " petits ", pour mieux servir ses propres intérêts.

Demandant pour l'agriculture une assistance toujours plus massive et protectrice de l'Etat, rejetant celle-ci du domaine industriel et commercial, les modérés semblent se contredire; ils ne font en fait que traduire sur le plan politique les grandes mutations économiques et sociales issues des bouleversements de la Libération et de l'expansion économique sans précédent que la France connaît depuis 1947. Le régime instauré en 1946 est certes critiqué, parfois vivement, mais la droite politique se contente finalement de l'aménager et ne touche pas à ses structures qu'elle apprend à utiliser: il est significatif que son retour au pouvoir, en 1951, et surtout en 1952-1953, ne s'accompagne d'aucune " dé-nationalisation " telle que la Grande-Bretagne a pu en connaître lorsque les conservateurs remplacèrent les travaillistes,

(51) Texte du Comité central de l'A.R.S., 14 octobre 1953, cité par M. Merle, *op.cit.*, p. 257.

dans cette même année 1951. Les différentes composantes de la bourgeoisie française au début des années cinquante sont elles aussi malmenées par le re-décollage de l'économie: la grande bourgeoisie n'a plus seulement à faire prévaloir ses intérêts sur ceux du petit et moyen capital industriel ou commercial; elle doit aussi se restructurer, changer ses habitudes et ses comportements économiques. Toutes ces transformations sont loin d'être achevées en 1954-1955: plusieurs voies sont encore possibles entre le repliement, type entre-deux-guerres, à l'intérieur des frontières, ou l'ouverture sur l'extérieur et l'acceptation d'une concurrence internationale difficile.

Rien d'étonnant dès lors à ce que la droite politique porte témoignage de ces ambiguïtés. Le résultat le plus remarquable qu'elle ait atteint est ailleurs: il est dans son retour, à visage découvert, à la direction du Gouvernement. Quelle faculté extraordinaire de résurrection que de voir en 1952, huit ans seulement après la Libération, Antoine Pinay, membre du Conseil National de Vichy, à la présidence du Conseil!

Ce retour frise la provocation pour la nouvelle génération des responsables politiques issus de la Résistance. Provocation aussi que la présence déjà évoquée d'un Bouctoux, bouffi d'orgueil, à la tête du ministère de la santé et de la population en 1953!

Cette reconstitution d'une droite déconfite, discréditée, elle-même honteuse en 1945, est certainement le fait dominant ce milieu de la IVème République. Son retour au premier plan ne lui permet cependant pas de masquer ses divisions internes et la concurrence "sauvage" que lui font gaullisme et poujadisme.

B- La droite irrespectueuse

En 1954, la droite traditionnelle du C.R.I.P. a réussi à briser et à récupérer partiellement la vague gaulliste qui reflue depuis 1952.

Elle va devoir faire face à une nouvelle forme de contestation d'inspiration extrémiste: le poujadisme, né en 1953.

Le gaullisme sort de ses balbutiements politiques et de l'équivoque entretenue par le M.R.P. lorsque le Général lance le 7 avril 1947 à Strasbourg le Rassemblement du Peuple Français. En octobre, celui-ci recueille près de 40 % des suffrages exprimés à l'occasion des élections municipales; les adhésions affluent mais les parlementaires résistent à l'appel: seuls une vingtaine de députés et une soixantaine de sénateurs acceptent de se plier aux règles strictes de l'intergroupe créé par le R.P.F. (52) En 1951, la loi des apparentements permet à la majorité sortante de rompre l'élan gaulliste qui n'aboutit qu'à l'élection de 120 députés (pour 21 % des suffrages exprimés). On connaît ensuite le succès de l'opération Pinay qui, moins d'un an après, permet de réduire le groupe R.P.F. à 72 unités, désormais rassemblées sous le nom d'U.R.A.S (Union des Républicains d'Action Sociale), puis en 1953 de R.S (Républicains sociaux), après que le général de Gaulle ait déclaré dissoudre le R.P.F. et de se désintéresser du sort de ses résidus. La suite de l'histoire des républicains sociaux, seuls héritiers auto-proclamés du R.P.F. se perd dans les sables des manoeuvres parlementaires parmi lesquelles domine le souci de faire échec à la C.E.D. (en mars 1952, les dirigeants du R.P.F. avaient déclaré refuser toute participation à un Gouvernement qui ne comprendrait pas à la fois socialistes et républicains populaires; quinze mois plus tard, délestés de leur aile droite devenue A.R.S. et ralliée aux modérés, ils entrent dans le Gouvernement Laniel, figurent dans les cabinets Mondès-France et Edgar Faure en prétendant utiliser les moyens offerts par le système tant décrié quelques années auparavant).

En 1955, les républicains sociaux reposent sur des assises électorales extrêmement étroites que révélera la consultation du 2 janvier 1956. Il ne leur reste pratiquement rien de la clientèle populaire dont

(52) cf. P. Williams, *op.cit.*, p. 219.

se targuait le R.P.F. Quant au gros des troupes constituées par les classes moyennes, il y a beau temps qu'il a cessé de chercher à comprendre les subtilités de la stratégie R.S. et est revenu des illusions semées par l'équipée de 1947. Le problème reste de savoir comment se répartiront ces électeurs déçus.

La fonction de contestation radicale d'inspiration chauvine et anticommuniste remplie par le R.P.F. ne devait pas rester en déshérence. C'est en 1953 que naît le poujadisme. En juillet 1955 il se transforme de corporatisme étroit en mouvement politique d'extrême droite, avec pour fondement la défense des " laissés-pour-compte " de l'expansion, la lutte contre la bureaucratie étatique, l'anti-parlementarisme, l'anti-communisme, le refus du progrès et des bouleversements sociaux.

Les thèmes poujadistes ne sont pas nouveaux; ils appartiennent à des degrés divers au fonds commun de la droite et de l'extrême-droite française: ce qui constitue son originalité et sa puissance d'attraction réside dans les moyens employés, et essentiellement dans la violence de la propagande et de l'action entreprise (mise à sac des perceptions, séquestrations de fonctionnaires du ministère des Finances, etc...). Les modérés peuvent craindre à juste titre l'attrait exercé par cette nouvelle tactique sur leur clientèle traditionnelle de commerçants, artisans, P.M.E., paysans... La mesure de l'extension du poujadisme constituera l'un des grands intérêts du scrutin du 2 janvier 1956.

§ 2 : RENOUVEAU DE L'ESPOIR A GAUCHE

De 1953 à 1955 se dessine un double mouvement visant à redonner aux forces de gauche une certaine crédibilité: d'une part, le parti communiste, principal force d'opposition tend à sortir du " ghetto "

où il se trouvait depuis octobre 1947; d'autre part le parti radical et le parti socialiste visent à redonner à leurs positions un contenu plus homogène, épuré de toutes les ambiguïtés des années précédentes, tandis que de nouvelles formations tentent de voir le jour.

A- L'évolution du parti communiste français

Les élections législatives du 17 juin 1951 avaient vu l'influence communiste régresser sensiblement. Le P.C obtient en effet 26 % des suffrages exprimés (20,1% des inscrits) contre 28,8 % des suffrages exprimés (et 22 % des inscrits) en novembre 1946.

Le dégel des relations internationales et les changements intervenus dans la direction du mouvement communiste international vont être déterminants dans le changement d'attitude du P.C.F. Une plus grande souplesse s'introduit désormais dans une démarche qui vise à constituer un front uni de la gauche, contre la droite au pouvoir depuis 1951. Le P.C.F. hésite dans un premier temps à abandonner les positions intransigeantes dont la manifestation contre " Ridgway-la- peste " fut la meilleure illustration, le 28 mai 1952: c'est ainsi qu'il vota encore contre l'investiture de M.Mendès-France le 3 juin 1953; " La mort de Staline était trop récente (5 mars 1953) pour avoir produit ses effets." (53)

A partir de l'été 1953, l'évolution s'accélère et sa manifestation la plus spectaculaire a lieu le 19 décembre 1953; ce jour-là, le second tour de l'élection présidentielle voit les parlementaires communistes voter pour le candidat socialiste, Marcel-Edmond Naegelen, alors qu'au premier tour Marcel Cachin, candidat du P.C.F. l'avait devancé. Le 12 janvier 1954, même vote en faveur du socialiste Le Troquer, candidat à la présidence de l'Assemblée Nationale." Les communistes se retrouvent aux côtés des socialistes et votent régulièrement avec eux

(53) J.Julliard, *op.cit.*, p.179.

contre la politique sociale, la politique agricole, la politique indo-chinoise du Gouvernement. Le parti sort de la nuit, c'est-à-dire de l'isolement; il a de nouveau, suprême pensée, l'espoir de changer la politique française ou en tout cas de l'influencer... Ce n'est pas seulement dans la rue que le changement peut être obtenu. C'est aussi, c'est surtout au Parlement.

Enfin, la lutte commune contre le projet de Communauté européenne de défense rapproche les communistes des socialistes et des radicaux hostiles au traité, et même des gaullistes." (54)

Une nouvelle étape est franchie plus tard, le 19 juin 1954, lorsque le groupe communiste de l'Assemblée nationale vota l'investiture de Pierre Mendès-France qui avait d'ailleurs annoncé pour rassurer la droite qu'il ne compterait pas ces voix-là dans le calcul de sa majorité parlementaire. L'espoir de faire rejeter le traité de la C.E.D., puis les accords de Paris peuvent bien avoir été déterminants, les retrouvailles de la gauche se sont tout de même opérées.

La tactique de " front unique à la base ", reprise des années 1924-1934, et suivie de fin 1947 à mi-1953, cédait le pas aux efforts de " front unique à la base et au sommet," rebaptisé " Front uni" tout court. En avril 1955, lors du second tour des élections cantonales, les candidats communistes se désistent unilatéralement au profit des candidats socialistes mieux placés qu'eux au premier tour, et parfois même, devancés par eux. Fin août 1955, le communiqué du Comité central du parti communiste marque les convergences des attitudes de la S.F.I.O. et du P.C.F. dans leur réaction face à la répression armée et policière en Algérie (après les émeutes du 20 août 1955).

(54) Jacques Fauvet: "Histoire du Parti communiste français", Fayard, collection "Les grandes études contemporaines", Paris, 1965, 2 tomes, tome II: 1939-1965, 408 p., p. 362.

Fin 1955, l'évolution de la tactique communiste s'achève sur le mot d'ordre de " Front populaire " que le parti va désormais tenter de mettre en pratique: toutes les forces vont être jetées dans la bataille électorale qui suit la dissolution du deux décembre, autour de ce thème. Les résistances de la S.F.I.O. et du parti radical, premiers concernés, ne décourageront pas le P.C.F.: n'ayant connu aucun début de concrétisation avant le scrutin du 2 janvier 1956, le mot d'ordre sera ensuite inlassablement repris au début de 1956, les communistes misant sur les événements pour accroître ses chances de réalisation.

B- L'effervescence de la gauche non communiste

Si le mot mutation est bien justifié au sujet des forces politiques du milieu des années cinquante, c'est d'abord et avant tout dans son application au parti radical. Victimes de leur attachement à la IIIème République qui avait permis leur apothéose, les radicaux sont écrasés à la Libération: leur part des suffrages exprimés passe de 20,1 % (au premier tour des élections de 1936) à 9,3 % (élections du 21 octobre 1945) tandis que le nombre de leurs adhérents tombe dans le même temps d'environ 90 000 à 30 000. Leur opportunisme atavique lié à la remontée de la droite leur permet de récupérer rapidement une petite partie de leur audience (ils recueillent 11,1 % des suffrages exprimés dès le 2 juin 1946, 11,4% le 10 novembre 1946; seul le gaullisme leur donne un coup d'arrêt en 1951 lorsque les candidats radicaux ne rassemblent que 10,1% des suffrages exprimés). La désignation de Présidents du Conseil radical illustre clairement la restauration de leur formation dans sa fonction de parti charnière (André Marie du 26 juillet 1948 au 4 septembre 1948; Queuille du 11 septembre 1948 au 28 octobre 1949 puis du 2 juillet 1950 au 11 juillet 1950, enfin du 10 mars 1951 au 9 août 1951; E.Faure du 20 janvier 1952 au 7 mars 1952; René Mayer du 8 janvier 1953 au 27 juin 1953.)

Cependant l'exclusion dès 1946 de l'aile gauche emmenée par Pierre Cot qui refusait de rompre avec les communistes, l'attrait du R.P.F., les compromissions toujours plus nombreuses et plus claires avec les forces les plus conservatrices devaient amener une réaction de gauche au sein du radicalisme. M.Mendès-France s'en fit le porte-drapeau, soutenu par deux groupes très distincts: l'un constitué de radicaux "modernistes" s'exprimant essentiellement dans deux structures parallèles et fort différentes: le "club des Jacobins" fondé par Charles Hernu en 1951, et le journal "l'Express" fondé en mai 1953 par Jean-Jacques Servan-Schreiber et Françoise Giroud; l'autre rassemblant plus traditionnellement des notables du Sud-ouest menacés dans leurs positions électorales par le glissement à droite du parti, et regroupés derrière Jean Baylet, le directeur de la "Dépêche du Midi".

Seuls, les membres du Club des Jacobins et de la rédaction de "l'Express" eurent un rôle moteur dans la tentative de rénovation entreprise en 1953 par Pierre Mendès-France. Encore faut-il en percevoir les limites.

Charles Hernu espérait en créant le Club des Jacobins jeter les bases d'un regroupement des gauches, ouvert, outre aux radicaux, tant aux socialistes qu'à l'U.D.S.R. ou même aux gaullistes du moribond R.P.F. Il écrit dans l'organe du Club, "le Jacobin", en juin 1954: "Il manque dans le jeu parlementaire - et dans le pays - un grand parti qui, tout en défendant la petite propriété, serait foncièrement républicain, animé de l'esprit jacobin et ne craindrait pas de défendre des principes de justice sociale, de fraternité des peuples de l'Union Française, d'indépendance nationale, il manque un parti qui, même ouvert à l'idée européenne, serait patriote au sens de 1789, et non point nationaliste. Un tel parti permettrait d'articuler une nouvelle majorité grâce à son rôle de charnière." (55)

(55) C.Hernu: "La colère usurpée", L'auteur, Paris 1959, 334 p., p.75.

Quant à l'Express, voici comment il voyait, en 1953, le rôle de Pierre Mendès-France et le sens du soutien qu'il lui accordait sans réserves: " Mendès-France, à l'époque, c'était quoi? Un monsieur qui répétait inlassablement: il faut investir, il faut réduire nos dépenses improductives - dont la principale était évidemment la guerre d'Indochine -, il faut équiper le pays en logements, en machines, en usines, en écoles, il faut créer des emplois pour ceux qui ont 6, 7, 8 ans aujourd'hui et qui arriveront dans 10 ans sur le marché du travail. Il faut en finir avec ces Gouvernements qui vont se faire investir à Washington parce que nous vivons aux frais des Etats-Unis.

Il était planificateur, mais partisan résolu de l'économie de marché, autoritaire mais démocrate, libéral, et fermement attaché aux formes parlementaires dont il eût aimé qu'elles fonctionnent à l'anglaise, vigoureusement hostile au communisme, par raison - il n'y voyait rien qui puisse être souhaitable pour la France - et aussi par sentiment. Par horreur de la coercition... la vocation de l'Express (était) ... le soutien et la mise en oeuvre d'une politique de redressement appuyée sur une information exacte des Français pour qu'ils soient en situation d'y souscrire." (56) " L'Express est créé pour mettre les idées de Mendès-France et Mendès-France lui-même au pouvoir." (57)

Dès juin 1953, après l'investiture manquée de Pierre Mendès-France, "l'Express" devient l'organe officieux de celui-ci sans qu'il y ait de lien organique établi entre eux; des collaborations aussi brillantes que diverses sont acquises au journal: Camus, Mauriac (à partir

(56) Françoise Giroud: "Si je meus...", Stock, collection "Le livre de poche", Paris, 1972, 288 p., p.158 à 161.

(57) id., p.171.

d'avril 1954) (58), Marleau-Ponty, Sauvy; tandis que les courants minoritaires de plusieurs partis y trouvent une tribune appréciable: Gaston Defferre, François Mitterrand, André Monteil (M.R.P.), Jacques Soustelle.

Le " mendésisme " qui naît alors semble plus être une méthode d'action qu'une politique réellement nouvelle sur le fond: le passage au pouvoir de juin 1954 à février 1955 le montrera clairement. Rien de fondamental ne sera transformé sur le plan économique et social. Seule a changé la méthode de direction du Gouvernement qui a permis la liquidation définitive (Indochine) ou provisoire (Tunisie) des problèmes de la décolonisation. Le courage exprimé en ces circonstances n'est pas négligeable, loin de là, et si le mendésisme devait se résumer à cela il ne devrait pas en être moins estimé pour autant, bien au contraire. Mais la gestion des affaires publiques en 1954 en était arrivée à un tel niveau de dégradation que l'apparition de Pierre Mendès-France, homme d'Etat dont la virginité politique n'était que très relative(il fut sous-secrétaire d'Etat en 1938 et ministre en 1944-1945) appuyée par un " battage " publicitaire animé par l'Express, et une démarche audacieuse, parut être la panacée aux maux du régime.

Il est vrai que l'aventure mendésiste se déroule, et sans doute n'est-ce pas un hasard, à un moment où la société française doute d'ei-

(58) François Mauriac écrit dans son " Bloc-notes " de l'Express du 17 août 1956: "Durant les dix dernières années, il s'est produit parallèlement, chez les M.R.P. et chez les radicaux, une déviation: MM. Bidault et Feitgen ont rejoint à droite M. Martinoud-Déplat (ces noms ici désignent un état d'esprit). Cette double défaillance a libéré des éléments jacobins et chrétiens qui se sont joints aux autres, et retrouvés coude à coude, avec la masse des militants socialistes, aux côtés de Pierre Mendès-France. Voilà ce que signifie à mes yeux un sommaire de l'Express. Il faut y songer... Le renouvellement du parti radical devait être profond et, si j'ose dire... radical, car il est exigé par un esprit nouveau, par des alliances nouvelles." (François Mauriac: "Bloc-notes-1952-1957", Flammarion, Paris, 1958, 414 p., p.258.)

le-même, des fondements de sa puissance, de l'utilité des cadres politiques qu'elle s'est donnés, voire même de ses chances de survie dans un monde sur lequel elle n'a plus qu'une influence marginale. Plusieurs auteurs ont souligné la simultanéité de ce malaise et du surgissement du mendésisme qu'il favorisera: " Les années cinquante voient l'extension d'une crise morale dont l'évocation rappelle les traits caractéristiques du " mal du siècle " des romantiques français; l'épopée de la Résistance semble avoir épuisé toutes les facultés d'enthousiasme du peuple français, mais sans conduire à l'élaboration d'une pensée cohérente et d'une idéologie nouvelle; les lendemains ne chantent guère et la mystique dégénère en politique... L'écart est alors frappant entre la richesse de la vie intellectuelle et l'atonie des débats politiques; les sollicitations de la littérature et de la philosophie, les prestiges de l'engagement fascinent la jeunesse des Ecoles, mais le régime politique lui paraît être le lieu d'un " désert d'ennui ". (59)

" Terne routine où nous voyions se profiler avec stupeur les figures des grands leaders d'avant-guerre qui semblaient, sinon n'avoir rien oublié, car ils avaient oublié leurs erreurs, du moins n'avoir rien appris. Rien, c'est-à-dire notre lassitude et notre horreur de la guerre, notre soif de justice, notre désir de mieux-être, toutes ces choses que nous croyions naïvement être les premiers à désirer. Nous étions en somme une génération abandonnée par l'histoire... Des vieillards sans imagination ne proposaient que de médiocres perspectives. Depuis le départ des ministres communistes, en 1947, la vie politique française - qu'on le veuille ou non - oscillait déjà entre les deux aliénations complémentaires et successives entre lesquelles on nous somrait de choisir: le communisme, ou cette forme de fascisme édulcoré, national et résistant qu'était alors le R.P.F. Entre les deux, les partis au pouvoir géraient une République sans éclat." (60)

(59) Jean-Thomas Nordmann: "Histoire des radicaux.1820-1973", La table ronde, collection: "Mouvements d'idées", Paris 1974, 536 p., p.374.

(60) Claude Nicolet: "Pierre Mendès-France ou le métier de Cassandre", Julliard, Paris 1959, 254 p., p.36 et 38.

" Refus de l'immobilisme et du laisser-faire, refus d'une France vétuste et archaïque, refus des clichés communément admis et sempiternellement répétés, célébrant à l'envi l'équilibre national, ses vertus de modération et de sagesse. L'évocation de Micolet ne vaut certes que pour des milieux intellectuels restreints. Il n'en demeure pas moins que l'exigence d'une rénovation du radicalisme va procéder d'une remise en cause de l'image la plus consacrée de la France radicale." (61)

Les débuts du ministère Mendès-France rallient l'enthousiasme de ceux qu'on qualifiera plus tard d' " intellectuels torturés ", mais aussi d'une bonne partie de la jeunesse, des nouvelles classes moyennes aussi que d'une portion non négligeable de l'électorat populaire. Au Congrès radical d'octobre 1954 à Marseille, Edouard Herriot, cacique, s'il en fut, du parti, déclare: " J'incline volontiers ma personne et mon passé" devant l'action de Pierre Mendès-France, qui hésite encore à prendre en main les rouages de l'appareil radical (Martinaud-Déplat, exemple caricatural avec René Mayer des tendances droitières du parti, resta Président administratif.).

L'année 1955 va apporter les premiers fruits de l'opération de rénovation du parti radical en même temps que les clarifications internes inévitables: lors du Congrès extraordinaire du 4 mai 1955, l'affrontement éclate au grand jour entre " anciens " et " modernes ": il oppose violemment Mendès-France et Martinaud-Déplat. Le premier l'emporte: la présidence administrative du second est remplacée par une Commission d'action de 7 membres présidée par Pierre Mendès-France lui-même. Les " Jeunesses radicales-socialistes " retrouvent un certain dynamisme; l'Association parisienne des Etudiants radicaux sort de sa léthargie; les adhésions affluent, la fédération de la Seine devient la première de France avec environ 10 000 adhérents et le parti revendique, fin 1955 lorsque Paul Anxionnaz en devient secrétaire général, 105 000 adhérents. Le Congrès de novembre 1955, à Paris, fait

(61) J. Z. Nardmann, *op.cit.*, p.375.

apparaître un nouveau conflit très personnalisé, conséquence de la réorientation du parti, entre Mendès-France et Edgar Faure, Président du Conseil en exercice. La dissolution du 2 décembre permettra l'élimination de celui-ci.

Les conséquences de la montée du mendésisme dépasseront, et de loin, la vie du seul parti radical. Nous verrons plus loin l'influence non négligeable qu'il a eu sur l'ensemble des formations politiques françaises et spécialement la S.F.I.O.

D'autres bouleversements affectent ce que l'on appelle la petite gauche ou plus récemment encore la " nouvelle gauche," c'est-à-dire les formations groupusculaires qui depuis 1945 ont été fondées par ceux qui refusèrent d'intégrer les appareils traditionnels de la S.F.I.O. ou du P.C.F., ou qui les quittèrent par suite de désaccords sur la ligne suivie.

Là encore, partant d'une situation de morcellement et de fractionnement spectaculaire, l'évolution économique et politique générale aboutit à un effort de regroupement sensible dès 1953. Encore faut-il bien garder à l'esprit l'ordre de grandeur des partis concernés qui restent marginaux, sans prise importante sur la vie politique française, et davantage peuplés d'intellectuels parisiens qu'insérés dans les différents mouvements de masse. Prônant l'union des forces de gauche, ces groupes rassemblent des militants d'origines diverses (militants chrétiens, anciens neutralistes, etc...) qui " veulent avant tout démontrer aux formations traditionnelles de la gauche non-communiste qu'il est possible de négocier avec le P.C.F., voire d'arriver à un accord avec lui, sans rien renier de sa propre autonomie, sans être "finlandisé", bref, en un mot, qu'il est possible de dépasser les conséquences de la guerre froide pour avancer vers un socialisme non stalinien." (62)

(62) entretien avec C. Bourdet, 2 décembre 1977.

Un premier regroupement eut lieu en avril 1948 en un " Comité de coordination " rassemblant les ex-radicaux communistes exclus par la Place de Valois en 1946 (Pierre Cot est le plus connu), Jeune République qui se voulait héritière du sillon de Marc Sangnier, des neutralistes issus dans l'ensemble de la S.F.I.O. en 1947 (et passés pour la plupart par le " Mouvement socialiste unitaire et démocratique " ou le R.D.R. - Rassemblement Démocratique et Révolutionnaire auquel adhèrent pendant un temps J.P. Sartre, Paul Rivet, etc...) et enfin d'autres catholiques d'extrême-gauche jusque là non-engagés. Ce comité de coordination se transforma à la fin de l'année 1950 en Union progressiste. Lors des élections législatives de 1951, 4 sur 6 députés " progressistes ", compagnons de route fidèles du P.C.F., furent réélus sur des listes communistes.

En 1954, nouvelle étape: mise sur pied d'un Comité de liaison regroupant Jeune République, les progressistes, la Nouvelle gauche neutraliste et le Mouvement pour la libération du Peuple (M.L.P., militants catholiques ouvriers issus du Mouvement populaire des familles). Quelques mois plus tard, ces mêmes formations créent la " Nouvelle Gauche " dont le premier secrétaire fut Claude Bourdet. L'organe de presse qui diffuse leurs positions est " France-Observateur ", où, aux côtés du directeur-fondateur, Claude Bourdet, l'on trouve Gilles Martinet (ex-Union progressiste) et Claude Estier (ex-S.F.I.O. à la Libération).

Tout ce petit monde s'agite beaucoup sans pour autant parvenir à constituer un pôle de regroupement socialiste susceptible d'amener la gauche " institutionnelle " à dépasser ses clivages ancestraux. Le rôle de ces groupes est cependant loin d'être négligeable: c'est en effet aux révélations et aux campagnes, faites quelques années plus tard par France-Observateur, que la France devra en partie sa prise de conscience du dérèglement du système politique en place et des abus commis par l'appareil d'Etat en matière coloniale. Les animateurs de la Nouvelle Gauche seront d'ailleurs parmi les premiers, avec les communistes dont

la parole était a priori mise en doute, victimes de la répression qui suivra leurs appels.

La S.F.I.O., quant à elle, n'est pas épargnée par les reclassements politiques qui marquent la période: son évolution que nous verrons plus en détail dans le chapitre suivant est cependant moins cahotique et plus sereine; il est vrai que pour elle, l'heure des bouleversements est passée. Elle peut au contraire paraître, en 1955, comme un point d'ancrage relativement stable et solide pour une gauche non communiste qui se cherche à travers vents et marées. Le régime peut en avoir un impérieux besoin pour résoudre les problèmes pendants: injustices sociales, déséquilibres économiques, redressement extérieur, et surtout poursuite de la décolonisation.

La IV^{ème} République peut en ressentir d'autant plus la nécessité que les "pères fondateurs" du régime ont, l'un après l'autre, largement hypothéqué leurs capacités à l'incarner: ne rappelons pas l'attitude du parti communiste, un des trois grands partis à avoir voté la constitution du 27 octobre 1946: son isolement, subi de mai à octobre 1947, voulu d'octobre 1947 à juin 1953, le souvenir de la politique sectaire suivie pendant toutes ces années, lui interdisent de se poser en 1955 en défenseur des institutions.

Le M.R.P. connaît depuis 1946 un déclin régulier: premier parti de France après les élections à la seconde Assemblée constituante du 2 juin 1946 (28,2 % des suffrages exprimés, 161 députés), ses effectifs tant militants que parlementaires décroissent régulièrement à chaque consultation (élections législatives du 10 novembre 1946: 26,3 % des suffrages exprimés, 158 députés; élections législatives du 17 juin 1951: 13,4 % des suffrages exprimés, 84 sièges); il est victime du reclassement des électeurs de droite qui regagnent leurs partis " naturels " en ralliant les modérés du C.R.I.P. ou les gaullistes du R.P.F.; et il paie en même temps, sur son aile gauche sa participation à des coalitions de plus en plus conservatrices auxquelles lui faisait adhérer

son refus de la laïcité et de la décolonisation. Sa présence permanente au pouvoir de 1944 à 1955 (si l'on excepte l'intermède exceptionnel du Gouvernement socialiste homogène de Léon Blum du 16 décembre 1946 au 21 janvier 1947) a usé son personnel politique quand celui-ci ne s'est pas discrédité de lui-même par son aveuglement (comme M.Letourneau ou Bidault).

Le M.R.P. compromis par les errances des Gouvernements successifs ne peut plus désormais constituer un recours pour les électeurs désireux d'un changement de quelque importance qu'il soit.

Reste, parmi les fondateurs de la IVème République, la S.F.I.O. Le moment peut lui paraître opportun d'un retour offensif au pouvoir. Sur le plan économique et social, les possibilités d'action sont grandes: la politique suivie depuis 1952 a permis une restauration certaine de l'économie nationale dans le temps même où elle avivait les injustices sociales; le contexte international marqué par la détente peut permettre des initiatives audacieuses, et notamment une évolution moins heurtée de l'Union Française

Un article de Pierre Mendès-France paru dans l'Express du 7 décembre 1955 situe très clairement l'enjeu de la compétition électorale en cours et l'achèvement à son avis nécessaire des évolutions entamées parfois contre le voeu du Gouvernement français: " Il ne se passera cinq ans sans que la détente internationale évolue enfin vers les solutions des problèmes en instance depuis dix années - ou sans qu'elle se révèle comme un échec... Dans le premier cas,... nous irons vers la consolidation de la paix; dans le second cas, la guerre froide recommencera... Il ne se passera pas cinq ans sans que nous ayons trouvé les formules qui ranimeront la confiance des peuples d'Outre-mer, qui leur donneront plus de foi dans une évolution pacifique et progressive avec nous - ou sans que, définitivement découragés par nos hésitations et nos atermoiements, ils s'abandonnent aux propagandes les plus néfastes, et que l'Union Française toute entière ne courre alors vers sa dislocation... "

Il ne se passera pas cinq ans sans que, ayant montré aux travailleurs que nous pouvons améliorer leur sort, et réaliser pour eux une meilleure répartition sociale, nous les ayons ramenés à la République, en la sauvant du même coup - ou sans que, définitivement déçus, ils ne s'en détournent eux aussi, l'abandonnent à la dérive, bien décidés, en tout cas, à ne pas défendre, s'il était menacé, un régime dont ils n'attendraient plus rien...

Il ne se passera pas cinq ans, sans que le désordre de nos finances et de notre économie nous ait conduits - une fois de plus - vers l'inflation, ses injustices et ses misères - ou sans que nous nous soyons courageusement acheminés vers le rajeunissement et l'assainissement économiques, la solidité de la monnaie, l'équilibre de nos comptes intérieurs et extérieurs, seuls capables de garantir, avec l'expansion dont le pays a besoin, ce sentiment de sécurité et de stabilité dans les masses ouvrières, moyennes et rurales à défaut desquelles il n'y a pas de paix sociale.

En un mot, il ne se passera pas cinq ans sans que la France toute entière ait opéré sa reconversion, sans qu'elle ait donné à tous, et surtout à la jeunesse, la preuve qu'elle peut réaliser les réformes et les progrès depuis trop longtemps attendus - ou sans que tous ces espoirs soient définitivement perdus.

Tout cela se fera avant cinq ans, ou ne se fera pas.

Car nous ne demurerons pas cinq ans de plus dans cette position d'équilibre instable - entre la paix et la guerre au dehors - entre la coopération dans l'Union Française ou sa dislocation - entre le progrès social et la division parmi les Français."

Cette citation un peu longue valait d'être faite pour ses aspects à plusieurs égards prophétiques. Elle marque la responsabilité énorme de ceux qui se préparaient à accéder au pouvoir début 1956. Nous avons évoqué l'état d'agitation interne et d'instabilité dans lequel se trouvait le parti radical. Il nous reste à examiner maintenant de plus près ce qu'était la S.F.I.O. dans les mois et les années qui précédèrent son retour au Gouvernement dans un contexte intérieur et extérieur aussi incertain.

CHAPITRE II

L'INSTRUMENT :

LE PARTI SOCIALISTE S.F.I.O.

" Je suis un homme de parti, servant une foi politique et non pas un homme d'Etat, comme on a bien voulu le dire parfois." (1)

(1) Guy Mollet, conférence avec la presse parlementaire, 11 juin 1963, cité par L.Sfea, op.cit., p.165.

L'image la plus souvent colportée de la S.F.I.O. est celle d'un parti dit " d'appareil ", aux rouages bien rodés, solidement tenu en mains par un secrétariat tout-puissant, obéi de ses troupes et quasi monolithique. En 1955, cette description ne correspond pas, ou pas encore à la réalité: la S.F.I.O. est bien plutôt une formation convalescente, au corps couturé de cicatrices qui ont pour origine essentielle les compromis acceptés dans l'exercice du pouvoir de 1944 à 1951. Le dernier choc subi se dissipe à peine: il fut considérable puisqu'il s'agissait de la coupure du parti en deux, survenue lors du débat sur la Communauté Européenne de Défense. Nous examinerons dans un premier temps les difficultés successives que le parti socialiste dut surmonter de 1944 à 1955 avant d'aborder ensuite l'examen du visage qu'il offre à la veille de la prise du pouvoir.

SECTION I : LA RECHERCHE D'UNE NOUVELLE IDENTITE

La Libération amène la réapparition d'une S.F.I.O. avant tout désireuse d'éviter les erreurs qui avaient abouti dans l'immédiat avant-guerre à sa paralysie et au fourvoiement de bon nombre de ses responsables. Les années 1944 à 1947 seront dominées, outre les difficultés du tripartisme, par le souci de trouver une organisation interne efficace et démocratique au service d'une doctrine renouvelée et plus attrayante. Les réformes, opérées alors, laisseront des traces douloureuses et seront germes de discordes durables qu'atténuera à peine le retrait dans l'opposition durant la seconde législature.

§ 1 : LES EFFORTS DE RENOVATION

L'équipe socialiste dirigeante en 1945 est tout naturellement celle que les circonstances de la Résistance avaient porté à la tête de la formation clandestine du parti: formée autour de Daniel Mayer, ancien rédacteur avant-guerre du "Populaire", elle développe son action en liaison étroite avec Blum, tant du moins qu'il resta emprisonné à Bourassol. La déportation de celui-ci éloigna pour un temps les nouveaux dirigeants socialistes de leur inspirateur. C'est le moment où d'autres militants, moins proches de lui, font leur apparition aux postes de responsabilité: Gazier, Pineau, Dafferre, etc... La France libérée, l'épuration ayant été rondement menée au sein de la S.F.I.O. (2) il resté à structurer le parti. Le courant de pensée dominant à l'époque est celui qui s'exprime par la voix de Léon Blum et de ses fidèles lieutenants, Daniel Mayer, Robert Verdier. C'est celui qui a le mieux résisté aux épreuves de la guerre car il était le plus proche des préoccupations de défense nationale devenues dominantes depuis 1936. Rien d'étonnant donc à ce qu'il garde la responsabilité de la reconstruction du parti face à l'éclatement des autres tendances et notamment du guesdisme dont beaucoup de leaders, au premier rang desquels le secrétaire général de la S.F.I.O. d'avant-guerre, Paul Faure, avaient préféré la paix vichyste à la lutte pour l'indépendance nationale.

A- La " vieille maison " secouée jusque dans ses fondations

Blum, dès 1943, avait marqué sa volonté de transformer profondément les structures du parti: " Le Parti, par exemple, n'a jamais eu de

(2) Parmi les parlementaires qui avaient voté les pleins pouvoirs au Maréchal Pétain le 10 juillet 1940, ou s'étaient abstenus, 81 députés et 3 sénateurs sont exclus, 13 sénateurs sont réintégrés grâce à leur conduite pendant l'Occupation.

véritable organe directeur, de véritable pouvoir exécutif - pas plus que la République. Il lui en faut un. A la base, nous devons nous demander également si à nos sections communales ne devront pas s'ajouter des éléments analogues aux cellules communistes d'entreprise ou aux amicales constituées les dernières années." (3) La réforme des structures va devenir le principal objet des réformateurs avant qu'ils n'envisagent une réorientation fondamentale du parti lui-même.

1°/ Une structure nouvelle

Du 9 au 12 novembre 1944, un congrès national extraordinaire réunit les cadres socialistes issus de la Résistance. Daniel Mayer, confirmé dans son rôle de secrétaire général, propose plusieurs réformes d'importance. La première concerne le fonctionnement du parti: il s'agit d'interdire le fractionnement de l'organisation en "tendances".

Fondée sur des raisons historiques (en 1905, lors de l'unification dans la S.F.I.O., les anciens rameaux du socialisme français tinrent à conserver un minimum d'autonomie et d'identité les uns par rapport aux autres), la différenciation du parti en tendances n'avait fait qu'accentuer les clivages de l'entre-deux-guerres. Les différences de sensibilité ou d'analyse qui auraient dû être réduites sinon supprimées trente ans après la naissance du parti n'avaient au contraire fait que croître. L'homogénéité, l'efficacité de la S.F.I.O. en étaient bien sûr victimes: chaque tendance disposait de sa presse, de ses permanents, partageait avec les autres la direction de l'organe officiel du parti. La représentation proportionnelle assurait à toutes un égal traitement et une égale participation à la direction du parti.

Les déchirements internes et les scissions pouvaient être le terme ultime de ces affrontements: le souvenir, en 1944, est encore cuisant du départ des néo-socialistes, appuyés sur l'aile droite de la S.F.I.O.

(3) note du 1er mars 1943, écrite à Bourassol, in "Oeuvre", op.cit., tome V, p.392.

et son journal " La vie socialiste "; de même est encore proche le harcèlement quasi-permanent mené par la " Gauche révolutionnaire " de Marcou Pivert qui devait être dissoute, ses membres exclus, avant qu'elle ne se transforme, en 1938, en P.S.O.P. (Parti Socialiste Ouvrier et Paysan), ou par le courant de Jean Zyronski qui devait rejoindre le P.C.F. à la Libération. " De nombreux militants avaient gardé de mauvais souvenirs de ces batailles de tendances où s'épuisait une bonne part des énergies. On avait vu, en 1938, " Essais et Combats ", organe des Etudiants socialistes, publier une caricature où Léon Blum et Vincent Aurioi étaient figurés en crapauds et Paul Faure en vipère. Les tendances s'affrontaient à coups de tracts, se combattaient publiquement; la fédération de la Seine offrait à leurs affrontements un champ clos privilégié." (4)

En 1939, la guerre avait empêché la direction du parti de porter le fer dans ce domaine. En 1944, une large majorité est d'accord pour éviter le retour à cette situation: la constitution des tendances est désormais interdite. La désignation des responsables n'aura plus lieu, en conséquence, à la représentation proportionnelle mais au scrutin majoritaire après présentation des candidats sur une liste alphabétique unique comprenant davantage de noms que de sièges à pourvoir.

Une autre réforme de structure concernant le fonctionnement des organismes dirigeants est adoptée; là aussi, seules les circonstances de l'unification de 1905 expliquaient le rôle extrêmement modeste des organes nationaux: le secrétaire général n'était que l'exécutant docile d'une Commission administrative permanente dont la fonction essentielle consistait à coordonner les actions de fédérations départementales sauvegardant jalousement leur autonomie. Les liens entre base et sommet restaient extrêmement lâches. La direction du parti (C.A.P. ou secrétariat) n'avait que peu de moyens de pression et ne pouvait guère jouer de rôle moteur sur l'ensemble de l'organisation. En 1944, la

(4) R. Quilliot, *op.cit.*, p. 30.

C.A.P. disparaît pour être remplacée par un Comité directeur de 25 membres qui désigne le bureau national, le secrétaire général et un secrétaire général-adjoint. (Le secrétariat fut " étoffé " au cours des années suivantes, un second, puis un troisième secrétariat général-adjoint furent créés.)

Le Congrès, organe souverain, se réunit toujours annuellement. Les Conseils nationaux, qui réunissaient chaque trimestre les secrétaires de fédération, disparaissent; pour quelques mois seulement, car ils seront rétablis dès 1946. (supprimés pour éviter qu'ils ne remettent en cause la ligne fixée par les Congrès, il seront jugés indispensables pour maintenir le contact entre les fédérations et la direction nationale.)

Enfin, dans les entreprises, sont créés des groupes socialistes d'entreprise prenant la place des rares Amicales socialistes qui avaient servi de relais à l'action gouvernementale du Front populaire.

Lorsque le Congrès de 1944 s'achève, la S.F.I.O. semble s'être donné les moyens d'un nouveau dynamisme. Dernier apaisement: les militants qui avaient quitté le parti avec les " néos " en 1933 et dont la conduite pendant la guerre fut irréprochable sont autorisés à reprendre leur carte: le parti socialiste étant devenu membre de la coalition au pouvoir, il aurait mauvaise grâce de laisser hors de lui ceux de ses membres qui, douze ou quinze ans plus tôt, n'avaient eu que le tort d'être participationnistes avant l'heure. (Les bénéficiaires les plus connus de ces réintégrations sont Ramadier, Paul-Boncour parti en 1931 et Montagnon). Marcel Pivert, exclu en 1938, devra attendre 1946 pour pouvoir revenir dans son parti: son défaitisme révolutionnaire de 1939, son exil au Mexique pendant toute la durée des hostilités lui valent ce purgatoire supplémentaire d'où son autorité politique sortira amoindrie.

2°/ Du socialisme au travaillisme?

Au-delà des réformes de structure, la prise en main du parti par les fidèles de Léon Blum visait une réorientation doctrinale complète de la S.F.I.O. La nouvelle déclaration de principe adoptée en 1945 et rédigée par Blum lui-même en porte témoignage. (5) Elle se situe dans la lignée de son livre " A l'échelle humaine ". Ses adversaires qualifieront de " socialisme humaniste " cette accentuation des caractéristiques idéalistes de la doctrine S.F.I.O. Il semble que celle-ci se rapproche de plus en plus, les guesdistes ayant été éliminés de la direction du parti, du jauréssisme d'après 1905. En effet, à l'idéalisme traditionnel se superpose une nette volonté de renouer des liens étroits avec la classe ouvrière et ses organisations syndicales.

Il serait d'ailleurs faux de parler de travaillisme, ou de travailisme à la française, car jamais les responsables de la S.F.I.O. n'auraient accepté de subordonner l'action de leur parti à un mouvement syndical où les communistes avaient par ailleurs acquis une influence déterminante. Les traditions politiques de la S.F.I.O. s'y opposaient vigoureusement. Cependant, si l'on désigne par le mot travaillisme, la volonté de régénérer le parti socialiste par un apport extérieur, syndical d'une part, issu des mouvements de Résistance d'autre part, en un mot, la volonté de créer un grand parti de centre-gauche, c'est alors, effectivement, ce terme-là que faute de mieux on peut appliquer à l'opération entreprise de 1944 à 1946. Ce mot travaillisme prêtait cependant à l'ambiguïté et il explique certaines équivoques entre dirigeants socialistes: Daniel Mayer y fut hostile dans la mesure où la S.F.I.O. pouvait y perdre son identité, Léon Blum, de retour de déportation, relança au contraire le thème en ajustant son sens à celui de l'élargissement du Parti socialiste.

Le contexte politique de la fin de la guerre semblait se prêter

(5) cf. plus haut p. 59 sqq.

à des reclassements d'envergure et chaque parti pouvait espérer tirer du bouillonnement de la Résistance un élan et un dynamisme nouveaux. L'atmosphère politique est dominée par ce socialisme ambiant propagé par divers réseaux clandestins situés en dehors même des appareils traditionnels du P.C. ou de la SFIO: " De Mauriac à Jurgensen, tout le monde, en France, est ou se dit socialiste. Ira-t-on, à travers la confrontation d'un socialisme marxiste de forme traditionnelle et d'un socialisme libéral qui anime les mouvements et les personnalités issues de la Résistance, " vers une doctrine moyenne ", fondement d'un vaste rassemblement socialiste ?" (6) Le chemin semble en être pris, en tous cas la voie explorée: dès l'hiver 1942-1943, des dirigeants de mouvements de Résistance de toutes tendances, exceptés communistes et extrême-droite, et de la C.G.T. (d'où les communistes étaient encore exclus) forment le projet de créer un grand mouvement politique capable de prendre la direction du pays à la Libération et d'écartier les partis traditionnels, à leurs yeux discrédités. Ce projet se heurte à l'hostilité de de Gaulle qui, tant que la guerre n'est pas terminée, a besoin de l'unanimité des forces politiques et ne veut rien faire qui risque de tenir les communistes à l'écart.

En 1944, Georges Izard et Louis Saillant relancent le mouvement en fondant l'Union travailliste par regroupement de Libération-nord et de l'Organisation Civile et Militaire. C'est le début de la période au cours de laquelle P.C. et Parti Socialiste vont faire assaut d'amabilité et d'hommages auprès de la plupart des mouvements de Résistance pour en obtenir le ralliement.

Leur offensive vise particulièrement le Mouvement de Libération Nationale: début 1945, les socialistes semblent devoir l'emporter mais l'appareil de la S.F.I.O. se raidit (7), et ramène l'idée de la fusion des deux formations à une absorption du M.L.N. par la S.F.I.O. En mai le M.L.N.

(6) R. Quilliot, *op.cit.*, p. 42.

(7) Daniel Mayer semble avoir suivi alors l'avis des "patriotes de parti" qu'étaient M.E. Maegelen, Grumbach, contre ceux plus œcuméniques d'Anriol, Ribière, Philip et Daffarra.

dépitée crée avec l'Union travailliste, l'Union Démocratique et Socialiste de la Résistance (U.D.S.R.) qui, dans l'esprit de ses fondateurs, doit préfigurer le grand rassemblement nécessaire du centre-gauche.

André Philip écrira plus tard: " Une action hardie de la S.F.I.O., rompant avec un guesdisme rétrograde, s'affirmant dans les lignes de Jaurès et du socialisme français institutionnel et décentralisé, fusionnant, dans un Parti travailliste, les forces issues de la Résistance, aurait évité la constitution du M.R.P., et constitué, face au Parti communiste, un parti socialiste démocratique, capable de conquérir la majorité dans le pays.

Malheureusement, en l'absence de Léon Blum, encore prisonnier en Allemagne, ce fut encore le réflexe de la " vieille maison " qui l'emporta." (8) Nul ne peut dire si la naissance du M.R.P. eut alors été évitée, il semble bien en tout cas que les clivages traditionnels prennent le dessus sur la volonté de rénovation. L'illusion du grand rassemblement de centre gauche ne sera plus guère entretenue malgré le vœu de Camus: " Si tous ceux qui cherchent honnêtement aujourd'hui la formule qui répond à leurs aspirations voulaient bien poursuivre cet examen avec scrupule, alors peut-être un socialisme français, nourri des énergies de la Libération et des intransigeances de la justice, naîtrait pour le plus grand bien du pays." (9)

Lorsque Léon Blum rentre de déportation, à la fin du mois de mai 1945, il tente de relancer à nouveau la dynamique unificatrice mais sur des bases différentes: sentant sans doute l'équivoque et la diversité politique des mouvements de Résistance, voulant préserver son parti d'une dilution mortelle, il encourage les adhésions personnelles d'anciens résistants et le rapprochement avec l'U.D.S.R. sans remettre en cause l'indépendance de la S.F.I.O. et sa pérennité en tant que formation qui vient par ailleurs de rénover ses structures.

(8) A. Philip: "Les socialistes", *op.cit.*, p.111-112.

(9) Albert Camus dans "Combat" du 23 novembre 1944.

Les résultats ne sont guère enthousiasmants: seuls quelques individualités rejoignent la S.F.I.O. L'U.D.S.R. se maintient en tant qu'appareil autonome et se retourne vers les radicaux, espérant trouver chez eux plus de compréhension: ce n'est que le début de sa tactique de balance permanente entre gauche et droite.

Décidément, fin 1945, l'audace a bien cédé devant la prudence: le patriotisme de parti l'a emporté sur l'esprit d'ouverture, avec cependant une réserve importante: en effet, Blum et les leaders socialistes ont défendu en ces circonstances une position médiane: contre leur gauche doctrinaire et néo-guesdiste, voire trotskyste ou crypto-communiste, ils ont admis et favorisé l'intrusion de courants de pensée divers jusqu'à la confusion (A.Philip sera le porte-parole le plus symbolique de l'idéalisme croissant de la S.F.I.O.); contre la droite du parti, ils ont évité que leur organisation ne disparaisse dans la constellation vaguement fédérée des forces extrêmement diverses issues de la guerre. Le raisonnement pouvait être fructueux, tenir bon sur la structure du parti mais l'ouvrir idéologiquement aux apports extérieurs était un compromis défendable. A condition que la doctrine officielle de la S.F.I.O. ne soit pas perméable au point de ressembler à un salmigondis inefficace. Ce mirage ne cessera d'être entretenu dans les années qui suivront. Mais pour l'heure il va susciter une réaction interne insoupçonnée qui mettra fortement en cause l'unité du parti.

B- Violent coup de barre à gauche

Le 29 août 1946 s'ouvre à Paris la 38ème Congrès de la S.F.I.O. Le mécontentement des militants a été savamment exploité par une équipe emmenée par Guy Mollet, jeune député d'Arras encore inconnu un an plus tôt. Elle reproche à la direction Mayer-Blum d'entretenir une confusion idéologique dangereuse, d'avoir ouvert le parti à tous les vents, de pratiquer une politique opportuniste au Gouvernement, bref de céder à un

déviacionnisme droitier dont les recuils électoraux successifs ont été la sanction: le 21 octobre 1945, les socialistes, amers, avaient constaté que leur formation n'arrivait qu'au troisième rang, lors des élections à la première Assemblée constituante, avec 24,6 % des suffrages exprimés contre 25,6 % pour le M.R.P. et surtout 26,1 % au P.C.F. qui dépassait ainsi pour la première fois la S.F.I.O. Le 5 mai 1946, le référendum sur le premier projet de constitution était repoussé par 53 % des suffrages exprimés, les pertes de voix du bloc " marxiste " semblaient devoir être attribuées à la défection d'électeurs socialistes, plutôt que communistes; enfin le 2 juin 1946, les élections pour la seconde Assemblée constituante confirmaient le déclin de la S.F.I.O. qui n'obtenait que 21,3 % des suffrages exprimés contre 26,4 % au P.C.F. et 28,2 % au M.R.P.

Le groupe contestataire rassemblé autour de Guy Mollet était fort disparate: on y retrouvait des gauchistes débridés comme Léon Boutbien, des trotskystes comme Dechezelle ou Jean Rous, des marxistes " rigides " comme Pierre Rimbert ou Ferrat, ayant tous à leur tête des né-guesdistes passés maîtres-tacticiens comme Guy Mollet ou Pierre Comnin.

L'empoignade est sévère entre ceux qui sont apparus comme l'aile gauche du parti et ont ainsi pu rallier les voix de nombreux militants, et la direction sortante. Guy Mollet attaque la politique suivie par les ministres socialistes qui doivent ne pas se contenter de gérer mais agir en militants: il faut " nous battre dans les ateliers, dans le groupe d'entreprise, dans l'auberge de jeunesse. Devant la carence des autres partis, il doit nous être facile de prouver au peuple qu'il ne reste en France qu'un seul parti révolutionnaire: le nôtre." (10) Ce type d'appel fait mouche: " Ces formules sont bien faites pour toucher des militants qu'inquiètent les préoccupations essentiellement parlementaires et ministérielles. Enfin, voilà un député qui donne la primauté au militantisme, se place dans la ligne des combats révolution-

(10) cité par R.Quilliot, *op.cit.*, p.174.

naires d'antan et refuse le juste milieu. Le patriotisme de parti en est flatté comme le souci de la " base militante " de voir respecter sa souveraineté."(11)

La notion déposée par Guy Mollet et ses camarades affirme péremptoirement: " Les causes profondes du déclin socialiste sont en premier lieu d'ordre doctrinal... Nous estimons que doivent être condamnées toutes les tentatives de révisionnisme, notamment celles qui sont inspirées par un faux humanisme dont le vrai sens est de masquer cette réalité fondamentale qu'est la lutte de classes.

C'est cet affaiblissement de la pensée marxiste dans le Parti qui l'a conduit à négliger les tâches essentielles d'organisation, de propagande et de pénétration dans les masses populaires pour se cantonner dans l'action parlementaire et ministérielle et a engendré sur ce plan même les erreurs politiques et tactiques commises depuis la Libération." (12) Si la critique est sévère, elle reste plus négative que positive; en effet les propositions d'action, outre le redressement doctrinal, restent nimbées d'un flou artistique révélateur de la diversité des oppositions qu'il recouvre. Les revendications ouvrières que le parti doit reprendre à son compte " ne doivent pas être séparées du problème des réformes de structure. D'une part, ces réformes doivent être poursuivies et les modes de gestion des secteurs nationalisés de l'économie rendus plus démocratiques. D'autre part, il faut inviter les travailleurs à utiliser toutes les possibilités que la loi leur confère au sein des comités d'entreprise et élargir les pouvoirs de ces comités afin de leur permettre de contrôler la production, les prix, l'emploi des marges bénéficiaires et de se préparer à la gestion... Dans le domaine colonial, le parti socialiste doit combattre toutes les formes d'exploitation impérialiste, aider les peuples des territoires d'Outre-Mer dans leur lutte émancipatrice et les guider dans la voie de la révolution sociale... En ce qui concerne nos rapports avec le parti com-

(11) cité par R.Quilliot, *op.cit.*, p.174.

(12) cité par D.Mayer: "Pour une histoire de la gauche", *op.cit.*, p.339.

muniste, il convient d'affirmer que l'unité politique ouvrière demeure pour nous un objectif capital. Mais nous sommes obligés de constater qu'elle ne sera pas réalisable tant que les partis communistes nationaux ne seront pas libérés de leur assujettissement politique et intellectuel vis-à-vis de l'Etat russe, et tant qu'ils ne pratiqueront pas une véritable démocratie ouvrière.

Par contre, l'unité d'action avec les communistes est indispensable au succès d'une politique conforme aux intérêts des travailleurs. Mais il est désirable que le Parti prenne à cet égard le maximum d'initiatives..." (13)

Le ton de cette notion se veut sans appel, mais cependant, outre la vivacité du vocabulaire, il n'apporte rien de vraiment nouveau dans la stratégie à court ou long terme de la S.F.I.O.: aucune analyse précise n'y est faite de la période ouverte à la fin de la deuxième guerre mondiale; les peuples d'outre-mer seront " guidés " vers la révolution sociale sans que le mot d'indépendance soit employé; l'unité d'action instamment recherchée avec le parti communiste reste hypothéquée par les liens de celui-ci avec " l'Etat russe " et son absence de démocratie.

Léon Blum vole au secours du secrétaire général, Daniel Mayer: lui non plus ne mâche pas ses mots. Il rappelle tout d'abord que les difficultés traversées par le parti sont inhérentes à l'exercice du pouvoir: " Elles tiennent au fait que le parti socialiste, par une conséquence de son action politique, peut devenir, en tout ou en partie, le représentant le gérant de cette même société capitaliste qu'il condamne, qu'il veut détruire et qu'il veut remplacer." (14) Et Blum de souligner les difficultés dues à la définition que lui-même avait donnée de l'exercice du pouvoir dès 1926. A la différence des communistes, " nous n'avons jamais admis que nous dussions nous introduire dans le réduit central du pouvoir, pour y placer sûrement nos sachets de dynamite. Quand nous exer-

(13) cité par D.Mayer: "Pour une histoire de la gauche", op.cit., p.344 à 347.

(14) *Id.*, p.331.

çons, ou partageons le pouvoir, dans le cadre de la société capitaliste nous le faisons de bonne foi. Nous le faisons dans l'intérêt de la classe ouvrière, mais aussi dans l'intérêt général de la nation. Nous sommes des gérants honnêtes, loyaux."

Pour Blum, ce que l'on reproche à la direction sortante ne concerne ni la stratégie ni la tactique du parti: l'origine de la fronde doit être cherchée ailleurs. Sa recherche permet alors de contre-attaquer vigoureusement. A ceux qui mettent en cause le dynamisme du parti, il répond vertement: " Le dynamisme, ce sont les hommes. C'est la conviction des hommes. C'est la foi des hommes. Et si le dynamisme a manqué, rendez-vous compte que c'est parce que, chez les hommes que vous êtes, il n'y avait pas assez d'abnégation, ni assez d'esprit de sacrifice, ni assez de foi... Le trouble du parti, ce malaise dont l'analyse ne découvre pas les causes, ou qui est hors de toutes proportions raisonnables avec ses causes, je crains qu'il ne soit d'essence panique, qu'il ne traduise les formes complexes - excusez le mot - de la peur.

Je crois que, dans son ensemble, le Parti a peur. Il a peur des communistes. Il a peur du qu'en-dira-t-on communiste. C'est avec anxiété que vous vous demandez à tout instant: "Mais que feront les communistes?" Et si " les communistes ne votaient pas comme nous?". La polémique communiste, le dénigrement communiste agissent sur vous, vous gagnent à votre insu et vous désagrègent.

Vous avez peur des électeurs, peur des camarades qui vous désigneront ou ne vous désigneront pas comme candidats, peur de l'opinion, peur de l'échec. Et s'il y a eu altération de la doctrine, déviation, affaissement, ils sont là, ils sont dans la façon timorée, hésitante dont notre doctrine a été présentée dans les programmes électoraux, dans la propagande électorale." (15)

Enfin Blum souligne dans l'opposition qui a surgi la résurgence des rancœurs et des réticences provoquées par la transformation de la

(15) cité par D. Mayer: "Pour une histoire de la gauche", op.cit., p.335-336.

S.F.I.O., accomplie en 1944-1945. " Vous invoquez la nécessité du renouveau. Mais ... vous avez la nostalgie de tout ce qui peut vous rapprocher de ce parti tel que vous l'avez autrefois connu et pratiqué. Vous regrettez la vieille C.A.P.... vous n'avez eu de cesse que vous n'ayez ranimé de ses cendres le Conseil national. Vous êtes en train de ressusciter tout ce que le Parti a condamné après la Libération: les tendances, les fractions comme le reste... Vous avez rétabli le mandat impératif que la première rédaction des statuts interdisait.

Vous avez peur de la nouveauté. Vous n'en voulez pas dans la confection des listes, dans le choix des candidats. Vous n'en voulez pas quand elle se présente comme apport de forces fraîches que vous avez accueillies au lendemain de la Libération avec réticence, avec méfiance et presque avec dédain vis-à-vis des femmes et des jeunes. Vous ne faites pas place aux femmes sur les listes électorales. Vous ne considérez les jeunes que comme recrues. Vous avez peur de la nouveauté jusque dans les alliances politiques." (16)

Et enfin l'estocade: " Vous le voyez, si mal il y a, le mal est en vous; le mal, c'est le manque d'ardeur, le manque de courage, le manque de foi.

Le vote pour la motion Guy Mollet, savez-vous ce que c'est? C'est une espèce d'alibi moral par lequel vous avez cherché à abuser votre mauvaise conscience... Je me sens impuissant aujourd'hui parce que je ne sens devant moi rien de défini, rien de saisissable, rien qu'un trouble moral, qui ne se guérit que par un effort intellectuel de volonté et non par des paroles ou des formules de motion." (17)

Rien n'y fit. La révolution de palais s'accomplit en deux temps: le premier constitua un coup de tonnerre inédit dans l'histoire du socialisme français: le rapport moral présenté par Daniel Mayer est repoussé par 2975 mandats, contre seulement 1365; la victoire destructrice des op-

(16) D.Mayer: "Pour une histoire de la gauche", *op.cit.*, p.337-338.

(17) *Id.*, p.339.

posants est nette (18); le second temps, l'élection des nouveaux organismes dirigeants, se déroula par contre dans la confusion. Les candidats élus au Comité Directeur, désignés par les adhérents au scrutin majoritaire sur une liste unique, se répartissent ainsi: 17 pour la direction sortante emmenée par Daniel Mayer, contre 14 pour l'opposition animée par Guy Mollet et qui semble ainsi avoir été endiguée.

Daniel Mayer, démissionnaire depuis le rejet du rapport moral, ne représente pas sa candidature au secrétariat général que le nouveau Comité Directeur va désigner dans les jours qui suivent le Congrès: les majoritaires groupés autour de lui se mettent d'accord, sous l'influence de Léon Blum, pour désigner Augustin Laurent, secrétaire général de la puissante fédération du Nord qui craint de la part de Guy Mollet un rapprochement trop étroit avec les communistes. Celui-ci est bien sûr candidat de l'opposition. Le résultat du vote du Comité Directeur ne reflète pas l'exact rapport des forces entre la majorité sortante renouvelée et opposition. En effet, Salomon Grumbach, bien qu'hostile à Guy Mollet et partisan de l'équipe sortante, estime que ne pas désigner ce dernier comme secrétaire général serait trahir l'espérance du parti. Il change donc le sens de son vote et, à la surprise de tous, le résultat final est le suivant: Guy Mollet, 16 voix, Augustin Laurent, 14 voix (il manque de plus à A. Laurent la voix d'un majoritaire absent: Tanguy-Prigent).

Elu à la faveur d'événements inattendus, Guy Mollet va devoir faire face à des difficultés multiples tenant aux divisions internes qui

(18) Tirant le bilan de ce Congrès, Jean Rous écrira: "Par le sens de ses débats et par ses conclusions, le congrès du 31 août 1946 sera certainement caractérisé, dans l'histoire du mouvement socialiste français, comme le congrès où s'est manifestée la volonté de "redressement socialiste". Pourquoi cette expression de "redressement" dont le sens a été développé lui-même depuis plusieurs mois?

Parce que les militants avaient le sentiment qu'il fallait arrêter le parti socialiste sur une pente qui le menait vers un nouveau parti radical ou vers un "travailleisme" sans travailleurs qui demeure le grand dessein de la coalition capitaliste et chrétienne." (Jean Rous: "Itinéraire d'un militant", Editions Jeune Afrique, Paris 1968, 304 p., p.79.)

ont accompagné sa victoire et à la poursuite de l'exercice du pouvoir. Il devra les affronter en s'étant coupé de collaborateurs utiles écartés pour leur appartenance à l'ancienne direction blumiste. Leur absence se fera parfois cruellement sentir.

§ 2 : LA RECHERCHE DE L'UNITE

Les premières années de la gestion de Guy Mollet vont être émaillées de nombreux incidents: le S.F.I.O. paraît tout autant qu'avant-guerre tiraillée entre la volonté de participation au Gouvernement de la plupart de ses élus et l'espoir de retrouver la " pureté " révolutionnaire dont s'inspiraient les vainqueurs du Congrès de 1946. Seul le passage du parti dans l'opposition de 1951 à 1955 permettra une sensible accalmie des tensions internes.

A- Les assauts contre le secrétariat général

1°/ Conflit entre le secrétaire général et les notables du parti

Nous avons vu les grandes étapes de la lutte sourde, puis très vite ouverte et publique, qui opposa Guy Mollet à Paul Ramadier; de l'éviction des ministres communistes du Gouvernement le 5 mai 1947 à la chute de celui-ci le 22 octobre 1947.

Ramadier en s'appuyant sur les députés du groupe parlementaire et sur l'ancienne majorité du parti réussit à rester au pouvoir le 9 mai 1947 au mépris d'une résolution antérieure d'un Conseil national interdisant aux socialistes de demeurer au Gouvernement sans leurs camarades communistes. L'évènement aura une portée formidable sur le cours postérieur de

l'évolution du régime et il sera la première de nombreuses étapes qui verront les socialistes participer ou soutenir des ministères sur lesquels ils auront de moins en moins d'influence.

Le Gouvernement Ramadier était d'ailleurs né en dehors de toute intervention des instances du parti: en effet, c'est Vincent Auriol, devenu président de la République, ami de Léon Blum, et membre de la majorité du parti évincée en août 1946, qui chargea Paul Ramadier de former le premier Gouvernement constitutionnel du régime; Guy Mollet ne manqua pas de déclarer dès le 22 janvier 1947: " le choix de Ramadier a été fait en dehors du secrétariat général qui n'a pas été non plus tenu au courant du contenu de la déclaration ministérielle." (19) Pour le secrétaire du parti, qui avait tant insisté sur la nécessaire soumission des élus aux instances dirigeantes de la S.F.I.O., la procédure suivie en la circonstance, très certainement avec l'accord de Blum qui abandonnait à ce moment-là la direction du Gouvernement socialiste homogène de transition, relevait de la provocation.

L'année 1947 sera pour la S.F.I.O. celle des tiraillement internes les plus violents: " Dès ce moment, et pour longtemps, le Parti socialiste n'aura plus d'unité de direction que de façade: Léon Blum à Jouy-en-Josas, qui dirige l'éditorial quotidien du "Populaire"; Vincent Auriol qui, par des entretiens personnels, n'en exerce pas moins une influence profonde, notamment sur les élus; Paul Ramadier à la Présidence du Conseil qui, de loin en loin, assiste à une réunion du Comité directeur, mais dirige sa barque à sa guise; le secrétaire général enfin, et le Comité directeur, souvent amers, irritables, à proportion de leur impuissance relative, tirés à hue et à dia; bref, le Parti socialiste est multicéphale, chacune de ses têtes exprimant au reste une préoccupation nationale, l'intransigeance ou le compromis, la logique ou le pragmatisme. Ce parti d'implantation limitée, qui représente moins de 20% du corps électoral, est aussi riche d'hommes et de démarches intellectuelles que pouvait l'être un vas-

(19) cité par R. Quilliot, *op.cit.*, p.215.

le parti majoritaire. Mais, pour lui, c'est pléthore." (20)

Guy Mollet va devoir utiliser tour à tour la ruse ou la force pour éliminer les prétentions diverses à la direction du parti et imposer enfin l'autorité unique du secrétariat général. Chemin faisant, il abandonnera une bonne partie de ceux qui l'avaient soutenu lorsqu'il prit le pouvoir dans la S.F.I.O. et notamment ceux qui constituaient effectivement l'aile gauche du parti.

Vincent Auriol, élu Président de la République, est intouchable: il joue pleinement son rôle de défenseur, à n'importe quel prix politique, des institutions; il fait, à chaque crise ministérielle, discrètement ou ouvertement, pression sur les députés socialistes pour qu'ils acceptent de participer ou, tout au moins, de soutenir les nouvelles combinaisons gouvernementales qu'il échafaude. Peu lui importe qu'elles soient de plus en plus marquées à droite et dominées par le conservatisme: son seul souci est d'arriver à un fonctionnement " normal " du régime, passant par l'isolement des deux extrêmes, communistes et gaullistes. C'est ainsi qu'il encourage les socialistes à participer aux divers Gouvernements de la première législature et à soutenir ceux du début de la seconde législature, y compris celui de M. Pinay en 1952.

Léon Blum demeure, malgré sa défaite au Congrès de 1946, la figure de proue du Parti, éditorialiste du "Populaire", oracle consulté à tout moment par ses camarades. Il dispense de sa retraite de Jouy-en-Josas une bonne parole de plus en plus républicaine, de moins en moins socialiste. Pour lui comme pour son grand ami Vincent Auriol, il s'agit avant tout d'éviter les écueils du stalinisme et du césarisme: dans ce but, s'il en est besoin, la S.F.I.O. ne doit pas hésiter à se sacrifier.

Quant à Ramadier, chef du Gouvernement pendant la majeure partie de l'année 1947, il a enfin l'occasion d'appliquer la tactique partici-

(20) R. Quilliot, *op.cit.*, p. 215-216.

pationniste dont il s'est fait le défenseur acharné depuis 1930. S'appuyant sur Aurioi et sur Blum qui l'ont mis en place, il dispose de moyens de résister au secrétaire général de la S.F.I.O. qui, rappelons-le ne réunit pas autour de lui la majorité du Comité-Directeur. La défaite de Guy Mollet au Conseil National du 9 mai 1947 lorsqu'il demande la démission des socialistes du Gouvernement n'est donc qu'une demi-surprise.

L'été et l'automne 1947 vont pourtant permettre à Guy Mollet de renverser le rapport de forces interne au Parti en sa faveur et d'éliminer la plupart des influences qui contrecarraient jusqu'alors son action.

Du 20 au 27 juillet se tient à Maung-sur-Loire la semaine d'études de la S.F.I.O., décidée par le Congrès d'août 1946 et destinée à amorcer le redressement doctrinal sur lequel insistait la motion Guy Mollet. Les problèmes philosophiques, l'analyse de la période ouverte par la Libération, l'examen des résultats des réformes accomplies, le contexte international, la stratégie et la tactique du Parti, tout est passé au crible avec parfois une lucidité extrêmement positive. Cette mise à jour doctrinale correspondait certes à l'engagement pris par la nouvelle direction près d'un an plus tôt; il semble bien qu'elle ait aussi été judicieusement mise à profit par elle pour ressouder la coalition hétéroclite qui l'avait portée au secrétariat général. En effet un nouvel affrontement ne manquerait pas d'avoir lieu lors du Congrès annuel d'août 1947 où resurgirait le contentieux entre les instances dirigeantes de la S.F.I.O. et ses élus du Gouvernement. Et de fait, les analyses présentées du 20 au 27 juillet portent le marque de l'aile gauche du parti, notamment celle de Jean Rous. (21) Elles aboutissent à la nécessité de la poursuite de la rénovation de la S.F.I.O. sur la voie ouverte depuis 11 mois. Aucune décision ne peut y être prise: il ne s'agit que de propositions, soumises ensuite à la discussion des adhérents, mais leur sens est clair: la radicalisation du parti est confirmée.

(21) cf. "Itinéraire d'un militant", op.cit., p.95 à120.

En août 1947, se déroule à Lyon le 39ème Congrès du parti socialiste. Un an de présence au secrétariat général a permis au groupe de Guy Mollet de conforter sa position au sein des militants. Les anciens majoritaires proches de Blum ne souhaitent d'ailleurs pas rééditer l'opération de 1946 à leur profit: un certain sens des intérêts du Parti le leur interdit. Ils sont par ailleurs directement impliqués dans le procès dressé par la direction contre la participation au Gouvernement: Ramadier est à nouveau accusé de gérer le système en s'appuyant sur la droite; la hausse des prix, la pénurie, la détérioration du pouvoir d'achat des salariés sont mises sur le compte de sa passivité et de son refus de recourir à un dirigisme économique plus " musclé ". (22)

La motion Guy Mollet affirme par ailleurs: " Le Parti socialiste ne considère pas que la présence de ses hommes au Gouvernement soit, dans tous les cas, une condition indispensable à la défense des institutions républicaines." Elle rallie en fin de compte 2433 mandats contre 2002 à un texte signé par Daniel Mayer, Robert Verdier, la fédération du Nord. La participation au Gouvernement, condamnée sévèrement, pourra être remise en cause souverainement par le Comité directeur au sein duquel Guy Mollet dispose désormais d'une majorité solide.

A la suite de ce congrès qui confirme avec éclat les décisions de 1946, Ramadier envisage de démissionner. Vincent Aurioi l'en dissuade, et appuyé par Charles Lussy, président du groupe parlementaire, il suscite de la part de celui-ci un vote de confiance au chef du Gouvernement.

Son ministère s'enfonce peu à peu dans la compromission avec la droite: Tanguy-Prigent, ministre socialiste de l'agriculture et André Philip sont écartés pour excès de dirigisme, lors du remaniement qui suit le succès R.P.F. aux élections municipales du 20 octobre 1947.

(22) *Guy Mollet accuse, à la tribune du Congrès, le Président du Conseil socialiste " de faire mieux que le ministre bourgeois le travail de la bourgeoisie... Quand la crise de régime s'ouvrira, notre parti sera diminué, disparu, et la République sera en danger." (cité par G. Elgey, op. cit., p.317.)*

Courant novembre 1947, alors que le M.R.P. n'accorde plus qu'un soutien parcimonieux, Ramadier, d'accord avec Auriol, ne reste plus en place que le temps de trouver un successeur recherché à droite pour briser la vague gaulliste: c'est l'occasion que saisit Guy Mollet pour assouvir sa volonté de restaurer l'hégémonie de sa fonction sur celle des élus. Le 19 novembre, " le secrétaire général de la S.F.I.O. porte froidement le coup de grâce au chef du Gouvernement socialiste. Invité d'honneur au déjeuner de la presse anglo-saxonne, M.Guy Mollet annonce la condamnation de Paul Ramadier: " Les événements sociaux qui s'aggravent exigent que la crise soit résolue le plus tôt. Elle devra l'être dans les quarante-huit heures ou elle ne sera pas. M.Léon Blum a accepté en principe la présidence du Conseil." (23) Le 21 novembre, Léon Blum sollicite l'investiture de l'Assemblée Nationale et échoue de neuf voix pour avoir tenu la balance égale dans son hostilité vis-à-vis des communistes et des gaullistes.

Guy Mollet peut alors estimer avoir fait coup double: il a précipité la disparition de Ramadier qui lui avait impunément tenu tête depuis l'éviction des ministres communistes du Gouvernement. Il a contribué à hâter l'utilisation du dernier recours dont disposait la S.F.I.O. en la personne de Léon Blum, qui sort aigri mais surtout avec un prestige diminué de cette tentative manquée d'investiture. Il a même réussi à forcer la main à V.Auriol qui pour faire face à la montée du gaullisme pensait pressentir Paul Reynaud mais n'a pu, bien sûr, s'opposer en quoi que ce soit au " tour de piste " de Léon Blum.

Guy Mollet avait-il prévu qu'aucun socialiste ne serait investi après la chute de Ramadier et qu'il faudrait attendre 1956 pour que lui-même accède à la direction du Gouvernement? Les relations secrétariat général-Présidence du Conseil ne poseront alors plus de problèmes. Mais entre-temps les difficultés entre le Parti et ses élus subsisteront, après qu'une rupture soit intervenue entre Guy Mollet et l'aile gauche

(23) G. Elgey, *op.cit.*, p. 346.

qui l'avait jusqu'alors soutenu.

2°/ Le piège de la troisième force

Débarassé de Ramadier, Blum renvoyé à ses méditations, Aurioi amoindri dans son magistère, le secrétaire général enfin en position de force n'allait pas pour autant pouvoir (ou vouloir?) mettre en oeuvre la politique de redressement ambitieusement conçue en 1946 pour son parti.

En effet, il donne son accord à la participation de la S.F.I.O. au Gouvernement R.Schuman qui remplace le cabinet Ramadier et où l'emprise des forces conservatrices est de plus en plus forte (René Mayer détient par exemple le portefeuille des Finances!). "D'une certaine façon, Guy Mollet et la majorité du Comité directeur avaient fait une opération de dupes, puisqu'au terme d'un long conflit d'autorité, il leur fallait admettre un gouvernement plus difficilement acceptable que le précédent. Devant le Comité directeur du 26 novembre 1947, Guy Mollet reconnaissait..." On nous a promenés en bateau ". Mais pouvait-on aller jusqu'à la crise de régime?" (24) Cette question, désormais, ne va cesser de se poser et le parti socialiste y apportera toujours la même réponse négative en acceptant de participer au Gouvernement, sans conditions ou presque, de 1947 à 1951.

C'est cette certitude d'une crise de régime toujours possible qui entraîne de la part de l'équipe dirigeante de la S.F.I.O. l'abandon de la plupart des positions défendues en 1946. Cette certitude prend corps, en octobre et début novembre 1947, au vu de deux événements majeurs: d'abord, chronologiquement, la victoire gaulliste aux élections municipales du 20 octobre et l'attrait exercé par le R.P.F. sur un nombre croissant de parlementaires radicaux ou modérés; ensuite, le déclenchement des premières grandes grèves qui vont aboutir à la paralysie du

(24) R.Quilliot, *op.cit.*, p.255.

pays, fin novembre 1947, et qui semblent s'inscrire dans la stratégie définie par la conférence du mouvement communiste international tenue du 22 au 27 septembre 1947 à Szklarska Poreba en Pologne.

La constitution de la "troisième force" semble être alors aux socialistes la seule issue qui permette de sauver la France et du césarisme et du stalinisme. Guy Mollet s'en fait lui-même le théoricien et insiste pour que la formule n'ait pas que des applications parlementaires mais prenne une dimension populaire, syndicale et politique. L'aile gauche du parti socialiste qui voit venir le danger, cherche à organiser cette "troisième force", dont elle n'écarte pas l'idée, autour du parti. Pour éviter son glissement à droite, elle participe à la création du Rassemblement Démocratique Révolutionnaire (R.D.R.) qui doit ancrer la "troisième force" à gauche et sortir la S.F.I.O. de l'ornière où l'a placée la participation au Gouvernement: " Il faut proclamer que la "troisième force" sera orientée et appuyée sur le monde du travail, sur ses luttes et ses revendications, ou bien elle ne sera pas... La "troisième force" ne saurait être une force rétrograde au service du Gouvernement, mais une force combattante au service des travailleurs. Son programme et sa tactique doivent être le programme et la tactique du socialisme démocratique et révolutionnaire." (25)

Parmi les signataires du manifeste du R.D.R., on trouve des députés socialistes ou apparentés: Badiou, maire de Toulouse, Lamine Gueye, maire de Dakar, Pouyet, Rabier, Senghor; des militants socialistes: Boutbien, Arrès-Lapoque, Rimbert, Rous; des journalistes ou écrivains: Georges Alban et Roger Stéphane de "Combat", Jean Ferniot, Bernard Lefort, Charles Ronsac de "Franc-tireur", David Rousset et enfin Jean-Paul Sartre.

Guy Mollet ne semble avoir toléré l'existence du R.D.R. et la possibilité de la double appartenance S.F.I.O.-R.D.R. que dans un inté-

(25) J.Rous, *op.cit.*, p.141.

rêt immédiatement tactique se situant à trois niveaux différents. En premier lieu, " on a lancé rapidement le manifeste du R.D.R. pour couper l'herbe sous les pieds du P.C.F. qui préparait un rassemblement de style " Front Populaire ". Le R.D.R., dit Rous, doit permettre d'éliminer de " Franc-tireur " ses collaborateurs staliniens "(26). En second lieu, Guy Mollet espère que le R.D.R. pourra lui permettre de passer davantage dans les négociations qui peuvent avoir lieu entre le parti socialiste et les chefs de Gouvernement de 'troisième force' (R.Schuman, alors à Matignon, pense déjà à élargir sa majorité vers des députés gaullistes pour briser l'élan du R.P.F.); enfin, au moment où il engage la S.F.I.O. dans la participation à des Gouvernements de plus en plus conservateurs, il n'est sans doute pas inutile au secrétaire général de pouvoir s'appuyer sur une aile gauche débordant le cadre du parti, pour mieux faire face à une éventuelle opposition interne; le R.D.R. peut ainsi servir de caution gauchiste à une S.F.I.O. qui s'engage dans des compromis dangereux.

Cependant, assez rapidement, la contradiction ne pourra plus être surmontée et éclatera au grand jour sous l'influence de deux facteurs essentiels. Tout d'abord l'opposition socialiste interne au R.D.R. devient de plus en plus virulente: elle regroupe d'une part l'ancienne majorité blumiste (Mayer, Verdier) qui s'inquiète de la tonalité anti-atlantique, voire neutraliste, de certains membres de la S.F.I.O. appartenant aussi au R.D.R., et d'autre part certains des soutiens de Guy Mollet (comme A.Gazier, G.Jacquet, Coutant et surtout J.Piette, conseiller écouté entre tous) qui voient d'un mauvais oeil se développer une entreprise qui échappe au parti à l'heure où toutes les forces doivent être rassemblées pour défendre la République. Enfin, l'évolution même du R.D.R. ne laisse pas d'inquiéter Guy Mollet: le rassemblement attire en effet à lui des militants trotskistes de plus en plus nombreux qui peuvent espérer par le biais du R.D.R. disposer d'une influence croissante sur la S.F.I.O.elle-même. Le secrétariat général avait d'ailleurs lui-même

(26) R.Quilliot, *op.cit.*, p.288.

contribuë à cet exode de certains gauchistes vers le R.D.R. en éliminant bon nombre de ses militants les plus extrémistes.

Fin 1947, la politique suivie par Guy Mollet avait provoqué un premier conflit très vif avec les Jeunesses Socialistes où des militants trotskystes comme Dechezelle avaient une influence déterminante: la direction des Jeunesses Socialistes étant exclue du parti, le mouvement se vida d'une bonne partie de sa substance et la S.F.I.O. ne parviendra plus à redonner vigueur à son mouvement de jeunesse.

Ce conflit ne faisait que mettre en lumière un phénomène permanent, accéléré par la rupture du tripartisme: la véritable fonte des effectifs socialistes. (Comptant environ 350 000 adhérents en 1945-1946, la S.F.I.O. n'en regroupera plus qu'environ 150 000 en 1949-1950. Plus révélatrice encore est la chute des effectifs des groupes socialistes d'entreprise passant de 40 000 adhérents en 1947 à 11 000 début 1948.)

Le Congrès socialiste de juillet 1948 entérine la rupture de la direction avec l'aile gauche sur laquelle il s'était appuyé en 1946-47: l'exclusive est lancée contre le R.D.R. (27) A l'automne 1948, plusieurs députés de la gauche socialiste démissionnent (Paul Rivet, Rabier, Pouyet..), dernière manifestation notable de cette rupture.

Guy Mollet peut se passer d'eux. L'évolution du contexte politique international (coup de Prague en février 1948, élimination des socialistes des coalitions dirigées par les communistes dans les pays de l'Est, affrontement des deux blocs) l'a renforcé dans sa conviction que l'alliance de troisième force devait d'abord avoir un caractère défensif,

(27) Les partisans du maintien des contacts étroits avec le R.D.R. ne recueillent que 733 mandats sur 3675.

faisant passer au premier plan la survie de la République. (28) Il a pu ainsi rallier à sa majorité un nombre appréciable de membres de l'ancienne équipe blumiste: ses acquêts de ce côté-là compensent et excèdent même la perte de ses soutiens de gauche. Se retrouvant désormais au centre du parti, il a les mains beaucoup plus libres pour élargir la majorité nécessaire à son action au Comité directeur. (29) Le glissement de cette majorité sera tel que d'autres membres de la direction Daniel Mayer se trouveront rejetés dans une opposition qu'on peut qualifier bientôt d'anti-participationniste: ainsi, Mayer lui-même, mais aussi Edouard Depreux, en viendront-ils bientôt à considérer que la S.F.I.O. va trop loin dans les concessions à ses partenaires de la troisième force. Les conflits entre le secrétariat et ses élus ne disparaissent donc pas: ils se manifesteront avec moins d'ampleur mais opposeront en quasi-permanence Guy Mollet à un groupe parlementaire turbulent.

B- La révolte latente du groupe parlementaire

Le groupe parlementaire socialiste à l'Assemblée nationale devient à partir de 1947 le lieu principal d'activité du parti en même temps qu'une source permanente de discorde au sein des instances dirigeantes.

1°/ Les fondements immédiats de la " parlementarisation " de l'activité du parti

Les raisons profondes de cette parlementarisation peuvent bien sûr

(28) Il avait pourtant déclaré dès février 1948: "Nous n'avons certes pas lieu d'être particulièrement satisfaits du résultat définitif (de la troisième force), mais nous avons le droit de dire que personne n'a ménagé ses efforts et que tout ce qui pouvait être acquis a été acquis." (cité par R.Quilliot, op.cit., p.237). Bien piètre consolation dans la mesure où tout ce qu'il était possible d'acquiescer ne satisfait pas et infirme donc la tactique suivie!

(29) Le Comité directeur issu du Congrès de 1948 voit l'élimination d'un grand nombre de leaders de la gauche de la SFIO: Arras-Lapoque, J.Rous, P.Rimbart, R.Badjou, Suzanne Charpy, Bourgin, L.Senghor. Seuls en réchappant: L.Bouthieu et Lamine-Guèye.

être recherchées dans la stratégie de " réformisme révolutionnaire " suivie par la S.F.I.O. depuis sa naissance. (30) Ses conséquences sont rendues plus spectaculaires à partir de 1947-1948 par un certain nombre de phénomènes beaucoup moins doctrinaux que pragmatiques.

Parmi ceux-ci, on peut tout d'abord relever l'accoutumance à l'exercice du pouvoir. La S.F.I.O. participe au Gouvernement sans aucune discontinuité depuis 1944 et le premier Gouvernement provisoire. Les députés socialistes sont presque tous favorables au maintien d'une " participation ministérielle qui, sans doute, satisfait les ambitions immédiates ou potentielles de tel ou tel, mais surtout facilitait le travail de l'élu, ses démarches administratives, la mise en train de ses projets"(31)

L'exercice du pouvoir a ses avantages quotidiens qui, chez beaucoup d'élus, relèguent au second plan les tourments doctrinaux des militants. Ceux-ci d'ailleurs ne sont-ils pas parmi les premiers à en profiter lorsqu'il s'agit d'occuper les postes administratifs et de " noyauter " des services selon un système de dépouilles limité seulement par l'appétit égal des alliés politiques dont on ne peut, hélas, se passer? Incontestablement, la présence de ministres socialistes encourage et renforce singulièrement le penchant déjà nettement participationniste des députés socialistes qui y voient un des principaux moyens de conserver leurs sièges et de faire progresser le parti. Dans cette perspective, ils sont sûrs de pouvoir compter sur le soutien de nombreux autres élus du parti (maires, conseillers généraux ou conseillers municipaux, sans parler des sénateurs) qui en aval attendent des ministres socialistes les mêmes facilités dans leur gestion locale (octroi de subventions, appui dans les démarches administratives, etc...)

La tactique suivie à partir de mai 1947, et dont l'aboutissement logique est la troisième force, est un second facteur très puissant de

(30) cf. ci-dessus, chapitre I, p.77 sqq.

(31) R.Quilliot, *op.cit.*, p.238.

parlementarisation du parti. Elle aboutit au départ de nombreux militants et adhérents de sorte que le contrepois que la base pouvait représenter face aux élus tentés par la gestion n'existe plus. L'utilisation de mouvements de masse (manifestations de rues, rassemblements, etc...) devant laquelle la S.F.I.O. était souvent restée timorée, devient pratiquement impossible. Quand bien même le parti socialiste surmonterait ses réticences face aux "masses moutonnières et versatiles" pour décider une mobilisation populaire même très circonscrite, il ne disposerait plus des "correspondances" nécessaires (en 1936 ou 1937, la Fédération de la Seine pouvait encore organiser des manifestations imposantes de plusieurs dizaines de milliers de personnes). A partir de 1948, aucune Fédération du parti, ni le parti dans son ensemble ne se risquerait à tenter une telle opération qui se révélerait vite comme un fiasco.

Cette incapacité devient d'autant plus évidente que la S.F.I.O. a perdu, non pas le contrôle, qu'elle n'eut jamais formellement, mais la sympathie du mouvement syndical. L'influence qu'elle exerçait avant-guerre sur la C.G.T. n'est plus que marginale. Depuis la Libération, les communistes l'ont supplantée dans l'animation et la direction de la Centrale. Incapable d'entraîner la C.G.T. avec elle, incapable de trouver parmi ses propres adhérents, en constante et sensible diminution, les troupes nécessaires, le parti socialiste se replie inévitablement sur les "positions de pouvoir" que ses élus détiennent, accroissant ainsi leur influence sur la vie de l'organisation.

Ce n'est pas la scission syndicale de décembre 1947 qui transforme à cet égard l'insertion de la S.F.I.O. dans le monde syndical. Le Parti eut peut-être l'espoir d'en tirer sa propre "courroie de transmission", mais il ne put qu'être déçu par le développement limité de la C.G.T.-F.D. et son extrême susceptibilité quant à l'autonomie jalousement gardée vis-à-vis du monde politique.

La "troisième force" eut, par ailleurs, pour conséquence d'élargir la marge de manoeuvre du groupe parlementaire. S'étant constituée en

dehors de tout programme précis, elle n'excluait que l'alliance avec l'extrême-gauche et l'extrême-droite. Parmi les forces susceptibles d'entrer dans la majorité gouvernementale et la combinaison ministérielle, l'éventail restait tout de même largement ouvert, sinon arithmétiquement, du moins politiquement, (des indépendants aux socialistes.) Consulté à chaque crise, le groupe parlementaire donnait un avis, généralement suivi, sur la participation ou le soutien que le parti accorderait ou refuserait. Il pouvait le faire très librement, les nécessités de défense du régime étant estimées par ses soins, et la diversité de formules de coalition lui laissant une grande marge d'appréciation.

Enfin, les réformes de structure accomplies à l'intérieur de la S.F.I.O. en 1945 ont, elles aussi, contribué à faire du groupe parlementaire le centre de gravité du parti. En effet, les tendances étant interdites, les différents courants de pensée n'en continuent pas moins à coexister dans un parti qui n'a jamais eu de doctrine homogène.

Toute reconstitution de tendance étant susceptible de tomber sous le coup d'une accusation de fractionnisme passible de sanctions disciplinaires, les opposants à la direction en place ne peuvent plus tisser de réseaux à travers tout le parti, ce que les partisans de l'ancienne majorité Mayer-Blum n'ont d'ailleurs pas l'intention de faire puisqu'ils sont eux-mêmes à l'origine de l'interdiction des tendances. Le Comité directeur étant par ailleurs élu sur une liste unique de plus en plus soumise à l'influence du secrétariat général, la seule structure où l'opposition interne puisse s'organiser reste le groupe parlementaire. Les Congrès annuels eux-mêmes, outre leur périodicité qui empêche une coordination suivie de l'opposition, sont préparés dans un cadre fixé par la direction du parti, cadre d'où la participation des minorités est exclue (il n'existe par exemple aucune tribune libre dans les organes internes de la S.F.I.O.). Le groupe parlementaire permet au contraire, pendant les sessions des Assemblées, et hors d'elles à l'occasion des travaux de commissions, un contact permanent, une har-

monisation des positions minoritaires. Pendant toute la IV^{ème} République, il sera le refuge des opposants à la direction, accentuant ainsi le conflit traditionnel entre les élus et le secrétariat général ou le Comité directeur.

2°/ La résorption des conflits

On a vu que l'année 1947 avait permis à Guy Mollet de conclure à son avantage le conflit qui l'opposait en tant que secrétaire général aux "notables" du parti. Le groupe parlementaire prend la relève des contestataires vaincus et n'hésite pas dans certains cas à aller jusqu'à l'indiscipline pour faire triompher son point de vue. "Presque tous les membres de la S.F.I.O. avaient une véritable mystique de la discipline." (32) Celle-ci fut pourtant bafouée en plusieurs circonstances capitales. Dès le 4 décembre 1946, l'anticommunisme latent de plusieurs députés socialistes se manifeste à l'occasion du vote sur l'investiture de Maurice Thorez: 2 membres de la S.F.I.O. votent contre tandis que 23 autres s'abstiennent. (33) En avril 1951, quinze députés socialistes s'opposent à la décision du groupe sur la loi électorale et sont mis sévèrement en demeure par la direction du parti d'aligner leurs votes sur celui de la majorité: tous cèdent, sauf un. En février 1952, vingt députés socialistes s'opposent en séance au réarmement de l'Allemagne, début du dernier et du plus grave conflit qui opposera la S.F.I.O. à son groupe parlementaire avant 1956. La C.E.D. poussera les divergences à leur paroxysme entre ceux qui espèrent écarter les risques d'un réarmement allemand grâce à une Europe politiquement et militairement intégrée, et ceux qui refusent toute renaissance de l'ar-

(32) P. Williams, *op.cit.*, p. 691.

(33) Les 76 députés socialistes qui votent l'investiture du secrétaire du P.C.F. sont loin d'être pour autant favorables à son succès: "25 socialistes ont été indisciplinés sur 101. Je ne l'ai pas été, parce que mes calculs m'avaient donné la certitude de l'échec de Thorez. Sinon, je crois que j'aurais préféré l'indiscipline à son succès!" (J. Moch: "Une si longue vie", *op.cit.*, p. 232.)

mée allemande. Ces derniers se retrouvent majoritaires au sein du groupe parlementaire contre la direction du parti: le 30 août 1954, lors du vote décisif, 53 députés socialistes s'opposent à la C.E.D. et font avorter le projet (le respect de la discipline de vote de leur part aurait entraîné la ratification du traité). Le 24 décembre 1954, 21 députés socialistes votent contre la ratification du traité de Paris; le 30 décembre, ils sont encore dix-huit à rompre l'unité de vote du groupe et à rejeter en même temps la confiance demandée par le gouvernement Mendès-France sur le même sujet. Les sanctions pleuvent alors sur les rebelles: dix-sept d'entre eux sont exclus de la S.F.I.O. Cependant la clémence qui suivra sera aussi spectaculaire que la sévérité première, puisque tous seront réintégrés avant les élections législatives de 1956.

Le choc pourtant aura été considérable: il eut un effet salutaire en rendant les majoritaires comme les rebelles plus conscients encore de l'utilité et de la nécessité de la discipline de vote. Tous, par la suite, mirent un point d'honneur à l'appliquer dans des circonstances pour le moins aussi délicates que celles de la ratification du traité sur la C.E.D.

En réalité, les parlementaires, comme tous les élus et autres militants socialistes, disposaient d'une excellente caution pour rompre l'unité du groupe auquel ils pouvaient appartenir: c'est celle de Léon Blum lui-même qui insista en 1941 dans " A l'échelle humaine " sur la relativité de la discipline de vote. Fondant son raisonnement sur les erreurs commises par la direction de la S.F.I.O. de 1938 à 1940, erreurs qu'elle fit endosser par le biais de la discipline à tout le parti, minoritaires blumistes compris, il écrit que le parti socialiste a certainement " consenti trop de sacrifices à la loi intérieure d'unité et d'humanité; et j'estime pour ma part que ce reproche est en partie fondé. La discipline dans un parti est l'état normal, et son unité doit être sévèrement préservée contre les défections égoïstes qu'inspirent des intérêts, des ambitions et des tentations de toute espèce. En revanche, le relâchement ou même la rupture des liens de parti doivent être envisagés virilement chaque fois que des crises extraordinaires

confèrent aux problèmes posés par la vie publique la valeur du cas de conscience individuel. La véritable critère de la moralité, dans la vie des partis comme dans la plupart des incidents de l'existence individuelle, est le désintéressement. La rupture des liens de parti est immorale et détestable quand elle est entachée à quelque degré que ce soit de ce que j'appellerai au sens le plus large du terme de vénalité. Elle devient respectable ou même louable quand elle répond vis-à-vis d'un problème " crucial " à une exigence impérative de la conscience. C'est d'ailleurs grâce à ces efforts de discrimination individuelle que les partis anglais, au lieu de rester immobiles dans leur programme et immuables dans leurs cadres, ont pu pratiquement se transformer et se renouveler selon les progrès du temps." (34) On voit bien sûr tout ce que cette conception de l'unité et de la discipline doit à la morale dominante: la recherche d'une moralité fondée sur le " désintéressement " ignore ce que la défense des intérêts de classe peut avoir de spécifique et de beaucoup plus contraignant. Blum ramène le problème au niveau de l'examen de conscience individuel comme si la décision d'un parti qui se veut encore révolutionnaire pouvait résulter de l'addition de ces examens de conscience! Mais trêve de polémique, facile en l'occurrence: Colette Audry a magistralement montré en ce domaine les insuffisances de la " morale socialiste ". (35)

La leçon donnée par Blum aboutit en fait à fournir à ses camarades un exutoire à la discipline imposée par le parti, à leur permettre de se réfugier dans des " cas de conscience " dont les limites ne peuvent être fixées, bref à revenir à une détermination individuelle lorsqu'ils en ressentent le besoin impérieux. Ce sont bien sûr les élus minoritaires au sein du Parti, se doublant la plupart du temps de la qualité de membres de l'ancienne direction évincée en 1946, qui recourent

(34) Blum: "A l'échelle humaine", *op.cit.*, p.101-102.

(35) cf.: "Blum ou la politique du Juste", *op.cit.*, et " Les militants et leurs morales ", Flammarion, collection "La rose au poing". Paris 1976, 314 p.

le plus souvent à cette " clause de conscience " à laquelle la direction de Guy Mollet opposait la formule guesdiste: " On n'a jamais raison contre son parti."

Sur le plan statutaire, l'influence du groupe parlementaire, où se manifestaient donc tant de forces centrifuges, atteignit son point culminant de décembre 1949 à décembre 1951. " Sous la IIIème République, le groupe parlementaire décidait seul de son comportement; il est vrai que la magistrature de Léon Blum, président officiel du groupe et leader officieux du Parti, assurait la cohérence." (36) Telle était la tradition issue de l'unification de 1905 où l'on a vu que la composition de la Commission administrative permanente faisait déjà la part belle aux parlementaires. Les partisans de Blum, écartés de la direction du parti en 1946, restent majoritaires dans le groupe parlementaire mais doivent concéder en 1948 qu'en cas de crise et de désaccord sur les votes à exprimer le Comité directeur est souverain après simple consultation du groupe. " Pourquoi nous réunir, dans ces conditions? protestent les parlementaires. Et certains de s'élever, après Vincent Aurioi, contre la dictature des " comitards " irresponsables. " Ils ne comprennent pas, s'écrie Charles Lussy, pour quelles raisons ceux qui viennent de toutes origines, géographiques, démographiques, professionnelles, ceux qui ouvrent une partie de leur semaine au Parlement, mais passent l'autre partie dans leur Fédération...seraient moins aptes et moins qualifiés que d'autres pour apprécier les difficultés rencontrées dans l'action parlementaire... et défendre les intérêts du Parti." (37)

Le secrétaire général, qui vient de se couper de son aile gauche avec la poursuite de la participation au Gouvernement et l'invention de la troisième force, n'a plus, fin 1949, les moyens de résister à cette pression des députés qui remettent en cause les fondements de la souveraineté des instances militantes élues par le parti. Il propose la créa-

(36) R. Quilliot, *op.cit.*, p.337.

(37) *id.*, p.337-338.

tion aussitôt acceptée d'une commission d'arbitrage intervenant en cas de conflit majeur entre le groupe parlementaire et la direction de la S.F.I.O.: cette commission sera composée des 31 membres du Comité directeur auxquels s'ajouteront quinze parlementaires élus par leurs pairs (38) soit un total de 46 personnes. Mais comme, d'autre part, les parlementaires ont droit à une représentation spécifique d'un tiers du Comité directeur, soit 10 membres, leur nombre total au sein de cette commission d'arbitrage sera de vingt cinq personnes (contre vingt et un militants). Le tour est joué: les parlementaires acquièrent statutairement la possibilité de fixer les votes de leur groupe au mépris de ce qu'aurait pu décider seul le Comité directeur!

La commission d'arbitrage jouera un rôle capital dans la mesure où elle fut réunie à chaque crise ministérielle et eut à décider de la participation, du soutien, ou de l'opposition aux Présidents du Conseil pressentis. La différence d'appréciation se manifeste clairement entre parlementaires et militants lors de la décision à prendre face à la demande d'investiture de M. Pinay en mars 1952: onze militants sur seize étaient en faveur du vote contre tandis que sept des dix parlementaires présents étaient favorables à l'abstention.

Mais déjà la décision était prise de transformer la structure de la commission d'arbitrage et d'en finir avec cette prépondérance des parlementaires sur le Comité directeur. Elle ne fut d'ailleurs pas prise sans remous par un Conseil national de décembre 1951: le président et le vice-président du groupe parlementaire socialiste à l'Assemblée nationale démissionnèrent en signe de protestation tandis que les députés socialistes mécontents baptisaient leur Comité directeur, " le politburo ". En fait, la solution des conflits entre groupe parlementaire et Comité directeur continuait largement à dépendre de la seule position du premier.

À partir d'avril 1952, la procédure suivante fut adoptée: pour cha-

(38) soit neuf députés et six sénateurs.

que décision importante, Comité directeur et groupe parlementaire se réuniront en commun; le vote par tête, qui est toujours le système utilisé, avantage ici considérablement les parlementaires qui dominent numériquement les commissaires dans la proportion d'environ 4 contre 1. La seule limitation nouvelle posée à leur influence est que désormais la position adoptée par le Comité directeur ne peut être infirmée que par une majorité qualifiée des trois cinquièmes des membres présents à la réunion commune Comité directeur + Groupe parlementaire. Si une majorité moindre rejette la position du Comité directeur, un Conseil national (composé des secrétaires de fédération) est convoqué pour trancher souverainement le conflit. Il a toutes chances de confirmer alors la décision du Comité directeur car il comprend essentiellement des responsables de l'appareil du parti.

Cette procédure complexe n'amoindrit pas fondamentalement l'influence d'un groupe parlementaire qui, s'il est suffisamment uni, peut donc toujours emporter la décision contre la direction de la S.F.I.O., l'appel au parti et à ses cadres n'étant possible que dans des cas de faible majorité du groupe parlementaire. Le risque d'indiscipline subsiste en tout état de cause. (39).

Le fonctionnement des instances dirigeantes n'ayant pu être résolu de façon satisfaisante par les nouvelles dispositions statutaires, la meilleure cohésion de la S.F.I.O. proviendra de la position politique dans laquelle elle se trouve rajetée par la composition de la seconde Assemblée nationale de la IVème République.

De 1951 à 1955, en effet, la droite revient au pouvoir et la loi électorale des apparentements a permis de réduire l'influence de l'ex-

(39) L'indiscipline atteint des proportions inquiétantes en 1952 au groupe parlementaire socialiste du Sénat: "Alors que les députés socialistes ne rompirent l'unanimité (du groupe) que dans 1% de leurs votes, leurs collègues sénateurs le firent dans 33% des cas."
(P. Williams, op.cit., p.687.)

trême-gauche et de l'extrême-droite. M. Pinay en désagrégeant le R.P.F. et en s'attaquant aux acquis de la Libération a permis au parti socialiste de se retirer bon gré, mal gré, dans l'opposition. Seul ce "dégagement", si l'on excepte le traumatisme du rejet de la C.E.D., permettra à la S.F.I.O. de retrouver une unité et une combativité nouvelles dont elle aura bien besoin pour résister à l'influence du mendésisme.

C- La "traversée du désert" (1951-1955) et l'apparition du mendésisme

La seconde législature devait être consacrée par les socialistes à deux tâches; l'une externe, l'autre interne: d'abord, desserrer l'étau dans lequel ils se trouvaient pris entre, d'une part un parti communiste qui les harcèle toujours aussi vigoureusement, et d'autre part un bloc majoritaire conservateur d'où ils espèrent dissocier les éléments progressistes fourvoyés; ensuite, mettre à profit la période du passage dans l'opposition pour "ravalement la façade" du parti, conforter sa direction et mettre programme et doctrine au diapason de l'évolution économique et sociale du pays. Les deux opérations allaient se heurter à des difficultés considérables inégalement surmontées.

1°/ Le rejet de la S.F.I.O. dans l'opposition

Les élections législatives du 17 juin 1951 déportent sensiblement à droite le centre de gravité de la nouvelle Assemblée nationale: la gauche (radicaux compris) obtient 303 sièges, la droite (M.R.P. compris) 324 sièges. (40) Le premier Gouvernement de la Législature, constitué par M. Plevin, rassemble une majorité correspondant aux frontières les plus larges de la troisième force (seuls communistes et gaulistes s'en excluent massivement). L'échec électoral de la gauche n'a pas provoqué de bouleversements dans la tactique parlementaire de la

(40) cf. P. Williams, *op. cit.*, annexe V, p. 818.

S.F.I.O. mais un simple fléchissement. On ne saurait trop souligner à cet égard que ce ne sont pas les attaques contre la laïcité, suscitées par le R.P.F. pour disjoindre la majorité de troisième force, qui ont eu raison du soutien accordé par les socialistes aux Gouvernements auxquels ils ne participent plus. En effet, si le vote de la loi Barangé, le 10 septembre 1951 rejette les socialistes dans l'opposition (le Gouvernement n'ayant pas en cette circonstance pris de positions pour ou contre ce texte), il ne les empêche pas de rejoindre à nouveau la majorité gouvernementale dans les votes suivants. Enfin, si la S.F.I.O. refuse le 7 janvier 1952 la confiance au cabinet Plevin sur une demande de pleins pouvoirs visant la réforme de la S.N.C.F. et de la Sécurité sociale, elle n'en approuve pas moins la désignation de Edgar Faure dès le 17 janvier en ralliant une dernière et nouvelle fois une majorité de troisième force tout à fait identique à celle qui avait investi M.Plevin. (41)

Les socialistes suivent en cela la directive floue donnée par Guy Mollet dès octobre 1951: "Ni opposition, ni soutien systématique, mais pleine et entière autonomie... Est-ce à dire que retirés du pouvoir, nous interdirons de vivre à un Gouvernement respectueux des règles démocratiques? Ce serait faire le jeu des extrémistes, un jeu que nous nous sommes, depuis cinq ans, ingéniés à contrecarrer... Notre soutien sera-t-il donc automatique ou, au contraire, ce qu'un journaliste appelait, l'autre jour, sans bienveillance, " la planche pourrie "? J'y verrais plutôt un état solide dont nous saurons affermir le régime à chaque poussée des factieux." (42)

Si Edgar Faure tombe le 27 février sur une demande d'augmentation des impôts, c'est qu'il a été abandonné par une large partie des modérés et un nombre appréciable de ses " amis " radicaux, mais non parce que le

(41) Le Comité directeur décida le soutien au Gouvernement E.Faure par 23 voix contre 2 seulement (celles de M.Pivert et Languy-Prigent).

(42) cité par R.Quilliot, *op.cit.*, p.412.

soutien socialiste lui a manqué. Il est vrai que les gaullistes manifestant encore une opposition virulente au régime, opposition qui rend le soutien des socialistes indispensable selon eux. L'opération Pinay, faite pour " lever l'hypothèque ", selon l'expression de l'époque, d'une *coalition gouvernementale fondée sur la droite et l'extrême-droite*, réussit contre toute attente; les socialistes eurent alors une attitude qui révéla leur attachement à la troisième force.

Soucieuse avant tout de ne pas s'aliéner les voix modérées, une très forte minorité se dégaga au Comité directeur pour prôner l'abstention au cours du vote d'investiture de M. Pinay; les abstentionnistes n'étaient pas parmi les moindres responsables de la S.F.I.O. puisqu'on trouvait à leur tête G. Mollet, A. Gazier, G. Jacquet, D. Mayer, C. Pineau, Tanguy-Prigent, S. Grumbach. Ils rallient douze suffrages sur leur position alors que les partisans d'un vote hostile ne l'emportent que d'extrême justesse avec 14 voix.

En séance d'investiture, Francis Leenhardt, donnant des explications de vote du groupe socialiste, ménage l'avenir et est visiblement embarrassé: " Il tait la défiance des résistants qui peuplent le groupe socialiste à l'égard de l'ancien membre du Conseil national de Vichy; il ne dit rien de leur répugnance à voter pour un indépendant, symbole du conservatisme; il dénonce la timidité de ses projets, l'imprécision de ses réponses." (43) Autrement dit, rien d'irréparable; il faut qu'en cas d'échec de M. Pinay la "troisième force" soit en mesure de se reconstituer. Le ralliement de certains gaullistes sera le seul élément qui déterminera les socialistes à passer dans une opposition durable et conséquente. " Les socialistes peuvent désormais s'installer dans l'opposition. Sans l'avoir ni clairement voulu, ni prévu, ils ont enfin réussi ce dégageant dont ils rêvaient depuis des années." (43)

Si l'on excepte la parenthèse du Gouvernement Mendès-France, les

(43) R. Quilliot, *op.cit.*, p. 416.

socialistes resteront dans cette opposition, survenue malgré eux, jusqu'à la fin de la législature essayant de l'assumer et de la mettre à profit avant une reprise en charge des responsabilités gouvernementales.

L'occasion est tout d'abord saisie pour mettre à jour les positions du parti: les experts et nouveaux technocrates de la S.F.I.O. se mettent à l'ouvrage pour la doter d'un programme conséquent: Leenhardt et Pineau s'occupent des problèmes financiers, Gazier et Lacoste des problèmes économiques et sociaux, Kléber Loustau de l'agriculture. La perspective de travail est ramenée au court et moyen terme: c'est la rentabilité électorale maximum qui est recherchée; point d'échappée vers des bouleversements de structures du pays, encore moins de souci de rattachement à la révolution sociale mise en sommeil. Il s'agit de se préparer à la gestion future en dégagant, avec les moyens existants, le maximum de possibilités d'amélioration des conditions de vie des travailleurs.

" Cet important travail technique, né des réflexions des diverses commissions d'études nous éloigne des débats doctrinaux qu'animait un Léon Blum. On sent chacun des rapporteurs préoccupé de la conjoncture présente, soucieux de coordonner la réplique... Bref, on s'écarte des réactions sentimentales d'une foi naïve dans les possibilités d'un socialisme de répartition; on renonce à partir de la théorie pour élaborer des solutions. On se collète avec des données présentes de l'économie et l'on pèse sur elles pour les modifier... Les composantes de la vie économique demeurent, en tout système: la production, l'investissement, les échanges internationaux, l'emprunt ou l'impôt; et tout remède les prend en compte. Il n'y a pas de miracle, mais seulement un effort patient pour faire prévaloir l'intérêt général sur les intérêts particuliers, compte tenu de la résistance des êtres et des choses. Le temps des idéologues et des prophètes s'achève. Voici venu le temps des techniciens et des stratèges." (44) Cette dernière phrase situe les limites

(44) R. Quilliot, *op.cit.*, p. 423.

de l'action de rénovation entreprise au sein de la S.F.I.O. à partir de 1952. Encore vaudrait-il mieux parler de " tacticiens " que de " stratèges ". En matière doctrinale, nous le verrons plus loin, comme en matière politique quotidienne, l'imagination ne caractérise pas, c'est le moins qu'on puisse dire, la réflexion socialiste. Le parti vit sur ses acquis de la période récente et tente simplement d'en tirer le meilleur profit. Une exception pourtant dans le domaine tactique: le lancement en 1953 du " Front démocratique et social ".

2°/ Le " Front démocratique et social ".

Un an après son passage à l'opposition, la S.F.I.O. doit faire face à l'offensive unitaire lancée dans sa direction par le parti communiste. Celui-ci cherche à élargir les points d'accords qui se sont manifestés depuis la rupture de la troisième force et remet en avant la structure du Front national échaffaudée à la Libération. La S.F.I.O. persiste dans son refus de toute unité d'action qui ne serait pas négociée nationalement et fait respecter par ses sections la consigne de rejet du front unique inlassablement reprise par les communistes. Au demeurant, aucun contact n'est non plus possible nationalement car la direction socialiste y met des conditions de capitulations idéologiques telles, de la part du P.C.F., qu'une simple amorce de dialogue est impos-

sible. (45) Les relations entre les deux partis sont bloquées pour encore de longues années malgré la bonne volonté affichée par les communistes. Aucune aide n'est attendue ni sollicitée de ce côté-là par les socialistes, dans un contexte international qui n'est plus pourtant celui de la guerre froide.

Sur leur droite, par contre, ils ne désespèrent pas de trouver des alliés: si des accords avec les modérés ou les indépendants, et a fortiori avec les gaullistes sont exclus après les politiques menées par MM. Pinay ou Laniel, la S.F.I.O. n'abandonne pas l'espoir de détacher de la coalition conservatrice au pouvoir, l'essentiel des radicaux, de l'U.D.S.R. et une bonne partie des militants M.R.P.

Guy Mollet déclare ainsi: " A droite, et même probablement dans ce qui était la droite, surtout à cause de l'éclatement du R.P.F., il y a un certain nombre d'hommes qui commencent à prendre conscience, seu-

(45) C'est ainsi qu'en réponse aux avances du P.C.F., la direction nationale de la S.F.I.O. répond à l'instigation d'A. Laurent qu'aucun pas n'est possible sur le chemin de l'unité si le P.C.F. continue d'apporter des réponses négatives aux questions suivantes:

" 1-Le P.C.F. se prononce-t-il contre le système du parti unique?

2-Le P.C.F. admet-il que l'amélioration de la classe ouvrière, en France, ne peut-être cherchée que dans un sens opposé aux méthodes de contrainte étatique?

3-Le P.C.F. se désolidarise-t-il de ceux pour qui une collaboration avec l'armée rouge serait le moyen souhaitable d'instaurer un gouvernement de "démocratie populaire" en France?

4-Le P.C.F. rejette-t-il la conception du rôle de l'école, telle que la définissent les instructions officielles en Allemagne de l'Est?

5-Le P.C. répudie-t-il la thèse selon laquelle l'objectif à poursuivre dans les syndicats est de faire de ceux-ci un instrument et un moyen d'action pour le Parti?

6-Le P.C. répudie-t-il la thèse selon laquelle l'activité communiste en France ne peut qu'être subordonnée à un accord systématique et permanent avec le Parti communiste d'Union soviétique, inspiré par un attachement incondicional à l'U.R.S.S.?

7-Le P.C. admet-il que, sur la base d'une pleine réciprocité, l'Union soviétique devrait accorder, sans restriction discriminatoire, le visa aux citoyens français et à des missions d'études que désigneraient sous leur responsabilité les organisations politiques et syndicales?"

(cité par R. Quilliot, op.cit., p.438.)

lement, parce que patriotes, du fait que la politique réactionnaire met la patrie en danger, dans la mesure où elle éloigne d'elle les travailleurs exploités." (46) L'idée d'un rassemblement dont la S.F.I.O. pourrait prendre la tête fait ainsi son chemin, et cela d'autant plus facilement qu'il paraît opportun de récupérer les espérances qu' a fait germer le débat sur la première investiture manquée de Pierre Mandès-France, le 5 juin 1953. Un rassemblement de ce type permettrait par ailleurs au Parti de retrouver une audience perdue dans le pays en lui donnant les moyens de rééquilibrer le rapport des forces face au P.C.F. et de résister plus facilement à ses offres de Front national.

C'est ainsi qu'au 45ème Congrès de la S.F.I.O., tenu à Asnières du 2 au 5 juillet 1953, Guy Mollet lance le " Front démocratique et social " dont la base doit essentiellement être extraparlamentaire: "Quelles sont les organisations auxquelles il faut faire des offres... à des organisations dans le pays ou à des organisations dans le Parlement?... je réponds sans ambages, "dans le pays".

1°) parce que pour réussir, il faut un appui, un appui populaire

2°) parce qu'au Parlement, il faut tenir compte de la composition actuelle et que s'il n'y a pas au préalable un programme appuyé par des organisations dans le pays, voulu par l'ensemble du pays, alors, vous n'avez pas, avec une nouvelle Assemblée ou avec celle-là, une majorité parlementaire pour l'appliquer, surtout pas avec celle-ci!" (47) Il précise enfin que le but du F.D.S. ne doit pas être de gérer les affaires de la société capitaliste: " La bourgeoisie française doit savoir à quoi s'en tenir à l'heure qu'il est... Le Front démocratique et social doit avoir comme premier objectif de faire disparaître ses privilèges." (48)

(46) Guy Mollet au 45ème Congrès S.F.I.O., Asnières, 2 au 5 juillet 1953, compte rendu, p.453.

(47) *Id.*, p.454.

(48) *Id.*, p.458

L'appel socialiste pour la constitution du F.D.S., sur lequel s'achève le Congrès, reste cependant très modéré dans ses revendications qui sont: " le rétablissement du plein emploi, l'amélioration des conditions de travail, la lutte contre la fraude fiscale, la détente en Afrique du Nord, la cessation de l'effusion de sang en Indochine, l'expansion économique et sociale des pays d'Outre-mer, l'organisation de la paix par une politique internationale alliant les soucis de la sécurité collective et de la construction européenne à la volonté permanente de négociation..." (49)

Faisant le point de l'opération cinq mois plus tard, Guy Mollet devait marquer les limites du succès obtenu.(50) Seules les organisations syndicales et professionnelles ont été contactées dans un premier temps, la direction du parti réservant à une seconde phase les négociations avec les partis politiques (M.R.P., U.D.S.R. et radicaux). La C.G.T.-F.O. se montre " très favorable, encore que nous sachions qu'existe à l'intérieur de la C.G.T.-F.O. une préoccupation permanente et touchant à l'indépendance syndicale et que nous soyons dans l'obligation d'attendre le prochain Comité confédéral national de Force ouvrière qui doit se tenir dans les premiers jours de décembre... La C.F.T.C.: accueil très favorable tant dans la réponse que dans les négociations et conversations. J'ajouterai même: manifestation de quelque hâte dans cette organi-

(49) 45ème Congrès S.F.I.O., compte rendu, p.1008. Cet appel fut adopté à l'unanimité des congressistes.

(50) Ont été contactées pour entrer dans le F.D.S. les organisations suivantes: C.G.T.-F.O., C.F.T.C., C.G.C., Syndicat des Autonomes, S.N.T., F.E.N., C.G.A., Confédération générale des coopérateurs agricoles, Fédération nationale de la mutualité agricole, Société générale des coopératives de consommation, Confédération générale des coopératives ouvrières de production de France et d'Union Française, Fédération nationale des coopératives de consommation, Confédération nationale artisanale, Union nationale des associations familiales, Mutualité française.

sation qui se montre très pressée." (51) La C.G.C., les autonomes saluent l'initiative avec sympathie mais refusent de s'engager sur un tel terrain; réactions identiques chez les coopérateurs. Malgré une présentation alléchante du bilan, le regroupement semble s'enliser dans les négociations d'appareil auxquelles, pour ne pas compliquer les choses, les partis politiques ne se joindront qu'après: à l'automne, F.O., la C.F.T.C., la C.G.A., les coopérateurs de l'U.N.A.F. se mettent au travail au sein d'un comité de liaison pour établir un programme précis, tandis que Force ouvrière accepte officiellement la création d'un comité permanent de liaison avec la S.F.I.O. Cela semble bien être le seul acquis tangible, fin 1953.

L'opération ne pourra aller plus loin: déjà freinée dès l'automne après les grèves de la Fonction publique d'août 1953 qui rendirent F.O. et la C.F.T.C. très prudentes vis-à-vis des tentatives de récupération politique du mouvement, elle s'enlisa définitivement à l'issue de l'élection du Président de la République qui vit le socialiste M.E. Naegelen présenter et maintenir de son propre chef sa candidature. (52) En 1954, l'heure propice était passée avec la crise indochinoise et l'arrivée de Mendès-France au pouvoir.

Si le but du F.D.S. ne fut pas atteint, du moins en resta-t-il quelque chose, et d'abord un lien quasi organique entre la S.F.I.O. et F.O., à travers ce comité de liaison permanent dont la création fut encouragée à tous les niveaux des deux organisations. Enfin les contacts

(51) Guy Mollet au Conseil national de Puteaux, 28-29 novembre 1953, compte-rendu, p.9-10. Il revient plus loin sur les réticences de F.O.: "On imagine facilement les difficultés rencontrées du côté de F.O. Comme je vous le disais, le vieux mythe de la Charte d'Amiens et de l'indépendance syndicale joue encore de façon très importante." (p.13)

(52) Naegelen figurant parmi les anticédistes les plus notoires du parti socialiste, sa candidature à laquelle de plus se rallièrent les communistes dès le second tour, ne fit que rompre l'alliance à peine renouée avec la M.R.P. et l'U.D.S.R. Les derniers espoirs du F.D.S. s'évolaient.

noués avaient permis de mettre en relief la possibilité de créer des liens avec des organisations que la S.F.I.O. pouvait espérer attirer dans son orbite en cas de nécessité.

3°/ Les dangers du mendésisme

" La majorité (du groupe parlementaire) est sensible au ton comme au style de Mendès. Depreux n'hésite pas à le comparer à Léon Blum. (53) Max Lejeune fait de même et se réjouit de voir remise en question l'hégémonie américaine... "Intelligence, humanité, connaissance de l'âme ouvrière", autant de qualités que lui attribue Jules Moch. " Ce qu'on reproche le plus à Mendès-France, c'est son courage! lance Rachel Lempereur. S'il avait fait une déclaration à la Queuille, on lui donnerait l'investiture à plein bras! " " Mieux vaut un Président du Conseil qui ait le courage de réclamer les moyens de sa politique, même s'il en est de désagréables, " renchérit Dafferre... Quant à Daniel Mayer, il observe: " La droite réactionnaire, les cléricaux, le grand patronat ont fait campagne contre Mendès-France. Pourquoi? Parce que la droite comprend mieux son

(53) Depreux est certainement un des socialistes les plus enthousiastes: il tenta de faire le lien entre le travaillisme de gauche d'Anwarin Bevan, Pierre Mendès-France, et l'aile de la S.F.I.O. qu'il contribuait à animer: " Les Etudiants socialistes m'ont demandé de leur faire une conférence sur ce que pourrait être un "bevanisme français" et ... l'Observateur m'a invité à traiter le même sujet, sous le titre " Bevanisme anglais ou français". J'ai été frappé par de nombreuses analogies entre Bevan et Mendès-France. L'un et l'autre ont quitté un gouvernement lorsqu'ils n'ont pu y faire prévaloir leurs idées essentielles, ce qui n'est pas tellement fréquent. Ni l'un ni l'autre n'est dogmatique. L'un, certes, appartient au parti radical, l'autre au parti travailliste et, dans sa lettre de démission, se définit comme socialiste, ce qui, en Grande-Bretagne, revêt une signification précise. Mais je n'oublierais pas que Pierre Mendès-France, déjeunerant avec moi chez un journaliste ami, après une conversation sur la guerre du Viet-Nam, m'avait dit: "S'il y avait en France un véritable parti socialiste, j'y adhérerais."

Dans l'Observateur, j'ai invité les "bevanistes français" à rejoindre le parti socialiste, pour y renforcer l'action de ceux qui partageaient leur manière de voir. Je poursuivis longtemps - trop longtemps au gré de certains - mes efforts dans ce sens. Mais j'étais dès lors décidé à coordonner mon action avec celle de Bevan, comme avec celle de Mendès-France." (R.Depreux, op.cit., p.401-402.)

intérêt de classe que le Parti socialiste ne semble comprendre le sien." (54)

Dès 1953, la candidature de Pierre Mendès-France trouva un écho très large parmi les socialistes et spécialement parmi les députés-membres ou proches de la minorité du parti. Ceux-ci appréciaient les méthodes de gouvernement renouvelées ou assainies par le leader radical. C'est sa fermeté, sa franchise qui rapprochent de lui Daniel Mayer, Jules Moch, Edouard Depreux et Gaston Defferre. Son opposition à la C.E.D. rallie Lacoste, Lejeune ou Lapie.

Inversement, la majorité du Comité directeur, suivant en cela son secrétaire général se montra fort réticente, pour ne pas dire hostile, à la présence de Mendès-France à Matignon. La désinvolture avec laquelle il prétendait traiter les appareils des partis alliés, en composant lui-même et sans négociation, programme et équipe gouvernementale, ne pouvait que heurter la sensibilité chatouilleuse sur ce point des militants socialistes. Avec eux, la gauche du parti était en droit de souligner la timidité des positions économiques et sociales de Mendès-France, ainsi que son opposition à la construction rapide d'une Europe intégrée. A ces divergences pratiques ou programmatiques, il faut ajouter la rivalité issue d'ambitions personnelles contradictoires: il est acquis que Guy Mollet ne pouvait imaginer d'être relégué à un second rôle dans la gauche non-communiste au profit d'un radicalisme qui, renoué plus ou moins profondément, devait être empêché de devenir un pôle d'attraction pour la jeunesse, les nouvelles couches techniciennes, voire une fraction de la classe ouvrière séduites par les mythes de l'efficacité et de la clarté politiques. Pour une S.F.I.O. convalescente, le combat sur deux fronts était impossible sinon elle eut été laminée entre d'une part le P.C.F.,

(54) R. Quilliot, *op.cit.*, p. 505.

d'autre part le parti radical. (55)

L'urgence des problèmes à résoudre (Indochine, relance économique, C.E.D.) fit, qu'après tout, en 1953, et surtout en 1954, la S.F.I.O. se résolut bon gré mal gré à appuyer les expériences Mendès-France dont on pouvait d'ailleurs penser raisonnablement que le leader radical ne sortirait pas indemne. Entre le ralliement enthousiaste ou raisonné, et le consentement donné du bout des lèvres, les membres du groupe parlementaire et du Comité directeur décidèrent à une majorité des deux tiers de soutenir la première demande d'investiture de M.Mendès-France par 80 voix contre 39 (parmi les opposants, on relève les noms de Guy Mollet, Augustin Laurent, Gérard Jaquet et André Philip, ce dernier pour des raisons tenant essentiellement à la construction européenne.). Mendès-France, on le sait, échoua le 5 juin 1953 devant l'Assemblée nationale (301 voix

(55) En 1953, lors de la première tentative d'investiture de M.Mendès-France, "Si inimaginable que cela ait pu se paraître alors et que cela continue à se paraître avec le recul du temps, une délégation socialiste, dans laquelle figuraient le secrétaire général du parti, Guy Mollet, et le président du groupe parlementaire, Charles Lussy, a essayé de dissuader Mendès-France de se présenter à l'investiture. Elle lui a même laissé entendre qu'il n'y avait à peu près aucune chance pour qu'une majorité décidée à l'appuyer se dessinât au sein du groupe.

... Guy Mollet, Charles Lussy, Christian Pineau multiplièrent en effet leurs efforts pour obtenir un vote hostile... En dehors du lobby indochinois, une sorte de franc-maçonnerie de la petite Europe s'efforça, jusque dans les couloirs, de torpiller Pierre Mendès-France... L'acharnement de Guy Mollet, en liaison avec des membres du M.R.P., du parti radical, de l'U.D.S.R. et de la droite, a dépassé tout ce qu'on pouvait imaginer... J'ai entendu dire, et pas par le premier venu, qu' "il ne pourrait rien arriver de pire à la gauche ". (L'expression est de Guy Mollet.)
(E. Depreux, op.cit., p.403-404.)

pour, 119 contre, 202 abstentions) (56)

Le 18 juin 1954, la tentative réussit: 419 voix portent M.Mendès-France à la tête du Gouvernement. Des réticences se sont encore manifestées à l'intérieur de la S.F.I.O. mais elles ont dû s'effacer devant la gravité de la situation. (57) Elles triomphent par contre à chaque fois que le Président du Conseil tente d'obtenir la participation des socialistes à son Gouvernement: une première fois, fin juillet 1954 (58), M.Mendès-France, fidèle à son habitude, offre individuellement deux ministères à MM.Lacoste et Defferre qui le renvoient à leur secrétaire général. Celui-ci appuyé par la gauche du parti repousse cette offre avec les deux tiers des membres du Comité directeur. En octobre 1954, nouvelle tentative, même issue. "Pierre Mendès-France n'entend pas se lier avec quelque parti que ce soit. Il ne veut connaître que des hommes. Il entend choisir ses ministres et récuse tout intermédiaire. Les commissaires socialistes craignant en revanche d'apparaître comme des otages... Ribbert se défie du spectaculaire. Ferrat critique un gouvernement de " type personnel ". Philip ne croit toujours pas à une possibilité de travail avec Mendès-

(56) Lors de la séance d'investiture du 5 juin 1953, ce n'est ni le secrétaire général ni le président du groupe socialiste qui, comme l'usage le veut en pareille circonstance, apporte au candidat à la Présidence du Conseil le soutien de la S.F.I.O. par son intervention à la tribune de l'Assemblée nationale; c'est encore Edouard Depreux qui supplée leur position de retrait significative. Guy Mollet reprochera ensuite à E.Depreux l'enthousiasme de son appui à Mendès-France: "N'oublie pas qu'il n'est pas des nôtres et que, même de ton point de vue, il ne peut être que le meilleur des autres... j'aurais préféré que tu ne le considérasses que comme "the second best". Et il ajouta même ce reproche inattendu: "En étant trop élogieux, tu as compromis Mendès-France et tu lui as fait perdre des voix de droite." (E.Depreux, op.cit., p.406.)

(57) Guy Mollet et Charles Lussy cèdent à l'urgence de la situation. Ce dernier apporte au candidat le soutien du groupe "pour l'investiture du Président du conseil de la paix".

(58) C'est Guy Mollet lui-même qui, lors de l'investiture, avait demandé que l'hypothèse de la participation socialiste soit repoussée jusqu'après le règlement du conflit indochinois. Ce report de la décision en dit long sur la confiance faite à Mendès-France et sur le soutien prudent apporté à la S.F.I.O.

France, " ce technocrate ". Comme Texcier, il le compare à de Gaulle: " Si nous le laissons choisir ses ministres dans nos rangs, nous aurons au Gouvernement des hommes et non des représentants du Parti." Brutella et Guy Mollet estimant que la popularité de Mendès-France décroît. Est-ce le moment d'entrer au Gouvernement?"(59) Et Guy Mollet d'apporter la justification doctrinale: " il n'existe présentement ni menace pour la démocratie, ni possibilités de réalisations typiquement socialistes. La participation ne s'impose donc pas." (59) Il est vrai qu'entretiens, le rejet de la C.E.D. le 30 août 1954, dont M.Mendès-France était rendu responsable, n'avait pas contribué à élargir son influence au sein de la S.F.I.O., malgré la signature des accords de Londres qui eut lieu le 3 octobre 1954.

Un Congrès extraordinaire de la S.F.I.O. est tout de même convoqué les 10 et 11 novembre 1954 pour trancher ce problème de la participation qui oppose Comité directeur hostile et groupe parlementaire favorable. Une motion défendue par Guy Mollet, et posant classiquement à la participation des conditions qu'on savait par avance inacceptables. (60) rassemble 1773 mandats, contre 1091 à la motion d'Arthur Conte favorable à la participation, et 498 mandats à un texte hostile à l'entrée au Gouvernement.

Le 5 février 1955, le Gouvernement Mendès-France, mis en minorité, démissionne. Se situe alors un épisode curieux, apparemment inattendu, pendant la crise qui s'étend du 5 au 23 février, date de l'investiture de Edgar Faure. En effet, le 19 février, M.Christian Pineau, utilisant pour la première fois la procédure qui supprime la double investiture de fait et permet au Président du Conseil pressenti de se présenter directe-

(59) R.Quilliot, *op.cit.*, p.515-516.

(60) Dans le bulletin intérieur précédant le Congrès (N°74), Guy Mollet avait clairement marqué sa position en revenant à bon compte à une attitude "pure et dure": "Si les socialistes entrent dans un Gouvernement, ce n'est pas pour participer à la gestion, fût-elle bonne, de la société bourgeoise, mais pour transformer cette société."

ment avec son cabinet devant l'Assemblée nationale, sollicite les suffrages des députés. Cette tentative peut surprendre dans le cadre d'une Législature nettement orientée à droite et qui a rejeté la S.F.I.O. dans l'opposition depuis près de trois ans. Plusieurs nobles ont, dans cette circonstance, animé les responsables socialistes.

Tout d'abord, l'équipe gouvernementale présentée, comprenant socialistes, républicains populaires, radicaux et U.D.S.R., met au premier rang de ses préoccupations la relance de la construction européenne dont M.Pineau est l'un des défenseurs les plus acharnés. Six mois après le rejet du traité de la C.E.D., la démarche est très significative de la volonté socialiste d'effacer l'échec cuisant du 30 août 1954 et de ressouder la S.F.I.O. sur des revendications européennes reposant sur des bases autres que militaires. Elle permet de renouer l'alliance avec le M.R.P. et de lui montrer que le soutien sans failles accordé à M.Mendès-France n'avait pas fait disparaître chez les socialistes la priorité donnée à l'intégration de la France dans un ensemble supra-national occidental.

Autre but de l'opération: tendre une perche aux républicains populaires en leur donnant l'occasion, appréciée, de se sortir du guépier conservateur où ils se trouvaient depuis 1951, et relancer peut-être ainsi (qui sait?) le Front Démocratique et Social, embourbé depuis plus d'un an.

Sans illusion sur leurs chances de succès, les socialistes grâce à la tentative de M.Pineau, entreprenaient de montrer clairement à l'opinion publique le conservatisme foncier d'une Assemblée qui avait quelque peu brouillé son image originelle en laissant M.Mendès-France au pouvoir pendant près de huit mois. Du même coup, la S.F.I.O. démontrait qu'elle ne s'était pas réfugiée dans l'opposition, depuis 1952, en vertu d'un quelconque principe doctrinal appliqué sectairement, en même temps qu'elle dissipait les regrets relativement nombreux qui se manifestaient dans ses rangs après ses différents refus de participer au Gouvernement Mendès-France.

Face à celui-ci et au développement de ce que l'on allait appeler le "mendésisme", qui pouvait devenir un rival dangereux, les socialistes administraient la preuve de leur capacité à conclure des alliances larges par accord explicite entre partis qui avaient simplement "toléré" l'expérience radicale.

En un mot, après l'équipée mendésiste, les socialistes ramenaient sur eux les feux de l'actualité après avoir été quelque peu éclipsés. L'échec attendu de la demande d'investiture importait dès lors assez peu: le but aurait été atteint; à près d'un an des élections, la S.F.I.O. aura obtenu la possibilité de populariser du haut de la tribune parlementaire l'essentiel du programme mis sur pied depuis 1952. A cet égard, la leçon donnée par Pierre Mendès-France, échouant en juin 1953, réussissant en juin 1954, n'a pas été oubliée.

M. Pineau échouera comme prévu, obtenant 268 suffrages en sa faveur (312 contre, et 37 abstentions), la S.F.I.O. pourra passer à l'exploitation de cet épisode tactique. Cependant, en juillet 1955, le 46ème Congrès de la S.F.I.O. tenu à Asnières du 1er au 4 juillet va modifier sensiblement l'orientation politique amorcée en récusant pour les élections législatives de 1956 toute alliance avec un M.R.P. taxé de conservatisme et de cléricanisme.

" Les socialistes mèneront la bataille fièrement, sans arrière-pensée ni gêne, avec le sentiment d'avoir devant eux de nouvelles années d'opposition où se refaire une santé après s'être refait une âme." (61) Ce jugement d'un congressiste est empreint d'un optimisme qu'il faut maintenant affronter à la réalité du travail accompli de 1951 à 1955.

(61) R. Quilliot, *op.cit.*, p. 533.

SECTION II : LA S.F.I.O. EN 1955

En 1955, le parti socialiste offre une image spectrale contradictoire: on peut y discerner des éléments de vieillissement et de sclérose, et de façon tout aussi certaine, des facteurs de renouveau, de dynamisme. Sa traversée du désert de 1951 à 1955 n'a pas été décisive en faveur des uns ou des autres car de graves incidents sont venus troubler la vie interne du parti: alors que le conflit ancestral entre parlementaires et organes dirigeants tendait à disparaître, la querelle de la C.E.D. a tout remis en question en provoquant une fracture interne douloureuse. L'accident passé, il semble que tous les socialistes s'accordent à vouloir en dissiper le plus rapidement possible les effets. Peu avant les élections, la direction de la S.F.I.O. parvient à donner de sa formation un visage plus serein, plus responsable, produit des efforts engagés sur deux terrains: l'un organisationnel, l'autre doctrinal que nous examinerons tout d'abord.

§ 1 : L'APPROFONDISSEMENT DE LA REVISION DOCTRINALE

Alors que Guy Mollet prit la direction de la S.F.I.O., en 1946, grâce à une mise en cause de l'évolution doctrinale imprimée par Blum et à sa volonté de procéder à un redressement ramenant le parti dans le plus droit fil de l'inspiration marxiste, les années qui suivirent révélèrent un vide théorique dramatique et saisissant. Les promesses semblaient pourtant devoir être tenues: du 20 au 27 juillet 1947, fut organisée à Neung-sur-Loire la semaine d'études prévue un an plus tôt et destinée à jeter les bases théoriques de ce redressement doctrinal. Exigée par la gauche du parti dont Guy Mollet a, à l'époque, encore besoin, il semble bien que cette session d'études ait quelque peu dépassé dans ses conclusions les limites tolérables par la direction socialiste. N'y vit-on pas Jean Rous défendre dans son analyse de la période la nécessité d'un dépassement rapide de l'étape franchie à la Libération et le refus d'alliances politiques conservatri-

ces et paralysantes. Aucun débat n'eut lieu en écho dans le Parti et aucune révision ou modification officielle ne fut apportée à l'acquis contesté mais non franchement récusé des analyses et réflexions de Léon Blum.

Par la suite, la direction du parti ne tenta ni ne favorisa plus aucune recherche fondamentale. Les quelques rares tentatives qui eurent lieu furent le fait d'individualités, de militants isolés dont les travaux ne furent ni ratifiés par le parti, ni d'ailleurs désapprouvés: dans ce désert intellectuel, ils apparaissent comme des oueds parfois torrentueux, toujours éphémères, quand ils ne constituent pas plus simplement des mirages. La perspective stratégique, définie avant-guerre, continue à se dessécher. Il faut aller chercher minutieusement dans la collection très éclectique de la "Revue socialiste" quelques signes de survivance du souci d'actualiser une doctrine engourdie.

Deux ouvrages seulement, de taille très inégale, ont tenté d'embrasser l'ensemble des problèmes issus de la confrontation entre l'évolution de la société française et les armes théoriques à la disposition des socialistes: le premier, chronologiquement, fut écrit par Pierre Rimbert et Georges Bourgin pour les Presses universitaires de France ("Le socialisme", collection " Que sais-je ?") en 1949; il exprime la permanence du courant guesdiste au sein de la S.F.I.O. et tenta d'allier la rigueur d'un marxisme, fidèle aux " textes sacrés," avec une pratique sinueuse. Le second, écrit par Jules Moch, et intitulé " Confrontations " (paru en 1952 chez Gallimard), beaucoup plus volumineux, prend une toute autre dimension: l'auteur, qui avait espéré un moment prendre la succession de Léon Blum dans la direction intellectuelle et morale

du parti (62), partant des apports de celui-ci, aboutit en prétendant utiliser l'appareil d'analyse marxiste, à une remise en cause des perspectives d'action du socialisme. Les travaux des uns et des autres ne sont pas contradictoires sauf sur des points secondaires: tous justifient l'évolution politique du parti et contribuent à la constitution de ce fond doctrinal socialiste, ambigu, malléable, qui peut justifier toutes les pratiques. C'est dans la mesure où leurs conclusions, jamais démenties officiellement, ont pu servir de références et de guides théoriques non contraignants aux responsables de la S.F.I.O. qu'il est intéressant de les analyser.

A- Le capitalisme en 1950

L'appréciation que font les socialistes de l'évolution des sociétés française et occidentale est extraordinairement optimiste: elle se rattache alors, beaucoup plus directement que dans l'entre-deux-guerres, à l'ensemble du courant révisionniste annoncé tant par Bernstein, et concernant la nature du capitalisme, que par Jaurès en ce qui concerne la nature, le rôle de l'Etat et des différentes classes sociales.

1°/ Concentration, monopoles et impérialisme

La concentration du capital, fait massif de la France d'après-guerre, se rattache bien sûr pour les socialistes à la logique de la concurrence, fondement originel du capitalisme. Le monopole qui en est l'aboutissement devient la réalité dominante de l'économie française. Cependant le monopole est considéré par les auteurs socialistes dans une

(62) L'amitié et même l'intimité qui liait les deux hommes avait conforté J. Moch dans cette prétention (cf. "Rencontres avec Léon Blum", op.cit.) Avant d'écrire son livre, J. Moch, début 1950, va s'en entretenir avec Blum et espère obtenir l'approbation qui consacrerait ses recherches et ferait de lui le nouveau théoricien du parti. Blum meurt avant de pouvoir prendre connaissance des conclusions de son disciple. Les événements politiques se chargeront de réduire à néant les ambitions de J. Moch: déjà victime d'une réputation de "massacreur de la classe ouvrière", entretenue par les communistes depuis son passage au ministère de l'Intérieur pendant les grandes grèves de 1947 et 1948, il échouera le 13 octobre 1949 dans la formation d'un gouvernement avant d'être victime le 30 octobre 1950 d'une procédure de renvoi devant la Haute Cour, arrêtée d'extrême justice, à propos de l'"affaire des généraux". L'hostilité que lui manifesta d'autre part la direction de la S.F.I.O. et sa nomination à l'automne 1951 comme "Délégué permanent au Désarmement" l'écarteront définitivement du magistère moral et intellectuel qu'il envisageait d'exercer en 1950 sur le parti socialiste. Seule la parution de "Confrontation" porta en 1952 témoignage de ses efforts dans ce sens.

perspective incomplète: comme Jaurès l'avait déjà perçu avant eux, ils soulignent simplement l'aspect économique national du processus de concentration. Or, depuis 1945, l'équilibre monopoliste international a changé de niveau. L'impérialisme capitaliste dominant n'est plus d'origine européenne mais américaine. Dans le contexte de guerre froide, cette dimension, occultée, empêche la S.F.I.O. de disposer d'une analyse complète. Comme au début du XX^{ème} siècle, la nation reste pour elle le cadre privilégié du développement capitaliste alors que le plan Marshall a permis à l'impérialisme américain d'accélérer son implantation tentaculaire sur l'ensemble du "monde libre": "Le fait caractéristique de notre époque, c'est que le marché mondial domine le marché national et que la concurrence sur le marché mondial est devenue la loi de la société moderne. Mais, comme le capitalisme s'appuie sur la nation pour faire face à la concurrence sur le marché mondial, celle-ci devient une concurrence entre nations." (63) Ou encore: "L'existence de la nation comme cadre géographique et juridique autonome, c'est-à-dire la division du monde en nations souveraines, transforme la concurrence entre capitalistes sur le marché mondial en un antagonisme entre nations. Et de même qu'au siècle dernier la concurrence mettait chaque capitaliste dans l'obligation de développer son entreprise pour absorber ses concurrents et éviter d'être absorbée par eux, aujourd'hui l'antagonisme entre nations place chacune d'elles devant l'alternative: se développer et devenir puissante pour absorber les autres nations ou être absorbée par elles." (64) Le ralliement des socialistes à l'Alliance Atlantique les empêche malheureusement d'être plus précis sans procéder à une remise en cause douloureuse de la politique suivie quasi-unanimement depuis 1945.

En ce qui concerne le développement interne du capitalisme, Jules Moch reprend la distinction récente de Jean Fourastié entre secteurs primaire, secondaire ou tertiaire. "La civilisation semble ainsi passer par

(63) Georges Bourgin et Pierre Rimbert: "Le socialisme", P.U.F., Paris, 1966, 128 p., p.50-51.

(64) *id.*, p.55.

trois phases. Au cours de la première, que l'on pourrait qualifier de primaire, la grande majorité des hommes est occupée dans le secteur primaire, à la production vivrière. Vient ensuite la période du secondaire, marquée par le gigantesque développement, en valeur relative comme en valeur absolue, du secteur industriel secondaire, dont Marx a analysé l'évolution. C'est enfin, dans le pays dont le capitalisme est le plus évolué, la période tertiaire où s'observent un dégonflement relatif du secteur secondaire et une véritable inflation du secteur tertiaire: grâce à des machines de plus en plus perfectionnées, moins d'hommes produisent plus et pour plus d'hommes." (65)

Pour Jules Moch, cette évolution qualitative des différents types d'activité économique révèle une nuance importante dans le phénomène de concentration: si la concentration financière se poursuit en s'accélégrant comme en France, elle ne s'accompagne plus comme par le passé d'une concentration technique d'aussi grande envergure. Le développement récent du secteur secondaire montre au contraire une certaine tendance à la déconcentration, à l'éclatement en petites unités. Jules Moch en trouve un des fondements dans l'évolution technique elle-même, à travers la découverte du moteur électrique ou à carburant, investissement bien moins lourd que la machine à vapeur qui permit le développement colossal du secondaire au XIXème siècle, et favorisa la concentration financière et technique.

Disposant de nouvelles sources d'énergie plus accessibles, une multitude de petits ateliers retrouvent certains moyens de concurrencer les grosses entreprises. " Bornons-nous donc à souligner que, dans le présent comme dans un proche avenir, la victoire quasi-totale de l'électricité sur la vapeur favorise la déconcentration des industries du secteur secondaire." (66)

(65) Jules Moch: "Confrontations", Gallimard, collection "S.R.F.", Paris 1952, 480 p., p.58.

(66) *id.*, p.63.

D'autre part, prenant l'exemple de l'industrie automobile, Koch écrit: " Des industries fortement concentrées donnent parfois naissance à des industries annexes largement déconcentrées, qui occupent un nombre de salariés parfois égal ou même supérieur à celui des industries principales." (67) Et l'auteur de conclure que s'ouvre, depuis vingt ans en Amérique et depuis peu en Europe, une période de déconcentration technique relative qui, pouvant s'accompagner d'une déconcentration financière corrélative, transforme les forces sociales en présence. Cette période est celle " des migrations, non plus des campagnes vers les villes, mais du secondaire vers le tertiaire, les administrations et les maisons de commerce, et des immenses usines, vers les petits ateliers. Ce peut être en conséquence le début d'un embourgeoisement* de la fraction des travailleurs ainsi mutés et d'une contraction de leur conscience de classe. C'est en tout cas le renforcement et l'expansion de la frange intermédiaire entre capitalisme et salariat qui, précédemment, subissait, en sens inverse, un processus de prolétarianisation." (68)

Dernier élément caractéristique de l'évolution récente relevé par beaucoup de socialistes: le capitalisme n'est plus tout à fait le capitalisme dans la mesure où la propriété n'est plus ce qu'elle était un siècle plus tôt. Renouant directement avec Bernstein, voire Déat en 1930, les socialistes détectent une " dégradation " de la propriété capitaliste. " Parti de la propriété personnelle, caractérisée par le patron maître absolu de l'entreprise, il (le capitalisme) a abouti à la proprié-

(67) J.Koch: "Confrontations", op.cit., p.64.

(68) id., p.69. Autre facteur de déconcentration relevé par l'auteur: " toujours en considérant une longue période, les achats de "capital d'investissement" - de machines par exemple - qui peut faire un travailleur nécessitent de sa part une durée sans cesse réduite de travail. Cet amincissement du capital par rapport aux revenus et aux salaires favorise - ou rend moins malaisée- l'acquisition de machines par les travailleurs industriels ou de terre par les ouvriers agricoles. Il contribue donc à la renaissance d'un artisanat modernisé et au morcellement de la propriété rurale..."

té impersonnelle, des sociétés par actions, caractérisée par l'absence de patron et par la forme collective de la propriété." (69)... Cette transformation a consisté à passer de la propriété individuelle des instruments de production à la propriété collective. Certes, ce n'est pas la propriété de la collectivité toute entière, c'est celle d'une petite collectivité de capitalistes financiers. Mais le fait est que la forme collective de la propriété des instruments de production est créée. Et c'est le capitalisme lui-même qui l'a créée." (70) Cette transformation de la propriété individuelle à la propriété collective, même limitée, a un certain nombre d'avantages: elle permet la mise en oeuvre de moyens financiers, techniques plus considérables; elle favorise la création de richesse; elle entraîne la nomination de salariés à la tête des entreprises et, de ce fait, rend plus apparent le rôle " parasitaire " du propriétaire qui fournit les capitaux et touche les dividendes. Cette évolution a permis d'atteindre un terme qui ne peut plus désormais être dépassé que par la propriété collective absolue de tout le groupe social et non plus relative d'un nombre limité d'individus.

Jules Noch n'écrit pas autre chose: " pratiquement écartés de la gestion, les actionnaires propriétaires ont vite perdu toute la puissance attachée à la propriété... des études comme celles de Fourastié confirment que la propriété tend à s'amenuiser." (71)

La conclusion n'étonnera pas: elle avait déjà été tirée vingt ans plus tôt par les néo-socialistes: " La propriété se subdivise, la puissance et le profit n'appartenant que rarement à son détenteur juridique, on peut donc concevoir des modalités de main-mise de la collectivité sur la puissance et sur les profits qui retire une partie de son intérêt à la socialisation du titre de propriété." (72) A quoi bon, dès lors, réclamer

(69) P.Rimbert et G.Bourgin, *op.cit.*, p.5.

(70) *id.*, p.32.

(71) J.Noch: "Confrontations", *op.cit.*, p.79.

(72) *id.*, p.81.

de nouvelles nationalisations et poursuivre la vieille revendication de l'appropriation publique des instruments de production et d'échange, si l'on peut trouver ailleurs des moyens moins coûteux et moins dangereux d'aboutir à la justice sociale? Ces moyens, c'est l'Etat qui peut les fournir. Son évolution récente en montre les immenses possibilités.

2°/ Le rôle de l'Etat

Dès 1947, Léon Blum avait marqué l'intérêt pour les socialistes d'estimer justement la marge de manoeuvre que l'Etat, dans les rouages duquel ils s'insèrent, pouvait laisser à des utilisateurs judicieux: " La contradiction qui résulte pour les socialistes de l'exercice du pouvoir ne se présente pas actuellement dans les mêmes conditions que dans les périodes antérieures du régime capitaliste...Je ne crois pas que nous soyons dans la phase révolutionnaire, mais en revanche, les problèmes révolutionnaires sont apparus, en ce sens qu'une double contradiction s'accuse de plus en plus: il est manifeste que le capitalisme est de plus en plus incapable d'ordonner la force de production dont il est issu, et qu'il voit se détacher de lui les institutions (démocratiques) qu'il a créées. L'Etat moderne se détache progressivement du capitalisme et c'est pourquoi il est possible à des partis socialistes de le manier sans l'asservir, et à plus forte raison sans s'asservir eux-mêmes au capitalisme. Ils pénètrent le pouvoir en en tirant un instrument de lutte contre le capitalisme, c'est-à-dire en usant de l'autorité de l'Etat pour créer les conditions favorables à l'avènement du socialisme." (73)

Des espoirs issus du nouveau rapport des forces politiques de la Libération vont fonder sur le plan théorique les efforts des socialistes pour " tirer à gauche " les différents Gouvernements qui se succèdent de 1947 à 1951. Ils reposent sur une analyse qui vaut jusqu'à la fin du tripartisme mais est viciée par la suite.Elle ne sera pas remise en cause

(73) conférence faite par Léon Blum à l'E.N.S. sur l'exercice du pouvoir, en mai 1947, cité par J.Lacouture, op.cit., p.566.

malgré la profonde mutation des forces politiques en présence (du P.C.F au M.R.P.), car elle s'appuie sur le courant dont nous avons marqué la naissance peu avant la dernière guerre.

L'affirmation de Jaurès suivant laquelle l'Etat exprime un rapport de forces sociales n'est plus rappelée. que comme une référence symbolique: le rapport des forces étant favorable au socialisme en 1945, le constat a été fait une fois pour toutes et l'Etat qui en est issu est censé offrir des possibilités d'évolution quasi inépuisables. Il suffit aux socialistes d'élargir leur base sociale pour pouvoir peser irrésistiblement. A cet égard, l'élargissement de la " cible " de la S.F.I.O. est sensible: s'adressant prioritairement peu de temps auparavant aux " prolétaires ", à la " classe ouvrière ", elle opère un glissement sémantique caractéristique en préférant de plus en plus souvent le terme beaucoup plus vague de " salarié ". La confusion qui en résulte est loin d'être évitée: " Salariés, ouvriers, prolétaires: trois termes qui désignent une même classe (1) Cependant celui de " salarié " est à notre avis le plus exact. En effet, il désigne une fonction économique bien déterminée, fonction qui se distingue nettement de celles de capitaliste, artisan ou propriétaire foncier... Ce qui importe ici, ce n'est pas l'attitude de telle ou telle partie des salariés mais l'attitude de la classe salariée dans son ensemble. Et cette attitude ne peut, en définitive, que correspondre à sa fonction économique." (73bis) Singulière confiance en une naissance spontanée d'une conscience de classe des plus floues puisqu'elle unit le cadre supérieur à l'ouvrier spécialisé! Il est vrai que la S.F.I.O. n'a plus, en 1950, les moyens militants de centrer son action sur une classe ouvrière, difficile à définir, qui lui préfère alors le parti communiste.

Jules Nohc manifeste la même préoccupation quand, après avoir discerné les facteurs de déconcentration technique, il pose les questions de la sauvegarde de la conscience de classe chez les travailleurs séparés les uns des autres, et de la nécessité des alliances entre classes différentes: " Le problème est moins de savoir comment la classe ouvrière-

(73 bis) J.Nohc: "Confrontations", op.cit., p.94.

re isolée pourrait l'emporter sur la classe capitaliste, que de prévoir l'évolution de l'ensemble des éléments anti-capitalistes: les forces moyennes reconstituées en partie consolideront-elles le capitalisme en limitant la progression ouvrière?" (74)

L'Etat, siège d'un rapport de forces sociales aux limites mal définies, acquiert surtout un rôle économique qui, aux yeux des socialistes, permet de qualifier la période issue de la seconde guerre mondiale de " transition au socialisme ".

B- La transition au socialisme est engagée

L'Etat et le système économique capitaliste, s'aidant l'un de l'autre, ont accéléré dialectiquement leur évolution. La prise du pouvoir d'Etat reste le moyen essentiel de transformation de la société. Mais d'ores et déjà le " régime intermédiaire " prôné par les planistes en 1934, est devenu réalité: la voie qui mène vers le socialisme est ouverte.

1°/ Le socialisme en gestation

" L'économie socialiste doit naître et se développer au sein même du capitalisme. Elle doit même y atteindre un certain degré de maturité avant de pouvoir devenir la forme dominante de la société"(75) Des " germes " de la société socialiste doivent ainsi être préservés et préfigurer le stade supérieur de développement qui reste le but.

L'évolution récente des sociétés occidentales a donné naissance à une " économie d'Etat " qui est la forme même prise par la première étape de la transition au socialisme. L'Etat s'est substitué au capitalisme dans l'animation de l'activité économique: " Cette substitution progressi-

(74) J.Noeh: "Confrontations", op.cit., p.130.

(75) P.Rimbert et G.Bourgin, op.cit., p.35.

ve de l'Etat au capitalisme a été, depuis la première guerre mondiale, le phénomène dominant de notre époque... la substitution de l'Etat au capitalisme entraîne une modification dans la structure juridique de la société et crée une économie de transition que nous appelons " économie d'Etat ". (76)

Là, se trouve l'origine de la confusion sans cesse renouvelée concernant la dissociation fondamentale des intérêts de l'Etat et du capital: pour les socialistes, l'Etat a pour première et essentielle fonction de sauvegarder la souveraineté nationale; pour ce faire, il doit, à l'époque contemporaine, favoriser l'augmentation de la production, des exportations pour maintenir son indépendance et ne pas être submergé par la concurrence des Etats rivaux. Dans le même temps, le capitalisme qui ne recherche que le profit maximal vise au contraire à limiter cette même production pour éviter la fameuse " baisse tendancielle du taux de profit " qui accompagne le développement des forces productives. Cette contradiction dans les objectifs est la source pour les socialistes du divorce entre l'Etat et la bourgeoisie capitaliste. La dimension de classe de l'Etat lui-même est évacuée au profit d'une volonté d'indépendance nationale qui dépasserait ou même ignorerait les intérêts de classe.

Cette contradiction posée, il serait bien sûr possible de se servir de l'Etat pour combattre plus franchement le capitalisme. L'interventionnisme étatique a d'ailleurs une dimension mondiale: "Que cette substitution se fasse par la violence comme en Russie, par des réformes de structure comme en Angleterre, ou par des investissements publics comme aux Etats-Unis, c'est là une question de forme qui dépend des conditions locales. Le fait important, c'est la substitution de la propriété publique à la propriété privée. C'est un phénomène général que l'on constate dans tous les pays." (77) On voit poindre dans cette citation l'idée à

(76) G.Bouty et P.Rimbart, *op.cit.*, p.59.

(77) *id.*, p.62.

la mode, dix ans plus tard, de la " convergence des systèmes ". (78)
 l'évolution générale suivra son cours, et cette évolution est caractérisée par trois traits fondamentaux:

" 1°) la propriété publique se substitue progressivement à la propriété privée;

2°) l'Etat se substitue aux capitalistes dans la direction de la vie économique;

3°) les besoins de la nation en tant que puissance souveraine se substituent au profit, comme moteur de la production." (79)

Le capitalisme, on le voit, cède le pas progressivement à l'Etat interventionniste. " Si cette économie d'Etat n'est pas encore très avancée, il ne fait pas de doute qu'elle soit la forme économique qui tend à se généraliser, tandis que le capitalisme tend à disparaître...L'économie d'Etat est donc une période de transition." (80) Ce n'est pas un capitalisme d'Etat car aucune classe n'est dominante, définition d'ailleurs donnée de la période de transition. " La bourgeoisie n'est plus la classe dirigeante puisqu'elle a perdu ses prérogatives au profit de l'Etat, et la classe ouvrière n'est pas encore en mesure de lui succéder. L'Etat devient ainsi l'arbitre entre les deux grandes classes de la société moderne. Mais, pour assurer sa puissance, l'Etat est obligé de centraliser entre ses mains l'appareil de production et de développer la production. Il favorise ainsi le développement des formes socialistes de production et assure la transition." Tout va ainsi pour le mieux: l'Etat devient

(78) Dans une interview donnée au "Times" du 27 mars 1956, M.Pineau, ministre des Affaires étrangères déclara que le problème qui se pose n'est plus celui de la lutte entre communisme et capitalisme: "Nous évoluons tous, en Europe, vers le système socialiste, et le plus grand des problèmes de ce siècle est de savoir si ce sera un socialisme libre ou un socialisme dictatorial." (Interview rapportée par "le Populaire" du 28 mars 1956.)

(79) P.Rimbart et G. Bourgin, op.cit., p.63.

(80) *Id.*, p.65-66.

socialiste par la force des choses et de l'environnement international; il en arrive à faire du socialisme sans le savoir ou tout au moins sans l'avoir consciemment voulu. Une fois de plus, et l'expression d'"Etat-arbitre" employée ici le montre clairement, le fait que les classes sociales équilibrent leur influence réciproque au sein de l'Etat masque aux yeux des auteurs la nature de classe de cet Etat qui peut un jour prendre une décision inverse de celle prise la veille mais n'en reste pas moins l'enjeu majeur de cette lutte des classes. L'autonomie de l'Etat resta illusoire mais elle est ici le fondement de l'analyse socialiste de la transition en cours.

Pour l'essentiel, Jules Moch et les autres responsables socialistes partagent cette analyse et ces espoirs: les acquits de la Libération ont permis d'arracher l'Etat à l'influence du capitalisme et lui ont fourni les moyens (nationalisations, planification, fiscalité, etc...) d'influer de façon déterminante sur la vie économique de la France: "Les nationalisations françaises ont... réduit la puissance du capitalisme... La France se trouve ainsi dans cet état intermédiaire qui n'est plus le capitalisme pur, sans être le socialisme.

La France a tenté, sur une échelle assez modeste, d'établir une planification d'ensemble. C'est là une preuve qu'elle se trouve dans un "Etat intermédiaire", le capitalisme pur fondé sur le profit et la libre concurrence ne pouvant subordonner l'initiative individuelle à l'observation d'un plan national." (81) Jules Moch semble prudent et reconnaît que l'Etat n'a pu jouer de 1945 à 1950 un rôle déterminant que grâce à la faiblesse du secteur économique capitaliste. Rien ne semble définitif tant que les conditions de la transformation sociale ne seront pas réunies. Leur appréciation introduit une divergence tactique sensible, la seule, entre les différents courants de la S.F.I.O. dont Jules Moch et Rimbart sont les expressions.

(81) J. Moch: "Confrontations", *op.cit.*, p. 241-242.

2°/ Le problème de l'accélération de la transition

Il n'est guère que sur ce sujet qu'apparaît la différence de sensibilité entre socialistes, les uns étant plus prudents, se référant explicitement à Jaurès et Blum, les autres plus désireux de hâter le mouvement.

C'est sur la sempiternelle question de la réunion des conditions préables à la révolution que s'opère ce clivage. La transition ouverte ne résoud rien puisqu'elle est destinée justement à la réunion de ces conditions.

Jules Moch insiste particulièrement sur ce point et donne à la pensée de Blum un éclairage cru qu'elle n'avait jamais eu. " Nous ignorons quand et comment se réalisera la transformation sociale dans notre pays: à peine pouvons-nous en détecter quelques-unes des voies possibles ." (82) " Les socialistes combattent le régime capitaliste, non pas en tentant de le détruire avant terme au hasard d'un coup de force, mais en accélérant dans son sein la maturation du régime successeur... Le socialisme est donc une longue patience et un constant sacrifice. Car, la liberté conditionnant son avenir, il est obligé de la défendre, quand elle est menacée. C'est pourquoi les partis socialistes ont, tous ou presque, été obligés de participer à des Gouvernements de coalition, de soutenir des ministères simplement démocrates, et même d'exercer le pouvoir dans le cadre du régime existant, sans tenter de le transformer." (83)

Le plus clairement du monde, Moch résume à la perfection l'issue pratique de la seule " découverte " de Blum: l'exercice du pouvoir. Il rejoint ainsi le jugement de Mauriac qualifiant le parti socialiste de " cornélien " car choisissant toujours son devoir contre son intérêt.

(82) J. Moch: "Confrontations", op.cit., p.241-242.

(83) *id.*, p.457-458. (souligné par nous)

La problême est d'ailleurs de savoir si les socialistes ont encore conscience de cette distinction entre devoir et intérêt: ils pensent bien plutôt que leur devoir (défense de la démocratie) sert leur intérêt à long terme(un socialisme dans la liberté) qui ne peut être atteint trop vite." Les partis socialistes connaissent alors ce sort pénible de devoir sacrifier leur programme - et parfois se sacrifier eux-mêmes par l'usure du pouvoir - pour contribuer à défendre un régime qu'ils souhaitent transformer... C'est le sort presque fatal de tous les partis socialistes: ayant opté pour la réalisation des conditions préalables et contre le coup de force, ils sont tôt ou tard obligés de pratiquer soutien ou participation, longtemps avant de pouvoir entreprendre la transformation sociale"(84)

La gauche de la S.F.I.O. peut bien refuser cette " fatalité ", apprécier différemment la conjoncture politique pour refuser les compromis nécessaires à l'exercice du pouvoir, elle n'en reconnaît pas moins la nécessité d'une maturation avant toute transformation sociale: " La grande illusion du socialisme conceptuel ne réside pas tant dans le contenu de son système que dans le fait qu'il ne tient aucun compte du degré de maturité de la période historique considérée. Or, pour que telle ou telle transformation sociale devienne possible, il faut que les conditions techniques et économiques en soient réalisées." (85)

Face au communisme qui pêche originellement par un excès de volontarisme proche de l'inconscience et source de tous les maux et déviations de l'après-prise de pouvoir, les socialistes réaffirment en 1950, comme en 1936 ou en 1905, une stratégie " sans douleurs ". Les socialistes proclament que des conditions préalables à la réalisation de leur idéal - développement suffisant de l'industrialisation, amélioration du niveau de vie, sécurité de la classe ouvrière, extension des organisations syndicales et coopératives - doivent être remplies avant - et non après) la prise de pouvoir... Une révolution sociale ne s'improvise pas au gré d'une

(84) J. Hoch: "Confrontations", *op.cit.*, p.459-460.

(85) P. Rimbart et G. Bourgin, *op.cit.*, p.7-8.

poignée d'agitateurs: la société future et ses organes principaux doivent préexister dans l'ancienne, le pays être sûr pour la transformation, comme la France des Encyclopédistes l'était pour la Révolution avant que se produisent les incidents de Vizille, de la prise de la Bastille ou de la marche sur Versailles." (86)

Pour certains socialistes, il est vrai minoritaires, un certain nombre de ces conditions techniques sont désormais remplies: il est donc possible de passer à un stade ultérieur sans plus attendre. La propriété a perdu son caractère personnel et privé, elle peut donc devenir sociale, tout au moins dans les branches essentielles de la vie économique. Les fonctions de direction des entreprises sont devenues, pour les principales, électives et ne sont plus héréditaires: le suffrage très restreint et " censitaire " qui préside à ces désignations doit être élargi jusqu'à l'étendre à tous les intéressés " pour que soit réalisée la direction de la production par la société. Quant à la troisième caractéristique de la société socialiste, l'amélioration continue de la vie des hommes, elle est réalisable à partir du moment où le profit n'est plus le moteur de la production." (87)

Un obstacle majeur subsiste cependant: " La division du monde en nations souveraines " qui entrave la division internationale du travail et paralyse le développement des forces productives. " La disparition de la souveraineté nationale est la condition nécessaire du socialisme " (88) Cette proposition justifie tous les abandons de souveraineté puisque tout ce qui peut donner naissance à une structure supranationale va dans le sens de l'accomplissement de cette condition majeure du socialisme. Sur ce terrain international, l'aile droite de la S.F.I.O. reste plus prudente: "Toute organisation internationale ne se réalisera pleinement et n'aboutira à

(86) J. Moch: "Confrontations", *op.cit.*, p.451.

(87) P. Rimbart et G. Bourgin, *op.cit.*, p.110.

(88) *id.*, p.14.

des résultats féconds que si elle tient le plus grand compte de la diversité d'évolution sociale des peuples... Il est impossible d'associer le prolétariat nippon, tant qu'il se contentera de son bol de riz, au travailleur américain, qui n'est pas disposé à renoncer à sa Ford. Gardons-nous donc de toute construction utopique de l'Europe ou du monde qui, si elle généralisait dans l'univers la misère japonaise ou transportait en France le chômage allemand, non seulement ne pourrait aboutir et vouerait ses partisans à une redoutable impopularité, mais encore - et ce serait pire - retarderait l'heure de l'union féconde entre démocraties sensiblement évoluées... Sachons ménager les transitions nécessaires, bâtir dans le réel, en nous persuadant de la relativité des rapports internationaux et de la solidité des liens internes, même quand semble les obscurcir à nos yeux quelques manifestations aiguës de la lutte de classes à laquelle le socialisme entend mettre fin." (89) C'est là, dans les réserves exprimées, un résumé en filigrane d'une partie du conflit qui opposera si violemment, deux ans plus tard, les socialistes entre eux, au sujet de la C.E.D.

Les désaccords cependant ne portent que sur le rythme de la transition interne ou internationale: pour les uns la poursuite de la réalisation des conditions préalables à la transformation sociale doit être menée encore de longues (et interminables ?) années, au besoin par le sacrifice du parti socialiste; pour les autres, ces conditions préalables sont

(89) J. Moch: "Confrontations", op.cit., p.147. L'auteur envisage à nouveau la constitution d'une formation néo-travailleuse nécessaire à la poursuite de la transition et telle qu'elle avait déjà été imaginée à la Libération: "il faut, en équité, considérer comme socialistes des hommes de tendances très diverses. La France de 1952 commence à en apporter la preuve: elle compte des partisans de la transformation sociale autres que l'ensemble des socialistes inscrits au Parti ou votant pour lui. Il en est au sein du Mouvement républicain populaire, qui firent leurs armes dans les rangs du syndicalisme chrétien. L'U.D.S.R. en compte quelques-uns, elle aussi: elle dressa, en 1945, des listes communes avec le parti socialiste. Il subsiste au sein du parti radical quelques radicaux socialistes dont l'intransigeance républicaine admet des solutions assez voisines du socialisme. Il n'est pas jusqu'au Rassemblement du Peuple Français où des transfuges des partis précédents ont conservé en cœur quelques principes de leur formation antérieure." (p.461) Sur le plan politique, il s'agit simplement ici de la préfiguration de ce qui deviendra un an plus tard, le Front démocratique et social.

réunies pour l'essentiel et le franchissement d'une nouvelle étape est possible. Pour tous, la transition est amorcée du capitalisme au socialisme: économie d'Etat ou régime intermédiaire, les vœux des minoritaires d'avant-guerre sont exaucés, il faut et il suffit de poursuivre dans cette voie, au-delà des vicissitudes de la politique quotidienne.

§ 2 : LES MOYENS DE LA S.F.I.O.

La décantation issue des événements politiques de la Libération et de la guerre froide, à partir de 1950, donne un visage durable et quasi définitif au parti socialiste. Le reflux amorcé dès 1946 a épuré sa silhouette pour en mieux faire apparaître les lignes de force et de faiblesse. L'effort entrepris par la nouvelle direction de Guy Mollet porte des fruits limités et équivoques, et donne lieu à des appréciations contradictoires. Au demeurant, c'est bien en 1955 que la S.F.I.O. accuse les caractères qui seront les siens jusqu'à sa disparition. Nous tenterons de les appréhender à travers sa structure et la sociologie de ses membres.

A- L'appareil du parti

Le milieu des années cinquante voit le secrétariat général prendre une influence jamais atteinte dans la vie du parti. Son rôle n'est pas encore contesté: dans l'adversité connue depuis 1947, les socialistes admettent la nécessité d'un exécutif fort même s'il met parfois en danger les structures démocratiques du parti.

1°/ La structure du parti

Elle garde les grandes lignes des réformes accomplies en 1945. L'organisme souverain est le Congrès annuel composé des délégués des fé-

dérations porteurs de mandats impératifs. Les tendances restent formellement interdites. Cependant plusieurs orientations peuvent être soumises aux adhérents qui votent, à la base, dans les sections territoriales. Le choix entre différents textes ou motions a une portée variable, générale ou limitée à un problème de politique intérieure ou internationale. Ces textes sont présentés par un, deux ou plusieurs militants locaux ou responsables nationaux, la plupart du temps par quelques responsables connus entourés d'adhérents plus obscurs. Leur regroupement autour d'une motion n'est que très temporaire et limité à la seule préparation et durée du Congrès. Celui-ci passé, ils ne sauraient perpétuer leur alliance sans tomber sous l'accusation de reconstitution de tendances.

Dix ans après leur suppression, la renaissance des tendances n'est réclamée par aucun groupe notable d'adhérents. Seuls quelques trotskystes se déclarent insatisfaits du fonctionnement du parti en la matière. Par contre une fraction plus importante de socialistes, et qui ira en s'accroissant avec les difficultés traversées en 1956-1957, réclame l'ouverture de tribunes libres dans la presse interne de la S.F.I.O. Cette presse est en effet tenue par la direction du parti qui pendant toute l'année a, seule, la possibilité de s'y exprimer. Elle ne l'ouvre à des opinions divergentes que dans la brève période (deux mois) qui précède les congrès annuels et est destinée à la présentation de toutes les notions d'orientation en présence. Il y a là un sujet de plus en plus fréquent de friction entre majorité et minorité du parti.

Le Comité Directeur, organe chargé de délibérer entre les sessions de congrès, comprend 31 membres en 1955. Tous sont élus par les délégués du Congrès, au scrutin majoritaire, sur une liste unique comprenant davantage de noms que de sièges à pourvoir. (Une cinquantaine de candidats en moyenne pour les 31 sièges à pourvoir). Cette liste unique est dressée après appel de candidature avant le Congrès ou pendant le déroulement de celui-ci. La direction en place dispose d'un moyen considérable d'intervention dans la composition du futur Comité Directeur: il lui suffit de demander à ses partisans de rayer les noms de minoritaires pour que

l'opposition au sein du Comité directeur soit réduite sinon éliminée(90). L'homogénéité de celui-ci était donc garantie par ce mode de scrutin et les tendances centrifuges d'avant-guerre balayées. Le classement des candidats selon le nombre de voix obtenues permet tout au plus d'avoir une idée de la popularité des commissaires socialistes (encore cette idée n'est-elle qu'approximative dans la mesure où une petite minorité de congressistes peut " étêter " la liste des candidats et faire rétrograder un nom de la première place à l'une des dernières). Albert Gazier fut de nombreuses fois (en 1952 ou 1953 par exemple) désigné en tête devant tous ses autres camarades. Ses fonctions de responsable de la Commission nationale d'études, son souci d'une politique sociale généreuse et son contact " fraternel " en faisaient le responsable le plus populaire du parti. Guy Mollet cumula des classements divers, le plus souvent entre la cinquième et la dixième place; il rétrograda pourtant en quinzième position en 1955. (91)

Les trente trois membres du Comité directeur se réunissent en moyenne une fois tous les dix jours. La périodicité de ces réunions, entraînant des frais de déplacement que la S.F.I.O. serait bien en mal de couvrir, provoque trop souvent la désignation de militants de Paris ou de la région parisienne.

Lors de la première réunion les commissaires socialistes désignant en leur sein le bureau exécutif du parti et le secrétariat général: en 1955, le bureau qui siège toutes les semaines comprend Guy Mollet, Georges Brutelle, Pierre Comin, Victor Provo, Urbain Martet, Jean Courtois, Edouard Depreux. Brutelle et Comin sont secrétaires généraux ad-

(90) Furent ainsi éliminés du Comité directeur à partir de 1947: Arrès-Lepoque, Rimbert, Roux, René Blum, Senghor...

(91) Le Congrès annuel ne désigne pas seulement le Comité directeur; après avoir décidé du texte d'orientation politique pour l'année qui vient, il élit aussi les membres de la Commission féminine nationale (23 personnes), de la Commission Nationale des Conflits (9 personnes) chargés de régler les problèmes disciplinaires, et enfin ceux de la Commission Nationale de Contrôle (9 personnes) chargés du contrôle de gestion financier du parti.

joint, Provo est trésorier général et Martet trésorier adjoint.

Enfin le Comité directeur désigne des " organismes centraux " divers: un secrétaire général adulte pour les Jeunesses socialistes (Pierre Herbaut); des délégués chargés de

- la Commission nationale d'études (C.N.E. dirigée par A. Gazier)
- la Commission de l'Union française (André Bidet)
- la Commission chargée des questions ouvrières et sociales (Corrier, Lhonorey et Peyrassol)
- la Fédération des Elus Municipaux et Cantonaux (Provo et Malacrida)
- la Commission féminine nationale (Rachel Lempereur)
- la Commission chargée de la publication et de l'édition des textes de propagande (Rimbert)
- la liaison avec le groupe parlementaire (Comin, Depreux, Gazier, Pineau, Loustau)
- la direction du "Populaire" et du "Populaire-Dimanche" (administrateurs, directeur, membres du conseil d'administration).

La plupart de ces responsables sont membres du Comité directeur avec lequel ils sont appelés à rester en liaison étroite.

La Commission nationale d'études, dirigée par Albert Gazier, est l'organisme chargé de fournir au parti les éléments techniques et politiques nécessaires à son action à tous les niveaux. Elle n'a pas de pouvoir de décision et se contente de fournir programmes, projets, plans divers ensuite discutés, amendés et adoptés par les instances nationales. Successeur de l'Union des Techniciens Socialistes, elle regroupe les experts, techniciens et autres personnalités compétentes de la S.F.I.O. Elle est divisée en vingt sous-commissions ou sections, soit en 1955 et par ordre alphabétique: sections Aéronautique, Affaires économiques, Anciens combattants et victimes de guerre, Artisans et petits commerçants, C.E.C.A., Centrale agricole, Coopération, Education nationale et laïcité, Finances, Fonction publique, Justice et Comité législatif,

Presse-radio-cinéma, Reconstruction, Santé publique et assistance, Sécurité sociale, Sports et loisirs, Tourisme, Transports, Travail, Union française. Deux sections nouvelles sont alors en cours d'établissement: Défense nationale et Intérieur. La similitude du partage de compétences établi entre ces sections et les différents départements ministériels ne surprendra pas: elle est une preuve supplémentaire de la vocation affirmée et proclamée de la S.F.I.O. à être un parti de gouvernement. (92)

Est enfin rattachée à la Commission nationale d'études, la commission nationale ouvrière qui coordonne l'implantation et l'activité des G.S.E. (groupes socialistes d'entreprises). Elle publie quatre journaux: " A toute vitesse ", destiné aux cheminots socialistes, " Le P.T.T. socialiste ", " L'Essor " qui vise les métallurgistes, et " Défense républicaine de la Police ". Depuis 1947 et l'infléchissement tactique de la S.F.I.O., les effectifs de ces G.S.E. ont fondu, passant de plus de 40 000 adhérents à environ 7 à 8 000. Les réticences de F.O. vis-à-vis de l'engagement politique dans les entreprises sont loin d'être étrangères à ce déclin. (93)

Rattachés directement au secrétariat général, les organismes de propagande sont au nombre de quatre. Le Bureau national de propagande impulse des actions sur tout le territoire qu'elles soient ponctuelles ou générales (de la commémoration de la mort de Jaurès à la fourniture

(92) Les affaires internationales sont détachées de la Commission nationale d'études (voir plus loin) p.362.

(93) Les "Cercles Jean Jaurès" sont les antennes de recrutement de la S.F.I.O. en milieu enseignant. Ils ne donnent pas l'impression d'avoir une vitalité très grande. L'influence des enseignants est beaucoup plus sensible et diffuse dans la S.F.I.O. elle-même à tous ses niveaux que dans cette structure qui publie un journal, "L'Université socialiste". A noter enfin que les G.S.E. regroupent non seulement les adhérents mais aussi les sympathisants socialistes. A ce titre, ces structures n'ont aucun pouvoir de décision politique: les adhérents socialistes qui en font partie doivent se répartir dans leurs sections territoriales politiques pour y exercer par exemple leur droit de vote lors des Congrès, ou leur droit de désigner les candidats aux élections.

de matériel et d'orateurs dans les élections générales); le Bureau de documentation et d'information publie " La Documentation Socialiste " bulletin servi par abonnements et contenant notamment " les Cahiers du propagandiste " destiné à armer les militants dans la défense des positions du parti. Le B.D.I. gère enfin une bibliothèque centrale à disposition des adhérents; le Bureau Central de Presse rattaché lui aussi au B.D.I. assure la liaison avec les Agences de presse, la radio, la Télévision, les quotidiens de Paris et de province et les services de presse des Ministères; le Service Cinématographique assure la production et la diffusion de films de propagande tels que " Communes de France ", " Prochaine vague ", ou " Ça dépend de nous ", court-métrage réalisé dans le cadre de la campagne électorale pour les élections législatives du 2 janvier 1956; les éditions de brochures, ouvrages sont essentiellement réalisées par l' " Agence de presse de la liberté " (A.P.L.) qui édite un bulletin hebdomadaire destiné à la presse périodique du parti et lui fournit de nombreux articles.

La presse du parti connaît des difficultés permanentes accrues par le déclin des adhérents et lecteurs. L'organe officiel et quotidien de la S.F.I.O., " Le Populaire de Paris " est une source perpétuelle de déficit pour le budget socialiste. Il a " toujours survécu misérablement, grâce à l'aide, tantôt des syndicats américains, tantôt du Parti travailliste." (94) Les coopératives belges ont souvent aussi été mises à contribution. Le tirage du " Populaire " ne dépasse pas 30 000 exemplaires, difficilement vendus.(95) Un ballon d'oxygène lui fut apporté par la création du " Populaire-Dimanche ", hebdomadaire qui connut un succès certain jusqu'en 1950, puis commença à décliner par la suite.

(94) A.Philip: "Les Socialistes", op.cit., p.178.

(95) Le rapport pour le 45ème Congrès de la S.F.I.O. mentionne ainsi pour l'année 1952: "Tous les militants savent que le "Populaire" a failli disparaître une première fois à l'époque des congrès payés et une deuxième fois à la fin de l'année. C'est par une nouvelle souscription qui a donné des résultats inespérés en apportant plus de 4 millions, que nous avons pu maintenir au Parti sa tribune quotidienne."(Bulletin intérieur n°66, juin 1953, p.71.)

La " Revue socialiste " reste la publication mensuelle théorique de la S.F.I.O. Dirigée par Ernest Labrousse et Roger Fagosse, elle fait preuve d'un éclectisme et d'un libéralisme qu'aucune des révolutions de palais du parti ne dément. Sa diffusion reste très restreinte, mais du moins arrive-t-elle à éviter le déficit.

La S.F.I.O. possède à Paris la " Librairie-papèterie des municipalités " qui fournit ouvrages, matériel de bureau, fournitures diverses aux membres et organisations du Parti.

Autre organisation dépendant étroitement du secrétariat général, le mouvement de la " Jeunesse socialiste " parvient mal à se relever de la décapitation dont il fut victime en 1947 de la part de la direction du parti lors de l'exclusion de ses dirigeants trotskystes. (96) Elle ne compte en 1955 que 40 fédérations départementales (cette année-là trois nouvelles fédérations ont été créées alors que neuf disparaissaient): " Il est incontestable que les reculs enregistrés sont en partie dûs au peu d'intérêt que manifestent certaines fédérations et sections adultes à l'égard du Mouvement jeune.

Cette désaffection du Parti est un phénomène nouveau qui pose, à longue ou brève échéance, le problème de l'existence des Jeunesses socialistes. Certaines sections adultes préfèrent incorporer directement les jeunes socialistes, en se gardant bien de favoriser la création d'un groupe " jeunesse ". Certaines autres négligent totalement la " relève " nécessaire et laissent ainsi sensiblement s'élever la moyenne d'âge de leurs adhérents. La deuxième attitude est évidemment pire que

(96) "Le mouvement des jeunes est brisé: les adhérents ont souvent tout ignoré de l'activité des trotskystes; ils ont eu le sentiment que le Bureau national était sanctionné pour opposition à la politique gouvernementale; il leur a semblé, de façon un peu simpliste, que l'opportunisme triomphait au sein du Parti, avec l'accord du Secrétaire général, dont les efforts de conciliation furent méconnus. Certaines fédérations furent plus particulièrement touchées (Nord, Haute-Garonne, Pyrénées-Orientales, Isère), et vingt ans plus tard le vieillissement des militants et des cadres s'y fera cruellement sentir." (R. Quilliot, op.cit., p.243.)

la première. Mais elles ne sont ni l'une ni l'autre de nature à faciliter l'extension du mouvement J.S." (97) L'arrêt du recrutement du parti socialiste depuis pratiquement 1946 frappait bien évidemment au premier chef les " Jeunesses socialistes ". Après 1955 la politique suivie par la S.F.I.O. prendra le relais pour bloquer tout recrutement des jeunes.

Le secrétariat général dirige enfin les activités du Bureau des Affaires Internationales qui remplit un triple rôle de liaison, d'information et de documentation, notamment avec l'Internationale socialiste et avec la Commission des Affaires Internationales, importante formation comprenant 85 personnes (les membres du Comité directeur, les Présidents des groupes parlementaires, les membres des Commissions parlementaires des Affaires Etrangères, le secrétaire aux Affaires internationales de la S.F.I.O., et enfin des délégués choisis par le Comité directeur, en fonction de leur compétence). Cette commission est divisée en 9 groupes se partageant géographiquement les problèmes internationaux. (98)

Fin 1955, la S.F.I.O. comprend 106 fédérations qui ont une compétence territoriale variable: la plupart (93) sont des fédérations départementales: ce sont les 90 départements de la France continentale, plus les trois départements algériens (Alger, Oran, Constantine).

Les 13 autres fédérations socialistes couvrent des territoires d'Outre-mer très inégaux, par ordre alphabétique: A.E.F., Côte d'Ivoire, Guinée, Guyane, la Guadeloupe, Madagascar, Maroc, Martinique, Nouvelle-Calédonie, Réunion, Sénégal, Tunisie, Viet-Nam.

(97) *Bulletin Intérieur* n°84, mai 1956, p.44.

(98) *O.N.U., désarmement, aide aux territoires sous-développés; politique européenne; U.R.S.S. et pays satellites; Amérique du Nord, Amérique latine et Espagne; Maroc et Tunisie; Extrême et Moyen-Orient, Internationale socialiste et Conférence socialiste asiatique; problèmes allemand et autrichien.*

Certaines d'entre elles sont des créations récentes: A.E.F., 1954; Nouvelle-Calédonie, 1952; d'autres sont en cours de détachement, sinon de liquidation, du fait de l'évolution des territoires où elles se trouvent: Maroc, Tunisie, Viet-Nam, Cambodge; d'autres enfin ont dû cesser leurs activités faute de moyens et se résoudre à disparaître (Cameroun, Gabon, Moyen-Congo, Somalie).

Chaque fédération tient un congrès annuel précédant celui du parti national: selon les mêmes critères que celui-ci, il élit un organe délibératif départemental: la Commission exécutive fédérale dont le nombre de membres (30 à 50) varie avec le nombre d'adhérents. Celle-ci désigne un bureau fédéral de trois ou quatre personnes parmi lesquelles le secrétaire fédéral, porta-parole et exécutif, avec le bureau, des décisions du parti dans le département. Les mouvements socialistes de stricte obédience (Mouvement de la Jeunesse socialiste, Etudiants socialistes, Entr'aide ouvrière, Mouvement de l'Enfance ouvrière, etc...) (99) ou les organisations influencées par le parti (100) ont bien sûr une existence départementale qui varie suivant la force de la fédération concernée.(101) Très active et complète dans le Nord, le Pas-de-Calais ou les Bouches-du-Rhône, la vie fédérale peut être quasi inexistante dans grand nombre de départements. (102) La détention des mairies renforce ce phénomène en favorisant les fédérations qui peuvent s'appuyer sur des structures con-

(99) voir plus loin, p.365.

(100) voir plus loin, p.366 sqq

(101) La Fédération du Pas-de-Calais dispose ainsi de sa propre imprimerie: "La société d'éditions du Pas-de-Calais", à Arras.

(102) cf. plus loin, p.377. Pour l'année 1955, le rapport administratif fait état de l'envoi aux Fédérations par la direction du Parti de 63 circulaires dont 10 exigeaient une réponse. Or, sur les 106 fédérations, 30 seulement ont répondu dans des délais normaux, 20 ont répondu après un premier rappel, 10 après un second appel, les autres, c'est-à-dire 46, n'ayant pas réagi. (cf.Bulletin intérieur n°84, mai 1956, p.9).

munales mettant à leur disposition des moyens matériels ou financiers appréciables.

Les sections, organisations de base des fédérations et du parti, ont elles aussi une compétence territoriale variable: cantonale ou communale, lorsque l'implantation socialiste est faible; de quartier ou d'arrondissement urbain, lorsqu'elle est plus dense. Leur nombre d'adhérents varie considérablement, à partir d'un seuil de 7 personnes minimum. Aucun maximum n'étant imposé, certaines d'entre elles regroupent plusieurs milliers d'adhérents (à Lille par exemple): on imagine le degré de démocratie qu'on peut alors y trouver, celle-ci étant généralement inversement proportionnelle au nombre d'adhérents. Les réunions de section, ou assemblées générales, peuvent être semestrielles voire annuelles (pour la plupart des sections, elles sont mensuelles) et les adhérents n'y assistent que pour écouter passivement les discours des leaders ou notables socialistes locaux. Chaque section désigne pour la gestion courante un secrétaire entouré d'un bureau plus ou moins important qui n'agissent que sur directive de l'assemblée générale, et sont élus selon le même mode de scrutin que les responsables fédéraux ou nationaux.

L'activité des sections et fédérations suit le rythme de la vie politique nationale et locale: aux tâches quotidiennes de propagande (affichages, distributions de tracts, ventes de journaux et autres matériels, organisations de fêtes locales, réunions publiques et autres activités diverses) s'ajoutent parfois la publication de journaux locaux; la plupart du temps, il s'agit de feuilles départementales hebdomadaires ou mensuelles comme " L'Espoir " de la Fédération du Pas-de-Calais. (103), parfois de journaux de sections à périodicité plus large et assez irrégulière. Les deux seuls quotidiens de province qui restent contrôlés par le parti socialiste ou certains de ses dirigeants sont " Nord-Matin " et le " Provençal " respectivement sous l'influence

(103) en 1945-1947, 70 fédérations publient un hebdomadaire de 2 à 4 pages, pour un tirage global d'environ 400 000 exemplaires.

de la fédération du Nord et de Gaston Defferre. (104)

L'essentiel de l'activité des sections et fédérations, c'est-à-dire de l'ensemble du Parti, s'exerce en période électorale.

2°/ Les organisations parallèles

Trois organisations sociales se situent dans la mouvance plus ou moins directe de la S.F.I.O. : le Mouvement de l'Enfance Ouvrière, section française de l' "International Falcon Movement", vise à " donner aux enfants des travailleurs la possibilité de grandir dans une autre ambiance que l'atmosphère entachée d'éducation traditionnelle dans laquelle ils sont nés." (105) Dans ce but, il organise pour ses jeunes adhérents (7 à 14 ans) appelés les " faucons rouges " des sorties de plein air, des week-ends, camps et colonies de vacances diverses, et notamment des "Républiques d'enfants " propres à promouvoir " l'auto-éducation, l'auto-discipline, l'auto-administration et la mixité." (105)

La seconde organisation sociale de la S.F.I.O. est " l'Entr'aide ouvrière française " qui s'occupe essentiellement de l'accueil, de l'hébergement, de l'installation si possible définitive des réfugiés, ainsi que de l'aide aux déshérités (vieux, cas sociaux, etc...). Ses interventions restent très limitées par des ressources réduites et un militantisme insuffisant.

La Fédération des Clubs Léo Lagrange (106) complète la panoplie des organisations sociales de la S.F.I.O. Cependant, si le M.E.O. et l'E.O.F. sont des structures du parti émergeant par exemple au budget

(104) Augustin Laurent, secrétaire fédéral de la SFIO dans son département est directeur politique de "Nord-Matin".

(105) Bulletin Intérieur SFIO, n°84, mai 1956, p.45.

(106) Son nom complet est: "Fédération nationale des Foyers et Clubs de Loisirs Léo Lagrange" 30 000 adhérents en 1955.

général de la S.F.I.O., la Fédération Léo Lagrange n'a avec elle aucun lien organique officiel et en est théoriquement indépendante. En fait, fondée en 1951 par des socialistes pour commémorer le souvenir du sous-secrétaire d'Etat aux Loisirs du Gouvernement Léon Blum de 1936, elle reste sous leur influence (107). Elle organise voyages, camps de vacances, ciné-clubs, "caravanes ouvrières", Cercles d'études et de culture, ouvre des centres de loisirs, etc... Ses activités et son audience vont s'étendant. Elle est une des rares organisations socialistes à connaître un succès sensible et à éviter le contre-coup du déclin de la S.F.I.O. depuis 1947.

Depuis 1948, les socialistes avaient participé à la fondation avec des syndicalistes de la C.G.T.-F.O. d'une autre association de tourisme populaire "Repos et Loisirs" dont la S.F.I.O. garde le contrôle indirect. Le but de cette organisation était de concurrencer "Tourisme et Travail" tenu par la C.G.T. Georges Brutelle, secrétaire-adjoint de la S.F.I.O., dans une lettre au secrétaire de "Repos et loisirs", le confirme clairement le 16 décembre 1952: "Je rentre de Limoges. J'ai signalé aux camarades la nécessité de faire entrer dans la dissidence l'organisation "Tourisme et travail", qui est entre nos mains dans la Haute-Vienne." (108)

Pour en terminer avec les organisations socialistes, il faut citer "Juin 44", association culturelle faisant appel "à tous ceux qui veulent lutter contre l'individualisme, pour réaliser l'union étroite des travailleurs manuels, afin de faire profiter au plus grand nombre des joies saines et fertilisantes de la culture et de la beauté." (109)

(107) Tout membre des "J.S." doit appartenir à la Fédération Léo Lagrange et tout groupe de "Jeunesses socialistes" doit se transformer en club de loisir.

(108) Archives P.S. Les effectifs de "Repos et loisirs" restent squelettiques: environ 5 000 adhérents en 1955.

(109) Bulletin Intérieur n°66, juin 1953, p.68.

Elle organise ainsi des spectacles divers, récitals, conférences, festivals, tournées théâtrales, etc...

Les " Amis du Parti socialiste " sont une association de sympathisants destinée à alimenter les caisses du parti en période électorale; "l'Association française des amis de la liberté " présidée par le socialiste Enock publie des documents, organise des conférences essentiellement sur les atteintes aux libertés commises dans les pays de l'Est européen: elle reste sous l'étroite dépendance de la S.F.I.O. (110)

Le tableau dressé peut paraître impressionnant: aucun secteur de l'activité sociale générale ne semble échapper aux ramifications avouées ou inavouées de la S.F.I.O., de la petite enfance à l'aide sociale en passant par les loisirs, l'action culturelle, les femmes et l'édition. En fait, l'apparence ne doit pas tromper: si l'on excepte la Fédération Léo Lagrange, toutes ces organisations ne fonctionnent qu'au ralenti; créées pour la plupart à la Libération au moment où le parti disposait des moyens militants suffisants pour les faire fonctionner, elles ont été, elles aussi, victimes du déclin général de la S.F.I.O. Le passage des socialistes dans l'opposition les a coupées des sources de financement occultes et a accentué leur dépérissement. Pourtant l'espoir de les voir renaître est permis puisqu'en 1953, pour la première fois depuis longtemps, les effectifs du parti augmentent.

B- Sociologie du Parti socialiste

Aucune analyse approfondie n'a pu être faite de la clientèle et des adhérents de la S.F.I.O. de la IVème République. Nous ne pouvons disposer à ce sujet que d'éléments fragmentaires. Un travail accompli

(110) Il faudrait encore mentionner l'association "Les Anciens du parti", qui regroupe les "anciens combattants" du socialisme et qui, de banquets en commémorations ou enterrements civils, est une des rares structures de la S.F.I.O. à avoir des perspectives de recrutement encourageantes à court terme.

par Pierre Rimbert en 1955 (111) fournit cependant une matière appréciable pour appréhender la réalité sociale du parti socialiste. Il constituera l'essentiel des données utilisées ci-dessous avec une enquête effectuée par la revue de l'I.F.O.P. "Sondages" (112).

1°/ L'électorat socialiste

Le caractère populaire de l'électorat de la S.F.I.O. est confirmé par les résultats du sondage effectué en 1952; la répartition socio-professionnelle des électeurs socialistes est la suivante:

Ouvriers	21 %
Fonctionnaires	13 %
Retraités	10 %
Artisans, commerçants, professions libérales	10 %
Agriculteurs	8 %
Ouvriers agricoles	6 %
Employés	6 %
Sans profession	26 %

Ce tableau fait apparaître la très nette domination des salariés dans l'électorat socialiste (46 %, auxquels il faut ajouter très certainement la plupart des retraités: 10 %). Les 26 % de " sans profession " sont sans aucun doute essentiellement composés de femmes sans emploi.

Certains déséquilibres nets entre l'électorat socialiste et l'ensemble de la population française apparaissent: tout d'abord la sous-représentation du secteur primaire qui n'entre que pour 14 % dans l'électorat de la S.F.I.O., soit 21,87 % des " actifs " socialistes, alors

(111) Pierre Rimbert: "Le Parti socialiste", in "Partis politiques et classes sociales en France", direction M. Duverger, op.cit., p.195 à 208.

(112) Sondages n°3, 1952.

qu'il représente encore, en 1954, 27,4 % de la population active française globale; enfin la sur-représentation du secteur tertiaire dans l'électorat socialiste semble elle aussi manifesta, sans qu'on ait les moyens de la fixer précisément: fonctionnaires, artisans, commerçants et professions libérales représentent à eux seuls 35,93 % des " actifs " socialistes, chiffre qui atteint presque la part du tertiaire dans l'ensemble de la population active française (36,4 % en 1954). A ces 35,93 %, il faut rajouter une partie des employés qui se répartissent entre les secteurs secondaires et tertiaires, et de même la partie des ouvriers qui sont des personnels " à statut " et travaillent dans des établissements publics ou des administrations. Le chiffre ainsi atteint (impossible malheureusement à préciser faute d'une ventilation plus " fine " des résultats du sondage) ferait très certainement apparaître une représentation bien supérieure du secteur tertiaire dans l'électorat de la S.F.I.O.

La répartition de l'électorat socialiste par type d'agglomération est très révélatrice:

Localités de moins de 2000 habitants	42 %
Localités de 2000 à 5000 habitants	11 %
Localités de 5000 à 20 000 habitants	22 %
Localités de 20 000 à 100 000 habitants	15 %
Localités de plus de 100 000 habitants	10 %

Le fait massif est la présence de la quasi-majorité (42 %) de l'électorat socialiste en zone rurale (communes de moins de 2 000 habitants). La totalité des électeurs agriculteurs ou ouvriers agricoles ne suffirait pas à l'expliquer: cette implantation rurale de l'électorat socialiste repose aussi sur la clientèle des fonctionnaires de campagne (préposés, receveurs des P.T.T., instituteurs, percepteurs, employés communaux...), sur les artisans et petits commerçants de village (il y a, depuis la fin du XIXème siècle, une certaine tradition de vote et mé-

ne d'adhésion socialiste chez les commerçants comme les cabaretiers et autres cafetiers (113) et enfin sur les ouvriers ou employés de petites fabriques.

Cette implantation se retrouve dans les villes de petite taille (2000 à 20 000 habitants) qui regroupent encore 33 % de l'électorat de la S.F.I.O.

Ce qui est plus inquiétant pour le parti socialiste, c'est la relative faiblesse de son audience dans les villes moyennes (15 %) et grandes (10 %) quand on sait qu'elles représentent l'axe de développement démographique et économique de la France d'après-guerre. Cette faiblesse est d'autant plus inquiétante qu'elle peut concerner les grands centres industriels, les grandes concentrations ouvrières où tout parti révolutionnaire se doit d'être solidement implanté.

La corrélation que l'on peut faire, très prudemment et avec beaucoup de réserves (114), entre le vote F.O. aux élections professionnelles et le vote S.F.I.O. aux élections politiques, confirme une présence très faible des électeurs socialistes dans le milieu industriel urbain des secteurs technologiquement avancés, et au contraire leur forte implantation dans la fonction publique et employés-ouvriers à statut.

La comparaison entre les vingt départements ayant la plus forte proportion de population industrielle et les vingt départements ayant la

(113) Sur ce point, cf. C. Willard, *op.cit.* Traditionnellement, l'implantation socialiste dans la profession des cabaretiers ou cafetiers était due au fait que beaucoup d'ouvriers, licenciés et se voyant refuser toute nouvelle embauche, se "reconvertissaient" en ouvrant un débit de boissons.

(114) cf. P. Ribbert: "Le Parti socialiste", *op.cit.*, p.205-206.

plus forte proportion d'électeurs socialistes est enfin très éclairante (115):

Départements ayant le plus fort pourcentage de population industrielle		Départements ayant le plus fort pourcentage de voix socialistes	
<u>Nord</u>	60,9	Haute-Vienne	32,1
<u>Pas-de-Calais</u>	55,9	Landes	31,5
Belfort	54,3	Aude	30,4
Meurthe-et-Moselle	53,7	Ariège	29,9
Seine-et-Oise	51,6	Basses-Alpes	27,8
Loire	51,4	Var	25,2
Rhône	50,2	<u>Pas-de-Calais</u>	25,1
Moselle	45,3	<u>Nord</u>	23,6
Seine	48,7	Ardennes	23,2
Haut-Rhin	47,2	Haute-Garonne	22,7
Seine-Maritime	47,2	Creuse	22
<u>Bouches-du-Rhône</u>	46	Gironde	21,8
Oise	45,9	<u>Somme</u>	21,6
<u>Ardennes</u>	45,4	Cantal	21,5
Vosges	44,9	Cote d'Or	20,7
<u>Doubs</u>	42,7	Aveyron	20,6
Aube	41,6	Deux-Sèvres	20,5
Seine-et-Marne	40	<u>Bouches-du-Rhône</u>	20,2
<u>Somme</u>	39,6	Bard	20,1
Bas-Rhin	38,7	<u>Doubs</u>	20

Sont soulignés les départements communs aux deux classements.

On remarque qu'il faut atteindre le septième département à plus forte im-

(115) tiré de P.Rimbert: "Le Parti socialiste", op.cit., p.207.

plantation socialiste pour rencontrer l'un des départements à plus forte concentration industrielle. Encore faut-il noter qu'en ce qui concerne le Pas-de-Calais et le Nord l'implantation socialiste a pour localisation industrielle bon nombre d'entreprises du textile, secteur en déclin où les guesdistes d'avant la S.F.I.O. étaient déjà solidement installés.

Enfin quatorze départements figurant dans la première liste ne se retrouvent pas dans la seconde. " La comparaison sera encore plus nette si nous mettons côte à côte deux cartes de France en portant en noir, sur l'une, les vingt départements ayant le plus fort pourcentage de population industrielle, et sur l'autre, les vingt départements ayant le plus fort pourcentage de voix socialistes. En regardant les deux cartes, nous voyons nettement la discordance. La population industrielle est essentiellement concentrée dans les départements du Nord, de l'Est et de la région parisienne, avec deux centres au sud de la Loire: les départements du Rhône et de la Loire, et le département des Bouches-du-Rhône. Par contre, les voix socialistes s'étalent plus vers le Sud et l'Ouest, c'est-à-dire vers les départements où domine la petite industrie." (116)

" Les chiffres montrent que le mouvement socialiste en France s'appuie principalement sur une clientèle de salariés; il s'agit surtout de cette nouvelle catégorie de salariés qui se développe de plus en plus avec l'extension du " secteur tertiaire " et qu'on appelle parfois les " cols blancs " (employés et fonctionnaires, etc...). Il ne serait donc pas exact de déclarer que la S.F.I.O. est devenue un parti de classes moyennes car, si elle englobe une partie de la petite-bourgeoisie, des employés et des fonctionnaires, elle ne recueille que très peu de suffrages auprès des industriels et des commerçants. La base du parti n'est plus principalement ouvrière, elle ne s'est cependant pas élargie jusqu'à comprendre l'ensemble des classes moyennes." (117).

(116) P.Rimbart: "Le Parti socialiste", op.cit., p.207.

(117) "Sondages", n°3, 1952, p.13.

2°/ Les adhérents et les cadres socialistes

L'enquête effectuée en 1951 sur 14 518 membres du parti socialiste permet de disposer d'indications précieuses. (L'échantillon utilisé a plus que les dimensions habituelles puisqu'il concerne 400 sections et près de 13 % du total des adhérents S.F.I.O., qui approché alors le chiffre de 114 000 personnes.)

12,1 % des adhérents seulement sont des femmes, alors qu'elles représentent la majorité du corps électoral. Elles formaient 41 % de l'électorat socialiste total. C'est là une des données constantes du socialisme français que sa faible implantation féminine qui fait plus que refléter le " sous-développement " politique des femmes en général. Il n'a pas suffi de faire entrer, pour la première fois de leur histoire, trois femmes dans le Gouvernement Blum de 1936, ni de créer une Commission nationale féminine. Le volontarisme nécessaire n'a pas été suivi. La preuve la plus flagrante en est donnée dans la composition par sexe des cadres du Parti: les femmes n'y représentent plus que 5,6 % (116 femmes sur 2069 cadres concernés par l'enquête et appartenant au Comité directeur, aux deux groupes parlementaires, aux commissions exécutives des fédérations). La misogynie n'est certes pas la règle mais les places restent occupées par des hommes qui préférant éviter en période de reflux le handicap supplémentaire que constitue à leurs yeux sur le plan électoral, par exemple, la présentation de candidatures féminines. Le classement des adhérents par tranche d'âge est le plus lourd de signification:

moins de 25 ans	2,6 %
25 à 30 ans	7,4 %
30 à 40 ans	20,6 %
40 à 50 ans	32,3 %
plus de 50 ans	37,1 %

Le vieillissement des adhérents socialistes est flagrant: le pourcentage de jeunes (de moins de 25 ans) est presque négligeable (2,6 %) tandis que celui des 25-30 ans reste très faible (7,4 %). C'est là, très certainement, le fait le plus inquiétant pour les dirigeants de la S.F.I.O. L'importance corrélatrice des autres tranches d'âge en découle: il est frappant de constater que près de 70 % (69,4 %), soit plus des deux tiers des adhérents, ont dépassé les quarante ans!

Cette prépondérance écrasante des tranches d'âge supérieur ne fait que refléter le déclin permanent des effectifs de la S.F.I.O. depuis la Libération: voici depuis sa naissance et, en ce qui concerne l'avant-guerre, pour les seules années ayant été marquées par un événement majeur, l'évolution du nombre des adhérents du Parti socialiste:

1905	34 700	adhérents
1914	72 700	"
1919	130 000	"
1921	50 500	"
1932	137 700	"
1933 (après scission " néo "	131 000	"
1936	200 000	"
1937	280 000	"
1938 { après scission du futur } { P.S.O.P. }	260 000	"
1946	355 000	"
1948	238 000	"
1949	156 000	"
1953	97 000	"
1955	107 000	"

La répartition des adhérents par tranches d'âge en 1952 reflète les vicissitudes connues depuis la fin de l'entre-deux-guerres. Les rangs relativement pléthoriques des plus de 50 ans (majoritaires!) semblent constitués par la vague d'adhésion connue en 1936-1937, que les réformes

du Front populaire ont " fixés " et attachés à leur parti. Les tranches moyennes (30 à 50 ans) sont le reliquat de la vague d'adhésion plus récente de la Libération, passablement laminée déjà par les déceptions de l'exercice du pouvoir. Enfin, le quasi-tarissement du recrutement chez les jeunes est lui aussi le résultat de la politique suivie de 1947 à 1951.

Le passage de la S.F.I.O. à l'opposition en 1952 se traduit significativement un an plus tard par l'arrêt de cette hémorragie des adhérents et l'anorace d'une reprise du recrutement. Le nombre de timbres mensuels vendus par le national à ses fédérations connaît l'évolution suivante:(118)

1951	1 143 505
1952	973 590
1953	978 537
1954	1 028 175
1955	1 065 049

On peut estimer que chaque adhérent, compte-tenu des timbres non-re-placés par les fédérations, et des négligences dans la tenue des trésoreries de section, à temps plein dispose d'environ 10 timbres sur sa carte annuelle. Dans cette hypothèse, le nombre d'adhérents aurait connu pour les mêmes années l'évolution approchée suivante:

Années	Adhérents	% de variation
1951	114 300	
1952	97 300	- 14,87 %
1953	97 800	+ 0,51 %
1954	102 800	+ 5,11 %
1955	106 500	+ 3,59 %

(118) Chiffres tirés des *Bulletin intérieur* n°66 de juin 1953, 72 de mai 1954, 84 de mai 56.

Le gros des troupes socialistes réside dans les bastions traditionnels du Nord et du Sud de la France. On trouve aussi quelques places fortes de moindre importance dans le Sud-ouest et la région parisienne:

Classement des 15 premières fédérations socialistes fin 1955

1- Nord	11 950 adhérents *
2- Pas-de-Calais	10 900 "
3- Bouches-du-Rhône	9 500 "
4- Seine	7 400 "
5- Haute-Vienne	3 500 "
6- Seine-et-Oise	3 100 "
7- Sénégal	2 400 "
8- Gironde	2 550 "
9- Haute-Garonne	2 300 "
10- Gard	2 200 "
11- Var	2 000 "
12- Aude	1 800 "
13- Somme	1 800 "
14- Hérault	1 750 "
15- Dordogne	1 750 "

* chiffres approximatifs résultant de la prise de 10 timbres mensuels en moyenne par adhérent.

Les lignes de force de la S.F.I.O. sont donc sensiblement les mêmes qu'avant-guerre, si l'on excepte la croissance spectaculaire des fédérations des Bouches-du-Rhône et du Sénégal dirigées respectivement par Gaston Defferre et Lamine-Gueye.

L'ensemble de l'implantation socialiste reste cependant relativement faible: deux fédérations seulement dépassent le seuil des 10 000 adhérents sur un total de 106 fédérations (Métropole et Outre-mer) existant

en 1955.

On imagine les difficultés de simple existence des 84 fédérations disposant de moins de 1000 adhérents (sur ces 84 fédérations, 58 ont moins de 500 adhérents et 27 avec moins de 200 adhérents ne doivent avoir qu'une existence formelle sinon fantômatique).

Sur le plan socio-professionnel, les adhérents se répartissent de la façon suivante: (119)

Fonctionnaires	24,9 %
Ouvriers	24,3 %
Retraités	12,8 %
Artisans et commerçants	12,3 %
Employés	8,8 %
Agriculteurs	7,4 %
Sans profession ou profession inconnue	6,9 %
Professions libérales	2,6 %

56,6% des fonctionnaires, répertoriés sous cette rubrique, sont effectivement employés des administrations, alors que 43,4 % d'entre eux sont des ouvriers des services publics. Sur 100, ces chiffres se transforment en 14,09 % de fonctionnaires-employés, et 10,80 % d'ouvriers des services publics.

Si l'on additionne les ouvriers du secteur privé et les ouvriers du secteur public, on aboutit à un pourcentage total de 35,1 % ce qui place les ouvriers au premier rang des adhérents socialistes. L'opération peut être artificielle et ne rien prouver dans la mesure où les ouvriers du secteur public peuvent avoir des préoccupations, des revendications, des moyens d'action, en un mot une conscience politique et sociale plus proche de celles des fonctionnaires traditionnels que de celle des

(119) P.Rinbert: "Le Parti socialiste", op.cit., p.197.

ouvriers d'industrie du secteur privé. Il faut aussi se souvenir que ces derniers sont essentiellement issus de petites entreprises ou de branches d'activité en stagnation ou déclin économique.

Si l'on compare les parts respectives prises par les diverses catégories sociales dans l'ensemble des adhérents socialistes d'une part et de l'électorat de la S.F.I.O. d'autre part (120), on perçoit une sur-représentation des artisans, commerçants, professions libérales parmi les adhérents (14,9 % des adhérents contre 10 % de l'électorat), même phénomène pour les employés (8,8 % des adhérents contre 6 % de l'électorat), une légère sur-représentation des retraités (12,8 % des adhérents contre 10 % de l'électorat), une légère sous-représentation des agriculteurs (7,4 % des adhérents, contre 8 % de l'électorat), une très nette sous-représentation des femmes qui constituent l'essentiel des " sans profession " (12,1 % des adhérents contre 41 % de l'électorat).

La représentation comparée des ouvriers et des fonctionnaires est beaucoup plus délicate à opérer étant donné que, dans l'analyse de l'électorat, les ouvriers du secteur public sont inclus dans la part de la catégorie générale " ouvriers " alors que, dans l'analyse des adhérents, ils sont inclus dans la part de la catégorie " fonctionnaires ". Sous cette réserve, il est vrai majeure, on peut tout de même risquer l'appréciation suivante: la part des ouvriers (secteur public et privé confondus) dans le nombre d'adhérents socialistes semble refléter leur part dans l'électorat de la S.F.I.O. (soit environ 25 %). Les fonctionnaires enfin sont légèrement sur-représentés parmi les adhérents (14,09% des adhérents contre 13 % des électeurs).

Notons enfin que 58 % des adhérents socialistes (contre 46 %) de l'électorat sont constitués par des salariés. Le pourcentage important des retraités (12,8 % des adhérents) reflète le vieillissement souligné plus haut.

(120) c'est-à-dire des éléments comparables des tableaux des pages 368 et 377

La composition sociale des cadres politiques de la S.F.I.O. amène à la constatation de distorsions très nettes avec les données précédemment évoquées sur l'électorat et les adhérents socialistes. (121)

Les femmes ne représentent plus que 5,6 % des cadres du P.S. (contre 12,1 % des adhérents et 41 % de l'électorat socialiste).

La structure d'âge de l'ensemble des responsables est la suivante:

moins de 30 ans	5,9 %
30 à 40 ans	22,3 %
40 à 50 ans	40,3 %
plus de 50 ans	31,5 %

Le même phénomène de vieillissement est facilement discernable avec cette fois-ci une majorité relative au profit de la tranche des 40 à 50 ans (la prise de responsabilité suppose bien sûr un niveau d'activité, et donc de vitalité, supérieur à la simple adhésion au sujet de laquelle les plus de 50 ans étaient majoritaires relativement). Mais le vieillissement général du parti est plus accentué encore puisque 71,5 % des cadres ont plus de 40 ans (contre 69,4 % des adhérents du même âge). Nous avons là la preuve que la S.F.I.O. ne fait pas d'effort systématique pour favoriser la prise de responsabilités par ses jeunes adhérents et ne cherche pas à présenter dans ce domaine une image spécifique. (La même remarque vaut pour les femmes). L'explication donnée par Pierre Rimbert recouvre bien cette politique de "laisser-faire " s'appuyant sur certaine disposition statutaire: " Les cadres du Parti socialiste sont élus au suffrage universel par les adhérents eux-mêmes. Or, pour avoir

(121) L'enquête effectuée par P. Rimbert (p.198 sqq) sur les cadres concerne 81 commissions exécutives fédérales, les candidats aux élections législatives de 1951, les deux groupes parlementaires et le comité directeur. Cet échantillonnage présente un risque: celui d'inclure plusieurs fois les mêmes données car, en effet, un seul et même responsable peut se retrouver dans deux ou plusieurs des groupes énumérés à l'instant. Les chiffres ne doivent être considérés qu'à titre indicatif.

une chance d'être élu, il faut être connu par la majorité des adhérents. Ce qui favorise les vieux au détriment des jeunes moins connus. D'autre part, pour accéder aux cadres supérieurs (groupes parlementaires et organismes centraux), il faut au moins cinq ans de présence au parti.⁽¹²²⁾

Enfin, voici la composition socio-professionnelle des cadres S.F.I.O.:

Fonctionnaires	37,4 %
Employés	13,5 %
Ouvriers	11,4 %
Artisans, commerçants	10,6 %
Professions libérales	10,1 %
Retraités	7,7 %
Agriculteurs	6,8 %
Sans profession ou profession inconnue	2,5 %

Les salariés voient leur proportion s'accroître (62,2 % contre 58 % des adhérents et 46 % de l'électorat). La part prise par chaque catégorie se trouve sensiblement modifiée par rapport aux chiffres précédents: les fonctionnaires représentent ici une très nette majorité relative; leur ensemble inclut encore les ouvriers du secteur public mais la part de ceux-ci est nettement minorée: dans une situation de quasi-égalité chez les adhérents, fonctionnaires et ouvriers sont net-

(122) P.Rimbert: "Le Parti socialiste", op.cit., p.200.

M.Duverger souligne le même phénomène: "On n'aime pas les avancements rapides, dans les sections, on n'aime pas les nouveaux venus et les visages inconnus... Le drame profond de la S.F.I.O., c'est celui de l'administration française: l'avancement "au tour de tête"; encore n'y trouve-t-on aucun équivalent de l'E.N.A., et des grands concours qui permettent à des jeunes équipes d'accéder rapidement aux postes de direction. En 1945-1946, pendant que les autres partis voyaient s'imposer une génération nouvelle, le socialisme donnait de l'avancement aux secrétaires de fédérations et aux cadres subalternes: les autres connaissaient la promotion de la Résistance; lui la promotion des sous-officiers de carrière". ("Les Temps modernes", n°113-114, juin-juillet 1955, p.1882.)

tement " décrochés " les uns par rapport aux autres, au détriment des seconds. Sont aussi mieux représentés parmi les cadres socialistes, les professions libérales, les employés, qui avec les fonctionnaires se taillent la part du lion au désavantage des ouvriers, des femmes et à un moindre degré, des commerçants et artisans, des agriculteurs et des retraités.

Le tableau comparatif suivant montre clairement la part prise par chaque catégorie sociale dans l'ensemble des adhérents et dans l'ensemble des cadres socialistes:

Catégories	Pourcentage D'adhérents	Pourcentage De cadres
Fonctionnaires	1er : 24,9 %	1er : 37,4 %
Ouvriers	2ème: 24,3 %	3ème: 11,4 %
Retraités	3ème: 12,8 %	6ème: 7,7 %
Artisans, commerçants	4ème: 12,3 %	4ème: 10,6 %
Employés	5ème: 8,8 %	2ème: 13,5 %
Agriculteurs	6ème: 7,4 %	7ème: 6,8 %
Sans profession ou profession inconnue	7ème: 6,9 %	8ème: 2,5 %
Professions libérales	8ème: 2,6 %	5ème: 10,1 %

Là encore, c'est le " laisser-faire " dans l'accèsion aux responsabilités qui est cause de ces distorsions, de ces déformations entre l'image des adhérents et l'image des responsables (élus ou " apparatchiks "): " Le Parti socialiste ne possède pas d'écoles de cadres, il ne forme pas ses propres cadres. Or, comme dans toute organisation, les cadres sont nécessaires, il est amené à utiliser les cadres de la société. C'est ainsi que plus on s'élève dans la hiérarchie du parti socialiste, plus on trouve de techniciens de l'industrie et du commerce, de hauts fonctionnaires, de membres des professions libérales et d'en-

seignants (123)."

Telle qu'elle apparaît vers 1954-1955, la S.F.I.O. resta un parti assez profondément populaire dans son électorat et dans la composition sociale de ses adhérents. Cependant des " dérapages " graves existent au niveau de ceux qui exercent des responsabilités tant fédérales que nationales. Ils s'ajoutent à deux insuffisances graves: celles des recrutements jeunes et féminins. Il est frappant d'ailleurs de constater que ces insuffisances et ces décalages sont fort anciens: ils se manifestaient déjà, même si c'était avec moins d'acuité, dans le vieux P.O.F. de Jules Guesde. (124)

La substance sociale de la S.F.I.O. ne fait que refléter le glissement politique qu'elle connaît depuis des décennies à travers des étapes de freinage ou d'accélération plus ou moins accentuées. La mainmise des fonctionnaires et spécialement des enseignants sur l'appareil remonte à l'entre-deux-guerres. M.Dogan a pu constater qu'à la S.F.I.O. la base populaire va en s'amenuisant au fur et à mesure que l'on s'élève dans la hiérarchie du parti. L'engagement à la S.F.I.O. s'explique

(123) P.Rimbart: "Le Parti socialiste", op.cit., p.201.

Sur les seuls groupes parlementaires, Roger Quilliot écrit: "Les enseignants représentant en 1946 comme en 1951 35% de l'effectif; pour la plupart, des instituteurs, des professeurs d'enseignement primaire supérieur et du second degré, d'origine paysanne ou ouvrière; 7% de journalistes et 7% de fonctionnaires autres que les enseignants. Les manuels ou semi-manuels (?) fournissent 25% environ des députés socialistes. S'il est aisé de comptabiliser les artisans (2%) ou les agriculteurs (6%), il l'est moins de distinguer les ouvriers des employés... L'ancien ouvrier socialiste se classera volontiers parmi les employés, voire les publicistes, si, entretemps, il a travaillé dans quelque mairie ou s'est attaché à la rédaction de quelque journal local... Au total, le groupe hybride représente entre 15 et 17%. Le dernier quart est constitué de professions libérales où dominent les avocats (13%).

En cinq ans, (1946-1951) la sociologie du groupe parlementaire varie peu: ouvriers et fonctionnaires déclinent un peu vis-à-vis des médecins et employés car sans doute placés en seconde position ils disparaissent là où le Parti perd un siège." (R.Quilliot, op.cit., p.384-385.)

(124) cf. C.Millard, op.cit.

de moins en moins par l'origine sociale personnelle de l'adhérent ou du responsable: il faut recourir de plus en plus fréquemment à son milieu d'origine et spécialement à celui de ses parents (125). En 1924 déjà, 25 % seulement des députés socialistes étaient d'origine prolétarienne directe contre 75 % en 1914. En 1936, 40 % du groupe parlementaire à la Chambre des Députés émanait de la Fonction publique (dont 25% de l'enseignement).

En juin 1955, M. Duverger publie dans " Les Temps modernes " un article féroce sur la S.F.I.O. sous le titre: " La S.F.I.O.: mort ou transfiguration? " (126): " Que la S.F.I.O. se soit " enbourgeoisée", qu'elle devienne de plus en plus conservatrice, que certains de ses chefs soient corrompus ou incapables (voire . les deux), qu'elle n'ait ni doctrine, ni programme, que son influence soit en déclin, qu'elle ne puisse plus renouveler ses cadres et que les jeunes électeurs se détournent d'elle, c'est exact." S'il est vrai, comme le souligne l'auteur, que la doctrine y dépérit, que l'anticommunisme y soit le préalable à toute action, que le vieillissement frappe le Parti socialiste de plein fouet, l'outrance verbale et le recours à une polémique brillante ne facilite pas l'appréhension du rôle potentiel ou réel de la S.F.I.O. en cette fin de seconde Législature. M. Duverger revient à une position un peu plus raisonnée en écrivant: "La S.F.I.O. a cessé d'être un parti de masses proprement dit, sans se réduire d'ailleurs à un parti de cadres pur et simple: elle constitue un type intermédiaire, plus proche du second dans certaines fédérations, du premier dans d'autres." (127)

(125) cf. M. Dogan: "Les filières de la carrière politique en France", *Revue française de sociologie*, octobre 1967, p.468-492.
voir "Centre d'histoire du Socialisme": "Les députés socialistes de 1924 à 1940", par A. Wahl, art. cit.

(126) "Les Temps modernes", article cité, n°114-115, p.1863 à 1885.

(127) M. Duverger in "Les temps modernes", art.cit., p.187.

La S.F.I.O. n'est ni morte ni transfigurée: elle est, comme le contexte qui l'entoure, en pleine mutation: partiellement parti de cadres, elle peut redevenir parti de masses en profitant de la médiocrité de la gestion conservatrice et de la détente internationale qui va découvrir les crimes du stalinisme; elle peut encore mettre un frein au glissement doctrinal interne comme elle l'a fait vis-à-vis de l'Internationale socialiste en exprimant plus que des réserves sur l'oecuménisme dont celle-ci fait preuve sous l'influence des travaillistes et des sociaux-démocrates allemands; parti d'opposition, elle a fourni beaucoup d'efforts, sûrement encore insuffisants, pour renouveler son programme et mettre sur pied des propositions concrètes, " responsables "; parti de gouvernement, enfin et surtout, c'est l'exercice du pouvoir auquel elle aspire qui donnera la mesure la plus juste du degré de la rénovation entreprise et de ses capacités tant réformistes que révolutionnaires. Les élections du 2 janvier 1956, qui suivent la dissolution de l'Assemblée nationale intervenue le 2 décembre 1955, vont accélérer les échéances. Le parti socialiste y trouvera l'occasion de passer enfin à l'offensive après avoir traversé depuis 1947 de longues années de combat en retraite et gagné depuis 1952 un répit régénérateur.

CHAPITRE III

VERS UN GOUVERNEMENT

DE MINORITE

" Le socialisme ne fait plus peur." (1)

(1) Jean-Marie Domenech, in "Esprit", numéro spécial, mai 1956, p.646.

On sait que les groupes parlementaires calculèrent mal le nombre des voix s'opposant le 29 novembre 1955 au Gouvernement du Président E. Faure lors du scrutin de confiance sur la révision du système électoral. La majorité absolue des membres de l'Assemblée nationale, 314 voix, étant dépassée par les 318 opposants, de la même manière qu'elle l'avait été dix mois plus tôt, le 5 février, lorsque M. Mendès-France avait été renversé par 319 voix contre 273, les conditions d'utilisation du droit de dissolution étaient réunies.

M. Edgar Faure en demandant au Président de la République de dissoudre la Chambre basse, ce qu'il fit le 2 décembre 1955, précipitait de quelques mois seulement la fin de la seconde Législature. Cependant cet avancement très relatif de l'échéance allait avoir des conséquences politiques, voulues par les uns, redoutées par les autres, dont toute la troisième Législature subirait le contrecoup: il bloqua en effet certaines évolutions ou maturations, internes aux partis en présence, et évita que le renouvellement en cours de la vie partisane n'atteigne toute son ampleur.

Officiellement, " la justification de la dissolution, selon ceux qui l'avaient prononcée, c'était l'urgente nécessité pour le Gouvernement de recevoir les directives du pays: que souhaite-t-il, au Maroc, en Tunisie, en Algérie? Quelle attitude préconise-t-il à l'égard des Etats-Unis, de la Russie? Préfère-t-il une politique dirigiste ou libérale? Et que pense-t-il de l'épineuse question des écoles libres?" (2)

En fait, si ces préoccupations ont tenu une place réelle dans les esprits des auteurs de la dissolution, il était manifeste que d'autres soucis de " politique politicienne " avaient eu une importance au moins tout aussi grande: il s'agissait de briser l'essor du mouvement poujadiste et surtout, pour un Président du Conseil radical en rupture de parti, de casser les efforts entrepris par M. Mendès-France dans la

(2) "L'année politique 1956", p. v.

rénovation du radicalisme. On se souvient en effet qu'appuyé sur les réalisations de son Gouvernement de 1954, M.Mendès-France, soutenu par le journal " l'Express ", avait réussi à prendre le contrôle du parti radical et la tête de la contestation contre la politique de M.Edgar Faure: une partie grandissante de l'opinion publique semblait capable de lui fournir un appui considérable si les élections étaient maintenues au printemps 1956. Secondairement, enfin, la S.F.I.O. mettait elle aussi à profit ses quatre années d'opposition et les leçons du mendésisme pour faire peau neuve et attirer un nombre croissant d'électeurs mécontents.

L'opération de la dissolution atteignit essentiellement ces seconds objectifs partisans: l'Assemblée qui sortit des élections du 2 janvier 1956 porte les stigmates de ces évolutions avortées. Nous verrons tout d'abord le nouvel équilibre des forces politiques représentées. Nous aborderons ensuite l'examen de la constitution du Gouvernement dit " de Front Républicain ".

SECTION I : LES FORCES POLITIQUES ISSUES DU SCRUTIN DU 2 JANVIER 1956(3)

La seconde Législature a connu de 1951 à 1955 un bouleversement des coalitions qui avaient présidé à sa naissance: la troisième force, créée en 1947 après l'éviction des ministres communistes, reconduite après les élections législatives du 17 juin 1951 vole en éclats avec le Gouvernement de M.Pinay constitué le 6 mars 1952. Sa reconstitution élargie sous la forme du Front démocratique et social en juillet 1953

(3) Quelques aspects seulement du scrutin du 2 janvier 1956 seront abordés dans cette première section: ceux qui concernent spécifiquement la S.F.I.O. Pour un tableau plus complet, se reporter à: M.Duverger (directeur): "Les élections du 2 janvier 1956", A.Colin, cahiers de la FNSP, Paris, 1957, 506 p.

échoue. L'année 1955 avec les divisions qu'elle introduit (sur les personnes, sur le mode de scrutin, sur l'évolution de l'Union française, etc...) efface rapidement la dernière tentative de résurrection faite par la candidature de M.Christian Pineau à la Présidence du Conseil, le 19 février 1955. C'est donc sur des coalitions fort différentes que vont reposer l'affrontement électoral et la constitution de la future majorité parlementaire.

§ I : LES ELECTIONS DU 2 JANVIER 1956

A- La campagne électorale: la peur du Front populaire

1°/ La constitution du Front républicain

La dissolution de l'Assemblée nationale, si elle contrecarrait les projets mendésistes n'a surpris ni les radicaux ni la S.F.I.O. Celle-ci notamment ne considérait pas l'anticipation des élections comme une mauvaise chose. En effet, le souci dominant des responsables socialistes, à la fin de l'année 1955, est de faire échec aux propositions communistes de front unique à la base qui se transforment en front unique à la base et au sommet. Les socialistes, dans leurs sections et fédérations ont été sensibles à la pression exercée dans ce sens par le P.C.F.: les élections cantonales des 19 et 26 avril 1955 ont montré que dans plusieurs départements des accords de désistements réciproques avaient eu lieu (4), malgré les avertissements prodigués par la direction de la S.F.I.O.

C'est ainsi que Georges Brutelle, secrétaire général adjoint du

(4) Dans les Côtes du Nord par exemple. Pour toute la France, on assiste à 30 désistements de socialistes en faveur de candidats communistes, et à 60 désistements inverses.

Parti peut déclarer en faveur d'élections anticipées: "en 1956, nous risquons une coalition avec le parti communiste. Je suis très préoccupé du climat actuel dans le Parti où existe un courant en faveur de l'unité d'action. Dans les derniers mouvements de grève, le parti communiste a agi avec adresse, évitant de politiser les manifestations. Les responsables syndicaux de F.O. ont, à cette occasion, fait un bout de chemin avec les communistes. Or, ce sont les mêmes hommes qui ont des responsabilités dans le Parti et ils déclarent que sur le plan politique, on ne résistera pas longtemps aux appels de l'action commune. Si ce climat devait se développer, nous serions en 1956 dans une situation invraisemblable et nous savons bien que nous serons impuissants à réagir contre les indisciplines." (5) L'aveu de cette dernière phrase ne laisse pas d'être inquiétant quant à l'emprise de la direction du parti sur ses fédérations. Certaines, rares il est vrai, comme la fédération du Var ne sont-elles pas allées jusqu'à passer des accords d'unité d'action avec leurs homologues communistes?

Gérard Jaquet n'y va pas par quatre chemins en affirmant sans être démenti par ses camarades du Comité directeur: " Je ne crois pas à des élections en novembre mais le devoir du Parti est d'appuyer toute initiative demandant des élections anticipées." (5). Et si Guy Mollet craint encore le 23 novembre une dissolution, c'est uniquement parce que les élections se dérouleraient dans le cadre de la loi des apparentements que les socialistes, favorables au retour au scrutin d'arrondissement, ne sont pas parvenus à faire modifier. En fait, depuis le 9 novembre, la S.F.I.O. a pris toutes ses dispositions en vue d'élections anticipées; un partage des tâches de propagande a déjà été effectué: le parti est mis sur le pied de guerre électorale.

Aussi, lorsque le Comité directeur du 30 novembre 1955 publie un communiqué dénonçant la dissolution qui vient d'être décidée, faut-il considérer les réactions de la S.F.I.O. comme essentiellement provoquées

(5) Comité directeur S.F.I.O., réunion du 21 septembre 1955.

par le souci de résister à la pression communiste. Celle-ci ne rencontre de succès qu'à la base du Parti alors que les dirigeants socialistes résistent farouchement, quelle que soit leur "sensibilité". Edouard Depreux plagie Blum en déclarant: " Je suis épouvanté...par les progrès de l'idée de Front populaire. Toute une série de forces extérieures au Parti vont dans ce sens. Au sein du groupe, l'idée de Front populaire a gagné énormément." (6) L'honorey fait état de nombreuses sections espérant un apparentement avec les communistes. Pierre Rimbert se montre tout autant hostile à l'alliance avec les communistes que Guy Mollat qui y voit la disparition du parti. Pour trancher définitivement, un Conseil national est convoqué pour le 12 décembre 1955 afin de fixer la tactique électorale de la S.F.I.O. Dans l'attente de sa décision, le Comité directeur rappelle aux sections et fédérations socialistes qu'elles doivent se préoccuper " essentiellement de l'avenir de la Démocratie socialiste", c'est-à-dire du parti lui-même, et que, en conséquence, "en attendant les décisions du Conseil national, seul habilité à fixer la tactique du Parti, elles doivent se refuser à répondre à toute offre qui pourrait leur être faite." (7)

La situation ayant été ainsi verrouillée du côté communiste, une autre hypothèse d'alliance doit être envisagée et en la matière il n'y a guère de choix, puisque le 45ème Congrès de la S.F.I.O., en juillet 1955, a récusé par avance tout accord avec le M.R.P. C'est lors du Comité Directeur du 30 novembre 1955 que prend corps l'idée du Front républicain même si cette expression n'est pas encore utilisée. Pierre Rimbert s'en fait l'initiateur; peu importe que par la suite Jean-Jacques Servan-Schreiber lui en ait disputé la paternité, socialistes et mendésistes ne pouvaient guère trouver d'autres formules électorales que celle-là. Mais il n'est pas indifférent que, chez les socialistes, ce soit Pierre Rimbert qui l'ait proposé: en effet, appartenant à l'aile gauche de la S.F.I.O., non suspect de céder aux attraits du mendésisme après les ré-

(6) Comité directeur SFIO, réunion du 30 novembre 1955, compte-rendu p.88.

(7) Communiqué du Comité directeur du 30 novembre 1955 (souligné dans le texte), cf. Bulletin intérieur SFIO, n°84, mai 1956, p.165.

servés qu'il avait exprimées en 1953 et 1954, se situant en marge de la direction Mollet, sa proposition avait plus de chances d'être acceptée que si elle fût venue d'un Depreux, par exemple.

Conscient de la situation délicate dans laquelle l'impossibilité d'un retour à la troisième force et le refus d'un Front populaire, mettant la S.F.I.O., dans le cadre d'un scrutin où les apparentements peuvent encore être utilisés par la droite, il déclare: " L'opinion publique attend un mouvement qui sorte la politique française de l'ornière; le Parti doit en proposer un. Il faudrait, pour éviter d'être placés devant le Front populaire, proposer un autre rassemblement. Je n'en vois qu'un: celui de 1924, c'est-à-dire d'un rassemblement de la gauche démocratique. A cet effet, il faut prendre contact avec Mendès-France et l'U.D.S.R. Si nous restons isolés, nous prenons le risque d'une défaite sans pour autant empêcher une rupture au sein du Parti." (8)

C'est donc vers un retour à une coalition de type " Cartel des gauches " que s'oriente la S.F.I.O., à la grande différence près avec 1924 que cette fois-ci c'est celle-ci qui refuse l'alliance avec le P.C.F. et non l'inverse. L'anticipation des élections permet aux socialistes d'envisager plus sereinement une alliance avec les mendésistes tant redoutés, sûrs qu'ils sont de disposer d'un appareil plus homogène, plus efficace, plus soudé, alors que Mendès-France doit faire face à de vives dissensions internes et n'est pas encore en mesure de recueillir tous les fruits de la rénovation entamée. Un exemple spectaculaire de la " bousculade " provoquée au parti radical par la dissolution est donnée par le journal " l'Express " dont la transformation d'hebdomadaire en quotidien était envisagée pour mieux appuyer les efforts de M. Mendès-France. " Les élections sont avancées de 6 mois. Le journal est pris de court dans sa transformation qui se fait beaucoup trop vite, " en raison des circonstances "...expliquons-nous aux lecteurs... Nous sommes plongés en pleine improvisation, ce qui n'est pas

(8) Comité directeur SFIO, réunion du 30 novembre 1955, compte-rendu p. 87.

du tout dans la manière de Jean-Jacques. Le journal se " mouille " à fond, désigne d'un bonnet phrygien les candidats pour lesquels il " faut " voter, risque purement et simplement son existence." (9)

Côté radical, l'idée du Front républicain a fait son chemin facilement. Le deux décembre a lieu une première rencontre entre Guy Mollet et Pierre Mendès-France: " Dès le départ, le premier problème envisagé par nous deux... c'est celui de l'éventuelle participation des communistes à un apparemment auxquels les uns ou les autres, les uns et les autres, ou les uns ou les autres (sic), radicaux et socialistes, auraient pu appartenir... je ne me suis pas caché auprès de lui pour faire connaître ma position personnelle, à savoir mon opposition personnelle à une semblable participation des communistes." (10) Guy Mollet émit ensuite la crainte de " certains " socialistes de voir les radicaux s'apparenter avec les communistes par-dessus leur tête. Pierre Mendès-France aurait alors répondu que cette éventualité était exclue: " Je dis que la simple formulation de cette hypothèse est à mes yeux, moi Mendès-France, injurieuse." (11) L'harmonie électorale étant acquise, le reste de cette première réunion fut consacré à l'examen des programmes radicaux et socialistes et à leur rapprochement.

2°/ Le Conseil National de la S.F.I.O.

Le 6 décembre 1955, à Puteaux, se réunit le Conseil national de la S.F.I.O. C'est l'occasion de mesurer l'ampleur des divergences existant au sein du parti socialiste sur la tactique électorale. L'unanimité se fait facilement pour repousser toute alliance avec quelque parti que ce soit de la majorité sortante. C'est bien sûr l'éventualité d'apparente-

(9) F.Giroud, *op.cit.*, p.172.

(10) Conseil national de la SFIO, 6 décembre 1955, *compte-rendu*, p.3 à5.

(11) *id.*, p.5-6.

ments avec le P.C.F. qui suscite l'essentiel des discussions, ses partisans ne la défendant qu'indirectement à travers la liberté réclamée pour les fédérations de conclure les alliances les plus efficaces pour battre la droite. Maurice Deixonne (Tarn)(12) réclame cette liberté des fédérations en notant que beaucoup de gens attendent l'union P.C.-S.F.I.O. qu'il admet au seul plan des apparentements. Lomarque-Cando, député des Landes, va dans le même sens en faisant ressurgir les dangers de l'influence mandésiste: " Nous ne voulons pas paraître aller à la bataille sous sa bannière, pour toutes sortes de raisons: parce qu'il ne nous inspire pas confiance, parce qu'il a tenté, sans aucun doute, de faire éclater le P.S." (13) Antoine Mazier, député des Côtes-du-Nord, réclame en termes imagés l'ouverture du dialogue avec le P.C.F. et la fin de l'attitude frileuse et peureuse de la S.F.I.O. vis-à-vis de l'extrême-gauche: " Nous avons peur que nos troupes se laissent capturer, séduire. Nous savons que seuls..., nous ne pouvons pas faire triompher l'ordre nouveau, mais nous repoussons avec horreur les contacts qui, occasionnellement et à certains moments, pourraient se produire, nous sommes comme la mère de famille qui voudrait bien marier sa fille mais qui a peur de la laisser sortir parce qu'elle redoute qu'elle ramène un gosse à la maison. Eh bien, un gosse, même bâtard, c'est quelque chose de vivant, c'est la vie, et des gosses, on risque aussi de les attrapper, d'ailleurs, avec les enfants de Marie que représente le M.R.P." (14)

Quilliot (Loire-Inférieure), Moutet (Drôme), Hornung (Rhône), Ruel (Haute-Loire), Poirier (Manche), Poirot (Vosges), Vêque (Côte d'Or) et d'autres encore interviennent dans le même sens: celui de la liberté des fédérations. Pivert rappelle que cette liberté était la règle

(12) Sauf mention contraire, chaque fois que nous citerons des interventions d'orateurs, lors des conseils ou des Congrès nationaux du P.S., nous indiquerons immédiatement leurs fédérations de rattachement car ils s'expriment au nom de celles-ci dans la quasi totalité des cas.

(13) *id.*, p.44.

(14) Conseil national SFIO, 6 décembre 1955, compte-rendu, p.67-68.

lorsqu'il y avait deux tours de scrutin et qu'on faisait confiance aux fédérations pour trouver la formule électorale la plus efficace permettant de battre la droite.

Malgré ce feu roulant, rien n'y fait: la direction du Parti tient bon et riposte en faisant donner les gros bataillons des fédérations les plus importantes: Gaston Defferre (Bouches-du-Rhône): "Qu'est-ce qui fait la force des partis socialistes en Angleterre, en Suède, en Norvège? C'est l'appui d'organisations syndicales, non seulement fortes, mais à tendance socialiste. Nous avons fait de notre mieux pour soutenir F.O., mais est-ce que vous ne pensez pas que si nous nous entendions demain avec le parti communiste, nous porterions un coup mortel à F.O.?"(15); Augustin Laurent (Nord) met en avant les désaccords de politique internationale pour récuser toute alliance avec le P.C.F.; Arthur Conte (Pyrénées-Orientales) rappelle la domination de l'U.R.S.S. sur les pays de l'Est européen; Pierre Rimbert (Seine) insiste sur le sens dynamique qu'il faut donner au Front républicain en repoussant les avances, tant du M.R.P. que du P.C.F. Il le situe dans la ligne de la troisième force et du Front démocratique et social qui ont échoué alors parce que les radicaux comme les républicains populaires entretenaient des ambiguïtés sur leurs orientations économique et sociale: " Aujourd'hui la situation est plus claire... Il sera possible de créer et de provoquer, au sein du M.R.P. comme au sein des communistes, une sorte de rupture entre les éléments qui suivent ces partis, mais qui seraient prêts à rompre avec ces partis si, demain, se présentait devant eux une perspective qui ne soit pas la stagnation, l'immobilisme, mais au contraire la lutte pour le progrès et pour l'émancipation sociale." (16)

Guy Mollet enfin conclut le débat et retrouve des accents pathétiques pour condamner l'ouverture au P.C.F.: celui-ci reste stalinien et n'offre que de fausses apparences; s'il est en crise interne, " c'est

(15) Conseil national SPIO, 6 décembre 1955, compte-rendu, p.41.

(16) *id.*, p.118-119.

grâce à l'action socialiste de " débouillage de crânes "; il faut donc continuer à lui " taper dessus " pour qu'il amorce une réelle évolution avant de penser à faciliter sa sortie du ghetto. Si les socialistes dès aujourd'hui tendent la main aux communistes, " tout effort pour empêcher les travailleurs d'aller à l'unité d'action, que cet effort soit tenté par nous ou par les organisations syndicales libres, alors condamnées à disparaître, tout cela est fini... L'absorption commencerait alors... Jamais, camarades, jamais je n'ai connu certitude aussi angoissante: de nos décisions d'aujourd'hui dépend bien plus que le résultat des élections, tout l'avenir de la démocratie socialiste en France, toutes les chances de la démocratie socialiste en France, et j'ajoute pas seulement en France, en Europe et dans le monde!... quel coup dur pour les socialistes de Belgique, d'Allemagne, des pays scandinaves, de Grande-Bretagne!" (17)

Enfin, le prophète cède au tacticien électoral pour mieux rallier ceux qui n'étaient intéressés que par les seules voix communistes: " parmi les gens qui votent socialiste, il y en a pas mal qui ont tellement cru en nous quand nous dénoncions les staliniens qu'ils ne voteront plus pour nous si on se met à travailler avec ces staliniens." (18) Une majorité de droite sortirait donc des urnes et au sein des élus de gauche les communistes seraient majoritaires de façon écrasante car, dans l'ensemble des listes apparentées, le rapport des forces les favorise au détriment de la S.F.I.O.

La cause est entendue: la motion finale adoptée par le Conseil national, à l'unanimité moins quatre voix contre et huit abstentions, écarte toute alliance avec la majorité sortante d'une part, avec le P.C.F d'autre part: des listes socialistes homogènes seront présentées partout.

(17) Conseil national S.F.I.O., 6 décembre 1955, compte rendu, p. 225-226.

(18) *Id.*, p. 228. On ne saurait avouer plus clairement que la principale motivation de beaucoup d'électeurs socialistes est l'anti-communisme, ce qui en dit long sur la qualité du vote en faveur de la S.F.I.O.

Des apparentements pourront être conclus en riposte à ceux que la droite mettrait sur pied: dans ce cas, M.R.P. et P.C.F. en seraient exclus de la même manière. Dans l'hypothèse où la droite réaliserait une coalition susceptible d'emporter la majorité, une minorité socialiste soumit un texte autorisant les fédérations à agir librement en constituant au besoin des apparentements avec les communistes. Ce texte d'ouverture électorale au P.C.F. recueillit 1248 mandats et fut repoussé par 1979 autres (324 mandats allant à l'abstention). Ce score est loin d'être négligeable puisqu'il représente 38,57 % des mandats exprimés! Il semble donc bien que la direction de la S.F.I.O. ait eu raison de craindre la constitution d'alliances avec les communistes et d'appeler de ses vœux des élections anticipées.

3°/ La campagne électorale socialiste

La campagne socialiste se déroula dans l'ensemble de façon disciplinée. Une seule exception doit être signalée: celle de la minuscule fédération des Vosges qui passa outre aux consignes du Comité directeur et apparenta ses candidats à ceux de la liste progressiste-communiste. Poirot, socialiste, fut élu avec un communiste. Immédiatement, la fédération des Vosges fut dissoute et réorganisée. La S.F.I.O. pouvait s'offrir le luxe d'un châtiment exemplaire, la sanction frappant une seule fédération, isolée et, qui plus est, extrêmement faible. (19) Le P.C.F. ne

(19) "Des observateurs superficiels notèrent que cette liste commune obtenait 8% de voix de plus que le total des voix recueillies par les socialistes et les communistes en 1951; mais ils ne durent pas voir que cette augmentation limitée - surtout dans une région où le chômage était important - restait en dessous du pourcentage de gains de ces deux partis pris ensemble sur le plan national, et très au-dessous de leur gain sur le plan régional... Dans les départements avoisinants, l'ensemble des suffrages exprimés en faveur des partis communistes et socialistes réunis était de 35% supérieur au niveau de 1951; leurs pourcentages additionnés au total des voix progressaient de 4,5% (alors que dans les Vosges, ils baissaient de 1,5%)... Cet exemple montre clairement que des alliances du type Front populaire continuaient encore à rebuter des électeurs qui auraient été prêts à voter pour les socialistes seuls..." (P. Williams, op.cit., p.280-281). Dans l'Indre, le socialiste Bouthien apparenta sa liste avec des indépendants ayant accepté le programme du Front républicain!

réussit aucun autre apparentement

Partout ailleurs, la S.F.I.O. présenta des listes homogènes et, sur 95 circonscriptions, elle n'eut à conclure que 47 apparentements avec ses alliés du Front républicain (Radicaux, U.D.S.R. et Action Républicaine et sociale, aile gaulliste emmenée par M.Chaban-Delmas). La coupure avec la droite et le M.R.P. fut partout respectée, alors que cinq ans plus tôt, les socialistes étaient alliés aux modérés dans 59 circonscriptions sur 95. De son côté la majorité sortante réussit à conclure 50 apparentements.

De nombreux candidats socialistes, en harmonie avec le mendésisme, tentent de récupérer l'élan dont il est bénéficiaire (20). Il reste tout de même curieux de lire tout crûment sous la plume d'un député socialiste: " Sur la ligne générale, je fis une campagne mendésiste." (21)

La direction de la S.F.I.O. fit un effort sans précédent pour doter ses candidats d'une documentation et d'argumentaires les plus complets possible. " L'axe de la campagne de 1956 a été la réponse à un défi: la gauche même divisée vivait encore sous l'effet de la Libération.. que la droite ait repris du poil de la bête comme elle l'avait repris et que ce soit couronné par un monsieur comme A.Pinay... qui avait été membre du Conseil national de Pétain, ça paraissait être la revanche de la collaboration confondue à juste titre avec la droite; la formule que tout le monde avait en tête à l'époque était celle, fameuse, de Mauriac... en 1944: " Seule la classe ouvrière dans son ensemble n'a pas trahi." (22)

(20) Parce qu'ils ont apporté en 1954-55 au Gouvernement un soutien loyal, "les socialistes sont donc fondés à revendiquer, plus que tout autre parti, le bénéfice de la politique suivie par le Gouvernement Mendès-France bien qu'ils ne soient pas entrés dans ce Gouvernement."(Dossier du candidat n°2, Documentation de propagande, P.S.-S.F.I.O.)

(21) P.O.Lapie, *op.cit.*, p.627.

(22) Claude Fuzier, *entretien avec l'auteur.*

Vis-à-vis du P.C.F., une lettre proposée par Pierre Rimbart est adoptée par le Comité directeur du 7 décembre 1955 pour être publiée à l'adresse des militants et électeurs communistes. Dans le style caractéristique employé par la S.F.I.O. depuis 1947 à l'égard du P.C.F., elle vise à réduire à néant tout espoir de création d'un Front populaire. Le parti communiste y est qualifié de " simple instrument de la diplomatie soviétique ", insultant ou recherchant l'unité avec les socialistes, selon les besoins de l'U.R.S.S. " Pour que l'unité puisse se faire entre nous, il faut que le Parti communiste devienne un parti démocratique, tenant tous les ans un congrès au sein duquel pourront s'affronter les différents points de vue qui existent chez vous comme chez nous. Il faut que le Parti communiste dénonce, comme nous, toutes les atteintes à la liberté, les camps de travail forcé, les emprisonnements et exécutions des démocrates et des socialistes dans les pays où les communistes sont venus au pouvoir... qu'il condamne le parti unique." (23) Tout est dit dans la dernière phrase: " Croyez, Chers Camarades, à notre volonté sincère d'unité, à vous de la rendre possible." (24).

Les socialistes avaient commencé leur propagande en mettant l'accent, comme les radicaux(25), sur l'exercice erroné selon eux du droit de dissolution. Le spectre de la crise du 16 mai était à nouveau agité: le Comité directeur dans son communiqué du 30 novembre 1955 dénonçait: " Le coup de force du Gouvernement Edgar Faure ", parlait de " manœuvre antirépublicaine, en violation formelle avec l'esprit de la Consti-

(23) *Bulletin intérieur SFIO*, n°24, mai 1956, p.167.

(24) *id.*, p.168.

(25) Rappelons que le parti radical, dès qu'il eut connaissance de la décision de dissolution, exclut M. Edgar Faure tandis que 5 de ses ministres démissionnaient du Gouvernement. Le 1er décembre, "l'Express" titrait en première page: "Coup de force contre le pays" et le même jour *M. Mandès-France*, *Harriot*, *Quenuille*, les présidents des groupes parlementaires radicaux, U.D.S.R., Républicains sociaux et socialistes déclaraient ensemble que la dissolution, fidèle à la lettre à la Constitution, en trahissait l'esprit. .

tution." Pure perte! Ces objurgations d'un autre âge n'éveillaient plus aucun écho dans la mémoire de quiconque. Mac Mahon était mort depuis 1893! Il fallut se rendre à l'évidence: non seulement M. Edgar Faure n'était en rien comparable aux apprentis-sorciers de la restauration monarchique, mais surtout l'opinion publique se révélait extrêmement favorable à la dissolution. Enfin l'usage du bulletin de vote allait lui donner une occasion de régler ces différends obscurs entre tendances, courants, sous-courants et sensibilités aussi subtils qu'insurmontables entre les radicaux et autres modérés qui empoisonnent par leurs querelles la vie politique du pays. Sur le fond, il est vrai que les socialistes visent juste lorsqu'ils déclarent que la dissolution a été utilisée dans un sens bien précis et mesquin: barrer la route au mendésisme et empêcher le vote de la loi électorale du scrutin majoritaire. Au diable ces distinguos alambiqués: aux électeurs on "parlait de " coup de force ": mais ils recevaient les moyens d'en punir les auteurs." (26)

Bien vite, on s'aperçut que ce thème de la dissolution " anti-républicaine " portait à faux, et l'on passa à autre chose.

Autre chose, fin 1955, c'est d'abord l'Algérie et l'ensemble des problèmes de la décolonisation en Afrique du Nord. Contrairement à ce que l'on a retenu de cette campagne électorale de décembre 1955, le problème algérien qui prend alors des proportions supérieures n'a pas constitué le thème premier de la plupart des propagandes en présence.

Ce qui est vrai par contre c'est que les événements s'aggravant au fil des jours, la presse fut amenée à leur donner de plus en plus de place. Si l'on réduit les centres d'intérêt de l'opinion publique aux sujets traités par les seuls journaux quotidiens ou hebdomadaires, alors oui, l'Algérie tint fin 1955 la première place dans les préoccupations des Français. (27) Mais on voit bien que cette assimilation serait une

(26) H. Duverger: "Les élections du 2 janvier 1956", *op.cit.*, p.5.

(27) *cf. sur ce point, H. Duverger, op.cit., p.89-90.*

amputation.

En fait, les axes de propagande des partis politiques le montrent, les soucis majeurs des Français sont divers: les uns donnent la priorité aux problèmes institutionnels (Indépendants, R.G.R., Républicains sociaux, Radicaux), les autres aux problèmes économiques et sociaux (M.R.P., radicaux, S.F.I.O., communistes).

Au sein même du Front républicain, les discordances sont très nettes: les gaullistes de l'A.R.S. mettant en avant la " Réforme de l'Etat " qui conditionne toute autre action; les radicaux ne mettant l'Algérie qu'au quatrième rang de leurs préoccupations; les socialistes enfin, dans leur " programme d'action ", mettent en avant les problèmes économiques et sociaux et n'abordent l'Algérie que dans l'ensemble des questions d'Outre-mer (sur les 22 pages du programme, 3 pages sont consacrées à l'Outre-mer - les pages 17 à 19 - et 13 lignes à l'Algérie. Le Maroc et la Tunisie tiennent une place équivalente à celle de l'Algérie).(28)

" La campagne électorale, quoique brève, fut passionnée, marquée par le heurt des hommes plus encore que par la dissonance des programmes." (29) Le duumvirat du Front Républicain (Guy Mollet-Pierre Mendès-France) semble uni sur l'essentiel et l'attelage semble en tout cas beaucoup moins divisé que ne peut l'être la majorité sortante. Le dynamisme de la campagne socialiste et radicale paraît devoir compenser les effets de la dissolution même si un programme unique du Front républicain n'a pu être mis sur pied.

(28) Pour plus de détails sur les différents programmes des partis, voir M. Duverger: "Les élections du 2 janvier 1956", *op.cit.*, p.1 sqq (article de Georges Dapoux).

(29) "L'année politique 1956", p.1.

B- Les résultats

1°/ Une majorité électorale de gauche

Le scrutin du 2 janvier surprend tout d'abord par l'ampleur de la participation qui atteint le chiffre record, depuis la libération, de 82,8 % des inscrits et ce, malgré les conditions atmosphériques difficiles et la date choisie, lendemain de jour de fête. Le corps électoral était par ailleurs en croissance sensible par rapport à 1951 puisqu'il comptait 26 770 895 personnes, soit environ 1 800 000 citoyens supplémentaires (se répartissant en 1 300 000 personnes ayant négligé jusque là de se faire inscrire sur les listes, et 500 000 jeunes accédant à la majorité électorale).

La très forte participation résulte du cumul de trois facteurs: " Le choc psychologique créé par la dissolution, ... l'irruption du poujadisme, qui sert d'exutoire aux divers mécontents et à tous ceux qui faisaient profession d'anti-parlementarisme; ... la présence du Front républicain, qui offrait une alternative attractive à la reconduction de la majorité du centre-droit." (30)

Se déroulant partout dans des conditions satisfaisantes, les élections ne purent cependant être organisées dans les trois départements al-

(30) Claude Lelen: "Géographie des élections françaises depuis 1936", PUF, Collection "Thémis, textes et documents", Paris 1971, 360 p., p.79-80.

D'autres éléments matériels ont pu jouer dans le sens d'un renforcement de cette participation: la menace fut agitée pendant les semaines précédant les élections de rendre le vote obligatoire en créant une sanction pécuniaire contre les électeurs négligents. D'autre part, le scrutin fini pour la première fois à un jour habituellement travaillé qui, pour la circonstance, fut déclaré chômé et payé.

Signalons enfin que ces élections législatives virent se présenter en métropole un nombre jusque là jamais atteint de candidats: 5 363; leur rapport sur le nombre de sièges à pourvoir atteignit 9,9 (contre 7,3 en juin 1951 et 5,2 en novembre 1946); cf. M.Duverger: "Les élections du 2 janvier 1956", op.cit., p.425.

gériens. Le Gouvernement dut avouer que les conditions d'une consultation ne pouvaient être réunies à cause des événements dont il reconnaissait ainsi la gravité. La conséquence en fut l'absence de toute représentation algérienne dans l'Assemblée de la troisième Législature et l'amputation de 30 sièges de la représentation globale. Comme le remarque paradoxalement M. Siegfried: " L'Assemblée nouvelle élue pour faire face au problème algérien ne comprendra aucun représentant de l'Algérie." (31)

Résultats du scrutin en France métropolitaine (32):

	Electeurs inscrits	26 774 899			
	Votants	22 171 957			
			Votes	% des inscrits	
				% du total des moyennes des listes	
Abstentions			4 602 942	17,2	
Blancs ou nuls			671 167	2,5	
Parti communiste ou apparentés			5 514 403	20,6	25,9
S.F.I.O.			3 247 431	12,1	15,2
Radicaux et U.D.S.R. (in Front républicain)			2 389 163	9,3	11,3
Républicains sociaux (in Front républicain)			256 587	0,9	1,2
Radicaux R.G.R. et U.D.S.R. (hors Front républicain)			838 321	3,1	3,9
Républicains sociaux (hors Front républicain)			587 764	2,1	2,7
M.R.P.			2 366 321	8,8	11,1
Modérés et indépendants-paysans			3 259 782	12,1	15,3
Poujadistes			2 483 813	9,2	11,6
Extrême-droite			260 749	0,9	1,2
Divers			98 600	0,3	0,4

(31) "L'année politique 1956", p.1

(32) Tableau tiré de P. Williams, op.cit., annexe V, p.816-817.

La volonté de changement du corps électoral se traduit très nettement par la défaite de la majorité sortante qui ne recueille plus que 33 % des suffrages exprimés. La surprise vient du surgissement du poujadisme dont on avait minimisé l'ampleur et qui rallie près de deux millions et demi d'électeurs. Il prend le relai du gaullisme dans la contestation radicale du régime et du parlementarisme.

L'ancien R.P.F., éclaté depuis 1952 et dissous en 1953, est la grande victime du scrutin puisque ses branches survivantes ne recueillent plus que 3,9 % des suffrages exprimés contre 21,6 % cinq ans auparavant.

La droite traditionnelle poursuit sa remontée au détriment du gaullisme et du M.R.P.: elle regroupe derrière les indépendants et autres modérés 15,3 % des voix contre 14,1 % en 1951.

Le M.R.P. enfin continue à glisser sur la pente du déclin en perdant 1,1 point par rapport aux législatives précédentes.

A gauche, par contre, la victoire est tangible: le parti communiste et le Front républicain recueillent ensemble 53,6 % des suffrages exprimés. Le Parti communiste avec 25,9 % des suffrages exprimés maintient globalement sa position: il connaît cependant un léger tassement en perdant un point par rapport à 1951.

La S.F.I.O. stoppe l'hémorragie électorale subie depuis novembre 1945 et amorce même un léger redressement en gagnant 0,6 % des suffrages exprimés, sur la dernière consultation législative.

Mais les grands vainqueurs, parmi la gauche, restent les radicaux mendésistes: alors que l'U.D.S.R. se marginalise de plus en plus et que les radicaux traditionnels ne font que maintenir leurs positions, ce sont eux qui font passer le total des voix radicales de 10 % en 1951 à 15,2 % en 1956. Il faudra bien sûr soustraire de ce chiffre global le pourcentage recueilli par les radicaux se situant hors du Front républicain. Ceux-

ci, animés par M. Edgar Faure, ont tout de même réussi à atteindre leur but essentiel qui était de limiter au maximum l'extension du mendésisme qui ne se manifeste en fin de compte que par une nette poussée, mais non par le " raz-de-marée " espéré pour six mois plus tard.

Tels qu'ils se manifestent dans leur brutalité, les votes du 2 janvier 1956 expriment l'espoir d'un changement d'orientation politique que la nouvelle Assemblée va devoir mettre sur pied.

2°/ Une majorité parlementaire de gauche

La rupture de la troisième force a empêché la négociation d'apparementements suffisamment larges pour qu'ils puissent atteindre la majorité absolue des suffrages exprimés. Le clivage insurmonté entre majorité sortante et opposition se doublait, dans le même temps, d'un autre clivage au sein de chaque camp, gauche et droite, qui enfermait dans leur ghetto extrémiste, les communistes d'une part, les poujadistes d'autre part. Les partis politiques étant ainsi répartis en quatre compartiments cloisonnés (extrême-gauche, gauche, droite, extrême-droite), la représentation proportionnelle redevenait la règle et la représentation parlementaire devait être assez fidèlement conforme à l'influence de chaque parti. Sur les 47 apparementements réalisés entre les membres du Front républicain, un seul emporta la majorité des voix et donc la totalité des sièges; sur les 50 apparementements unissant la majorité sortante, neuf lui permirent de franchir le seuil de la même majorité des suffrages exprimés; enfin sur les 41 apparementements réalisés artificiellement entre différentes listes poujadistes, source de conflit parlementaires futurs, aucun n'atteignit ce même seuil. (33)

(33) La SFIO elle-même pratiqua un apparementement douteux, " à la poujadiste " dans les Pyrénées-Orientales. Ce département avait vu se développer un conflit personnel, au sein de la fédération socialiste, entre M. Louis Noguères député socialiste sortant et Arthur Conte, secrétaire fédéral, au sujet de la direction d'un journal local. La direction nationale de la SFIO soutint dans la bataille électorale Louis Noguères tandis que M. Conte appuyé par sa fédération présenta sa propre liste dissidents. Un apparementement fut malgré tout mis sur pied entre socialistes " officiels " et dissidents, ceux-ci obtenant d'ailleurs plus de voix que leurs rivaux. M. Conte une fois élu s'apparenta au groupe socialiste et fut réintégré peu après dans la SFIO.

La conséquence de ce retour à une représentation proportionnelle qu'aucun mécanisme majoritaire ne venait limiter, est l'élection d'une Assemblée où l'émiettement de la représentation parlementaire est accrue par les conflits connus, avant le scrutin, entre personnalités du centre-gauche et du centre-droit.

Répartition des sièges à l'Assemblée nationale par groupes politiques (34)

Groupes	Nombre de sièges
Communiste	144
Progressiste	6
S.F.I.O.	96
Radical	58
U.D.S.R.-R.D.A.	19
Républicains sociaux	22
R.G.R. (radicaux hostiles au Front républicain)	14
M.R.P.	73
I.O.M. (indépendants d'Outre-mer)	10
Indépendants-paysans	95
Union Fraternité Française (poujadistes)	52
Non-inscrits	6
Total	595 (35)

(34) "L'année politique 1956", p.22

(35) Ce total est inférieur de 31 sièges à celui de l'Assemblée nationale de 1951 à cause de la disparition des 30 sièges algériens et du siège destiné à représenter les comptoirs français en Inde, vécus à ce pays en 1954.

Cette Assemblée nouvelle laisse apparaître une nette majorité de gauche puisqu'en additionnant les membres des groupes parlementaires communistes, progressistes, et ceux des groupes constituant le Front républicain, on aboutit à un total de 345 députés soit près de 58 % de l'ensemble de l'Assemblée. Plus significatif encore, si l'on ajoute les seuls sièges communistes, progressistes, socialistes et radicaux, on arrive au total de 304 députés (soit 51 % de l'Assemblée) (36). Il ne s'agit certes pas de la majorité " marxiste " de novembre 1945, mais bien d'une majorité de Front populaire à laquelle pourraient s'adjoindre encore quelques républicains progressistes venus de l'U.D.S.R. ou du gaullisme.

Ce qui semble possible sur le papier reste loin de ce qui s'avère réalisable sur le terrain politique. La constitution d'une majorité de gouvernement va le prouver.

§ 2 : DU REFUS DE LA TROISIEME FORCE A CELUI DU FRONT POPULAIRE

L'effet amorti de la vague mendésiste posait un problème de direction de la coalition de Front républicain: toute la campagne électorale s'était faite, y compris pour les socialistes, sur l'exploitation des résultats du Gouvernement Mendès-France et du renouveau des méthodes d'action qu'il avait entrepris. La personne même du leader radical avait dominé les semaines précédant le scrutin et, plus que toute autre question, c'est à celle du retour au pouvoir de M.Mendès-France que les Français avaient répondu en votant pour le Front républicain. Or les résultats montraient que le nombre des députés radicaux restait encore très en retrait de celui des députés socialistes. La logique majoritari-

(36) Les communistes récupérèrent les sièges que les apparentements leur avaient retirés en 1951; la SFIO perdit quelques sièges malgré la progression de ses suffrages car elle avait été en 1951 parmi les formations auxquelles la loi des apparentements avait le plus profité.

re du régime parlementaire voulait donc que le leader du parti le plus nombreux de la coalition victorieuse fût appelé à former le nouveau Gouvernement, alors que la logique politique voulait que fût appelé l'animateur essentiel de la campagne électorale, celui dont le nom avait été utilisé comme porte-drapeau par tous ses alliés.

Ce problème de personne, déjà envenimé par la rivalité ancienne entre les leaders radical et socialiste, va empoisonner les relations internes du Front pendant les premières semaines de janvier 1956. Sa solution est en fait très directement liée au type de majorité sur laquelle le Front républicain entend reposer, puisqu'il reste minoritaire dans la nouvelle Assemblée.

Le problème, classique en France depuis la naissance de la III^{ème} République, se pose à nouveau de trouver une majorité parlementaire cohérente, capable de soutenir le futur Gouvernement. Deux solutions connues sont possibles: soit une majorité de type " troisième force ", inaugurée en 1947, disparue en 1952, alliant socialistes, radicaux, républicains populaires, modérés divers; soit une majorité de type " Front populaire " telle qu'elle parvint au pouvoir en 1936. Les deux formules vont faire l'objet de deux grandes campagnes contradictoires de la part de leurs partisans et vont en quelque sorte s'annuler l'une l'autre.

A- Sirènes communistes et centristes

1°/ Droite et communistes renvoyés dos-à-dos

Bien que chacun prétende trouver dans les résultats des élections matière à satisfaction, les leaders de la droite ont conscience de la volonté de changement exprimée par les Français: sans bien sûr céder la place, ils espèrent en tenir compte en proposant simplement un élargissement de la majorité sortante à l'ensemble du Front républicain.

Toute une campagne de presse dans ce sens va être développée, s'appuyant sur la gravité des problèmes à résoudre qui nécessiterait l'existence d'une union nationale n'excluant que les seuls communistes. Dans le vocabulaire de l'époque, le recours à l'adjectif " national " de la part d'hommes politiques allant des socialistes à l'extrême-droite a le sens bien précis d'un rassemblement de tous les partis à la seule exclusion du P.C.F., " parti nationaliste étranger " selon l'expression de Léon Blum.

Les républicains populaires sont parmi les plus ardents à réclamer la constitution de cette majorité parlementaire " nationale ", et parmi eux MM. Lecourt, Teitgen et M.Schumann. Dès le 4 janvier, M.Edgar Faure déclare: " C'est maintenant qu'il faut constituer un véritable Front républicain, car si nous laissons nos institutions dans l'état où elles se trouvent actuellement, elles seront submergées." Il prône enfin " une large union allant des socialistes aux modérés pour permettre avant tout de réformer nos institutions et de régler rapidement le problème algérien." (37)

M.Duverger résume ainsi les desseins de la droite: " MM.Faure, Teitgen et Pinay rêvent d'un ministère présidé par un socialiste modéré, qui continuerait leur politique sous des apparences plus gauchisantes. M.Ramadier - ce Queuille de la S.F.I.O. - ferait admirablement l'affaire. A son défaut, M. C.Pineau serait bien accueilli également; ne lui demanderait-on pas en somme la même chose qu'en février 1955: faire échec à Mondès-France? Confier aux socialistes les rênes de l'immobilisme, quelle admirable habileté! Les auteurs de cette stratégie espèrent du même coup écarter à jamais le spectre du Front populaire, mais sur ce dernier point leur raisonnement est peut-être moins sûr." (38)

(37) cité par "L'année politique 1956", p-7.

(38) " Le Monde " du 10 janvier 1956.

L'offensive de la droite en faveur de l'union nationale est d'autant plus vive qu'elle sait disposer, au sein même de la coalition de Front républicain, d'alliés nombreux, favorables à cette formule.

M.Mitterrand relance ainsi l'idée d'un Gouvernement de "troisième force". Mais le pavé le plus gros est jeté par M.Vincent Auriol: sorti de charge depuis deux ans, il met le poids de son prestige dans la balance en déclarant le 7 janvier 1956: " Entre les deux blocs d'irréductible opposition, parti communiste et U.D.C.A., aucun des deux grands fronts ne pourra seul... gouverner... Il n'est qu'une majorité parlementaire numériquement possible, celle qui va des socialistes aux modérés ou " une partie d'entre eux ". On ne badine pas avec les chiffres. Ce sont eux qui imposent la solution, la seule solution parlementaire... Ou cela, ou l'impossible sortie, c'est-à-dire l'anarchie d'abord, la dictature ensuite." (39)

Enfin, de l'extérieur, ces pressions sont encouragées par le grand allié américain, qui ne se soucie des querelles personnelles françaises que dans la mesure où elles risquent de favoriser la formation d'un Front populaire. Aussi pousse-t-il à la constitution d'un "Front national" dépassant les mesquineries d'état-major pour sauver l'essentiel: " Un Front national, décidé à enterrer ses petites divergences et à arriver à des compromis nationaux sur les grandes questions pourrait donner à la France un vrai Gouvernement qui ne craindrait pas les attaques de l'extrême-gauche ou de l'extrême-droite... La crise véritable se trouve dans l'Assemblée elle-même et ne peut être résolue par un Gouvernement temporaire derrière une personnalité ou un programme.

La solution doit venir de la compréhension que les plus hauts intérêts de la France ne peuvent être servis qu'en groupant tous les partis du centre contre la menace des extrémismes." (40)

(39) "France-Soir" du 7 janvier 1956.

(40) "New York Herald Tribune" dans "Le Monde" des 8 et 9 janvier 1956.

Au sein de la S.F.I.O., la réconciliation avec tout ou partie de la majorité sortante est impossible, au moins dans l'immédiat: elle détruirait l'espérance qu'a fait lever la création du Front républicain et aboutirait à la paralysie d'une coalition attrape-tout. (41) Sur le plan interne, elle favoriserait des forces centrifuges que la querelle de la C.E.D. avait exacerbées; l'unité du parti étant encore fragile et convalescente, elle volerait en éclat pour profiter aux communistes et faire avancer l'idée d'un Front populaire.

Rien d'avantageux ne peut venir donc pour la S.F.I.O. d'une alliance avec la majorité sortante. Seul André Philip s'y montre favorable:

il propose quatre objectifs au futur Gouvernement: réforme des méthodes parlementaires, loi électorale, problème algérien et relance européenne. Sur ces quatre points, il est possible de trouver une majorité avec les socialistes, les radicaux et le M.R.P. Nous devons prendre conscience qu'il y a 22 % de salariés catholiques et en conséquence trouver le moyen de surmonter le problème de l'école de façon à faire autour de nous le rassemblement des salariés." (42) Sa voix reste isolée: non seulement l'aile gauche, mais la direction elle-même de la S.F.I.O. coupe court à tout espoir de la droite de garder le pouvoir avec l'appoint des socialistes ou du Front populaire.

Reste l'autre danger menaçant les vainqueurs: celui du glissement vers le Front populaire.

Les communistes accentuent au lendemain du scrutin leur passion en faveur de la création d'un Front populaire; leur argumentation repose

(41) Comité directeur SFIO, réunion du 4 janvier 1956, compte-rendu, p.98.

(42) Guy Mollet écrit dans "l'Express" du 6 janvier 1956: "Cette volonté populaire -en même temps qu'elle nous confère le devoir de faire face à des responsabilités accrues- nous interdit, comme nous nous l'étions interdit à nous-mêmes avant le scrutin, de faire sur notre programme la moindre concession à la majorité sortante et battue."

sur une constatation d'une logique puissante: en votant pour la gauche le 2 janvier, les Français ont manifesté une volonté de changement qui ne peut aboutir que par un Front populaire rassemblant l'ensemble des forces de gauche, communistes compris. Les moyens parlementaires nécessaires sont d'ores et déjà réunis puisqu'une majorité absolue existe entre communistes, socialistes et radicaux.

Le 7 janvier 1956, le Comité central du P.C.F. décide d'envoyer une lettre à Guy Mollet et Edouard Herriot pour leur proposer un programme de gouvernement commun: " En votant pour les candidats du parti communiste, du parti socialiste et du parti radical socialiste, la majorité des électeurs et des électrices a signifié sa volonté de voir les affaires du pays remises entre les mains d'un Gouvernement de gauche. Elle ne comprendrait pas que ces trois partis ne fassent pas tout ce qui est en leur pouvoir afin qu'il en soit ainsi:

Un tel Gouvernement pourrait notamment:

- apporter une solution pacifique aux problèmes de l'Algérie par la voie de la négociation,
- améliorer les conditions de vie de la population laborieuse des villes et de la campagne,
- appliquer le programme minimum du Comité national d'action laïque,
- s'opposer victorieusement à toute entreprise factieuse,
- pratiquer une politique de détente internationale permettant d'aboutir au désarmement." (43)

L'extrême-gauche s'expriment dans " France-Observateur " ou " Les Temps modernes " pousse dans le même sens, en soulignant l'impossibilité

(43) in "Le Monde" des 8-9 janvier 1956. Jacques Duclos déclare le 18 janvier: "Aujourd'hui comme il y a vingt ans, le parti communiste est résolu à lutter de toutes ses forces pour la réalisation d'un nouveau Front populaire." Le P.C.F. n'imagine donc que la reconduction de la formule de 1936.

d'une autre formule parlementaire que l'Union nationale ou le Front populaire dont l'agitation poujadiste risque de hâter la maturation. (44)

Cependant, contrairement à la pression de la droite, la pression de l'extrême-gauche ne trouve aucun écho avoué au sein du Front républicain.

Parmi les radicaux, sans qu'il soit d'ailleurs nécessaire de distinguer ceux qui suivent fidèlement ou non M.Mendès-France (45), l'hypothèse du Front populaire est vigoureusement repoussée, non seulement l'hypothèse d'un Front populaire ordonné, négocié, officiellement conclu, mais aussi celle d'un Front populaire de fait, de circonstances. M.Bourges-Maunoury écrit: "... il n'y aura pas de Front populaire: même si sans poser aucune condition, le Parti communiste apporte ses voix à ce que l'on nomme le Front républicain, il subsiste une immense majorité de radicaux, et peut-être de socialistes, qui ne sauraient accepter un tel appoint à titre prolongé."; et après avoir récusé toute alliance avec les modérés, il poursuit: "...Les grands problèmes du pays, comme ceux de l'Algérie ou de l'Union française, réclament une certaine unanimité nationale. Peu importe en quelque sorte la générosité des solutions pourvu que ces dernières ne comportent pas la sécession, et surtout, pourvu que tout ce qui est national soit derrière." (46)

(44) cf. "Les temps modernes", n°121 de janvier 1956, article de J.Pouillon, p.1123.

(45) "Esprit" avait tenté de faire un partage difficile entre les différentes tendances du radicalisme s'exprimant dans le nouveau groupe parlementaire. Il distingue une première catégorie de "mendésistes bon teint", hommes nouveaux dont la fortune politique est liée à celle de Pierre Mendès-France (ex.MM.Hernu, Maudet, Panier, au total 27 ou 28 députés); une seconde catégorie de "radicaux orthodoxes", inculcés dans la tradition de MM.Herriot ou Queuille, qui se laissent porter par le courant mendésiste sans se compromettre (ex: MM.Queuille, M.Faura, M.Révillon, au total 14 ou 15 députés); enfin les radicaux de "droite" comme MM.André Marie, A.Morice ou F.Gaillard (au total une douzaine de députés). Il faut ajouter à ces calculs les apparentés radicaux (dont M.Hersant) qui suivent M.Mendès-France. ("Esprit" de janvier 1956, p.453.)

(46) Libre opinion dans "le Monde" du 10 janvier 1956.

Quant à Mendès-France qui a refusé de comptabiliser dans sa majorité parlementaire les voix communistes ayant voté son investiture le 18 juin 1954, et qui a jugé, selon Guy Mollet, " injurieuse " l'hypothèse d'une alliance électorale radicaux-communistes, son refus catégorique du Front populaire ne fait aucun doute.

Les socialistes n'en évoquent même pas l'hypothèse au cours de leur Comité directeur du 4 janvier 1956 tant elle leur paraît saugrenue. Si l'on parle du Front populaire c'est uniquement pour en éviter la constitution. Il y a sur ce point une unanimité sans failles. Une autre attitude eut surpris de la part de la S.F.I.O. qui avait, le 6 décembre précédent, tracé une tactique électorale très ferme se gardant à gauche et à droite de toute alliance dépassant les limites initiales du Front républicain.

En fait, il semble bien que dans leurs campagnes respectives pour élargir et changer la nature du Front républicain, la droite et les communistes ne se soient guère fait d'illusions sur leur chance d'aboutir. On a bien plutôt l'impression, qui sera confirmée au moment du vote d'investiture du Gouvernement, qu'ils ont cherché à se neutraliser réciproquement, chacun d'eux ayant un intérêt évident à ce que l'autre ne l'emporte pas: dans cet écartèlement du Front républicain entre deux pôles opposés, la S.F.I.O. occupait une position stratégique déterminante, sa place, ses forces parlementaires étant l'axe obligé de toutes les majorités envisageables. Conscients de cette position unique, les socialistes ont pensé, dès les résultats du scrutin connus, à préserver avec leurs alliés leur indépendance en récusant tout élargissement formel de la coalition et en préservant, par contre, toutes les possibilités de soutien que leurs rivaux pourraient leur accorder.

2°/ La force des faibles

Le Front républicain n'est pas majoritaire à lui seul: sa victoire n'est que relative. Il lui faut donc trouver ailleurs des soutiens par-

lementaires. Or il lui est impossible de négocier ni avec le P.C.F., ni avec la droite. Il ne négociera donc pas, formera un Gouvernement ouvert à tous les soutiens, et qui aura la possibilité de jouer des uns et des autres pour avancer, de jouer les uns contre les autres pour éviter de tomber dans la dépendance des uns ou des autres.

C'est cette suite de propositions qui détermine socialistes et radicaux à tenter la constitution d'un Gouvernement de minorité; ils sont sûrs, tout au moins dans un premier temps, de disposer d'une assise parlementaire solide: tous les autres partis vont continuer leur opération-sédution pour les attirer à eux, ils les soutiendront ne serait-ce que pour ôter tout sens à l'appui accordé par l'adversaire politique.

La marge de manoeuvre d'un tel Gouvernement sera faible, très faible: il ne saurait dévier des positions définies au départ sans tomber sous la dépendance de ceux qui attendent à l'extrême-gauche et à droite son glissement sur une pente qu'ils savonnent avec espoir.

C'est, malgré les risques, la voie qu'envisagent très rapidement les socialistes. Dès le 4 janvier 1956, Christian Pineau est le premier à avancer, au Comité Directeur, l'hypothèse d'un Gouvernement de minorité. Il déclare même franchement: " il faut dire à la droite que si elle ne facilite pas cette solution, nous courons le risque d'un front populaire"(47) Avant lui, André Philip demande que le parti socialiste réclame la direction du Gouvernement en la personne de son secrétaire général. Il est aussi le premier à aborder ce sujet.

Le 6 janvier 1956, M. Jacques Fauvet résume ainsi les arguments en

(47) Comité directeur SFIO, réunion du 4 janvier 1956, compte-rendu p.90. Le chantage à la faiblesse prend dans cette formule toute sa force: faiblesse d'une SFIO qui laisse entendre qu'elle ne pourrait retenir ses adhérents dans la voie de l'unité d'action avec les communistes; Faiblesse parlementaire agitée en guise de moyen de chantage à l'égard de la droite: si elle ne laisse pas le Front républicain réaliser sa politique, elle rejettera logiquement et inévitablement la SFIO sur le chemin d'un nouveau front populaire.

faveur d'un Gouvernement de minorité: " L'expérience prouve que, sans être plus stables, les Gouvernements sont d'autant moins efficaces qu'ils sont plus larges. Or le ministère de demain sera contraint d'agir rapidement en un domaine capital... Ainsi les socialistes préféreront-ils un Gouvernement de minorité. Sa composition politique serait plus restreinte que celle de sa majorité; elle comprendrait des hommes du Front républicain, au sens le plus large, à l'exception de la droite et probablement du M.R.P. Mais il ferait appel pour le soutenir à tous ceux qui seront prêts à accepter le programme minimum présenté à l'Assemblée." (48)

M. Duverger, le même jour, dans le même journal, approuve le projet: "C'est le Front républicain qui détient les clés de la décision.

" A une condition cependant: que ses chefs ne commettent pas la faute suprême d'écarter dès l'abord, de façon définitive, l'une des deux solutions qui s'offrent à eux. Car ils perdraient alors l'essentiel de leur puissance, qui vient précisément de l'existence de cette alternative. Dire: " Le Front populaire, jamais!", c'est se mettre pieds et poings liés à la discrétion du centre droit; dire: " Jamais d'alliance avec le M.R.P. et les modérés", c'est devenir prisonnier des communistes. Mais laisser toujours une porte ouverte derrière soi, c'est la possibilité de dominer pour un certain temps la majorité qu'on aura choisie... La route est plus libre qu'on ne le croit pour une nouvelle expérience, qui pourrait peut-être cette fois durer plus longtemps que " 7 mois et 17 jours" ."

Le lendemain, M. Fauvet est encore plus clair: " Les communistes voteront sans doute l'investiture de M. Mendès-France ou de Guy Mollet. Cette attitude serait conforme à leur tactique de Front populaire. Si, prenant prétexte ou non de cette attitude, les partis de l'ancienne majorité refusent leurs voix et leur soutien, ils prendront le risque de faciliter malgré eux l'opposition de l'extrême-gauche.

(48) in "Le Monde" du 6 janvier 1956.

Señon qu'il trouvera - même sans le solliciter - des appuis sur sa gauche ou sur sa droite, le Front républicain peut préfigurer, voire préparer, des majorités bien différentes." (49)

Bâtir sur ces considérations des arrières-pensées des uns et des autres, sur des supputations de manoeuvres s'annihilant mutuellement pour renforcer une équipe minoritaire, c'est échaffauder des plans bien compliqués, monter des mécanismes d'horlogerie que le moindre grain de sable peut bloquer alors que justement la tempête s'est levée et menace de se propager Outre-Mer. Cela nécessitera une fermeté, un esprit de décision hors du commun dans la réalisation de la politique décidée: " Le Président du Conseil sera donc un socialiste d'obéissance dont le Gouvernement réunira une majorité de type national quand il fera une politique nationale et une majorité de Front populaire quand il fera une politique de gauche, très vite limitée par la marge étroite de voix dont il dispose." (50)

Mais peut-être n'y avait-il pas en janvier 1956, compte-tenu de l'état des forces politiques en présence, d'autre solution immédiate? Celle-là était séduisante par les dangers mêmes qu'elle faisait courir à ceux qui, sur le fil du rasoir, devaient éviter de tomber dans les ravins qu'ils côtoyaient, à gauche et à droite. Les circonstances feront que le Gouvernement né dans ce contexte incertain sera le plus long de tous ceux qui se succéderont tout au long de la IVème République: il durera quinze mois et trois semaines!

(49) in "le Monde" du 7 janvier 1956. Dans le même numéro, M. Pinseau écrit: " Il n'est qu'un moyen de sortir de la difficulté présente, c'est qu'un gouvernement, même minoritaire sur le papier, s'attaque résolument et sans souci de sa stabilité aux problèmes les plus urgents."

(50) André Siegfried: "De la IVème à la Vème République, au jour le jour" Grasset, Paris, 1958, 324 p., p.185.

B- Le retour des socialistes à l'exercice du pouvoir

A lire les compte-rendus des deux Comités directeurs qui suivirent les élections, on constate qu'à aucun moment le problème du soutien de la S.F.I.O. à un Gouvernement de Front républicain ne fut soulevé: les élections ayant donné la victoire à ce dernier, il devait former le Gouvernement et les socialistes tout naturellement le soutiendraient. Telle est la logique parlementaire, telle est devenue la pratique socialiste que déjà Blum définissait en ces termes en 1948: " Un parti socialiste ne peut pas refuser sa participation ou son soutien - ce qui, théoriquement et pratiquement, revient au même - lorsqu'il fournit l'élément indispensable à toute majorité possible..." (51) Au surplus, la décision début janvier 1956 dépasse le cadre des compétences du Comité Directeur: aussi celui-ci convoque-t-il un Congrès extraordinaire qui tranchera en matière de participation et éventuellement de programme gouvernemental, les 14 et 15 janvier à Puteaux.

1°/ La décision de participer

Lorsque s'ouvre le Congrès extraordinaire de la S.F.I.O., le doute subsiste encore sur le nom de l'un des deux leaders que le Président de la République " pressentira " pour former le Gouvernement. Cette question sera traitée par les congressistes avec beaucoup plus d'intérêt que le problème fondamental de la participation. Celui-ci en 1956 se situe dans un contexte dangereux pour les socialistes. La direction du parti, comme on l'a vu, n'a qu'une obsession: la reconstitution d'un Front populaire qui a commencé à se former " objectivement " à cause des avances faites par les communistes dès décembre 1953, et

(51) "Le Populaire" du 9 juillet 1948, cité par J.Lacouture, *op.cit.*, p.548.

très banalement, de la situation d'opposition dans laquelle se trouvent les socialistes depuis 1952: ayant pris l'habitude de voter ensemble contre le Gouvernement, députés socialistes et communistes se retrouvent côte à côte, comme les militants des deux partis dans les divers mouvements politiques ou sociaux. L'unité d'action, volens nolens, est en train de se reconstituer à la grande horreur de la direction de la S.F.I.O. qui n'en peut mais.

La seule échappatoire, car il n'est pas question d'empêcher les communistes de continuer à " faire des cadeaux " à la S.F.I.O., est de briser cette communauté d'intérêts immédiats: le retour au pouvoir, sans, bien sûr, le P.C., rétablira à très court terme une première barrière entre les deux partis de gauche, et éloignera le risque.

Guy Mollet pourtant, lors du Comité directeur du 4 janvier, avait marqué certaines réticences vis-à-vis d'une direction socialiste du Gouvernement: " Je ne suis pas d'accord pour que le Parti réclame la direction du Gouvernement car j'estime qu'il faut maintenir entières pour l'avenir les chances du Parti et pour cela nous ne devons pas laisser confondre l'action du Gouvernement de Front républicain avec le programme socialiste. A mon avis, le Parti devrait réclamer la direction du Gouvernement pour Mendès-France." (52) Augustin Laurent, Marceau Pivert l'approuvèrent alors, avec Pierrà Herbaut qui rajouta: " La tactique du Parti au sein du Front républicain doit être la même que celle que le P.C. aurait jouée au sein du Front populaire. On peut parfaitement mener cette tactique et elle serait payante. En 1936, le Parti communiste a soutenu le Gouvernement Léon Blum et n'en a pas souffert.", et Guy Mollet de rajouter: " Si Mendès-France avait la direction du Gouvernement et que nous participions, bien sûr, nous obtiendrions plus que si nous avions la direction. Je préfère être celui qui crie à l'action..." (53)

(52) Comité directeur SFIO, réunion du 4 janvier 1956, compte-rendu p.99.

(53) *id.*, p.100.

Vieux débat, contexte nouveau et problème permanent que celui, déjà soulevé par Blum en 1936, du risque de voir les masses déçues par l'application d'un programme qui ne peut être celui du parti socialiste puisque celui-ci n'est pas majoritaire à lui seul. Dès lors qu'on passe une alliance, il faut en prévoir les conséquences les plus contraignantes, y compris celle de l'exercice du pouvoir. Il semble bien, en fait, que les réticences du secrétaire général soient motivées par d'autres craintes parmi lesquelles on ne peut que suggérer l'insuffisante solidité de la coalition de Front républicain, le sentiment que les électeurs du Front républicain ont plus voté Mendès-France que Guy Mollet, la rivalité lourde d'orages futurs entre les deux leaders, l'insuffisance de la base parlementaire de la coalition, le risque permanent de glissement du Gouvernement minoritaire sur sa gauche ou sur sa droite, enfin et surtout, la difficulté extrême des problèmes à résoudre, au premier rang desquels se trouve bien sûr l'Algérie.

Il semble bien que ce soit ce dernier obstacle qui fasse un moment hésiter Guy Mollet: on en trouve confirmation dans la brève allocution qu'il prononce pour ouvrir le Congrès lorsqu'il avertit solennellement ses camarades: " Les hommes que vous aurez envoyés à cette bataille (du pouvoir) vont rencontrer des difficultés plus grandes que celles que : n'a jamais affrontées un camarade socialiste à aucune autre période. S'ils ne sont pas sûrs qu'à chaque instant, à l'école, à l'usine, au chantier, dans la rue, le samedi dans les réunions, il y a des militants mobilisés pour faire comprendre ce que les autres font, pour faire comprendre ce que les autres ne peuvent faire, s'il n'y a pas cela, cette conjonction entre un Parti mobilisé sur lui-même et des hommes envoyés en flèche à l'action, alors, ne les y envoyez pas." (54)

Cependant pour le Congrès, comme pour le Comité Directeur, ces objections insuffisamment formulées doivent être balayées dans l'enthous-

(54) Congrès SFIO de Puteaux, 14 et 15 janvier 1956, compte-rendu, p.11.

siasme du retour au pouvoir. Deixonne (Tarn) parle des " heures héroïques " des deux Gouvernements Léon Blum (celui de 1936 et celui de 1946) qui devront inspirer les délégués de la S.F.I.O. au Gouvernement. Félix Gouin, André Philip, parmi d'autres, approuvent la formule d'un Gouvernement de minorité et demandent qu'il soit dirigé par un socialiste, leur secrétaire général.

Pierre Rimbert jette une note discordante. Se fondant sur la fragilité de la majorité que peut dégager la nouvelle Assemblée, il estime que le futur cabinet ne pourra durer longtemps et donc devra mener une action très énergique pour transformer profondément la situation; dans cette hypothèse deux solutions lui paraissent souhaitables: soit un Gouvernement socialiste homogène, soit un Gouvernement Mendès-France soutenu par la S.F.I.O. Il craint en effet la cohabitation socialistes-radicaux: " En cas d'échec du Gouvernement Mendès-France, il peut y avoir une succession socialiste dans des conditions politiques qui, à mon avis, seraient meilleures que celles où nous allons partir. " (55)

Beaucoup d'orateurs insistent pour ne refuser aucun des soutiens parlementaires qui se manifesteront. Un seul (Henry, délégué du Cher) va jusqu'à dire: " Si la droite, si la réaction, refuse d'accepter les solutions préconisées par le front républicain, il ne faudra pas hésiter, peut-être, demain, à aller jusqu'au front populaire." (56) Personne ne demande que celui-ci soit formé dans l'immédiat.

André Viénot, au nom de la fédération des Ardennes, récuse une direction socialiste du Gouvernement: " Nous avons estimé que, pour avoir une chance de réussir cette aventure hasardeuse, il fallait s'appuyer sur le prestige incontestable de la première expérience Mendès-France, c'est-à-dire de la paix en Indochine et en Tunisie et que ce

(55) Congrès de la S.F.I.O., 14 et 15 janvier 1956, compte-rendu p.71.

(56) *Id.*, compte-rendu p.196.

n'est qu'ainsi que nous aurions quelque chance de réussir cette expérience extrêmement difficile." (57) Marceau Pivert abonde dans ce sens en déclarant à propos du leader radical: " Il est absolument vain par la réaction qui n'en veut pas. Eh bien! pour nous, c'est la preuve que si elle préfère nos élus pour essayer de lui faire pièce, ce n'est pas dans l'intérêt du parti, c'est précisément pour essayer de nous faire jouer un jeu qui sera mal compris par une certaine partie de l'opinion." (58)

Toutes ces réserves sont le fait de petites fédérations ou de militants isolés. Le Congrès ne les retiendra pas après l'intervention de Guy Mollet qui réclame tout élargissement de la coalition de Front républicain: la présidence du Conseil socialiste apporterait plus d'avantages à la S.F.I.O. que la simple participation mais, précise-t-il, il n'y aura pas sur ce sujet de rivalité avec les radicaux. Le reste de son intervention est consacré à dresser un programme de Gouvernement susceptible d'être accepté et réalisé par les formations du Front républicain. Il conclut: " Si nous allons au Gouvernement, pour y être intimement associés, pour le clarifier, il faudra vivre courageusement, dangereusement. Il faudra vivre sans chercher la chute, certes, mais en acceptant toujours l'hypothèse de la chute." (59)

La commission des résolutions unanime propose au Congrès un texte où le discours de Guy Mollet est pris comme base de programme du futur Gouvernement de Front républicain. Celui-ci " doit former seul le Gouvernement de demain et se refuser à tout compromis, à toute négociation, à toute alliance avec les adversaires de la Démocratie comme avec les Partis de réaction qui en sont, consciemment ou non, les complices.

(57) Congrès de la SFIO à Puteaux, 14 et 15 janvier 1956, compte-rendu p.285. E. Depreux reprendra en termes plus prudents la même idée.

(58) *Id.*, p.319.

(59) *Id.*, p.395.

Le Parti socialiste revendique donc le pouvoir pour un Gouvernement de Front républicain. Il est prêt à y prendre toutes ses responsabilités... Le Congrès national extraordinaire renouvelle au secrétaire général du Parti l'expression de son affectueuse confiance pour poursuivre, en accord avec le Comité directeur et le groupe parlementaire, les négociations nécessaires avec nos alliés du front républicain."(60)

Ce texte est voté à l'unanimité des congressistes, ce qui ne s'était vu depuis fort longtemps. Cette unanimité conforte considérablement la position de Guy Mollet alors que le lendemain, 16 janvier 1956, Pierre Mendès-France doit affronter au sein du Comité exécutif du parti radical une puissante opposition interne favorable à l'Union nationale, et emmenée par MM. André Morice et Vincent Badie. Il l'emportera, sans pour autant être assuré de l'unité future du groupe radical, et il fera adopter une motion très voisine sur le fond de celle du Congrès socialiste (61). L'accord programmatique entre socialistes et radicaux se fera rapidement, les concessions réciproques en ayant facilité la voie.

2°/ Le programme du Front républicain

Pendant la campagne électorale, les socialistes présentèrent leur propre programme ordonné autour de quatre axes: "-Mieux répartir les richesses nationales; -Accroître le revenu national et assurer le plein emploi; -Préparer la disparition du capitalisme et créer la société socialiste, c'est-à-dire la démocratie économique et sociale; -Maintenir et développer les libertés politiques." (62)

(60) *Bulletin intérieur SFIO n°84 de mai 1956, p.150-151.*

(61) *cf. "L'année politique 1956", p.10*

(62) *"Programme d'action du Parti socialiste SFIO", p.1 in "Documentation à l'usage des candidats", dossier n°1.*

Le premier objectif doit essentiellement être atteint par le relèvement du S.M.I.G. et l'intégration des primes qui le complètent, la suppression des abattements de zones, l'extension des remboursements de frais médicaux par la Sécurité sociale, la création d'une allocation vieillesse et d'une assurance-chômage, la réforme fiscale, l'organisation des marchés agricoles.

Le second objectif, accroissement du revenu national et plein emploi, suppose la relance d'une politique du logement, une planification vigoureuse, l'extension et le perfectionnement des nationalisations (devra notamment être nationalisée la sidérurgie), la libération des échanges extérieurs et la coopération économique européenne, une meilleure utilisation de la main d'oeuvre disponible.

Le troisième objectif, développer la démocratie économique et sociale, doit être atteint par la réforme des pouvoirs des comités d'entreprise, des moyens accrus d'éducation des travailleurs, le développement des coopératives et des services industriels et commerciaux des collectivités locales, l'extension des pouvoirs du Conseil économique et social.

Enfin, le dernier objectif, maintenir et développer les libertés publiques, suppose pour les socialistes la réforme des institutions (vote de budgets pluri-annuels, modification de l'organisation du travail parlementaire et des procédures de confiance et de censure), la réforme administrative (décentralisation), la défense de la laïcité de l'Etat et de l'école (réforme de l'enseignement, nationalisation).

Outre-mer, le programme socialiste ne propose pas de solution unique: " Le but à atteindre est de permettre l'accession des peuples à la gestion de leurs propres affaires et leur libre adhésion à la communauté française." Les propositions dans chaque cas sont extrêmement prudentes: autonomie interne pour la Tunisie, " interdépendance" avec le Maroc, décentralisation accrue dans l'ensemble des territoires d'Outre-mer; pour l'Algérie, élection d'une Assemblée algérienne au collège unique mais

composée paritairement entre Français européens et Français musulmans puis négociation avec ces élus des relations à créer entre France et Algérie.

Le même effort économique et social devra être appliqué Outre-Mer et en France. Sur le plan des relations internationales, les socialistes affirment leur volonté d'accentuer la détente en insistant sur le désarmement.

Tel quel, et le résumé ci-dessus n'en simplifie qu'à peine les traits, ce programme est susceptible des plus larges négociations. Il n'y a guère qu'un seul point que d'éventuels alliés pourraient refuser: la nationalisation de la sidérurgie. Pour le reste, il s'agit bien d'un programme de gestion se situant à l'intérieur des structures de la société française, ne touchant pas aux cadres économiques et sociaux de celle-ci. C'est là la confirmation de l'hypothèse d'action de la S.F.I.O. depuis 1946: le régime tel qu'il existe, tel qu'il a été créé en 1945, offre des potentialités d'évolution satisfaisantes vers davantage de démocratie politique, économique et sociale. C'est bien le régime "intermédiaire" qui permettra de hâter la maturation du capitalisme et de préparer la voie au socialisme. Dès lors, l'exercice du pouvoir gouvernemental n'a pas à bouleverser les structures existantes, ce que d'ailleurs il ne saurait permettre dans la définition qu'en a donné Léon Blum en 1926 et qui est toujours tacitement admise. Il s'agit de faire "davantage" mais pas fondamentalement "autrement". Il s'agit de consolider l'orientation prise en 1945 et notamment d'éliminer les scories accumulées par la gestion conservatrice de la seconde Législature. En un mot, il faut remettre le régime sur la voie dans laquelle il avait

été placé à sa naissance. (63)

La seule réforme de structure envisagée, la nationalisation de la sidérurgie, est elle-même annoncée comme étant " dans la ligne " du programme du C.N.R. reprise dans le préambule de la constitution de 1946: " Le Parti, fidèle aux principes posés par le préambule de la Constitution, poursuivra son action pour que " tout bien, toute entreprise dont l'exploitation a ou acquiert les caractères d'un Service Public National ou d'un monopole de fait devienne la propriété de la collectivité." Ce rappel est symbolique: les socialistes tiennent ainsi à manifester qu'il ne s'agirait pas d'une première nationalisation prélude à la collectivisation des grands moyens de production et d'échanges, mais du respect des règles mêmes du jeu constitutionnel. Ils abandonnent en même temps certaines de leurs revendications, repoussées dès 1946, en oubliant la nationalisation des banques privées réclamée alors par MM. Pineau et Lacoste.

Au demeurant, même s'ils avaient eu l'intention en 1956 de pousser plus loin la maturation des conditions préalables à la révolution, ils n'auraient pu échapper à la concentration de leur attention et de leurs efforts sur le problème le plus urgent, celui de l'Algérie. Ce dernier, n'apparaissant pas doté d'une priorité absolue, rend encore plus évidente la modération du programme socialiste, programme d'assainissement, de progrès social, programme empreint d'un réformisme déterminé mais prudent.

(63) "Sur le plan économique, il est bien évident que le libéralisme et l'empirisme de M. Mendès-France n'ont guère de points communs avec les solutions que je préconiserais si j'étais seul en cause, car ces solutions procéderaient de la doctrine socialiste. Mais il ne s'agit pas pour l'instant de bâtir cette société socialiste dont nous rêvons. Il s'agit d'abord de réparer le gâchis accumulé par trop d'années et, pour mener à bien cette œuvre de sauvetage, nous nous appuyons sur ce qui nous réunit au lieu de nous attacher à ce qui nous sépare." (Interview de Guy Mollet à "Nord-Matin" du 8 janvier 1956, in Denis Lefebvre: "Une histoire très mouvementée 1944-1975: Nord-Matin", mémoire IUT, Lille, p.26.

Guy Mollet, en concluant le Congrès extraordinaire des 14 et 15 janvier, reprend ses traits essentiels pour proposer à ses alliés du Front républicain une plate-forme susceptible de rencontrer leur accord.

Il met en garde les congressistes contre toute espérance sans mesure, en égard aux conditions contraignantes de l'exercice du pouvoir: " Il ne peut s'agir que d'un programme d'urgence de caractère socialiste peu marqué, cela peut laisser planer un doute chez les électeurs mal informés sur ce que serait vraiment un programme de vrai Gouvernement socialiste... ne jamais laisser naître de confusion entre le programme à long terme, appuyé par une majorité socialiste, et le programme d'urgence, présenté par une minorité d'action du Front républicain." (64)

Il trace ensuite les grandes lignes de ce que peut être à ses yeux le programme du Gouvernement de Front républicain: refus d'un règlement unilatéral du problème algérien, réformes énergiques, relations internationales axées sur la priorité donnée au désarmement, reprise des thèmes sociaux du programme socialiste: " En politique intérieure, il va falloir continuer l'oeuvre de 1936, dans toute la mesure où ce sera possible." (65); congés payés étendus, pouvoir d'achat accru par les conventions collectives, relèvement du S.M.I.G., abaissement des zones de salaires; réforme fiscale, retraite des vieux. Enfin, abandon de la revendication de la nationalisation de la sidérurgie: " Il nous faudra faire comprendre au pays qu'une amélioration plus sensible du sort de la population ne peut résulter que de mesures à long terme, des mesures dans lesquelles on s'attaquera aux réformes de structure de notre économie dont les insuffisances ont été accentuées par le Gouvernement sortant.

(64) Congrès SFIO des 14 et 15 janvier 1956, compte-rendu p.368 et 369.

(65) *id.*, p.390.

Les conditions politiques, il faut le dire, ne nous permettent malheureusement pas actuellement d'engager toutes celles des actions qui exigent une continuité. Il faudrait plusieurs années, et si nous les essayions sans cela, nous risquerions d'entraîner des désespoirs, des mécomptes.

Par exemple, parlons clair, il ne sera pas possible, actuellement, d'étendre les nationalisations à de nouvelles branches de l'économie... Le gouvernement à constituer, c'est un Gouvernement éventuel de Front républicain, ce n'est pas un Gouvernement socialiste. Bien entendu, le Gouvernement devra entreprendre les réformes indispensables pour préparer le développement de l'économie et de nouveaux progrès sociaux... habitat... productivité, ... plein emploi..." (66)

Quelle curieuse manière de négocier que celle qui consiste avant d'entrer en contact avec les partenaires à abandonner les revendications les plus caractéristiques, et pourtant bien peu " révolutionnaires ", du parti socialiste en renonçant à la nationalisation de la sidérurgie. Il semble bien, en fait, que Guy Mollet lorsque s'ouvre le Congrès, ait fait son choix: sachant sans doute que le Parti socialiste serait unanime pour envoyer des délégués au Gouvernement et que celui-ci devrait être dirigé par un socialiste, et non par un Mendès-France " incontrôlable ", il s'est résolu à accepter de diriger un Gouvernement qui aura à affronter des obstacles majeurs au premier rang desquels l'Algérie.

Il prépare ainsi le terrain à une négociation qu'il souhaite rapide, sachant peut-être aussi par ailleurs que le Front républicain aura à résoudre des problèmes importants dans la constitution du Gouvernement et la répartition des portefeuilles ministériels.

Le même souci d'éviter quelques pommes de discorde supplémentaires

(66) Congrès SFIO des 14-15 janvier 1956, compte-rendu, p.391-392.

avec ses alliés et avec ses soutiens parlementaires futurs et occasionnels lui fait annoncer que les solutions de quatre problèmes devront être laissées à l'initiative des parlementaires: la réforme des méthodes de travail du Parlement, la révision de la Constitution, la réforme électorale et l'abrogation de la loi Barangé. Ce dernier choix peut paraître surprenant dans la mesure où l'abrogation de la loi Barangé était un des points fondamentaux de la propagande socialiste. En annonçant qu'un Gouvernement de front républicain ne prendrait pas d'initiative dans ces domaines, Guy Mollet poursuit essentiellement un but tactique: éviter la résurgence de clivages tels que ceux du début et de la fin de la seconde législature, qui ont isolé la S.F.I.O. aux côtés du parti communiste, accroissant ainsi les risques d'un Front populaire, et permettre corrélativement aux républicains populaires de continuer à soutenir parlementairement le Gouvernement. Ces quatre domaines, exclus de la compétence du Gouvernement, sont la première matérialisation de la recherche d'une majorité qui s'étendra plus largement à droite qu'à gauche de la coalition gouvernementale. Elles sont en même temps les premières concessions, inquiétantes, faites bien au-delà des partenaires du Front républicain. L'inexistence d'une majorité parlementaire clairement définie commence à laisser apparaître les risques dénoncés par E. Fajon: " Dans le programme que Guy Mollet a fait approuver par le Congrès socialiste, on trouve de bonnes choses... Mais proposer un programme n'est pas le plus difficile. Le problème, c'est de l'appliquer..."; et de poursuivre en indiquant les deux conditions essentielles de cette application: " La première condition, c'est la formation d'un Gouvernement de gauche s'appuyant sur la majorité de gauche de l'Assemblée nationale... La seconde condition, c'est l'unité d'action de la classe ouvrière et le rassemblement des forces démocratiques dans le pays, dans la voie d'un nouveau Front populaire... Le parti socialiste et Mendès-France ont ensemble quelques 150 sièges, et il en faut 150 autres pour faire une majorité. Les communistes et progressistes ont justement 151 sièges. Refuser de s'entendre avec eux, c'est se condamner, quoi qu'on en dise, au compromis avec les réaction-

naires." (67) Les communistes pourront, inlassablement, agiter les thèmes de l'unité et du Front populaire, ils ne seront pas entendus: le parti des socialistes est pris sans eux et dans une très large mesure contre eux.

Notons enfin que lorsque Guy Mollet dessine devant le Congrès socialiste les perspectives d'action gouvernementale, aucune voix ne s'élève au sein de l'aile gauche de la S.F.I.O. pour estimer les concessions trop importantes. Le vote unanime du Congrès confirmera cet accord général: Edouard Depreux, par exemple, estime que " nos responsabilités sont plus grandes encore que celles qu'assuma Léon Blum en 1936... Nous devons gouverner comme si nous devions indéfiniment rester au pouvoir... Mais notre tâche essentielle sera l'application de notre programme et de le faire accepter par le pays, auquel il faudra faire comprendre la limite du possible... Alors, demain, nous réaliserons la transformation sociale qui est notre raison d'être." (68) Demain...

SECTION II : LA FORMATION DU GOUVERNEMENT

Elle se caractérise par une volonté de renouvellement des méthodes d'action et d'organisation. Mais auparavant, elle aura dû franchir l'obstacle délicat de la répartition des responsabilités essentielles.

§ 1 : LE CHOIX DES HOMMES

A- Equilibres politiques et rivalités de personnes

Les problèmes de dosage entre les différentes composantes du Front républicain sont inhérents à toute coalition. Ils sont aigüés en 1956

(67) *éditorial de "L'Humanité" du 17 janvier 1956.*

(68) *In "le Populaire" du 16 janvier 1956.*

par la rivalité mal contenue des deux leaders du Front, MM. Mendès-France et Guy Mollet. Le conflit entre eux va éclater rapidement, malgré les protestations officielles de solidarité, dès l'attribution de la direction du Gouvernement.

1°/ La direction du Gouvernement

La Constitution donne, dans son article 45, le pouvoir de désigner le Président du Conseil au Président de la République. On sait l'usage que fit de cette prérogative le Président Auriol qui orienta bien souvent le dénouement des crises ministérielles par des choix décisifs. Au début de la troisième législature de la IV^{ème} République, le Président Coty dispose d'une certaine marge de manoeuvre selon qu'il choisira M. Mendès-France ou M. Guy Mollet: en fait, il dispose de la latitude que les partis en présence veulent bien lui laisser. Coty n'était pas Grévy qui refusa avec acharnement pendant des années d'appeler à la tête du Gouvernement Léon Gambetta. Coty n'avait ni les pouvoirs ni la volonté nécessaire à une telle obstruction: si les partis de la coalition victorieuse avaient présenté un candidat commun et unique à la Présidence du Conseil, il est hors de doute qu'il eût été désigné par le Président de la République.

Une autre attitude fut adoptée par les leaders du Front républicain: ils se réfugièrent derrière la volonté de laisser fonctionner librement les rouages constitutionnels et refusèrent, comme ils l'affirmèrent, de "forcer la main" au Président.

Cette attitude servait "objectivement" la S.F.I.O. et plaçait en meilleure posture son candidat.

Le 6 janvier 1956, le sujet avait été abordé une première fois entre Guy Mollet et Pierre Mendès-France au cours d'une réunion à laquelle assistaient aussi MM. Gaston Defferre et Jean-Jacques Servan-Schreiber: "Tout de suite après les élections, un déjeuner chez Gaston Defferre, avenue du Président Wilson, où Mendès-France fait des polites-

ses à Guy Mollet, comme s'il s'agissait de savoir lequel des deux va jouer le premier coup d'une partie d'échecs. Non seulement il ne pose pas tout de suite et fermement comme il sait le faire... qu'il sera demain, le chef du Gouvernement, et que si, d'aventure, le Président de la République appelait Guy Mollet, celui-ci devrait s'effacer devant lui, mais il ne le suggère même pas. C'est un comportement fascinant. Exaspérant aussi."(69) Il ressort de cette rencontre que celui des deux leaders qui ne sera pas Président du Conseil sera vice-président. Pour tous les participants à cette réunion, sauf Guy Mollet qui s'insurgera ensuite contre une telle interprétation, il est convenu que ce vice-président pourra prendre en charge le département ministériel de son choix. L'essentiel de cette réunion reste qu'on n'a avancé aucun nom pour la Présidence du Conseil: cette absence de suggestion sert indubitablement la S.F.I.O. et réserve la possibilité d'envisager l'investiture de son candidat dans la mesure où, le temps passant, en s'éloignant de la date du scrutin, le souvenir d'une campagne électorale axée sur le nom et le prestige de Pierre Mendès-France s'estompe lentement.

Elle sert surtout la S.F.I.O. dans la mesure où le Président Coty pourra rester totalement libre de son choix: " il est évident que Coty, qui se réclamait volontiers de Maldeck-Rousseau, souhaitait beaucoup plus un Gouvernement de "troisième force," sans frontières bien définies avec la droite."(70) Ce Gouvernement étant impossible de manière formelle, il devait tout tenter pour qu'il se réalise dans les faits ou tout au moins dans le soutien parlementaire accordé à l'équipe en place.

Sur ce terrain-là, il est évident que le passage de M.Mendès-France au pouvoir a suscité de véritables haines politiques encore très vivaces début 1956, spécialement de la part du M.R.P. qui ne lui a jamais pardonné d'avoir présidé à l'échec de la C.E.D. Les socialistes savent, comme tout le monde d'ailleurs, que les républicains populaires refuseraient

(69) F.Glroud, *op.cit.*, p.173.

(70) E.Depreux, *entretien avec l'auteur*

leur soutien à un Gouvernement Mendès-France. Il n'est nul besoin d'imaginer quelque tractation secrète entre le M.R.P. et la S.F.I.O. pour écarter le leader radical de la Présidence du Conseil: les socialistes et les républicains populaires, partageant une ardente foi européenne, n'ont pas à se consulter pour tirer cette conclusion. Or, les voix M.R.P. étant indispensables à l'existence d'une majorité parlementaire, la volonté du Président Coty ne peut que rencontrer celle de la direction socialiste: " Guy Mollet avait plus de chances d'obtenir les voix du M.R.P. et d'une partie de la droite, pour toutes sortes de raisons, le souvenir des combats pour la C.E.D. n'étant pas la moindre." (71) Et lorsque Edouard Depreux est consulté en tant que Président du groupe parlementaire socialiste par le Président de la République, celui-ci lui déclare: " Ma décision est prise, j'ai l'intention de désigner Guy Mollet car la situation est très tendue et Mendès-France, en dépit, ou à cause de ses qualités, déclencherait des remous." (72)

(71) E. Depreux, *op.cit.*, p. 440.

(72) E. Depreux, *entretien avec l'auteur*. M. Depreux rajoute d'ailleurs: "Je lui ai répété que le Parti socialiste lui laissait l'entière responsabilité de son choix, que j'étais régulièrement mandaté pour le lui indiquer. J'ai ajouté à titre personnel que précisément parce que la situation était grave, il fallait pour diriger la politique du pays, un homme capable d'effectuer des choix clairs et, le cas échéant, hardis."

Il n'est pas douteux que le choix de M. Coty a été influencé aussi par la plus ou moins grande autorité dont chacun des deux candidats disposait sur son parti: M. Mendès-France devait en la matière affronter une minorité interne puissante, et très indisciplinée puisque radicale. "Le choix de M. Coty a été très heureux pour la stabilité gouvernementale, car le Président du Conseil, M. Guy Mollet, est en même temps le secrétaire du parti socialiste, et si le parti socialiste n'est pas toujours unanime devant la politique gouvernementale..., l'opposition est bien contrôlée par la discipline du parti." (Jacques Chapsal, "La vie politique en France depuis 1940", P.U.F., collection "Thémis", Paris, 1973, 656 p., p. 280.) Nul doute là-dessus, mais nul doute non plus que cet avantage socialiste ait été secondaire dans la décision présidentielle par rapport aux inconvenients politiques de la désignation de M. Mendès-France.

Robert Buron résume fort bien la situation: entre Guy Mollet ou Pierre Mendès-France à la Présidence du Conseil, " le leader socialiste sera mieux à même de jouer de majorités changeantes avec les problèmes, comme il en a déjà esquissé l'intention... et le centre aura plus confiance en lui pour que soit possible un jour le retour à la concentration républicaine." (73)

Il semble bien d'ailleurs que M.Mendès-France n'ait jamais envisagé sérieusement de briguer la Présidence du Conseil: il reconnaît le bien fondé du raisonnement du Président de la République qui " a estimé qu'il valait mieux désigner Guy Mollet, secrétaire général du parti socialiste qui était le plus important de la coalition et qui réclamait le pouvoir. Au surplus, de nombreux députés, surtout M.R.P., avaient jeté une sorte d'exclusive contre moi, alors qu'ils acceptaient Guy Mollet... Je ne me suis pas battu pour que ce soit coûte que coûte un Gouvernement Mendès-France en 1956." (74)

La désignation du chef du Gouvernement résulte donc d'un faisceau de facteurs favorable au secrétaire général de la S.F.I.O. et ce dernier est appelé, dans la soirée du jeudi 26 janvier, par M.Coty à former le nouveau Cabinet.

Mais depuis quelques jours a surgi le problème des attributions ministérielles du vice-président du Conseil, c'est-à-dire de M.Mendès-France. Si celui-ci a pris son parti de la présence de Guy Mollet à Matignon, il entend par contre exercer son libre choix sur le département qu'il gèrera et jette son dévolu sur les Affaires Étrangères. Cette décision est curieuse car elle ne manquera pas de provoquer des obstacles de même nature que ceux qui s'opposaient à sa présence à Matignon.

(73) Robert Buron: *"Les dernières années de la IVème République"*, Plon, Paris, 1968, 254 p., p.183.

(74) Pierre Mendès-France: *"Choisir"*, Stock, collection "Les grands leaders", Paris 1974, 402 p., p.94.

Et c'est effectivement ce qui arriva, provoquant cette fois-ci un conflit violent entre Guy Mollet et Mendès-France. " M.Guy Mollet est l'objet de pressions indirectes. M.Pierre Corval, dont les attaches avec le M.R.P. sont bien connues, écrit ainsi dans "Le courrier de l'Ouest" que " le Gouvernement de M.Guy Mollet ne pourrait pas compter sauf exception sur les voix des républicains populaires et des modérés au cas où M.Mendès-France irait au Quai d'Orsay." Mais il semble bien que les socialistes, soucieux de conserver les Affaires Etrangères, n'aient pas été fâchés de tirer prétexte de l'exclusive du M.R.P." (75)

M.Christian Pineau confirme cette opinion en écrivant: " Avec l'accord de René Coty, le nouveau Gouvernement devait s'assigner, en matière de politique extérieure, une tâche prioritaire: relancer la construction européenne. Or Pierre Mendès-France n'était plus qualifié pour assumer cette mission..." (76) " Les partisans inconditionnels de la petite Europe s'opposèrent formellement à l'attribution du portefeuille des Affaires Etrangères à Pierre Mendès-France et Guy Mollet accéda à leurs désirs, en le confiant à Christian Pineau." (77)

Ecarté de Matignon, repoussé du Quai d'Orsay, M.Mendès-France allait renverser les rôles en refusant un grand ministère des Affaires Economiques que lui proposa Guy Mollet: le conflit cette fois-ci fut évoqué au Comité directeur de la S.F.I.O. par le secrétaire général: " Je constate aujourd'hui qu'en dehors de l'Algérie, nous ne sommes d'accord sur rien. Mendès-France n'accepte de prendre aucune responsabilité économique dans notre Gouvernement. Il estime qu'il faut que ce soit un socialiste syndicaliste qui dise "non" aux revendications ouvrières. Il affirme par ailleurs que ce n'est pas le moment d'augmenter le déficit par des dépenses nouvelles." (78)

(75) "L'année politique 1956", p.15.

(76) Christian Pineau "1956, Spex", R.Lafont, collection "Le temps des révélations", Paris 1976, 240 p., p.15.

(77) E.Depreux, op.cit., p.440.

(78) Comité directeur SFIO, réunion du 25 janvier 1956, compte-rendu, p.109-110.

Le problème du titulaire du ministère des Affaires Economiques ne fait que révéler un désaccord plus profond entre radicaux et socialistes sur la politique sociale: les premiers ne veulent pas une seule dépense nouvelle avant le règlement du problème algérien, les seconds estiment des réformes sociales possibles immédiatement. Face à ce désaccord, certains socialistes, comme Gaston Defferre se déclarent prêts à renoncer à la direction du Gouvernement et même à la participation: " Ma position est qu'il ne faut ni constituer le Gouvernement, ni participer dans ces conditions. Il est certain que si un Gouvernement de Front républicain ne se constitue pas, il y aura une grosse déception. Mais je rappelle après Gazier que Mendès-France désire absolument ne régler en priorité qu'un seul problème: celui de l'Algérie. D'autre part, il n'acceptera aucune mesure sociale car elle exige une contrepartie d'économie... Les risques du Front populaire sont aussi grands si nous allons au Gouvernement dans les conditions actuelles tandis que si nous soutenons ou même si nous sommes dans l'opposition, nous avons beaucoup plus de chances de maintenir le Parti intact." (79) Comin, Rimbart poussent au contraire dans le sens d'un Gouvernement socialiste homogène. Guy Mollet stoppe alors le débat en relativisant ses désaccords avec Mendès-France et en faisant état de compromis possibles. Il semble bien qu'il ait reculé alors, devant les hypothèses évoquées par ses lieutenants, pour sauvegarder la coalition gouvernementale.

Après s'être vu proposé un ministère de l'Algérie qu'il refusa pour des raisons personnelles tenant à sa qualité de Juif, Pierre Mendès-France n'eut plus la possibilité de recevoir des attributions à la hauteur de ses fonctions de vice-président du Conseil: il dut se contenter

(79) Comité directeur SFIO, réunion du 25 janvier 1956, compte-rendu, p.112.

d'un titre symbolique de " Ministre d'Etat ".(80)

(80) Le 22 février 1956, lorsque les radicaux laissèrent filtrer dans la presse des échos du différend qui oppose Pierre Mendès-France à Guy Mollet au cours de la seconde quinzaine de janvier, celui-ci fut amené à refaire l'historique du conflit de la manière suivante: lorsque Guy Mollet évoque le problème de la direction gouvernementale Mendès-France lui répond:

" C'est vous qui devez prendre la présidence car si c'était moi, j'aurais les voix du parti communiste, celles du Front républicain et pas une de plus. Or, pour faire la politique nécessaire, cela ne se conçoit pas avec une majorité limitée au Front populaire." Guy Mollet continue: " Quelques jours plus tard, en discutant de la composition de l'éventuel gouvernement, Mendès-France m'a déclaré: " Si c'est moi qui suis pressenti, je vous offre le Quai d'Orsay. Et vous? " J'ai répondu: " Non, je vous offrirai l'Algérie." Sa réponse fut: " Non, impossible." Je lui ai alors offert le grand ministère de l'Economie qu'il a toujours rêvé. Il ne m'a pas laissé espérer une réponse favorable (pas d'accord sur le programme économique et social). Il me dit alors: " Je vous demanderai le Quai d'Orsay." Je lui ai répondu " non " pour les raisons suivantes qu'il m'avait lui-même exposées: " Votre présence au Quai d'Orsay nous limiterait à une majorité de Front populaire. (Il y a sur ce thème une légère différence entre nous. D'après lui, ce n'est pas moi, mais lui qui aurait donné cet argument.) Ceci rendrait encore sa position plus forte.

.... Un jour, à son retour d'Arras, je me trouve accueilli à la gare du Nord par Lévy-Jacquemin qui me fait part de quatre conditions posées par le M.R.P., dont une était l'exclusive contre Mendès-France. Le soir, je rencontre M.Schumann qui me confirme qu'il n'y a pas de veto.

Entre temps, Mendès-France me fait connaître qu'en raison du veto du M.R.P., il exige les Affaires étrangères. Le lendemain, le même Mendès-France me dit: " M.Schumann m'a déclaré qu'il n'y avait pas à mon égard de veto du M.R.P. Je sais par ailleurs qu'il n'y a pas de veto des Indépendants. Dans ce cas, c'est de vous que dépend la décision. Alors, j'exige ce portefeuille."

Dans le même temps, paraît un article de Corval faisant état du veto du M.R.P. Sur ce Mendès-France réagit en déclarant: " S'il y a un veto, j'exige le ministère des Affaires étrangères."

Il y eut par la suite une scène très violente entre Mendès-France et moi-même. Il m'a notamment déclaré qu'il se laissait la responsabilité de voir s'accréditer la légende suivant laquelle il était un crypto-communiste.... Sur ces entrefaits, Mendès-France va voir Coty. Il revient dans un état d'exaltation invraisemblable. J'ai refait devant lui le récit que vous venez d'entendre. Il a reconnu le malentendu et cela s'est terminé là-dessus." (Comité directeur SFIO, réunion du 22 février 1956, compte-rendu, p.135-136.)

2°/ Les principaux ministères

Guy Mollet peut à juste titre estimer que la Présidence du Conseil est la récompense du travail accompli au sein de la S.F.I.O. depuis dix ans. Après en avoir pris la direction en 1946, il a dû affronter puis surmonter des oppositions internes redoutables que nous avons vues précédemment. A partir de 1952, il a conduit d'une main plus assurée le parti socialiste sur la voie du redressement. Ayant à éviter les écueils du communisme, et du mendésisme dont il a bien fallu s'accommoder et même s'aider pour mieux le dépasser, la direction animée par Guy Mollet a réussi à replacer la S.F.I.O. sur une trajectoire ascendante. Elle dispose, pour mener son action, d'un appareil bien rodé, manquant encore de moyens, certes, mais globalement prompt à réagir aux consignes données, discipliné, et que la dernière crise du parti sur la C.E.D. n'a pas affecté sensiblement (la rupture de l'unité du parti et les " drames de conscience " s'étant circonscrits au niveau quasi-exclusif du groupe parlementaire à l'Assemblée nationale).

Guy Mollet lui-même dispose d'une expérience certaine en matière gouvernementale: il exerça pour la première fois des responsabilités ministérielles dans le Gouvernement Blum de décembre 1946-janvier 1947, en tant que ministre d'Etat; enfin, de juillet 1950 à mars 1951, il fut ministre d'Etat chargé du Conseil de l'Europe dans le Gouvernement Pléven; Vincent Auriol lui confia une mission d'information destinée à résoudre la crise ministérielle qui suivit la chute du Gouvernement Queuille, le 2 juillet 1950; Guy Mollet ne tenta qu'une seule fois de former un cabinet après la chute du Gouvernement Pléven en mars 1951 (lors du vote d'investiture, il n'obtint que 286 voix, le 6 mars 1951).

Aussi, lorsque, le soir du jeudi 26 février, le Président Coty appelle Guy Mollet pour le désigner comme candidat à la Présidence du Conseil, est-ce un choix qui peut apparaître comme logique: " Le Président du Conseil désigné est très estimé à l'Assemblée, dans tous les

groupes politiques. M.Guy Mollet n'a jamais renié ses convictions socialistes et syndicales qu'il eut très tôt l'occasion d'affirmer... Il préside depuis mai 1954 l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe et s'est toujours montré ardent " Européen ". Sa fermeté dans ses idées, sa tolérance, son intégrité lui donnent au départ un préjugé favorable." (81)

Salon le correspondant du "Monde" aux Etats-Unis, cette opinion semble partagée par les Américains: " Quant à la personnalité de M.Guy Mollet, elle fait partout l'objet d'un commentaire favorable. Il y a dans la carrière du nouveau chef du Gouvernement de quoi frapper une opinion qui se nourrit de l'histoire classique de l'homme d'origine modeste qui parvient au sommet par le travail et par ses qualités intellectuelles... Son anticommunisme de bon aloi, sa fidélité réaffirmée à l'Alliance atlantique, sont autant d'éléments favorables, qui le font apprécier non seulement des officiels, mais aussi des milieux libéraux et des chefs syndicalistes." (82)

Autour de Guy Mollet, ses plus fidèles camarades depuis 1946: MM.Pineau, Lacoste et Gazier, tous anciens militants et responsables cégétistes d'avant-guerre. Albert Gazier, animateur de la Commission nationale d'études de la S.F.I.O. est l'un des principaux artisans de la rénovation du programme socialiste durant les années d'opposition de 1952 à 1955; spécialiste des affaires sociales, sa présence est logique à la tête du ministère qui porte ce nom. Robert Lacoste, ancien directeur, avant 1940, de la "Tribune des Fonctionnaires de la C.G.T. ", ministre de l'industrie et du Commerce aux débuts du Gouvernement De Gaulle, puis de décembre 1946 à février 1950, prend le ministère des Affaires économiques, répondant au désir de M.Mendès-France de voir un socialiste syndicaliste occuper ce poste pour mieux faire accepter à la classe ouvrière une certaine politique d'austérité: " L'objectif de Robert Lacoste,

(81) "L'année politique 1956", p.17; voir annexe n° III une note biographique sur Guy Mollet.

(82) "Le Monde" du 4 février 1956.

bien accueilli au Ministère des Affaires économiques, était de définir les domaines réciproques du secteur privé et du secteur public, en rendant à celui-ci une relative autonomie de gestion... choix significatif: l'action du Gouvernement serait toute entière tournée vers la recherche de l'efficacité, de la productivité et de l'expansion. Cet ancien leader syndicaliste qui gardait de solides amitiés jusque dans la C.G.T. qui s'était constamment tenu à l'écart des querelles purement politiques (si l'on excepte la crise de la C.E.D.), qui enfin avait présidé à la mise en place des nationalisations, paraissait mieux en mesure que quiconque, avec son robuste bon sens et son énergie naturelle, de faire accepter à tous les disciplines nécessaires." (83)

Sa présence aux Affaires économiques ne peut que rassurer les milieux patronaux. Ne déclarait-il pas en 1946, dans un contexte politique autrement plus favorable que dix ans plus tard à une transformation économique profonde: " L'essentiel est actuellement de produire. Les réformes de structures doivent passer au deuxième rang." (84) Et il semble avoir gardé de sa gestion ministérielle des liens tout aussi étroits avec le patronat qu'avec les syndicats. De 1944 à 1946, " Une tête de pont au Parti socialiste fut établie, par les contacts que certains chefs du mouvement patronal, comme M.Pierre Ricard, avaient pu avoir après la Libération avec le Ministre de la Production industrielle, l'ex-chef syndicaliste, M.Robert Lacoste. Une certaine communauté de vue existait entre des chefs socialistes qui s'intéressaient aux problèmes techniques d'une économie planifiée et des représentants des associations professionnelles favorables aux idées d'organisation." (85)

La présence de Christian Pineau au quai d'Orsay est plus surprenante: en effet, M.Pineau, ancien responsable syndical du secteur ban-

(83) R.Quilliat, *op.cit.*, p.527.

(84) *Journal Officiel des débats, A.N.C.*, 23 mars 1946, p.1017, cité par "Les cahiers de l'Institut Maurice Thorez", n°6 p.174, p.92.

(85) H.W.Ehrmann: "La politique du patronat français", 1936-1955", A.Colin Paris, 1959, 416 p., p.299.

caire passait plutôt jusque-là pour un spécialiste des problèmes économiques et financiers. Animateur de la revue " Banque et Bourse ", il avait contribué à la mise sur pied du programme économique du parti socialiste. Rien ne le destinait aux Affaires étrangères sinon son acharnement à promouvoir la construction européenne qui l'avait déjà fait désigner par la S.F.I.O., en février 1955, comme candidat à l'investiture. On peut aussi estimer qu'étant en harmonie parfaite sur ce plan-là avec M. Guy Mollet, le Président du Conseil aboutissait à conduire la politique extérieure de son Gouvernement aussi directement que s'il avait été lui-même ministre des Affaires étrangères.

MM. Lacoste, Pineau et Gazier, adhérents relativement récents du parti socialiste (les deux premiers ne sont entrés à la S.F.I.O. que pendant la guerre, le troisième en 1939), faisaient tous partie avant 1939, au sein de la C.G.T., de la tendance planiste.

M. Gaston Defferre prend en charge le ministère de la France d'Outre-mer: sa présence à ce poste est due autant à ses qualités personnelles de libéralisme et de fermeté qu'à la nécessité sans doute de sauvegarder un certain équilibre dans la représentation, au Gouvernement, des principaux " bastions " de la S.F.I.O. (surtout s'ils font partie des soutiens à la direction Guy Mollet tout en menaçant parfois de s'en démarquer)

Les autres ministères reflètent l'équilibre nécessaire entre les formations du Front républicain. Trois ministères d'Etat sont dévolus aux trois leaders des partis associés à la S.F.I.O.: un seul, M. Mendès-France, ne reçoit aucune affectation particulière, nous avons vu pourquoi. M. Chaban-Delmas représente les Républicains sociaux, résidu du R.P.F. ayant refusé de s'intégrer à la droite traditionnelle, et récusant d'ailleurs le clivage droite/gauche considéré comme dépassé. " Chaban-Delmas était le

type même du gaullisme mendésien, réputé libéral.(86) Il était fort estimé de ce que l'on appelait alors " la bourgeoisie intelligente ", celle qui lisait la presse de gauche, qui peuplait les grandes directions de ministères ou d'entreprises, celle qui souvent sortait de l'Ecole nationale d'administration." (87) M.Chaban-Delemas reçoit la charge secondaire des Anciens combattants. Il faut noter enfin à son sujet qu'il n'est que très relativement représentatif du mouvement auquel il appartient, celui-ci comprenant une palette très variée de sensibilités politiques qui vont du conservatisme le plus acharné au libéralisme " musclé "; cette diversité est particulièrement sensible en matière de décolonisation comme nous le verrons.

M.François Mitterrand, autre Ministre d'Etat, prend en charge le département de la Justice. Il représente au Gouvernement l'U.D.S.R., groupuscule ambigu marqué dès ses origines par un bref flirt avec la S.F.I.O. et un ralliement rapide à l'alliance radicale au sein du R.G.R. Depuis octobre 1951, François Mitterrand présidait aux destinées de l'U.D.S.R. et s'était rapproché du Rassemblement Démocratique Africain: il doit faire face à la fronde quasi-permanente de MM.Piéven et Claudius-Petit qui mènent une opposition interne européenne et cléricale.

* François Mitterrand, poursuivi par une campagne de droite d'origine

(86) M.Chaban-Delemas nous déclare en décembre 1977: "Pierre Mendès-France nous était apparu comme l'homme du renouveau dans la vie politique de la IVème République; il apportait un nouveau style dont je me suis inspiré en 1969; d'instinct j'étais du côté de Pierre Mendès-France... Quant au rapprochement au sein du Front républicain entre républicains sociaux et socialistes, il dut éviter trois écueils: l'Europe, l'Outre-mer, et le problème des institutions; sur les autres terrains, et notamment en matière sociale, les positions étaient beaucoup plus proches les unes des autres, car les républicains sociaux transcendaient les notions de droite et de gauche."

** Aux élections de 1956, plusieurs gaullistes axèrent leur campagne à gauche. Pierre Clostermann fut élu comme radical et Jean de Lipkowski (le collaborateur de Gilbert Grandval) comme mendésiste indépendant. René Capitant et Louis Vallon prirent la tête de divers groupements pour une " nouvelle gauche " . (P.Williams, op.cit., p.236.)*

(87) Pierre Niquel: "La IVème République-Hommes et pouvoirs", Bordas, collection "Connaissances, série informations", Paris 1972, 160 p., p.88.

M.R.P. dans "l'affaire des fuites", apparaissait comme la victime du colonialisme. Ayant beaucoup travaillé pour rapprocher son groupuscule politique, l'U.D.S.R., du R.D.A., parti constitué à Bamako autour d'Houphouët-Boigny et qui demandait l'évolution de l'Afrique noire vers l'indépendance, François Mitterrand devenait l'un des porte-parole du lobby décolonisateur." (88)

Outre M. Mandès-France, ministre d'Etat sans autre attribution, les radicaux ont trois représentants à des postes importants: MM. Bourguès-Maunoury, Jules et Billères sont respectivement Ministre de la Défense nationale, Ministre de l'Intérieur et Ministre de l'Education nationale. Les deux premiers faisaient partie du Gouvernement précédent de M. Edgar Faure où ils étaient Ministre de l'Intérieur (M. Bourguès-Maunoury) et secrétaire d'Etat au budget (M. Jules). M. Houphouët-Boigny, " Ministre délégué " à la Présidence du conseil, animateur du R.D.A., sera spécialement chargé en liaison avec M. Defferre de la mise en place de la réforme administrative des territoires d'Outre-mer et de la révision du titre VIII de la Constitution (Union française).

Enfin, le général Catroux, grand Chancelier de la Légion d'honneur, seul non-parlementaire du Gouvernement, est appelé à occuper le poste nouvellement créé de " Ministre résident en Algérie ". " Catroux, à première vue, paraissait la personnalité la plus propre, malgré son âge, à remplir cette difficile fonction. Loïn de là: parce qu'Algérois, parce que gaulliste, parce que militaire, les Français d'Algérie le considéraient comme un bradeur d'empire, l'abandonneur de la Syrie en 1943 et - crime plus grave et plus récent - le négociateur d'Antsirabé qui avait ramené Mohammed V sur son trône." (89) Gaulliste " hors-des-murs ", il sera le premier, l'homme le plus exposé de la politique algérienne du Gouvernement.

Les secrétaires d'Etat (au nombre de 21) et les sous-secrétaires

(88) P. Miquel, *op.cit.*, p. 89.

(89) P. O. Lagle, *op.cit.*, p. 640.

d'Etat (au nombre de 4) complètent ce cabinet de Front Républicain. Parmi eux, les socialistes reflétant le " dosage " nécessaire au soutien fidèle des fédérations les plus importantes de la S.F.I.O. : Georges Guille, secrétaire d'Etat chargé des relations avec l'Assemblée, est député de l'Aude, Bernard Chochoy, secrétaire d'Etat à la Reconstruction, est sénateur du Pas-de-Calais; Eugène Thomas, secrétaire d'Etat aux P.T.T., est député du Nord; Pierre Métayer, secrétaire d'Etat à la Fonction publique, est député de la Seine-et-Oise; Gérard Jaquet, secrétaire d'Etat à l'information, est, avec Albert Gazier, député de la Seine.

La présence d'Alain Savary au secrétariat d'Etat aux affaires tunisiennes et marocaines est un gage d'évolution libérale conduite par un homme expérimenté et spécialisé dans les affaires du Maghreb. Avec lui, seuls MM. Jean Minjoz (secrétaire d'Etat au travail), Maurice Pic (affaires départementales et communales) Tanguy-Prigent et Kléber Loustau (secrétaire et sous-secrétaire d'Etat à l'Agriculture) semblent être a priori qualifiés pour diriger des services aux domaines desquels ils avaient précédemment consacré leur activité militante. (90)

La présence de Max Lejeune au secrétariat d'Etat à la guerre chargé des opérations en Algérie ne manque pas de susciter des commentaires: " On le considère... dans son parti, comme un cas spécial: il commença à l'aile gauche pour finir à l'extrême-droite du parti... Reste qu'il a toujours pu exprimer ses sentiments " nationalistes " sans qu'on l'espéçât d'accéder à des postes de premier rang." (91); " La caricature du nationalisme du parti en Algérie a été Max Lejeune: Pineau disait qu'il lui manquait, lorsqu'il faisait un discours, l'écharpe tricolore, le chapeau emplumé; c'était le commissaire de la République en mission, dans

(90) "Des jeunes ont été choisis plus pour leurs qualités de militants que pour leur capacité au poste à eux attribués. C'est le cas, notamment, pour Georges Guille, excellent militant audois, ex-instituteur..." (Jules Koch: "Une si longue vie", op.cit., p.496.)

(91) Nathan Leites : "Du malsain politique en France", Plon, Paris, 1958, 196 p., p.162.

le style 1793." (92) Edouard Depreux donne une explication de sa présence au Gouvernement en rapportant cet entretien qu'il eut avec Guy Mollet: " En ce qui concerne la composition du Gouvernement, j'ai fait des réserves sur tel ou tel, dont les mandats pour le prochain congrès, plus que la compétence, étaient le critérium décisif (Nord et Seine-et-Oise). Puis, j'ai posé brutalement la question: "Crois-tu vraiment que la présence de Max Lejeune s'impose?" Il m'a répondu: " Il m'est indispensable pour rassurer les officiers supérieurs qui considéreront comme un défi la nomination du Général Catroux, à cause de son comportement en 1943, touchant la Syrie et le Liban." (93)

Quant aux secrétaires et sous-secrétaires d'Etat radicaux, curieusement, ils ne sont guère représentatifs du mandésisme (c'était déjà le cas des trois ministres radicaux entourant Pierre Mendès-France). " Il (M.Mendès-France) ne proposa à Guy Mollet comme collaborateurs radicaux que des personnages de second plan, types mêmes du politicien de congrès ou de canton, le ventre en avant, les mains dans les poches, le pardessus largement ouvert, la main largement tendue, la parole débordante... Guy Mollet finalement les prit, soutenus qu'ils étaient par la maçonnerie, mais à des secrétariats d'Etat (l'Équipement rural et la Santé)." (94) MM.Maurice Faure (secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères), Anxionnaz (Marine) échappent tout de même à ce portrait sévère.

L'équipe gouvernementale ainsi constituée offrait un mélange savant d'équilibres internes délicats. Son premier trait est le renouvellement du personnel ministériel: sur 38 personnes, 3 seulement faisaient partie du Gouvernement précédent (MM.Jules, Bourges-Maunoury et Leforest,

(92) C.Fuzier, entretien avec l'auteur.

(93) E.Depreux, entretien avec l'auteur.

(94) P.O.Laple, op.cit., p.635. Les secrétariats cités (équipement rural et santé) sont respectivement détenus par MM.André Dulia et André Marselli.

II-Secrétaires d'Etat

Présidence du Conseil

- Relations avec l'Assemblée Georges Guille (SFIO)
- Information Gérard Jaquet (SFIO)
- Fonction publique Pierre Métayer (SFIO)

Affaires étrangères

- Affaires étrangères Maurice Faure (rad.)
- Tunisie et Maroc Alain Savary (SFIO)

Intérieur

- Administration de l'Algérie Marcel Champeix (SFIO)
- Affaires départementales et communales Maurice Pic (SFIO)

Défense nationale

- Guerre (opérations en Algérie) Max Lejeune (SFIO)
- Air Henri Laforest (rad.)
- Marine Paul Anxionnaz (rad.)

Affaires économiques

- Budget Jean Filippi (rad.)
- Affaires économiques Jean Masson (rad.)
- Transports et marine marchande Auguste Pinton (rad.)
- Industrie et commerce Maurice Lenaire (R.S)
- Agriculture Tanguy-Prigent (SFIO)
- Equipement rural André Dulin (rad.)
- Reconstruction Bernard Chochoy (SFIO)
- P.T.T. Eugène Thomas (SFIO)

Affaires sociales

- Travail Jean Minjoz (SFIO)
- Santé André Maroseilli (rad.)

Education nationale

- Arts et Lettres Jacques Bordeneuve (rad.)

III-Sous-secrétaires d'Etat

Logement	Pierre de Felice (rad.)
Agriculture	Kléber Loustau (SFIO)
Marine marchande	Roger Duveau (UDSR)
Industrie et commerce	Hamadou Dicko (SFIO)

Le 1er février, lorsque Guy Mollet se présente à la tribune de l'Assemblée nationale, son Gouvernement a déjà subi une modification qui sera d'ailleurs très provisoire: les républicains sociaux mécontents du remplacement d'un des leurs, M. Jacques Soustelle, Gouverneur général d'Algérie par le Général Catroux, ont interdit à MM. Jacques Chaban-Delmas et Lemaire d'entrer dans le Gouvernement. Ceux-ci, de plus, avaient donné leur accord à Guy Mollet sans en référer aux instances dirigeantes de leur parti. Quelques jours plus tard, après avoir voté l'investiture du Gouvernement, le Conseil national des républicains sociaux oubliera sa mauvaise humeur pour autoriser MM. Chaban-Delmas et Lemaire à réintégrer le ministère. Si le second récupérera ses attributions de Secrétaire d'Etat à l'Industrie et au commerce, le premier restera Ministre d'Etat sans portefeuille, le socialiste Tanguy-Prigent ayant pris en charge les Anciens combattants tandis que le radical André Dulin laissait le secrétariat d'Etat à l'Equipement rural pour celui de l'Agriculture.

1°/ Le discours d'investiture de Guy Mollet

Le 31 janvier 1956, Guy Mollet prononce son discours d'investiture devant l'Assemblée nationale. Il commence son intervention par l'énumération des problèmes dont la solution doit être laissée à l'initiative parlementaire. Il reprend les quatre sujet évoqués déjà devant le Congrès socialiste du 14 janvier: réforme des institutions (renforcement de la stabilité de l'exécutif, raffermissement de l'autorité de l'Etat), réforme électorale, réforme du travail parlementaire, et enfin laïcité de l'Etat et de l'école. Le souci de préserver la possibilité de soutiens sur sa droite amène ainsi Guy Mollet à déclarer à propos de l'abrogation de la loi Barangé: " Le Gouvernement, en tant que tel, ne

prendra pas position dans ce débat. Les hommes qui y participent arrêteront librement leur attitude et s'acquitteront, chacun pour son compte, des engagements qu'ils ont pris devant les électeurs." (96)

Le premier grand domaine auquel le Gouvernement attachera une priorité absolue est l'Algérie: Guy Mollet récuse les solutions théoriques préfabriquées telles que l'assimilation, l'intégration, l'association ou la fédération. Le but à atteindre est la paix, par la fin du terrorisme et de la "répression aveugle", ensuite l'évolution démocratique, la co-existence des deux communautés, européenne et musulmane, dans le développement économique et social: " C'est donc maintenir et renforcer l'union indissoluble entre l'Algérie et la France métropolitaine.

En même temps, reconnaître et respecter la personnalité algérienne et réaliser l'égalité politique totale de tous les habitants de l'Algérie." (96)

L'expression employée par Guy Mollet, la reconnaissance de la " personnalité algérienne," va faire naître tous les espoirs et toutes les craintes. Sa valeur est cependant amoindrie par la permanence des " liens indissolubles " rappelés peu avant.

Sur la méthode du règlement, le secrétaire général de la S.F.I.O. refuse toute solution unilatérale: il faudra organiser des élections au collège unique en Algérie et négocier ensuite avec ses nouveaux représentants. Des réformes substantielles sont annoncées dans les administrations municipales, la Fonction publique; les détenus politiques n'étant pas sous le coup d'une procédure pénale régulière seront libérés; la réforme agraire sera poursuivie et amplifiée.

Pour tous les territoires d'Outre-mer, l'émancipation des populations sera poursuivie. Au Maroc et en Tunisie, " l'indépendance dans l'interdépendance ", formule reprise de M.Edgar Faure sera organisée.

(96) *Journal officiel des Débats, Assemblée Nationale, 31 janvier 1956, p.135.*

La politique extérieure sera marquée par la consolidation des alliances, une nouvelle approche des négociations internationales mettant en avant le désarmement, tandis qu'au plan européen, la construction d'un marché commun économique sera accélérée.

"En politique intérieure, mon Gouvernement s'emploiera à répondre à l'attente de la grande masse de la population, à l'attente des travailleurs, qui risquent peu à peu de désespérer de la démocratie dans la mesure où les immenses progrès techniques de l'ère moderne ne se traduisent pas pour eux par une amélioration sensible de leurs moyens d'existence, faute d'une organisation rationnelle de l'économie, et d'une répartition plus équitable du revenu national."(97) L'inflation sera combattue, la dévaluation rejetée, l'expansion poursuivie avec une augmentation des investissements, une garantie de plein-emploi.

La politique sociale comprendra une diminution des abattements de zones de salaires, la troisième semaine de congés payés, la retraite des vieux, l'expansion des conventions collectives. L'équilibre budgétaire sera rétabli et une réforme fiscale mise en place, le tout avec une menace à peine voilée à la clé: "Le Gouvernement déterminera dans quelle mesure il lui sera nécessaire, en matière économique et sociale, de demander au Parlement certaines délégations de pouvoir. (Mouvement divers.)

Il s'efforcera de limiter celles-ci et de recourir autant que possible à la procédure des lois-cadres." (98)

Et Guy Mollet conclut: " Nous avons choisi. Nous l'avons fait avec une modération et un sens de la mesure sur lequel certains, depuis quelques jours, se sont plus à ironiser. Qu'ils ne s'y trompent pas . Nous voulons peu, mais nous le voulons bien." L'accent enfin dans les dernières phrases se fait "mendésien": " Si vous donnez la vie à ce Gouvernement, votre vote le liera puisqu'il prend l'engagement de réaliser son

(97) *Journal Officiel des débats, Assemblée Nationale, p.137-138.*

(98) *Id., p.139.*

programme. Quiconque aussi votera pour lui sera engagé sur ce programme (Murmures). Nous concluons un contrat dont vous connaissez maintenant les termes." (99)

2°/ Le débat d'investiture

Paul Reynaud, pour le groupe des " Indépendants et paysans d'action sociale ", ouvre la série des interventions en ironisant sur le changement que prétend amener le Front républicain qui garde au Gouvernement trois des ministres de M. Edgar Faure: l'absence de Pierre Mendès-France à la tête du ministère des Affaires économiques prouve à ses yeux le manque de rigueur financière du programme présenté. Coup de chapeau au passage à Robert Lacoste: " Je dois dire que la personnalité de votre ministre des Finances, M. Robert Lacoste, est en soi rassurante car nous connaissons sa prudence." Il termine en réclamant une politique " bipartisane " c'est-à-dire l'union de la coalition au pouvoir et de l'ancienne majorité, union rendue nécessaire par les problèmes posés.

Jacques Duclos, pour le Parti communiste, met ensuite l'accent sur les contradictions de la formule gouvernementale présentée. Après avoir attaqué le M.R.P. pour montrer le fossé existant entre lui et le Front républicain, il ajoute: " Je dois dire que prétendre se tenir à égale distance des partis de droite responsables de la politique réactionnaire condamnée par la nation et du parti communiste qui exprime les aspirations de la classe ouvrière et lutte pour la défense des intérêts de notre pays, c'est adopter une attitude qui fait inévitablement le jeu de la réaction." (100) Il demande la reconnaissance du " fait national algérien ", seul moyen de garder l'Algérie dans l'Union française mais pas sous silence la volonté exprimée par Guy Mollet de relancer la construction économique de l'Europe.

(99) *Journal Officiel des Débats, Assemblée nationale, 31 janvier 1956, p.139.*

(100) *Journal Officiel des Débats, Assemblée nationale, 1er février 1956, p.142.*

Sa conclusion exprime bien le mélange d'approbations et de réticences que le P.C.F. va mettre dans son soutien au Gouvernement de Front Républicain: " Il est vrai que le Gouvernement qui se présente devant nous ne correspond pas à ce qu'espéraient la classe ouvrière et le peuple de France. Mais la pression des masses populaires, en se développant dans tout le pays, avec l'esprit critique et la volonté d'union qu'exigent les circonstances, pourra faire pencher la balance à gauche... Nous allons le (le Gouvernement) mettre en mesure de traduire ses promesses en actes... Le développement d'un puissant mouvement de comités de Front populaire dans les usines, dans les villes et aussi dans les campagnes, s'impose donc.

C'est la puissance grandissante de ce mouvement qui impulsera la marche ultérieure des événements dans un sens favorable au triomphe d'une politique d'indépendance nationale et de paix, de liberté et de progrès social." (101)

M.Lecourt pour le M.R.P. va adopter le même raisonnement mais bien sûr en l'inversant, communistes et républicains populaires montrant à l'évidence le même souci d'attirer à eux l'évolution postérieure du Gouvernement minoritaire.

Les indépendants eux-mêmes, par la voix de M.Mutter, après avoir souligné le péril du Front populaire, annoncent leur abstention: " L'intérêt national interdit toute opposition systématique et toute querelle partisane... Mes amis et moi, nous nous réservons d'observer cette politique (du Gouvernement), car nous entendons ne pas briser le présent afin de ne pas compromettre l'avenir." (102)

Dans ces conditions d'attentisme général, le score réalisé par Guy Mollet ne pouvait qu'être confortable: son Gouvernement recueille 420 voix sur 491 votants, 71 députés votent contre (ce sont les pouja-

(101) *Journal Officiel des Débats, Assemblée nationale, 1er février 1956 p.144.*

(102) *id.*, p.152.

distes et quelques Indépendants) tandis que 83 autres, essentiellement Indépendants, s'abstiennent.

"Le scrutin proclamé à 23 h 15 est accueilli par le silence des différents groupes de l'extrême-gauche, comme de l'extrême-droite. À gauche et au centre, les socialistes et leurs alliés du Front républicain semblent satisfaits de cette première prise de position de la Chambre. La majorité - 420 voix - est, en effet, beaucoup plus forte qu'on ne pouvait le penser." (103) Cette satisfaction ne peut cependant dissimuler l'ambiguïté des votes favorables recueillis par Guy Mollet, ambiguïté recherchée d'ailleurs dès lors que le Gouvernement était constitué sur une formule minoritaire. Jacques Duclos la résume parfaitement: " Nous avions, en votant pour le Gouvernement, voulu empêcher de le laisser devenir prisonnier de la droite, et en sens inverse, la droite avait voté pour lui en vue d'empêcher le rapprochement entre communistes et socialistes." (104)

§ 2 : L'ORGANISATION DU GOUVERNEMENT

Le changement politique annoncé par le Front républicain devait inévitablement s'accompagner d'un changement des moyens jusque là utilisés par ses prédécesseurs. En fait, bien peu de créations originales sont à noter: les socialistes réutilisèrent pour l'essentiel les recettes inaugurées par Léon Blum tandis que le mendésisme devait fournir les stratagèmes mis au point en 1954-55.

(103) "L'année politique 1956", p.22.

(104) Jacques Duclos: "Mémoires", Fayard, collection: "Les grandes études contemporaines", Tome V: "1952-1958", Paris 1972, 466 p., p.233.

A- Structure du cabinet

1°/ La concentration des ministères

Ce phénomène de concentration est devenu une tradition du socialisme français depuis 1936. André Philip en résumait l'intérêt au Congrès extraordinaire du 14 janvier 1956: " On ne peut pas gouverner avec des conseils des ministres de 25 à 30 personnes, ce n'est pas sérieux. Un travail gouvernemental efficace, c'est un travail qui est effectué entre 6 et 7 personnes, chacune d'entre elles ayant à son tour à coordonner le travail de 3, 4 ou 5 autres. Il faut former un Gouvernement avec une hiérarchie interne, un petit nombre de ministres, un grand ministère des Affaires économiques en particulier, et un grand ministère des Affaires sociales, réunissant le Travail, la Sécurité sociale et la Santé publique. Chaque ministre responsable coordonnerait alors le travail de 3 ou 4 secrétaires d'Etat." (105)

Guy Mollet reprendra ce thème en déclarant à la même tribune du Congrès extraordinaire: " Il faut que ce Gouvernement n'ait pas plus de 10 ministres... Ceci pour des raisons d'efficacité, de rapidité des décisions..." (106) Il y en aura 12 (Président du Conseil exclu).

Si l'on fait abstraction des deux ministres d'Etat (MM.Mendès-France et Chaban-Delmas) qui ne reçoivent la charge d'aucun département particulier et ne portent ce titre qu'à cause de leur représentativité politique, c'est bien en 10 départements ministériels que les compétences traditionnelles du Gouvernement ont été regroupées.

Jamais sous la IVème République, cette concentration n'avait atteint un tel degré: jamais le nombre de ministères " pleins " n'avait

(105) Congrès SFIO des 14 et 15 janvier 1956, compte-rendu, p.98.

(106) *id.*, p.365.

été aussi réduit (les gouvernements E.Faure et Mendès-France comprenaient respectivement 18 et 16 ministres).

Par contre, le nombre des secrétaires et sous-secrétaires d'Etat qui seront rattachés à un Ministre et chargés de la " démultiplication " de son action, atteint lui aussi un chiffre jamais rencontré de 25 personnes. (Le gouvernement Queuille de 1949 détenait le précédent record avec 19 secrétaires d'Etat tandis que le premier Gouvernement du régime, celui de M.Ramadier, n'en comportait aucun.)

Ce grand nombre de secrétaires d'Etat fait qu'au total, le ministère est un des plus " peuplés " du régime. C'est sa hiérarchie interne seulement qui a été modifiée.

Le cas le plus significatif est celui du département des Affaires économiques, souci traditionnel des socialistes; en 1956, il regroupe 8 secrétariats d'Etat et 3 sous-secrétariats: il s'agit des secrétariats du Budget, des Transports et Marine marchande, des Affaires économiques, de l'Industrie et du commerce, de l'Agriculture, de l'Équipement rural, de la Reconstruction, des P.T.T.; il s'agit enfin des sous-secrétariats au Logement, à la Marine marchande, et à l'Industrie et commerce.

Une telle concentration ne vas pas sans poser des problèmes de coordination autres que ceux de la dispersion antérieure mais non moins aigus; elle peut provoquer une thrombose des services centraux du ministère des Affaires économiques et une indépendance de fait, inchangée, des sous-départements. Il semble bien qu'en la matière, les socialistes aient quelque peu oublié que, si Léon Blum prônait le regroupement des ministères économiques et leur restructuration, c'était certes dans un but d'efficacité, mais c'était aussi pour briser la féodalité du traditionnel ministère des Finances qui passait pour être le siège d'une orthodoxie favorable aux intérêts économiques dominants.

Les autres concentrations sont plus mesurées (cf. tableau p.447 et 448) et offrent moins de risques que celle des Affaires économiques; le regroupement des ministères du Travail, de la Sécurité sociale et de la Santé publique, en un département des Affaires sociales, est lui aussi caractéristique du retour au pouvoir des socialistes.

Par rapport au cabinet sortant, ce sont en fin de compte 7 ministères qui disparaissent par ravalement au rang de secrétariats d'Etat; Logement, Industrie et commerce, Agriculture, P.T.T., Santé publique, Travaux publics, Marine marchande.

2°/ Quelques innovations

Les seules nouveautés importantes dans la structure du Gouvernement sont dues aux circonstances de " guerre " en Algérie.

C'est d'abord la création d'un " ministre-résident en Algérie " qui devient " ministre résident " quelques jours plus tard. (107)
L'orthographe donne dans sa deuxième forme toute sa valeur symbolique à l'institution. En effet, en nommant un ministre demeurant en Algérie, les gouvernants ont voulu marquer leur volonté de rompre avec la pratique subie depuis des décennies, des Gouverneurs généraux pour l'Algérie, des Hauts-commissaires en Indochine et autres Résidents généraux de Tunisie ou du Maroc, qui, tous hauts-fonctionnaires, n'en faisaient qu'à leur tête, appliquaient leur politique et non celle que le Gouvernement avait décidée, lorsqu'il en avait décidée une. Dès 1953, Robert Schuman avait attiré l'attention sur ces lacunes de l'administration coloniale dans un article remarqué: " On a dit que la France n'a pas de politique en Afrique du Nord (Maroc et Tunisie). C'est vrai dans ce sens qu'elle

(107) Le décret de nomination du Général Catroux, le 1er février 1956, parle de "ministre-résident" alors que le décret de nomination de Robert Lacoste, le 9 février 1956, parle de "ministre résident". (cf. Jean Barale "La constitution de la IVème République à l'épreuve de la guerre", L.G.D.J., Thèse droit, Paris 1963, 528 p., p.446.)

n'a pas encore fait son choix entre plusieurs politiques possibles... Les deux résidents généraux sont les premiers dans la hiérarchie des responsables... Le champ de leurs initiatives est vaste... outre qu'ils ont tendance à l'élargir, surtout si leurs vues concordent avec celles de la population française... Le fait accompli est la grande et constante tentation à laquelle les résidents généraux ont du mérite à résister dans la mesure où ils n'y succombent pas... De Paris, ainsi que je viens de le dire, on n'a qu'une action et un contrôle limités sur les faits et les hommes qui nous représentent... J'ai acquis la conviction qu'aucune réforme importante visant la France et le Maroc ou la Tunisie ne sera possible sans un retour aux notions exactes de responsabilités et de subordination hiérarchique." (108)

La faute de ces actions incontrôlées ne revient pas forcément aux représentants locaux de la République: " Les Gouvernements laissent ... souvent agir librement leurs hauts fonctionnaires en se réservant le droit de les couvrir s'ils réussissent et de les " blâmer " s'ils échouent." (109) Et François Mitterrand qui connaît bien les rouages de l'administration de la France d'Outre-mer confirme: " L'usage en la matière est... de laisser gouverneurs et résidents suivre leur inspiration afin de pouvoir, selon le cas, rectifier leurs réussites ou désavouer leurs échecs." (110)

La rupture avec cette pratique laxiste exigeait une réforme administrative et politique profonde. La création d'un ministre d'Algérie est destinée à marquer l'unité des politiques gouvernementale et locale puisque le ministre d'Algérie, à égalité avec ses collègues de France métropolitaine, restera en contact étroit avec eux, notamment par sa

(108) In "La nef", Nouvelle série n°2, Paris 1953, p.7 à 9.

(109) J.Fauvet dans "Le Monde" du 4 septembre 1953, cité par N.Leites, op.cit., p.54.

(110) François Mitterrand dans "Carrefour" du 30 septembre 1953, cité par N.Leites, op.cit., p.54.

présence au Conseil des ministres hebdomadaire . Son titre marque en même temps l'identité des fonctions entre le ministre-résidant et ses autres collègues: le responsable de l'Algérie est un " ministre " comme les gouvernants français, un ministre qui n'a de particulier que sa compétence géographique " horizontale " qui le distingue de la compétence " verticale " de ses homologues métropolitains. L'orthographe du mot " résidant " enfin marque la volonté de le distinguer des résidents généraux des protectorats voisins dont la politique avait amené tant de déboires.

Ses pouvoirs sont extrêmement étendus: " Le ministre résidant en Algérie est dépositaire des pouvoirs du Gouvernement de la République française en Algérie." (111) Il dispose du droit d'initiative et du contre-seing pour tout projet de loi et de décret concernant l'Algérie.

La seconde innovation est la délégation des attributions constitutionnelles du Président du Conseil en matière de Défense nationale, au ministre chargé de ce département.

L'article 47 de la Constitution (alinéa 3) précise que " le Président du Conseil assure la direction des forces armées et coordonne la mise en oeuvre de la défense nationale." Or, le décret du 7 février 1956 délègue d'une part à M.Bourges-Maunoury la coordination de la mise en oeuvre de la Défense nationale, de façon très générale, et d'autre part lui donne la direction des forces armées sous réserve des décisions concernant la politique générale du Gouvernement.

La délégation est considérable : " en matière de défense nationale proprement dite, le pouvoir du ministre n'est formellement assorti

(111) article 1er du décret du 16 février 1956 cité par J.Barale, *op.cit.* p.467, qui assure que cette formule viole la loi sur le statut de l'Algérie de 1947, et était jusqu'alors uniquement utilisée pour les hauts-commissaires des territoires d'Outre-mer.

d'aucune restriction." (112)

Témoins de la gravité des " événements " d'Algérie, ces innovations n'en sont pas moins à double tranchant car la déconcentration opérée peut se retourner contre ses auteurs et son efficacité s'exercer dans un sens non prévu au départ.

B- Méthodes de gouvernement

Les méthodes de gouvernement du Front républicain trouveront leurs origines aux deux sources évoquées plus haut: l'une de nature juridique s'inspirera de la tradition socialiste de gouvernement; l'autre, de nature politique et psychologique, s'inspirera de l'action de M.Mendès-France en 1954.

1°/ Le retour à la loi-cadre

" Ce système (les lois-cadres) inventé par Léon Blum en 1936 fut à nouveau utilisé pour la première fois après la guerre par les socialistes... Au contraire de la procédure législative ordinaire, le système des lois-cadres amenait les discussions au Parlement à se concentrer sur les principes au lieu de se disperser sur des détails à propos desquels des pressions locales s'exerçaient trop souvent." (113) Ce procédé législatif sera utilisé pour la réforme des territoires d'Outre-mer (loi Defferre du 23 juin 1956) l'Algérie, la construction, l'agriculture.

Sous une expression respectueuse des attributions du Parlement, la loi-cadre n'est en fait qu'un moyen déguisé de le dessaisir pour pouvoir faire face à son impuissance et à son inertie. " En vérité, les

(112) J. Barale, *op.cit.*, p.403.

(113) P. Williams, *op.cit.*, p.467-468.

lois-cadres ne constituent qu'une procédure parfois originale, d'abandon par le Parlement de certaines matières au pouvoir réglementaire." (114)

" La notion même de loi-cadre ne constitue pas une catégorie juridique spécifique. Si la loi-cadre ne suscite que des décrets d'application capables de modifier d'autres mesures réglementaires, elle n'est, en réalité, qu'une appellation moderne des anciennes lois ordinaires complétées de règlement d'administration publique; si, par contre, les décrets engendrés par elles ont autorité pour abroger ou modifier des dispositions législatives, on est en présence de véritables lois d'habilitation ou de pleins pouvoirs camouflés sous le titre de lois-cadres. Dans l'un comme dans l'autre cas, cette appellation ne présente donc aucune " spécificité ". " (115)

Malgré l'originalité de la procédure de la loi-cadre sur les territoires d'Outre-mer sur laquelle nous reviendrons, M. Jean Charpentier ne distingue pas non plus de différence caractéristique entre loi-cadre et loi d'habilitation traditionnelle. (116)

Elle n'a les faveurs des socialistes que parce qu'elle sauve les apparences de façon plus subtile qu'une loi avouée de " pleins pouvoirs", et ménage ainsi la susceptibilité des parlementaires.

2°/ L'influence du mendésisme

Le passage au pouvoir de M. Pierre Mendès-France a marqué toute la classe politique française, tant par l'adhésion que le rejet suscités. On a vu que nombre de socialistes avaient été sensibles à cette ex-

(114) J. Barale, *op.cit.*, p. 109.

(115) Jean-Louis Quermonne: "La réforme des structures des territoires d'Outre-mer et des territoires associés selon la loi du 23 juin 1956", *D. 1957, chronique*, p. 5, note 7.

(116) cf. Jean Charpentier: "Les lois-cadres et la fonction gouvernementale", *R.D.P. n°74 (2) 1958*, p. 220 à 270.

périence et s'affichaient d'autant plus volontiers " mendésistes " que cela pouvait être électoralement rentable.

La formation du Gouvernement de Front républicain a permis à Guy Mollet de détourner le courant électoral mendésiste en faveur de la S.F.I.O. et de mettre son chef de file sous un étendoir au moins provisoire. Les socialistes, ayant écarté le rival dangereux pour leur suprématie, n'en abandonnent pas pour autant les méthodes mises à l'honneur par lui. Ils vont au contraire essayer de les récupérer, de les utiliser à leur profit, en un mot de garder l'outil après avoir écarté son inventeur.

Une déformation sensible du style adopté par M.Mendès-France, en 1954, s'ensuivra. D'abord, bien sûr, parce que le contexte politique de 1956 est fort différent de celui de 1954; ensuite et surtout parce que Guy Mollet, à l'évidence, n'est pas Mendès-France, n'en a pas notamment l'esprit tranchant, la perspicacité, le sens de l'opportunité et l'audace qui avaient permis à celui-ci de provoquer des chocs psychologiques qu'on ne réédite pas par le plagiat.

C'est, malgré cela, à une reprise presque thème pour thème du style mendésiste que Guy Mollet va procéder; il refuse tout d'abord d'entrer en quoi que ce soit en négociation avec les soutiens parlementaires qu'il sait indispensables à la survie du Gouvernement de minorité. C'est ainsi qu'aucun contact officiel n'est pris avec le M.R.P. avant la présentation du Gouvernement à l'Assemblée nationale; les républicains populaires en concevront d'ailleurs une amertume certaine: peu importe, pour l'instant; pas de concession, il faut marcher dans le droit fil du programme électoral et du programme du Front républicain; cette attitude ne va pas sans provoquer des désaccords au sein même du cabinet, de la part de ministres radicaux traditionnels: " Il faut une doctrine au Gouvernement et une base parlementaire suffisante; celle-ci a toujours manqué. "Qui m'aime me suive" est une excellente devise, mais point à l'Assemblée Nationale où ceux qui aiment ne suivent

pas toujours tandis que ceux qui suivent détestent souvent. Ce Gouvernement stable dont nous avons besoin vaut bien quelques conversations." (117)

Les uns, comme le Ministre de la Défense nationale, pensent d'abord à durer et veulent entreprendre les négociations nécessaires, les autres, Guy Mollet, ses ministres socialistes, s'inspirant de Pierre Mendès-France le 18 juin 1954, veulent prioritairement résoudre les problèmes posés sans concéder quoi que ce soit pour élargir l'assise du Gouvernement

En fait il s'agit davantage d'une impression donnée par le Gouvernement que de la réalité: on a vu que l'éviction de M.Mendès-France du quai d'Orsay répondait au souci de ne pas se couper du M.R.P. Comme en 1954, on a fait, à ceux dont on attend le soutien, des concessions qui aboutissent à un résultat identique à ce qu'auraient pu donner de véritables négociations.

Le discours d'investiture du Président du Conseil montre par la terminologie employée d'autres analogies avec le discours "mendésien": la priorité absolue donnée à la solution du problème algérien participe de la démarche de 1954 qui mettait à l'ordre du jour la seule solution du problème indochinois., de même que la notion de "contrat" entre le Gouvernement et l'Assemblée reprise le 1er février 1956 avait été mise en avant avec vigueur un an et demi plus tôt par M.Mendès-France. Le choix n'est cependant pas fait avec la même rigueur, puisque l'Algérie ne dispensera pas les socialistes de réaliser une politique sociale substantielle qu'aurait repoussée M.Mendès-France lui-même.

Enfin, dernier élément de rapprochement entre les démarches de 1954 et 1956: de la même manière que le leader radical avait entrepris le règlement du problème tunisien par un voyage surprise à Tunis pro-

(117)M.Bourgès-Maumoury dans "Le Monde" du 10 janvier 1956.

pre à frapper l'opinion publique et à désarmer les préventions contre l'issue envisagée, M. Guy Mollet projette dès les premiers jours de son entrée en fonctions de se rendre personnellement à Alger pour y installer le nouveau " ministre résident ", le Général Catroux.

Nous verrons bientôt que les résultats de ce voyage seront fort différents de ce que l'on espérait.

Dans tous les cas évoqués ci-dessus, la déformation de la démarche mandésiste est manifeste et inévitable, compte tenu des engagements politiques pris par la S.F.I.O. en matière sociale et des différences de tempérament entre le secrétaire général socialiste et le vice-président radical. L'impression laissée depuis 1954 par l'action de celui-ci fait que ses méthodes d'action, empreintes d'un préjugé favorable, paraissent indiscutablement les plus adéquates. Leur mauvaise application amènera des déboires insoupçonnés.

Le 1er février 1956, le Gouvernement du Front républicain est à pied d'oeuvre: il a réussi à tenir le premier pari engagé: celui de la constitution d'une équipe relativement homogène, nouvelle en même temps qu'expérimentée; il a réussi à tenir son second pari: celui de la réunion d'une large majorité parlementaire allant des communistes au R.G.R. en passant par le M.R.P. Certes, quelques craquements se sont déjà fait entendre dans l'équipe gouvernementale, mais ils ne compromettent pas la réalisation des espoirs suscités: " Ce qui comptera, c'est ce que le Gouvernement fera - et d'abord en Algérie. M. Mollet a parlé de " personnalité algérienne " et c'est très important. Nous ne lui ferons pas un reproche particulier de n'avoir pas parlé de la négociation préalable, nécessaire à tout " cessez-le-feu ". Cela fait partie du reproche général: il tenait aux voix de droite, et les voix de droite n'auraient pas suivi... Demain ne sera pas meilleur qu'aujourd'hui, mais pire. Et aujourd'hui, il faut choisir. Signalons à M. Mollet un fait qui peut à la fois le réjouir et l'inquiéter. Les musulmans d'Algérie attendent ce Gouvernement avec un certain espoir. Pour beaucoup d'entre eux, il

est la dernière chance de la paix... tout cela se décidera très vite. Ou bien ce sera la négociation et la paix. Ou bien l'intensification de la guerre. Et dans ce deuxième cas, il faudra des crédits militaires, des impôts, des classes mobilisées: alors, adieu, Front républicain." (118)

Pour l'heure, tout est en place, les hommes, le programme: tous les espoirs sont permis: il ne reste " plus qu'à " s'atteler à la tâche: " le parti socialiste a manqué une chance historique, fin 1946 - début 1947, celle de la paix en Indochine, à l'époque où elle était aisée, où les dés n'étaient pas encore complètement jetés. Il en a porté neuf ans les anères conséquences. Le facteur sonne une deuxième fois. Que M.Mollet ne laisse pas échapper sa seconde chance!" (118)

(118) C.Bourdès: "La deuxième chance de la SFIO", in "France-Observateur" du 2 février 1956.